



ASHSM/ SVMM

Service étranger suisse • Nouvelles études • Nouveaux aspects

Schweizer Solddienst • Neue Arbeiten • Neue Aspekte

Rudolf Jaun / Pierre Streit (Hrsg.)

SCHWEIZER SOLDDIENST NEUE ARBEITEN • NEUE ASPEKTE



SERVICE ÉTRANGER SUISSE NOUVELLES ÉTUDES • NOUVEAUX ASPECTS



CHPM

CENTRE D'HISTOIRE ET DE
PROSPECTIVE MILITAIRES

ASHSM
SVMM

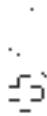


Association suisse d'histoire et de sciences militaires

Schweizerische Vereinigung für Militärgeschichte
und Militärwissenschaft

SCHWEIZER SOLDDIENST
NEUE ARBEITEN | NEUE ASPEKTE

SERVICE ÉTRANGER SUISSE
NOUVELLES ÉTUDES | NOUVEAUX ASPECTS



Schweizerische Vereinigung für Militärgeschichte
und Militärwissenschaft
Association suisse d'histoire et de sciences militaires

**ASHSM
SVMM**



CHPM
Centre d'histoire et de prospective militaires

Rédaction scientifique:
Rudolf Jaun, Pierre Streit, Hervé de Weck

Graphische Gestaltung und Satz | Conception graphique et mise en page
DEMOTEC SA | Microédition | CH-2900 Porrentruy

Druck | Impression
PRESSOR SA | CH-2800 Delémont

Gedruckt in der Schweiz | Imprimé en Suisse

ISBN 978-2-9700696-0-7

© 2010 | Schweizerische Vereinigung für Militärgeschichte und Militärwissenschaft,
Association suisse d'histoire et de sciences militaires,
Birmensdorf

RUDOLF JAUN | PIERRE STREIT | HERVÉ DE WECK

SCHWEIZER SOLDDIENST
NEUE ARBEITEN | NEUE ASPEKTE

SERVICE ÉTRANGER SUISSE
NOUVELLES ÉTUDES | NOUVEAUX ASPECTS

Colloque de l'Association suisse d'histoire et de
sciences militaires (ASHSM) | Centre d'histoire et de prospective militaires (CHPM)
Zurich 9-10 octobre 2009

Birmensdorf, SVMM | ASHSM
2010

Ces Actes n'auraient pas pu être publiés sans de généreux appuis financiers. Des remerciements tout particulier à:

- L'Académie militaire, Birmensdorf
- L'Académie suisse des sciences humaines et sociales, Berne
- La Bibliothèque Am Guisanplatz, Berne
- Stiftung Lilienberg, Ermatingen (Verleihung des Förderpreises an die Militärakademie).

Comité de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires (ASHSM)

Président	Div Dominique Juilland
Vice-président	Col Prof Dr. Rudolf Jaun
Secrétaire général	Cap Julien Grand
Trésorier	Col Hervé de Weck
Responsable publications	
Assesseurs	Br Jean Langenberger
	Maj Hubert Foerster
	Maj Pierre Streit
	Maj Dr. Peter Braun

Comité du Centre d'histoire et de prospective militaires (CHPM)

Président	Br Daniel Berger
Directeur scientifique	Maj Pierre Streit

Adresse pour le courrier:

ASHSM | SVMM

Académie militaire

Caserne

CH-8903 Birmensdorf

E-mail: Svmm.milak@vtg.admin.ch

Ashsm.milak@vtg.admin.ch

Site Internet: www.militariahelvetica.ch

INHALTSVERZEICHNIS | TABLE DES MATIÈRES

(La langue du titre indique la langue utilisée dans la contribution)

Préface du divisionnaire DOMINIQUE JUILLAND, président ASHSM et du colonel HERVÉ DE WECK, responsable des publications ASHSM.....	09
--	----

Message du brigadier MICHEL CHABLOZ, président CHPM.....	13
---	----

RUDOLF JAUN

Introduction. Service suisse à l'étranger: nouvelles études – nouveaux aspects.....	15
Einleitung. Schweizer Solddienst: Neue Arbeiten – Neue Aspekte.....	23

STIMMEN DER SÖLDNER

VALENTIN GROEBNER | BENJAMIN HITZ

Geschichtsinzenierungen, Kriegsökonomie, Alltagsgeschichte: Die Schweizer Reisläufer (1500 – 1700) als Mythos mit Lücken.....	31
--	----

OLIVIER BANGERTER

«Le bien passait le mal?» La performance des mercenaires suisses en Italie en 1494-1496.....	41
---	----

MARC HÖCHNER

Selbstzeugnisse von Schweizer Söldnern im Siebenjährigen Krieg.....	61
---	----

SOLDDIENST, STAAT UND FAMILIE

HOLGER TH. GRÄF

Die «Fremden Dienste» in der Landschaft Hessen-Kassel (1677-1815). Ein Beispiel militärischer Unternehmertätigkeit eines Reichsfürsten.....	83
--	----

NATHALIE BÜSSER

A Family Affair. Das Soldgeschäft als erbliches Verwandtschaftsunternehmen.....	105
--	-----

FRANÇOIS COJONNEX

Entre parentèle et clientèle, l'exemple de la création et de l'apogée d'un réseau de solidarités: la famille de Chandieu au service de France (1640-1728).....	123
--	-----

LOUISELLE GALLY-DE RIEDMATTEN

A qui profitait le service étranger en Valais? Une étude de la répartition des pensions au XVI ^e siècle.....	139
--	-----

**SÖLDNERREGIMENTEN ZWISCHEN ANCIEN RÉGIME
UND REVOLUTION**

GIOVANNI C. BADONE

An Army inside the Army. The Swiss Regiments of the Sabaudian Army (1741-1750).....	171
--	-----

ROBERT-PETER EYER

Die Auflösung der Schweizer Regimenten in Neapel 1789.....	199
--	-----

HUBERT FOERSTER

Kampf der Revolution und der Arbeitslosigkeit oder Einhaltung der Neutralität? Zur Bildung neuer Regimenten im Dienste von Sardinien und Spanien nach 1790/95.....	215
--	-----

ANHANG

Übersicht der Schweizer Truppenstellungen für den fremden Dienst vor 1797 und nach 1814/15 (Hubert Foerster).....	247
--	-----

PRÉFACE

Divisionnaire Dominique Juilland,
président de l'ASHSM/SVMM

Colonel Hervé de Weck,
responsable des publications ASHSM/SVMM

«La vocation première de l'historien est de raconter et d'analyser. Cependant la compréhension du passé (...) est entravée chaque jour davantage par des idées reçues, des jugements préfabriqués et des tabous (...). Si l'histoire destinée au plus grand nombre ne connaît guère de nuances, l'historien lui, est ennemi de la simplification... Il doit aussi chercher à faire comprendre l'enchaînement des séquences qui ont construit les événements historiques et de tenter de découvrir le dessous des cartes.»

L'histoire du service capitulé n'échappe pas aux critiques formulées par l'historien Max Schiavon. Cela vaut de manière générale, mais plus particulièrement en Suisse, longtemps berceau d'une véritable industrie d'exportation de mercenaires et de régiments capitulés.

La connaissance et la compréhension du phénomène «Service capitulé» qu'a l'*honnête homme* au sens XVIII^e siècle du terme ne va en général guère au-delà de ce qu'il a appris pour le baccalauréat durant ses années de collège ou de gymnase, c'est-à-dire quelques images d'Epinal centrées sur l'héroïsme et le combat. En d'autres termes des idées reçues, des jugements préfabriqués et guère de nuances. Il n'a généralement pas conscience de la complexité du phénomène, de ses dimensions démographique, sociale, économique, politique. Il peine à mesurer l'impact global du service étranger et son caractère structurant sur la vie quotidienne de toutes les couches sociales dans les cantons suisses, depuis Marignan en 1515 jusqu'à l'adoption de la Constitution de 1848.

Le Colloque organisé à Zurich à l'automne 2009 avait précisément comme objectif à travers de nouvelles études, apportant un éclairage sur de nouveaux aspects, de mettre en lumière le caractère global de ce phénomène de société que fut, durant quatre siècles, le service étranger en Suisse.

Il est certain que les présents Actes regroupant les fruits des recherches d'éminents historiens et spécialistes présentés dans le cadre du Colloque de Zurich contribueront à éliminer quelques idées reçues et jugements préfabriqués, qu'ils permettront d'assouplir et de compléter la vision parfois un peu simpliste et figée de l'*honnête homme*.

Les Treize Cantons et les pays alliés entrent dans la Confédération suisse parce que leurs autorités sont conscientes que leur milice ne peut pas défendre seule le territoire avec de véritables chances de succès, il faut coopérer avec les autres Etats confédérés. Ce réseau d'alliances et le système d'entraide permettent à leurs troupes de remporter de fracassantes victoires pendant les guerres de Bourgogne, ce qui impressionne les souverains européens. Les Confédérés, malgré la faiblesse de leur institution commune, la Diète et les incohérences de leur diplomatie, passent un temps pour la première puissance militaire en Europe. De nombreux monarques souhaitent disposer de cette infanterie qui a vaincu Charles le Téméraire, d'où le traité avec la Savoie en 1477, avec l'Autriche en 1478, avec la France, le roi de Hongrie Mathias Corvin et le pape Sixte IV en 1479. Entre 1474 et 1525, le mercenariat, c'est-à-dire le recrutement individuel, apparaît sous son plus mauvais jour, et l'affaiblissement politique des Suisses va de pair avec une corruption sans précédent. Il convient de distinguer le service capitulé, appelé également service étranger, et le mercenariat. Depuis la fin du Moyen Age jusqu'à la Révolution française, cinq critères cumulatifs permettent de définir un mercenaire suisse :

- il est recruté individuellement, spécialement pour combattre dans un conflit armé en dehors des territoires des Louables Cantons,
- il bénéficie d'une solde supérieure à celui d'un combattant régulier,
- il participe aux combats,
- il est d'une nationalité autre que celle des parties au conflit,
- il ne reçoit pas d'ordres ou de directives venant de l'Etat d'où il vient.

Après la bataille de Marignan, les Cantons empêchent autant qu'ils le peuvent les engagements individuels de mercenaires et mettent en place un système qui va caractériser la présence des Confédérés dans les armées européennes jusqu'à son interdiction dans la Constitution fédérale de 1848. A Marignan, François I^{er} ordonne de s'occuper des blessés suisses. Son trait de génie est d'engager des négociations avec les Cantons dans la foulée de la bataille, il envoie des ambassades pour étendre la paix de Gallarate à l'ensemble des Cantons. Huit d'entre eux acceptent le projet d'alliance établi à Genève deux mois après Marignan, et ils envoient dix mille hommes épauler les Français à Milan, les cinq autres envoient des hommes à l'Empereur qui ne peut bientôt plus les payer. Le 21 novembre 1516, un traité de paix, dit d'*Amitié perpétuelle*, est signé à Fribourg en Nuithonie, complété en 1521 par une *Alliance perpétuelle* qui donne la possibilité au roi de recruter entre 6000 et 16000 hommes, voire plus s'il commande lui-même l'armée.

Le système des capitulations se généralise dans toute l'Europe. Les régiments remplacent les bandes. Dès les années 1520, les Cantons contrôlent le recrutement (sans réussir à extirper complètement le mercenariat), s'occupent de l'instruction, de

l'organisation, de l'armement et de l'équipement des régiments au service étranger, dont les drapeaux portent la croix blanche traditionnelle. Chacun d'eux négocie pour son propre compte une *capitulation*, c'est-à-dire une convention, aux termes de laquelle le souverain étranger prend à son service un régiment, moyennant avantages économiques et douaniers accordés au Canton fournisseur et versement de pensions à des membres de son gouvernement, au commandant du régiment, ainsi qu'aux officiers qui organisent le recrutement. Les grands Cantons ont plusieurs régiments qui peuvent servir des souverains différents...

Des régiments suisses, en général privilégiés par rapport aux autres corps de troupe de l'armée dans laquelle ils se trouvent, servent le royaume de France, celui d'Espagne, les républiques de Venise et de Gênes, le royaume de Hongrie, les duchés de Savoie et de Milan, le pape en tant que souverain de l'Etat pontifical, plus tard les Provinces-Unies des Pays-Bas (qui attirent surtout des protestants), les empereurs de la Maison des Habsbourg, les rois de Sardaigne-Piémont, de Prusse, de Saxe, de Naples et des Deux-Siciles. Ils conservent les usages, les traditions et le code pénal militaire de leur Canton. Leur drapeau est aux couleurs de leur Canton. Ces capitulations liées à des alliances assurent la pérennité et la neutralité du Corps helvétique. Disposer de troupes suisses permet par exemple aux rois de France de faire face à des rébellions de provinces entières avec leurs nobles, leurs parlements et leurs paysans armés (les frondes). Ces régiments protègent également le souverain contre des princes rivaux au sein de la Maison royale ou en dehors d'elle.

Il y aurait eu plus d'un million de Suisses au service de France entre 1477 et 1830, dont 700 000 seraient morts ! Repris sous un vernis de scientificité par les premiers historiens démographes au milieu du XX^e siècle, ces chiffres sont aujourd'hui revus à la baisse : entre 315 000 et 430 000 hommes de plus de 16 ans se seraient engagés à l'étranger aux XVII^e et XVIII^e siècles, ce qui est déjà considérable. En effet, sur une génération d'hommes survivant au-delà de l'âge de 16 ans, le tiers serait concerné au XVI^e siècle, le quart ou le cinquième au XVII^e siècle, les quotas diminuant ensuite à un sixième, voire un dixième d'une génération d'hommes. Cette émigration militaire, qui concerne d'abord des hommes de tous âges, évolue vers un service attirant surtout des jeunes qui souhaitent être sous les armes pendant une courte période. Ce qui apparaît spécifique à la Suisse, c'est l'ampleur de ce type d'émigration par rapport à la population totale et la réglementation du service étranger¹.

En général, officiers, sous-officiers et soldats ne s'identifient pas à la politique du souverain qu'ils ont juré de servir fidèlement, ni à l'Etat où les hasards de leurs engagements les conduisent, mais ce service offre à certains officiers supérieurs l'occasion de côtoyer, voire d'intégrer l'élite du pays où ils se trouvent.

Vers le milieu des années 1520, une partie des Cantons et des Pays alliés adopte la Réforme ; le Corps helvétique s'affaiblit considérablement, miné par les méfiances et les tensions confessionnelles. Les gouvernements des Cantons s'abstiennent de participer

aux conflits européens qui ont tous une dimension religieuse aux XVI^e et XVII^e siècles. Ils savent qu'une telle intervention provoquerait la fin de leurs alliances et le démembrement de leur Confédération. Voilà l'une des raisons essentielles de leur politique de neutralité. Il n'en reste pas moins – cas très rare dans l'histoire – que les Etats voisins ne profitent pas de l'incohérence et des divergences politiques, de la faiblesse de la défense du Corps helvétique pour envahir son territoire. Les Etats européens tiennent à disposer de troupes suisses réputées pour leur savoir-faire et leur fidélité, ils ne vont pas perturber une zone de recrutement qu'ils considèrent précieuse et indispensable... Les révolutionnaires français, entre 1792 et 1803, n'auront plus ce souci, puisqu'ils auront mis sur pied des forces armées nationales de conscription.

L'intérêt manifesté par les Etats européens pour le service capitulé permet aux Louables Cantons de bénéficier jusqu'à la Révolution française d'un *dividende de paix* et de l'indépendance, malgré leur insignifiance géopolitique et stratégique, à laquelle s'ajoutent leurs querelles de clocher. Le droit international de l'époque considère comme conforme à la neutralité la mise à disposition de régiments capitulés, même d'un Etat belligérant. La grande faiblesse du Corps helvétique, c'est en effet son organisation militaire intérieure. Depuis le XVI^e siècle, les milices cantonales ne sont plus engagées que dans des opérations de maintien ou de rétablissement de l'ordre, des guerres confessionnelles internes conduites par bonheur avec modération. Cette faiblesse est largement compensée par le service étranger car, dans les capitulations, les Cantons se réservent le droit de rappeler leurs régiments à tout moment, notamment quand ils se sentent menacés et ont besoin de leurs troupes.

Les officiers, les sous-officiers et les soldats, rentrés au pays après une période de service étranger, trouvent leur place dans les armées cantonales et font bénéficier leurs compatriotes restés au pays de leur expérience et de leur savoir-faire. Souvent, ils fonctionnent comme instructeurs ou comme inspecteurs. Sous forme de boutade, on peut dire que les Cantons de l'ancienne Confédération se font payer leur défense par les Etats européens!

NOTE

¹ Walter, François: *Histoire de la Suisse*, t. II, «L'âge classique (1600-1750)». Neuchâtel, Editions Alphil, 2009, pp. 43-44.

MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CHPM

Brigadier Michel Chabloz,
président du CHPM jusqu'au 13 février 2010

La présente publication est le fruit d'une étroite collaboration entre le Centre d'histoire et de prospective militaires (CHPM) et l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires (ASHSM). Le mercenariat et le service étranger suisses constituent un thème central de notre histoire qui transcende la seule dimension militaire. L'officier ou le soldat qui part faire la guerre à l'étranger reflète la société suisse de l'époque considérée. Ses motivations sont souvent matérielles (la Suisse a été longtemps un pays pauvre), mais pas uniquement. De vraies traditions militaires existent aussi et s'incarnent dans des familles aussi emblématiques que les Chandieu ou les Erlach. L'entreprise militaire n'a donc pas pour unique finalité de réaliser des profits.

En 2008, le Symposium organisé par le CHPM a abordé ce phénomène sur la longue durée, depuis l'Antiquité grecque jusqu'à nos jours, en prenant en compte des réalités aussi différentes que les mercenaires grecs ou les compagnies militaires privées actuelles. Les actes qui ont été publiés au début de l'année 2010 traitent de deux questions centrales: quelle typologie et quelles perspectives?

Avec la publication des actes de la remarquable journée d'études organisée à Zurich en octobre 2009, la démarche de l'ASHSM complète celle du CHPM dans l'étude d'un phénomène qui touche à l'histoire sociale et à celle des mentalités. En 2010, une journée d'étude sur le service de Hollande a encore permis d'aborder un service souvent éclipsé par celui de France, comme d'ailleurs la dizaine d'autres capitulations que les cantons suisses ont signé au milieu du XVIII^e siècle. Elle a apporté des éclairages originaux sur l'institution oubliée qu'est le service étranger «hollandais» et rappelé les liens privilégiés qui ont uni jadis deux pays proches. Cette manifestation précédait une exposition sur le même sujet qui ouvrira ses portes en juin 2011, toujours au château de Morges. Les actes du Colloque, complétés par d'autres textes et illustrations, seront publiés à cette occasion.

En 2014, un symposium est d'ores et déjà prévu sur la bataille de Marignan (1515). Les mercenaires suisses seront à nouveau abordés mais dans un cadre plus large, car il ne faut jamais perdre de vue leur poids effectif dans le cours souvent incertain des batailles qui ont émaillé les guerres d'Italie.

Le mercenariat reflète une réalité différente de celle du service étranger. Les confondre, c'est mésestimer la singularité du service étranger ou service capitulé et ses logiques propres. Les dix contributions de la présente publication reflètent de telles nuances.



Le retour d'un soldat du régiment de Watteville. (Gravure coloriée de Sigmund Freudenberger)

SERVICE ÉTRANGER SUISSE : NOUVELLES ÉTUDES | NOUVEAUX ASPECTS

Rudolf Jaun

Au moins deux fois par an, les Suissesses et les Suisses, mais aussi le monde entier, peuvent se souvenir qu'il y avait des soldats suisses enrôlés à l'étranger : il s'agit du moment où, à Noël et à Pâques, le Saint Père donne sa bénédiction *Urbi et Orbi* et que les caméras des télévisions s'arrêtent sur les hallebardiers somptueusement vêtus de la Garde suisse pontificale.

Si cette Garde a célébré ses cinq cent ans d'existence, le souvenir que l'on a généralement des Suisses au service étranger est aussi bon que révolu. Ainsi le 11 septembre 2009, on commémorait pour la trois centième fois la bataille de Malplaquet survenue en 1709, qui fut pourtant décisive dans la Guerre de Succession d'Espagne. Des milliers de soldats suisses y combattirent les uns contre les autres, aussi bien du côté français que hollandais, des milliers d'entre eux y perdirent la vie. Dans la presse suisse, trois cent ans plus tard, pas une ligne pour en relater le souvenir.

Il faut toutefois relever que, dans le *Dictionnaire historique de la Suisse*, à l'article « Malplaquet », on peut lire : « *L'émotion fut vive dans le Corps helvétique et la Diète vit s'affronter partisans et adversaires du service étranger. Dans le pays comme à l'étranger, on considéra comme une honte l'affrontement sur un champ de bataille de régiments suisses servant dans des camps ennemis. La Diète prit des mesures pour éviter semblable situation et il n'y eut plus de Suisses se battant les uns contre les autres, tout au moins jusqu'à la bataille de Baylen en 1808*¹.

L'affrontement entre « *partisans et adversaires du service étranger* » existait déjà dans les premières années du XVI^e siècle. Après les débats animés autour de la suppression du service étranger au XIX^e siècle, les considérations politiques et morales influencèrent par la suite l'historiographie du service étranger suisse. Au nombre des études controversées, on doit citer l'ouvrage monumental, *Honneur et Fidélité*, écrit par Paul de Vallière². En s'enthousiasmant pour la chose militaire et l'art de la guerre dans la première moitié du XX^e siècle, il tentait de sauver l'honneur du service étranger suisse que le XIX^e avait proscrit et de mettre en évidence le combat « Modèle suisse ». On comprend dès lors pourquoi c'est au général Wille et au général Guisan que l'on doit les avant-propos de cet ouvrage compilé, paru une première fois en 1913, puis réédité en 1940.

L'affrontement entre « *partisans et adversaires du service étranger* » n'est pas terminé dans l'historiographie du service étranger, comme on peut le constater dans l'ouvrage dirigé en 2006 par Hans Rudolf Fuhrer et Robert Eyer, intitulé *Schweizer in « Fremden*

Diensten ». *Verherrlicht und verurteilt*, et dans le recueil, « *Gente Ferocissima* ». *Mercenariat et société en Suisse*, où Vallière est dénoncé³. Face aux besoins grandissants des industries militaires privées (*Private Military Companies*) après la fin de la Guerre froide, on a, ces dernières années, discuté du service suisse étranger de l'Ancien régime comme d'une entreprise militaire moderne et privée⁴.

Depuis la seconde moitié des années 1960, le service étranger ne se base plus sur des jugements émis sur la fidélité au seigneur et l'honneur du combat, mais plutôt sur un « *service de guerre et service militaire à la solde de pays étrangers* » qui prend en compte une vision politique et économique, voire parfois culturelle, de la société de l'Ancien Régime en Suisse.

L'impulsion a été donnée par l'interprétation de l'organisation socio-économique des troupes au service étranger, considérée comme une entreprise, faite par Fritz Redlich dans son ouvrage, *The German military enterpriser*⁵. En Suisse, c'est dans l'entourage du professeur Hans Conrad Peyer que ces théories ont été adoptées et appliquées avec succès. Capital et rendement, travail et migration, pouvoir aristocratique et intégration politique dans l'Europe absolutiste des monarques en ont constitué les thèmes dès le début des années 1970⁶. Avec les travaux d'Alain-Jacques Czouz-Tornare au milieu des années 1990, on a redécouvert les aspects politiques placés au centre de l'analyse⁷. Ces dernières années, cette forte contribution socio-politico-historique a été poursuivie à travers des perspectives historico-culturelles. Voilà la raison du colloque de 2009 et le sujet du présent ouvrage.

Je vais tenter d'esquisser les problématiques qu'impliquent les notions de « service » et « étranger » en recourant aux références théoriques de Max Weber et à une perspective propre à développer de nouvelles recherches en lien avec le service suisse à l'étranger. Il vaut la peine, en préambule, de s'interroger sur les conditions préalables du service étranger et ce qui crée la demande de troupes « étrangères ».

L'emploi d'armées de mercenaires implique une économie monétaire préexistante. Le plus alléchant pour le mercenaire, c'est la rémunération en monnaies d'or et d'argent. Max Weber a esquissé le rapport entre l'économie monétaire et le pouvoir patrimonial du souverain dans *Wirtschaft und Gesellschaft* : « *Der Fürst musste also (...) für die Söldner über laufende Betriebsmittel in Form von Geldeinnahmen verfügen (...). Wir finden denn auch in den Staaten des Orients, und mit Beginn der Neuzeit auch im Okzident, die charakteristische Erscheinung : Dass mit steigender Geldwirtschaft sich die Chancen der Militärmonarchie eines auf Söldner gestützten Despoten wesentlich steigern. Im Orient blieb sie seitdem geradezu die nationale Herrschaftsform, im Okzident haben die Signoren der italienischen Städte ebenso wie (...) weitgehend auch « legitime » Monarchen ihre Machstellung auf Soldtruppen gestützt*⁸. » Une forme de pouvoir reposant sur une économie financière patrimoniale-étatique était aussi la principale condition préalable à l'engagement de mercenaires.

En outre, la distinction entre propres mercenaires et mercenaires étrangers part d'un processus de développement. On doit les distinguer en fonction de l'espace, de la société, du politique et du culturel. Roger Sablonier montre qu'à la fin du Moyen Age elle s'est cristallisée avec la *compression* des droits seigneuriaux féodaux sur les territoires nationaux, essentiellement depuis la fondation de la Confédération à laquelle le comte de Rapperswil Werner von Homburg a participé. Il exerçait en même temps les droits de bailli impérial dans les Etats forestiers (*Waldstaetten*), il était également au service du Roi germanique en Italie comme chef-mercenaire et il fut remercié pour ses bons services par la perception de taxes impériales. Dans cette phase de transition, les entreprises de mercenariat de Werner von Homburg ne s'envisagent pas seulement d'un point de vue « étranger », mais également « local »⁹.

Depuis le tournant des XV^e et XVI^e siècles, les seigneurs patrimoniaux avaient intérêt à s'assurer leur seigneurie et la conduite de guerres, donc à disposer de mercenaires qu'ils avaient engagés, au contraire de la noblesse de leur souveraineté, qui avait aussi recours aux entreprises mercenaires, mais s'est laissée à contrecœur *médiatiser* en partie par les seigneurs. Max Weber formule ainsi ce rapport : « *Die Soldtruppen waren naturgemäss dann am engsten durch Interessensolidarität mit der Herrschaft des Fürsten verknüpft, wenn sie den Untertanen gänzlich stammfremd gegenüberstanden, mit ihnen also gegenseitig Anschluss weder suchten noch finden konnten. Tatsächlich haben die Patrimonialfürsten denn auch ganz regelmässig von den Kretern und Philistern Davids bis zu den Schweizern der Bourbonen mit Vorliebe Landfremde für ihre Leibwache geworben*¹⁰. » Pendant longtemps, les Confédérés ont fourni des mercenaires, non seulement aux troupes royales françaises, mais également à de nombreux souverains d'Europe. « Suisse » était alors synonyme de « garde ».

A cela s'ajoutent deux aspects : dans le cadre des entreprises guerrières, les troupes « totalement étrangères » exerçaient, surtout aux XV^e et XVI^e siècles, une très grande influence même auprès des populations civiles. Pour cela, elles étaient considérées par les souverains qui les employaient comme un moyen d'intervention, non seulement contre leurs adversaires, mais également contre leurs propres sujets. Le second aspect tient au fait que ces unités de mercenaires se spécialisaient de manière croissante et se profilaient pour certains types de combats bien particuliers. Les Confédérés firent leurs preuves, même après la suppression des lances et des halberdes, plus dans l'infanterie que dans la cavalerie ou les troupes légères.

La structure politique de la Confédération naissante était propice à la mise à disposition, contre de l'argent, de troupes aux différents souverains d'Europe, et ce à long terme. Non seulement, les chefs-mercenaires enrôlés aux XV^e et XVI^e siècles pour une seule guerre, mais également les propriétaires de compagnie et de régiment en service permanent aux XVII^e et XVIII^e siècles dépendent directement des monarques qui légitiment et décident de leurs états de service par une double autorégulation : les familles vivant du service mercenaire forment une bonne partie des conseils et des autorités des

Cantons confédérées et les représentent au niveau fédéral, au sein de la Diète. Celle-ci, depuis le début du XVI^e siècle, a passé des accords, appelés *capitulations*, avec les souverains et leur assurait en cas de besoin le recrutement et la mise à disposition de troupes contre paiement de garanties (pensions).

La Diète, les conseils et les autorités des Etats confédérés intervenaient pour régler les problèmes et les conflits d'intérêts. Les souverains étaient liés par leurs paiements, non seulement à ces *commissions de régulation*, mais aussi aux entreprises mercenaires elles-mêmes, aux familles qui défendaient les intérêts de ces souverains à la Diète, dans les conseils ou concluaient des contrats particuliers directement avec eux, au mépris des régulateurs. Ce système permettait en outre de défendre face aux souverains les intérêts politiques, surtout politico-commerciaux, des membres des Conseils et de la Diète. Ainsi le service mercenaire de l'ancienne Confédération débouche sur un système bien réglé qui ne dépendait pas du système patrimonial-étatique des souverains et était de ce fait « étranger », mais qui a pu vivre en symbiose économique et financière avec ce dernier et perdurer, dans la mesure où les monarques patrimoniaux-étatiques existaient et avait intérêt à assurer leur souveraineté et leurs entreprises guerrières avec des troupes « étrangères » mais bénéficiant de privilèges et de ce fait « fidèles » et « emplies d'honneurs ».

La demande de mercenaires était, me semble-t-il, excessivement élevée ; l'offre pouvait aussi être organisée de manière centralisée par un souverain, comme le montre le cas du landgrave de Hesse, ou par des contrats conclus par des entreprises mercenaires nobles, par exemple de nobles familles hongroises et irlandaises. Ainsi au début de l'époque moderne, la Confédération était sur un pied d'égalité avec les Etats qui, comme le Hessen-Kassel, pour des raisons économiques, mettaient des troupes à la disposition des Etats qui menaient des guerres. A la différence de la Confédération, ils ne le faisaient pas sur la base de traités d'alliances et de capitulations à long terme, mais à court terme. Il s'agissait en règle générale de contrats subsidiaires de quatre ans, limités à un petit nombre de parties contractantes (en premier lieu la Grande-Bretagne et les Pays-Bas). On en apprendra plus à ce sujet dans la communication de Holger Gräf dans ce volume.

Par le biais d'une régulation cantonale et fédérale de l'offre helvétique des familles d'entrepreneurs militaires, le service étranger a gardé, en comparaison du reste de l'Europe, des proportions exceptionnelles (voir l'appendice « Survol de la situation des troupes au service étranger avant 1797 et après 1814/15 »). Différent selon les régions, le service étranger avait aussi, dans la société suisse de l'Ancien régime, une importance qualitative, dont les aspects sociaux, économiques, culturels et militaires n'ont pendant longtemps pas été pris en considération. Un échange de perspectives mis en commun devait prendre en considération les aspects, les bases et les sources suivantes.

LES EXPÉRIENCES ET TÉMOIGNAGES PERSONNELS

Bien que les bases de données donnant accès aux mercenaires soient précaires, les articles de Valentin Gröbner/Benjamin Hitz et Marc Höhener montrent le potentiel d'exploitation des procédés métaphoriques individuels et collectifs qui marquent le discours sur le service mercenaire et les expériences des militaires eux-mêmes¹¹. L'évocation du quotidien ainsi que les rapports avec une culture étrangère et les transferts ont aussi été rendus possibles au niveau d'expériences faites.

PERSPECTIVES RÉGIONALES

L'article de Louise Gally-de Riedmatten montre quelle signification financière pouvait avoir les pensions du service mercenaire pour les régions des Etats confédérés en prenant pour exemple le Canton du Valais. Une intervention micro-historique et historico-expérimentale a démontré combien les recherches sur le service mercenaire suisse, jusqu'alors sclérosées, pouvaient être dynamisées. Le recensement a permis de détailler les mercenaires d'une région au service étranger, les réseaux sociaux à l'intérieur d'une région ou d'une vallée. Il montre comment se sont développées, au cours du XVIII^e siècle, les motivations ou les démotivations à servir ou comment l'explication du « déclin » du service mercenaire au XVIII^e siècle devrait être mise en question¹².

MODES DE FORMATION ET DE COMBAT

A l'époque dite « héroïque » du mercenariat suisse, au passage à l'époque moderne¹³, l'attention s'était concentrée sur les succès et sur la fin des « carrés suisses », mais le processus de modernisation des troupes mercenaires suisses dans le cadre des réformes orangistes de la fin du XVI^e siècle et du début du XVII^e siècle, a jusqu'à aujourd'hui suscité peu d'intérêt¹⁴. L'introduction de l'exercice et du drill, les changements des armes de l'infanterie, l'apparition des armes à feu dans les troupes suisses capitulées, leurs engagements dans de nombreuses batailles du XVIII^e faisaient aussi partie des thèmes les plus captivants, militaires, culturels et économiques du siècle des Lumières. Dans ce contexte, une comparaison avec les régiments irlandais, qui avaient justement été aussi engagés en France et en Espagne, semblait tout à fait pertinente¹⁵.

RELATIONS OPPOSÉES ENTRE LES EMPLOYEURS ET LES RÉGIMENTS MERCENAIRES

Si ces relations se trouvent depuis toujours au centre de la recherche sur le service mercenaire, celle-ci est restée souvent concentrée sur les contrats de mercenariat. Les articles de Giovanni C. Badone, Robert-Peter Eyer et Hubert Foerster montrent, par le biais de recherches empiriques, les diverses situations sujettes à problèmes qui ont pu opposer les propriétaires de régiments et les chefs de guerre. On constate qu'il existe un potentiel pour d'autres recherches : les propriétaires de régiments étaient aussi souvent

les représentants des intérêts des monarques dans les conseils des Etats confédérés et à la Diète. Par ailleurs, ces propriétaires et leurs officiers dépendaient de leurs employeurs dans leurs efforts à fournir des compagnies ou des régiments, des pensions et des décorations. De nombreux portraits de rois, qui ornaient et ornent encore les salons des résidences de la Confédération, sont mentionnés dans les successions de propriétaires de régiment à côté de nombreux diplômes nobiliaires décernés par des souverains, ce qui pourrait constituer le point de départ d'une histoire des relations historico-culturelles¹⁶. Ici aussi on pourrait fournir de nouveaux points de vue comparatifs et accentuer la place spécifique des troupes mercenaires suisses entre privilège et gestion absolue de l'Etat¹⁷.

LES ENTREPRISES MERCENAIRES EN TANT QU'ENTREPRISES ÉCONOMIQUES ET FAMILIALES

La recherche relative aux familles d'entrepreneurs mercenaires se trouvait jusqu'à aujourd'hui focalisée sur les propriétaires de régiment, de compagnies et les officiers de ces corps. Les problèmes de financement et de recrutement des compagnies de mercenaires, entre le XVII^e et le XIX^e siècle, les chances de revenus et de gain ont été traitées au cours des dernières années¹⁸. Jusqu'à aujourd'hui, les histoires des familles suivent essentiellement un recensement patrilinéaire des grands hommes que compte chacune d'entre elles ; elles décrivent leurs carrières et hauts faits¹⁹. La base « Military Enterprise », mise au point par Redlich, offre un certain nombre d'analyses qui comprennent notamment les familles d'entrepreneurs militaires comme prestataires de services et entreprises financières, mais s'intéresse peu aux dimensions culturelles et sociales des familles dans leur ensemble. Le rôle significatif joué par les femmes dans l'exploitation des compagnies au service étranger est étudié dans cet ouvrage par Nathalie Büsser et François Cojonnex. Les femmes ont pourtant joué également un rôle central dans le financement, la transmission, la promotion culturelle des familles d'entrepreneurs mercenaires. De même, on a accordé trop peu de considération aux activités professionnelles non-militaires de ces familles, mais importantes dans l'économie de guerre²⁰.

CONSEILS DES ETATS CONFÉDÉRÉS ET DIÈTE FÉDÉRALE

L'importante fonction charnière des Etats confédérés et de la Diète pour le service étranger suisse est bien connue et présente un cas isolé, mais pas systématiquement étudié. En tant que régulateurs et enceintes de la perception des intérêts contradictoires des mandataires princiers et royaux, ainsi que des entreprises militaires, ils prennent une grande importance. On pourrait comparer les relations des entrepreneurs militaires avec leurs mandataires et celles que d'autres fournisseurs de troupes mercenaires (troupes subsidiaires en Württemberg ou en Hesse, régiments irlandais et hongrois) entretiennent avec leurs mandataires.

A la fin de ce volume se trouve un appendice dû à Hubert Foerster. Il présente pour la première fois un survol de la distribution cantonale des compagnies qui, avant 1792 et après 1814/15, se trouvaient dans les régiments suisses au service de France, de Hollande, de Sardaigne, d'Espagne et de Naples. Ce sont les principaux Etats avec lesquels la Confédération ou plutôt les propriétaires de régiment ont traité. Ce document montre de manière saisissante la répartition dans l'ensemble de la Confédération et le nombre souvent étonnant des compagnies qui étaient recrutées dans chaque Canton.

Traduction en français
par Philippe Clerc

NOTES

¹ Dictionnaire historique de la Suisse, t. 8, Bâle et Hauterive 2009, p. 185.

² VALLIERE Paul de, *Honneur et Fidélité. Histoire des Suisses au service étranger*, Neuchâtel 1913, Lausanne 1940.

³ FUHRER Hans Rudolf ; EYER Robert Peter, *Schweizer in «Fremden Diensten». Verherrlicht und verurteilt*, Zürich 2006. LAFONTANT, Chantal, «Honneur et Fidélité». Une rupture dans l'historiographie du service étranger ?, in : Furrer, Norbert ; Hubler, Lucienne ; Stubenvoll, Marianne ; Tosato-Rigo, Danièle, *Gente ferocissima. Mercenariat et société en Suisse (XVe – XIX siècle)*, Zürich 1997, pp. 347-358. Pour un survol de la littérature relative au mercenariat et au service capitulé suisses, voir aussi : SCHAUFELBERGER Walter, « Von der Kriegsgeschichte zur Militärgeschichte », in : Schneider, Boris ; Python, Francis (éd. par), *L'histoire en Suisse. Bilan et perspectives 1991*, Bâle 1992, pp. 355-360.

⁴ FOERSTER Stig ; JANSEN Christian ; KRONENBITTER Günther, *Rückkehr der Condottieri ? Krieg und Militär zwischen staatlichem Monopol und Privatisierung : von der Antike bis zur Gegenwart*, (Krieg in der Geschichte dans le vol. 57), Paderborn 2010 ; *Mercenariat et service étranger, Actes du symposium 2008*, Centre d'histoire et de prospective militaires, Pully 2010.

⁵ REDLICH Fritz, *The German Military Enterpriser and his Work Force. A Study in European Economic and Social History*, 2 vol., Wiesbaden 1964-65.

⁶ SUTER Hermann, *Innerschweizerisches Militär-Unternehmementum im 18. Jahrhundert*, Zurich 1971 ; STEFFEN Hans, *Die Kompanien Kaspar Jodok Stockalpers. Beispiel eines Soldunternehmers im 17. Jahrhundert*, Brigue 1975 ; BUEHRER Walter, *Der Zürcher Solddienst des 18. Jahrhunderts. Sozial- und wirtschaftsgeschichtliche Aspekte*, Berne 1977.

⁷ CZOUZ-TORNARE Alain-Jacques, *Les troupes Suisses capitulées et les relations franco-helvétiques à la fin du XVII^e siècle*, 2 vol., Paris 1996.

⁸ WEBER Max, *Wirtschaft und Gesellschaft. Grundriss der verstehenden Soziologie*, Tübingen 1976, p. 588.

⁹ SABLONIER Roger, *Gründungszeit ohne Eidgenossen. Politik und Gesellschaft in der Innerschweiz um 1300*, Baden 2008, p. 50.

¹⁰ WEBER, (voir note 8), p. 588.

¹¹ JAEGGI Stefan, « Ein Tag im Leben eines Luzerner Söldners », in : *Des Geschichtsfreund* 152 (1999), pp.149-159 ; MARIE Béatrice, *Vie des Gardes Suisses à la fin du service actif*, mémoire de licence, Marne-La-Vallée, 2007.

¹² DISCH Nicolaus, *Vom Titlisfuss zur Garnison. Engelberger Talleute in Solddiensten 1850-1800*, mémoire de licence, Bâle 2005 ; STEINAUER Jean, *Patriciens, fromagers, mercenaires. L'émigration fribourgeoise sous l'Ancien Régime*, Lausanne 2000 ; STEINAUER Jean, *Courir l'Europe. Valaisans au service étranger 1790-1870*, Sion 2008.

¹³ BANGERTER Olivier, « *Le bien passait le mal* ». *La performance des mercenaires suisses en Italie en 1494-1496*, dans ces ouvrage.

¹⁴ FOERSTER Hubert, « Die niederländische Schule und ihr Einfluss in der Eidgenossenschaft am Beispiel von Bern und Freiburg zu Beginn des 17. Jahrhunderts », in : Ders. (sous la direction de), *Actes du symposium international d'histoire et de prospective militaire à Pully*, Pully 1990, pp. 63-75.

¹⁵ MURPHY David, *The Irish Brigades 1685-2006*, Dublin 2007 ; SARMANT Thierry, *Suisses au service de la France XVII^e — XIX^e siècles* (Inventaire des Archives de la Guerre, Sous-Série XG), Vincennes 2001.

¹⁶ BUERGI Andreas, *Relief der Urschweiz. Entstehung und Bedeutung des Landschaftsmodells von Franz Ludwig Pfyster*, Zurich 2007, p. 25 ss.

¹⁷ ROWLANDS Guy, « *Foreign Service in the Age of Absolute Monarchy : Louis XIV and His Forces Etrangères* », in : *War in History* (2010), p. 141.

¹⁸ SUTER ; BUEHRER (voir note 6).

¹⁹ La famille de Reding est un tout nouvel exemple d'histoire de familles d'entrepreneurs militaires : Wiget, Josef, *Von Haudegen und Staatsmännern ; Geschichte und Geschichten der Schwyzer Familie Reding ab der Schmiedgass*, Schwyz 2007.

²⁰ Andreas Bürgi donne ces informations qui concernent l'immobilier, les vignobles et les carrières, ainsi que le commerce du plâtre des officiers au service de France à Paris dans : BUERGI (voir note 16), p. 47. Voir aussi BUESSER Nathalie, « Salpeter, Kupfer, Spitzeldienste und Stimmenkauf. Die kriegswirtschaftlichen Tätigkeiten der Zuger Militärunternehmers und Magistraten Beat Jakob II. Zurlauben um 1700 für Frankreich », in : Groebner, Valentin ; Guex, Sébastien ; Tanner, Jakob (sous la direction de), *Economie de guerre et guerres économiques* (Société suisse d'histoire économique et sociale), Zurich 2008.

SCHWEIZER SOLDDIENST: NEUE ARBEITEN | NEUE ASPEKTE

Rudolf Jaun

Mindestens zweimal im Jahr werden die Schweizerinnen und Schweizer und die ganze Welt daran erinnert, dass es Schweizer Soldaten in Fremden Diensten gab: Genau dann, wenn der Papst an Weihnachten und Ostern das «urbi et orbi» spricht und die Fernsehkameras auf die schmuck gekleideten Hellebardiers der päpstlichen Schweizergarde schwenken. Wenn nicht gerade diese Gardetruppe ihr fünfhundertstes Dienstjahr feiert, ist die medial vermittelte Erinnerung an die Schweizer Söldner in Fremden Diensten so gut wie verblichen. So jährte sich im Jahre 2009 am 11. September die Schlacht von Malplaquet zum dreihundertsten Mal. Jene Schlacht von 1709, die den Spanischen Erbfolgekrieg entschied. Jene Schlacht, in der sowohl auf Seiten Frankreichs wie auch Hollands Tausende Schweizer Söldner gegeneinander kämpften und auch zu Tausenden starben. In der Schweizer Presse fand sich dazu 300 Jahre später nicht eine Zeile.

Bemerkenswerterweise findet sich aber im *Historische Lexikon der Schweiz* ein Artikel zu «Malplaquet», welcher Folgendes festhält: «*Die Reaktionen in der Eidgenossenschaft waren heftig, und in der Tagsatzung kam es zum Streit zwischen Befürwortern und Gegnern der Fremden Dienste. Im In- wie im Ausland wurde der Einsatz von Schweizerregimentern auf dem Schlachtfeld im Dienste verfeindeter Lager als Schande betrachtet. Die Tagsatzung ergriff Massnahmen, um eine ähnliche Situation zu verhindern. Bis zur Schlacht von Baylen 1808 kämpften Schweizer nicht mehr gegeneinander*¹.»

Der *Streit zwischen Befürwortern und Gegnern der Fremden Dienste* setzte bereits im frühen 16. Jahrhundert ein. Nach den heftigen Debatten um die Abschaffung des Solddienstes im 19. Jahrhundert kennzeichneten die politischen und moralischen Auseinandersetzungen um den Solddienst in der Folge auch die schweizerische Solddienst-Historiographie. Ein nicht zu übersehender Meilenstein in der kontroversen Betrachtung bildete das Monumentalwerk *Treue und Ehre* von Paul de Vallière². Im Zuge der Begeisterung für das Soldatische und Kriegerische in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts versuchte er die soldatische Ehre der im 19. Jahrhundert verfeimten Schweizer Söldner zu retten und das Beispielhafte des schweizerischen Kriegerturns herauszustreichen. Bezeichnenderweise verfassten sowohl General Wille wie auch General Guisan ein wohlwollendes Vorwort für das 1913 und 1940 erschienene, stark kompulatorische Werk.

Der «*Streit zwischen Befürwortern und Gegnern des Solddienstes*» wirkt bis heute auf die Historiographie der Fremden Dienste nach, trägt doch der 2006 von Hans Rudolf Fuhrer und Robert Eyer herausgegebene Überblicksband den Titel «Schweizer in Fremden Diensten. Verherrlicht und verurteilt» und im Sammelband *Gente ferocissima. Solddienst und Gesellschaft in der Schweiz* wird de Vallière denunziert³. Angesichts des zunehmenden Aufkommens privater Militärfirmen (Private Military Companies) nach dem Ende des Kalten Krieges wird der Solddienst des Ancien Régimes in letzter Zeit vergleichend mit den modernen, privaten Militärunternehmen thematisiert⁴.

Seit der zweiten Hälfte der 1960er Jahre gibt es einen Zugang zum Phänomen des Solddienstes, welcher weder wertende Urteile noch Fürstentreue und Kampfeslehre ins Zentrum stellte, sondern das Phänomen «Kriegs- und Militärdienst in fremdem Sold» als politische und wirtschaftliche und zunehmend auch kulturelle Erscheinung der Gesellschaft des schweizerischen Ancien Régime ernst nimmt.

Anstoss dazu gab die Interpretation der sozio-ökonomischen Organisation der Soldienstruppen als Unternehmen durch Fritz Redlich: «The German military enterpriser»⁵. In der Schweiz waren es die im Umfeld von Professor Hans Conrad Peyer entstandenen Arbeiten, die diese Sichtweise aufnahmen und mit Erfolg umsetzten. Kapital und Rendite, Arbeit und Migration, aristokratische Herrschaft und politische Integration ins absolutistische Europa der Monarchen bildeten die Themen seit den frühen 1970er Jahren⁶. Mit der Arbeit von Alain-Jacques Czouz-Tornare rückten Mitte der 1990er Jahre wieder vermehrt politische Aspekte ins Zentrum der Betrachtung⁷.

Erst in den letzten Jahren wurde diese stark gesellschafts- und politikgeschichtlich orientierten Beiträge durch kulturgeschichtliche Perspektiven erweitert. Diese gaben den Anlass zur Tagung von 2009 und zum hier vorliegenden Tagungsband.

Im Folgenden werde ich versuchen, die Problematik «Sold» und «Fremd» mit Hilfe des herrschaftstheoretischen Ansatzes von Max Weber zu skizzieren und eine umfassende Perspektive für weitere Forschungen zum schweizerischen Solddienst zu entwickeln.

Es lohnt sich, zu Beginn die Frage zu stellen, welches die Voraussetzungen für Solddienste sind und weshalb eine Nachfrage nach «fremden» Truppen aufkommt.

Die Anstellung von Söldnerheeren setzt Geldwirtschaft voraus. Denn das Lockende am Solddienst war die Bezahlung mit Edelmetallmünzen. Den Zusammenhang von Geldwirtschaft und fürstlicher Patrimonialherrschaft hat Max Weber in *Wirtschaft und Gesellschaft* wie folgt skizziert: «*Der Fürst musste also (...) für die Söldner über laufende Betriebsmittel in Form von Geldeinnahmen verfügen (...). Wir finden denn auch in den Staaten des Orients, und mit Beginn der Neuzeit auch im Okzident, die charakteristische Erscheinung: Dass mit steigender Geldwirtschaft sich die Chancen der Militärmonarchie eines auf Söldner gestützten Despoten wesentlich steigern. Im Orient blieb sie seitdem geradezu die nationale Herrschaftsform, im Okzident haben*

die Signorenen der italienischen Städte ebenso wie (...) weitgehend auch *«legitime» Monarchen ihre Machtstellung auf Soldtruppen gestützt.*⁸» Eine auf Geldwirtschaft beruhende patrimonial-staatliche Herrschaftsform war also die zentrale Voraussetzung für das Engagement von Söldnern.

Auch die Unterscheidung von eigenen und fremden Söldnern setzte einen Entwicklungsprozess voraus, welcher Menschen räumlich, gesellschaftlich, politisch und kulturell gegeneinander abhob. Dass die Unterscheidung von «eigenen» und «fremden» Söldnern im ausgehenden Spätmittelalter nicht so eindeutig war und sich erst mit der Verdichtung von personalen feudalrechtlichen Herrschaftsrechten zu territorialstaatlichen Hoheitsgebieten herauskristallisierte, könnte am Beispiel des nach Roger Sablonier wesentlich an der Gründung der Eidgenossenschaft beteiligten Rapperswiler Grafen Werner von Homburg gezeigt werden. Dieser übte zugleich die Rechte der Reichsvogtei in den Waldstätten aus, war u. a. im Dienste des deutschen Königs in Italien als Söldnerführer tätig und liess sich allenfalls aus der Erhebung der Reichsteuer seine Kriegsdienstleistung entschädigen. Die Soldunternehmungen Werner von Homburgs erscheinen in dieser Transitionsphase nicht einfach als «fremd», sondern durchaus als «eigen»⁹.

Seit der Wende vom 15. zum 16. Jahrhundert hatten die Patrimonialfürsten jedoch zur Sicherung Ihrer Herrschaft und ihrer Kriegführung ein Interesse, auch Söldnerführer und Soldtruppen zur Verfügung zu haben, welche nur ihnen verpflichtet waren. Dies im Gegensatz zum Adel aus dem eigenen Herrschaftsbereich, der ebenfalls Soldunternehmungen betrieb, aber sich von den Landesfürsten zum Teil nur widerstrebend mediatisieren liess. Max Weber hat diesen Zusammenhang so formuliert: *«Die Soldtruppen waren naturgemäss dann am engsten durch Interessensolidarität mit der Herrschaft des Fürsten verknüpft, wenn sie den Untertanen gänzlich stammfremd gegenüberstanden, mit ihnen also gegenseitig Anschluss weder suchten noch finden konnten. Tatsächlich haben die Patrimonialfürsten denn auch ganz regelmässig von den Kretern und Philistern Davids bis zu den Schweizern der Bourbonen mit Vorliebe Landfremde für ihre Leibwache geworben.»*¹⁰ Lange Zeit stellten die Eidgenossen nicht nur in Frankreich die königlichen Gardetruppen, sondern bei vielen europäischen Fürsten. «Schweizer» wurde Synonym für «Gardist».

Dazu kommen zwei weitere Aspekte: «gänzlich stammfremde» Truppen konnten sich vor allem im 15. und 16. Jahrhundert im Rahmen der Kriegsunternehmungen ein viel gewaltvolleres Verhalten insbesondere auch gegenüber der «Zivilbevölkerung» erlauben und waren damit für den engagierenden Fürsten durchaus ein Drohpotential nicht nur gegen Kriegsgegner, sondern auch gegen die eigenen Untertanen.

Der zweite Aspekt scheint darin zu liegen, dass sich die Söldnerverbände zunehmend spezialisierten und für bestimmte Kampfformen profilierten. Die Eidgenossen bewährten sich, auch nach dem Wegfall der Langspiesse und Hellebarden primär als Infanterie und nicht als Kavallerie oder leichte Truppen.

Die politische Struktur der sich bildenden Eidgenossenschaft eignete sich vorzüglich dazu, den verschiedensten patrimonial-staatlichen Fürsten Europas langfristig Truppen gegen Geld zur Verfügung zu stellen. Sowohl die für einzelne Kriege angeheuerten Söldnerführer des 15. und 16. Jahrhunderts als auch die in permanenten Dienst stehenden Kompanie- und Regimentsinhaber des 17. und 18. Jahrhunderts standen in einem direkten persönlichen Dienstverhältnis zum Monarchen, welches durch eine doppelte Selbstregulierung verstetigt, gelenkt und legitimiert wurde: die vom Solddienst lebenden Familien bildeten zu einem guten Teil auch die Räte und Obrigkeiten der eidgenössischen Orte und vertraten diese auch auf eidgenössischer Ebene, in der Tagsatzung, welche seit dem frühen 16. Jahrhundert mit den Fürsten Rahmenverträge, sogenannte Kapitulationen, abschloss und ihnen bei Bedarf gegen Garantiezahlungen (Pensionen) die Anwerbung und Bereitstellung von Soldtruppen zusicherte.

Die Tagsatzung und die Räte und Obrigkeiten der einzelnen eidgenössischen Stände traten also als Regulatoren auf, um Probleme zu behandeln und Interessenkonflikte zu entscheiden. Die Fürsten banden aber durch ihre Zahlungen nicht nur diese regulatorischen Gremien an sich, sondern auch die einzelnen Soldunternehmer und ihre Familien, welche die Interessen der Fürsten in den Räten und in der Tagsatzung vertraten oder mit den Fürsten unter Missachtung der Regulatoren in der Form von Partikularverträgen direkte Soldgeschäfte abschlossen.

Dieses System erlaubte zudem, politische, insbesondere handelspolitische Interessen der Rats- und Tagsatzungsmitglieder gegenüber den Fürsten zu vertreten. In dieser Sichtweise bildete der fremde Solddienst der Alten Eidgenossenschaft seit der frühen Neuzeit ein kollektiv geregeltes System, welches zwar dem fürstlich patrimonial-staatlichen System nicht angehörte und insofern «fremd» war, aber durch dessen geldwirtschaftliche Basis mit ihm in Symbiose lebte und genau so lange lebte, wie diese patrimonial-staatlichen Monarchien existierten und ein Interesse hatten, ihre Herrschaft und Kriegsunternehmen mit «stammesfremden», aber privilegierten und dadurch tendenziell «treuen» und «ehrgeizigen» Truppenelementen abzusichern.

Entscheidend war meines Erachtens die zahlungskräftige Nachfrage nach Söldnern. Das Angebot konnte auch fürstlich-zentralistisch organisiert sein, wie das Beispiel des Landgrafen von Hessen zeigt, oder durch Kontrakte mit adligen Solddienstunternehmern bewerkstelligt werden, wie das Beispiel der ungarischen und irischen Adelsfamilien zeigt. Wie die Eidgenossenschaft tritt die Landschaft Hessen-Kassel in der frühen Neuzeit nicht als Konfliktpartei auf, sondern stellt seine Truppen aus wirtschaftlichen Gründen kriegführenden Staaten zur Verfügung. Im Unterschied zur Eidgenossenschaft jedoch nicht auf der Grundlage langfristiger Allianz- und Kapitulationsverträge, sondern kurzfristiger, in der Regel vierjähriger Subsidienverträge an einen eingeschränkten Kreis von Vertragspartnern (primär Grossbritannien und die Niederlande). Mehr dazu im Beitrag von Holger Gräf in diesem Band.

Durch die kollektive, kantonale und eidgenössische Regulierung des schweizerischen Angebotes der einzelnen Solddienstunternehmungs-Familien erhielt dieses im europäischen Vergleich quantitativ ein herausragendes Ausmass (siehe Anhang «Übersicht der Schweizer Truppenstellungen für den fremden Dienst vor 1797 und nach 1814/15»). Wenn auch regional unterschiedlich, hatte der Solddienst für die schweizerische Gesellschaft des Ancien Régime einen qualitativen Stellenwert, dessen soziale, wirtschaftliche, kulturelle und militärische Aspekte längst nicht ausgelotet sind. Ein vernetzter Perspektivenwechsel müsste insbesondere folgende Aspekte, Ansätze und Quellen ins Zentrum rücken.

ERFAHRUNGEN UND SELBSTZEUGNISSE

Obwohl die Quellenbasis für diesen Zugang zu den Söldnern prekär ist, zeigen die Beiträge von Valentin Gröbner/Benjamin Hitz und Marc Höhener das Potential der Auswertung individueller und kollektiver Metaphoriken auf, welche das Reden über den Solddienst und Solddienst Erfahrungen prägten¹¹. Auch der Alltag und der Umgang mit «fremder» Kultur und deren Transfer könnten erfahrungsgeschichtlich angegangen werden.

REGIONALE PERSPEKTIVE

Welche finanzielle Bedeutung das mit dem Solddienst verbundene Pensionenwesen für die Regionen eines eidgenössischen Standes haben konnte, zeigt der Beitrag von Louiselle Gally-de Riedmatten zur Verteilung der Pensionen im Wallis. Ein mikro- und erfahrungsgeschichtliches Vorgehen könnte zeigen, wie festgefahrene Aussagen zum Schweizer Solddienst aufgebrochen werden könnten. Mit der Erfassung möglichst aller in Dienst gestandenen Söldnern einer Region und ihrem sozialen Netz innerhalb einer Land- oder Talschaft könnte z.B. gezeigt werden, wie sich die Dienstmotivation und -neigung im Laufe des 18. Jahrhunderts entwickelte und wie das Narrativ vom «Niedergang» der Solddienste im 18. Jahrhundert zu überprüfen wäre¹².

AUSBILDUNGS- UND KAMPFWEISE

Die Fixierung auf die sogenannte «heroische» Zeit der Schweizer Söldner am Übergang zur Frühneuzeit¹³ hat es mit sich gebracht, dass die Aufmerksamkeit sich auf die Erfolge und das Ende der eidgenössischen Langspiess-Harste konzentrierte, aber der Prozess der Modernisierung der Schweizer Soldtruppen im Rahmen der Oranischen Reformen am Ende des 16., anfangs des 17. Jahrhunderts bisher kein Interesse fand¹⁴. Die Einführung des Drills und die vollständige Umstellung der Infanterie auf Feuerwaffen auch bei den Schweizer Soldtruppen und deren erfolgreicher Einsatz in zahlreichen Schlachten des 18. Jahrhunderts gehörte zu den spannendsten militär-, kultur- und wirtschaftsgeschichtlichen Themen des Solddienstes im 18. Jahrhundert. Ein Vergleich

mit den irischen Regimentern, die ebenfalls in Frankreich und Spanien engagiert waren, erschiene dabei als besonders lohnenswert¹⁵.

GEGENSEITIGE BEZIEHUNGEN ZWISCHEN DEN DIENST- UND KRIEGSHERRN SOWIE DEN SOLDDIENSTREGIMENTERN

Die Darstellung dieser Beziehungen steht seit jeher im Zentrum der Solddienstforschung, blieb jedoch oftmals auf die Solddienstkontrakte konzentriert. Die Beiträge von Giovanni C. Badone, Robert-Peter Eyer und Hubert Foerster in diesem Band zeigen an Hand empirischer Untersuchungen, welche Problemlagen sich zwischen Regiments-Inhaber Dienst- und Kriegsherr ergeben konnten. Auch hier liegt jedoch Potential für weitere Forschungen vor: die Regimentsinhaber waren oftmals auch politische Interessenvertreter der Monarchen in den Räten der eidgenössischen Stände und in der Tagsatzung. Die Regimentsinhaber und ihr Offizierskorps waren auf der anderen Seite abhängig von ihrem Dienstherrn in ihren Bemühungen um Übertragung von Truppeneinheiten, Pensionen und Orden¹⁶. Zahlreiche Königsportraits in den Nachlassenschaften der Regimentsinhaber, welche die Salons in den eidgenössischen Wohnsitzen zierten und immer noch zieren, weisen neben zahlreichen Nobilitierungsdiplomen auf Bindungen zu den fürstlichen Dienstherrn hin und könnten Ausgangspunkt einer kulturgeschichtlichen Beziehungsgeschichte sein. Auch hier könnte ein vergleichendes Vorgehen neue Einsichten vermitteln und die spezifische Stellung der schweizerischen Soldtruppen zwischen Privileg und absolutistischer Staatsverwaltung akzentuieren¹⁷.

SOLDDIENSTUNTERNEHMUNG ALS WIRTSCHAFTS- UND FAMILIENUNTERNEHMUNG

Die Untersuchung der Solddienstfamilien stand bisher völlig im Banne der Regiments- und Kompanieinhaber und Subalternoffizierskorps. Probleme bei der Finanzierung und Rekrutierung der Solddienstkompanien vom 17. bis zum 19. Jahrhundert und Einkommens- und Gewinnchancen sind in den letzten Jahrzehnten aufgearbeitet worden¹⁸. Familiengeschichten folgen bis heute meist einer patrilinearen Erfassung von herausragenden Männern der Familie und der Schilderung ihrer Karrieren und Taten¹⁹. Der Military-Enterpriser-Ansatz von Redlich löste wohl eine Anzahl Untersuchungen aus, welche die Solddienstfamilie als Dienstleistungs- und Finanzunternehmen begriff, interessierte sich aber wenig für die sozialen und kulturellen Aspekte des gesamten Familienverbandes. Dass Frauen bei der Bewirtschaftung der Solddienstverbände nachweislich eine bedeutende administrative Rolle spielten, ist mit den Beiträgen von Nathalie Büsser und François Cojonnex in diesem Band nachgewiesen. Frauen spielten jedoch auch bei der Finanzierung und Vererbung sowie der kulturellen Selbstdarstellung der Solddienstfamilien eine zentrale Rolle. Ebenso fanden die nichtmilitärischen, aber durchaus auch kriegswirtschaftlichen Geschäfte und Gewerbe der Solddienstfamilien bisher zu wenig Beachtung²⁰.

RÄTE DER EIDGENÖSSISCHEN STÄNDE UND EIDGENÖSSISCHE TAGSATZUNG

Die wichtige Scharnierfunktion der eidgenössischen Stände und der Tagsatzung für den schweizerischen Solddienst ist zwar bekannt und im Einzelfall dargestellt, aber nicht systematisch untersucht. Als Regulatoren und Arenen der Interessenwahrnehmung zwischen den fürstlichen und königlichen Auftragsgebern und den Solddienstunternehmern kommt ihnen ein hoher Stellenwert zu. Hier könnte neben den gegenseitigen Beziehungen von Soldunternehmern und Auftraggebern der Vergleich mit anderen Produzenten von Solddiensttruppen ansetzen, seien es die Subsidientruppen aus Württemberg und Hessen oder die irischen und ungarischen Regimenter sowie die Regulierung ihrer Beziehungen zu den Auftraggebern.

Diesem Band ist ein von Hubert Foerster erarbeiteter Anhang angefügt, der erstmals eine Übersicht über die kantonale Verteilung der Kompagnien der vor 1792 und nach 1814/15 engagierten Soldienstregimenter in Frankreich, Holland, Sardinien, Spanien und Neapel gibt. Dies sind die wichtigsten Länder, welche mit der Eidgenossenschaft bzw. mit eidgenössischen Regimentsinhabern Solddienstverträge abschlossen. Sie zeigt in eindrücklicher Weise die Verteilung über die gesamte Eidgenossenschaft und die oft erstaunliche Anzahl an Kompanien, welche von einzelnen Ständen bzw. deren Solddienstunternehmern aufzubringen waren.

ANMERKUNGEN

¹ *Historisches Lexikon der Schweiz*, Bd.8, Basel 2009, S. 249.

² VALLIÈRE Paul de, *Treue und Ehre. Geschichte der Schweizer in fremden Diensten*, Neuenburg 1913, Lausanne, 1940.

³ FUHRER Hans Rudolf; EYER Robert Peter, *Schweizer in «Fremden Diensten». Verherrlicht und verurteilt*, Zürich 2006. FURRER Norbert; HUBLER Lucienne; STUBENVOLL Marianne; TOSATO-RIGO Danièle, *«Genteferocissima». Mercenariat et Société en Suisse (XV^e–XIX^e siècle)*, Zürich 1997. Für einen Überblick zur schweizerischen Solddienstliteratur siehe auch Walter SCHAUFELBERGER, «Von der Kriegsgeschichte zur Militärgeschichte», in: SCHNEIDER Boris; PYTHON Francis (Hg.), *Geschichtsforschung in der Schweiz. Bilanz und Perspektiven bis 1991*, Basel 1992, S. 355–360.

⁴ FÖRSTER Stig; JANSEN Christian; KRONENBITTER Günther; *Rückkehr der Condottieri? Krieg und Militär zwischen staatlichem Monopol und Privatisierung: von der Antike bis zur Gegenwart*, (Krieg in der Geschichte Bd. 57), Paderborn 2010; *Mercenariat et service étranger, Actes du symposium 2008*, Centre d'histoire et de prospective militaires, Pully 2010.

⁵ REDLICH Fritz, *The German Military Enterpriser and his Work Force. A Study in European Economic and Social History*, 2 Bde., Wiesbaden 1964–65.

⁶ SUTER Hermann, *Innerschweizerisches Militär-Unternehmertum im 18. Jahrhundert*, Zürich 1971; Steffen, Hans, *Die Kompanien Kaspar Jodok Stockalpers. Beispiel eines Soldunternehmers im 17. Jahrhundert*, Brig 1975; Bühner, Walter, *Der Zürcher Solddienst des 18. Jahrhunderts. Sozial- und wirtschaftsgeschichtliche Aspekte*, Bern 1977.

⁷ CZOUZ-TORNARE Alain-Jacques, *Les Troupes Suisses capitulées et les relations Franco-Helvétiques à la fin du XVII^e siècle*, 2 Bde., Diss., Paris 1996.

⁸ WEBER Max, *Wirtschaft und Gesellschaft. Grundriss der verstehenden Soziologie*, Tübingen 1976, S. 588.

⁹ SABLONIER Roger, *Gründungszeit ohne Eidgenossen. Politik und Gesellschaft in der Innerschweiz um 1300*, Baden 2008, S. 50.

¹⁰ WEBER (wie Anm. 8), S. 588.

¹¹ JÄGGI Stefan, «Ein Tag im Leben eines Luzerner Söldners», in: *Der Geschichtsfreund* 152 (1999), S. 149-159; MARIE Béatrice, *Vie des Gardes Suisses à la fin du service actif*, Liz., Marne-La-Vallée 2007.

¹² DISCH Nicolaus, *Vom Titlisfuss zur Garnison. Engelberger Talleute in Solddiensten 1650-1800*, Liz., Basel 2005; STEINAUER Jean, *Patriciens, fromagers, mercenaires. L'émigration fribourgeoise sous l'Ancien Régime*, Lausanne 2000; STEINAUER Jean, *Courier l'Europe. Valaisan au service étranger 1790-1870*, Sion 2008.

¹³ BANGERTER Olivier, «Le bien passoit le mal?» *La performance des mercenaires suisses en Italie en 1494-1496* in diesem Band.

¹⁴ FOERSTER Hubert, «Die niederländische Schule und ihr Einfluss in der Eidgenossenschaft am Beispiel von Bern und Freiburg zu Beginn des 17. Jahrhunderts», in: Ders. (Hg.), *Actes du symposium international d'histoire et de prospective militaire à Pully 1989*, Pully 1990, S. 63-75.

¹⁵ MURPHY David, *The Irish Brigades 1685-2006*, Dublin 2007; SARMANT Thierry, *Suisses au service de la France 17.-19. siècles* (Inventaire des Archives de la Guerre, Sous-Série X^e), Vincennes 2001.

¹⁶ BÜRGI Andreas, *Relief der Urschweiz. Entstehung und Bedeutung des Landschaftsmodells von Franz Ludwig Pfyster*, Zürich 2007, S. 25 ff.

¹⁷ ROWLANDS Guy, «Foreign Service in the Age of Absolute Monarchy: Louis XIV and His Forces Etrangères», in: *War in History* 2 (2010), S. 141.

¹⁸ SUTER; BÜHRER (Siehe Anm. 6).

¹⁹ Ein neueres Beispiel ist die Familiengeschichte zur Solddienst-Familie von Reding: WIGET Josef, *Von Haudegen und Staatsmännern: Geschichte und Geschichten der Schwyzer Familie Reding ab der Schmiedgass*, Schwyz 2007.

²⁰ So weist Andreas Bürgi auf den Immobilien-, Weinberg- und Steinbruchbesitz und den Gipshandel der Schweizer Solddienstoffiziere in Paris hin: BÜRGI (wie Anm. 16), S. 47. Siehe auch BÜSSER Nathalie: «Salpeter, Kupfer, Spitzeldienste und Stimmenkauf. Die kriegswirtschaftlichen Tätigkeiten des Zuger Militärunternehmers und Magistraten Beat Jakob II. Zurlauben um 1700 für Frankreich», in: GROEBNER Valentin; GUEX Sébastien; TANNER Jakob (Hg.), *Kriegswirtschaft und Wirtschaftskriege* (Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte 23), Zürich 2008.

DIE SCHWEIZER REISLÄUFER 1500-1700 ALS MYTHOS MIT LÜCKEN: GESCHICHTSINZENIERUNGEN UND KRIEGSÖKONOMIE IM ALLTAG

Valentin Groebner und Benjamin Hitz

1590 kehrten die Truppen der katholischen Orte aus dem sogenannten Dumainschen Zug zurück, der sie auf Seiten der katholischen Liga in die französische Religionskriege geführt hatte, und sie mussten ein Debakel verarbeiten. Die Regimenter hatten kapituliert, hatten ihre zugesagte Entlohnung nicht erhalten und mussten sich auf dem Heimweg durchschlagen. Die Bezahlung der Ansprüche der Hauptleute beschäftigte den Luzerner Rat noch auf Jahre hinaus: Man versuchte auf diplomatischem Weg zumindest einen Teil der versprochenen Gelder herauszuholen. Hans Frey von Luzern war als Soldat dabei. Er beklagte lauthals, betrogen worden zu sein – so laut, dass er damit ein gerichtliches Ermittlungsverfahren auslöste. *«Verkhoufft uff der fleischbanck»* habe man ihn und seine Kameraden. Jedenfalls gab das die Wirtin des Gasthauses Sternen, als Zeugin befragt, vor Gericht zu Protokoll. *«Da hab sy gefragt worum wass ursach; habe er geseit er hatt unns alles gelt so unns den hauptlütten unnd gmeinen knechten zuogehört von Parys entführt, also das wir grossen hunger unnd mangell haben, ouch barfuoss heim gan muessen¹.»* Den Ermittlungen gegen Frey verdanken wir es, dass die Zeugenaussage der Sternенwirten erhalten blieb. Hier spricht kein gelehrter humanistischer oder reformierter Kritiker des Solddiensts als «Fleisch- und Blutverkauf»; es ist ein «einfacher Soldat», der das geflügelte Wort von der Fleischbank verwendet. Die Metapher hat eine doppelte Bedeutung: Einerseits kritisiert sie den Solddienst als Verkauf von Menschenfleisch, andererseits – und wohl für Hans Frey bedeutsamer – schwingen in ihr Bedeutungen von Betrug und Verrat mit. *«Von den Judasschülern, Verräthern, falschen Jüngern»*, schrieb Karl Friedrich Wilhelm Wander 1867 in seinem deutschen Sprichwörter-Lexikon zum Stichwort «auf die Fleischbank geben»².

Was hat die Fleischbank mit dem Solddienst zu tun? Das im Januar 2010 an der Universität Luzern gestartete Forschungsprojekt «Menschen als Ware» widmet sich der Geschichte und den ziemlich komplexen Gebrauchsweisen dieser Redensart – der ökonomischen Verwertung, also dem Verkauf von menschlichen Fleisch und Blut in der Eidgenossenschaft in der frühen Neuzeit, zwischen dem Ende des 15. und dem Ende des 17. Jahrhunderts. Im folgenden soll es erstens um die Geschichte dieses geflügelten Wortes gehen – eines durchaus wirkungsmächtigen Slogan des späten Mittelalters und der frühen Neuzeit. Der zweite Abschnitt dreht um sein Nachleben im

19. und 20. Jahrhundert und um die komplexen Geschichtsbildern, die das heutige Verständnis von Reislaf und Solddienst prägen. Und drittens wird uns der Alltag der schweizerischen Söldner beschäftigen. Welche neuen und bisher wenig bearbeiteten Aspekte werden sichtbar, wenn man nach dem vertrackten Verhältnis von Krieg und Geschäft in der Frühen Neuzeit fragt?

1 | DAS SCHLAGWORT VOM SCHWEIZER MENSCHENFLEISCH AUF DEM MARKT

Reden über den menschlichen Körper als Ware ist zwangsläufig moralisches Reden; also nicht kühle ökonomische Kalkulation – so und soviel Investitionen, Informationsgewinnungskosten, Transportaufwand pro Stück, Mengenrabatt, Ausfallrisiko, Provisionen, Maklergebühren, Gewinnspannen: Was bei einem jahrhundertelang so wichtigen Geschäftszweig wie dem Grossviehhandel zwischen Norditalien und der Zentralschweiz ganz selbstverständliche ökonomische Parameter sind, wird sofort zum emotional wirksamen Schlagwort, wenn es nicht um Mastrinder oder Pferde, sondern um Menschen geht. Im Jahr 1496 zum Beispiel verwahrte sich die Obrigkeit der Stadt Bern in einem öffentlichen Schreiben gegen die Annahme französischer Pensionsgelder mit dem Argument, sie wolle nicht als eine Stadt gelten, die ihre Untertanen *«also umb gold und geld verkaufe und, als etlich sagen, auf die fleischbank dargeb»* – die Fleischbank meinte dabei den Verkaufstisch der Metzger auf dem Markt. Diese lautstarke Entrüstung war ein bisschen merkwürdig. Rat und Bürgermeister der Stadt Bern hatten in den vorangegangenen Jahren fast zwei Jahrzehnte lang solche Gelder von der französischen Krone als Pensionen für die Anwerbung von Söldnern und militärische Unterstützung angenommen. Die lautstarke Entrüstung von 1498 hat den Berner Rat übrigens auch nicht gehindert, drei Jahre später genau diese Gelder wieder anzunehmen und dafür Söldner zu liefern. Noch einmal zehn Jahre später wechselte die Stadt Bern die Seite und nahm zwar keine Gelder mehr von den Franzosen, dafür aber vom Kaiser an; noch einmal fünf Jahre später wieder andersherum³.

Das war der Standardvorwurf gegen die Schweizer am Beginn des 16. Jahrhunderts: der *«hominum commercium»*, der Handel mit Menschen – und damit war das Verkaufen von Söldnern an denjenigen gemeint, der dafür am besten bezahlte. Früher seien die Schweizer tugendhaft gewesen, schrieb der Nürnberger Humanist Willibald Pirckheimer 1499 in seinem *Schweizerkrieg*, aber jetzt seien sie korrupte Menschenhändler. (Pirckheimer musste seinen eigenen Lesern aber auch irgendwie erklären, warum sein militärisches Unternehmen gegen diese Schweizer eher kläglich gescheitert war.) Der Vorwurf wurde in den ersten Jahrzehnten des 16. Jahrhundert Allgemeingut; Erasmus von Rotterdam fügte ihn in seine viel gedruckte erfolgreiche Sammlung populärer

Sprichwörter ein. Die Schweizer, schrieb er, seien «*veluti carnifex quispiam ad lanienam precio emptus*», wie ein Metzger, die gegen Geld jeden möglichen zum Schlachten anböte, und so ähnlich liest sich das auch in Thomas Morus' *Utopia* von 1516.⁴

Reden über den Verkauf von Fleisch und Blut war aber gleichzeitig religiöses Schlagwort: Es bezog sich auf Judas und gleichzeitig auf die geweihte Hostie, die Fleisch und Blut Christi buchstäblich verkörperte. Ihre Verehrung und ihre Wirkung als heiliger Körper wurde vom 14. Jahrhundert an mit den antijüdischen Schreckensgeschichten, blutigen Wundererzählungen von Hostienschändung und Ritualmord propagiert, die im 15. und 16. Jahrhundert in ganz Europa verbreitet waren. Diese Erzählungen – etwa auf der von Uccello zwischen 1465 und 1469 gemalten Predella am Altar der Corpus Christi-Kirche in Urbino – hatten immer denselben Ausgangspunkt, nämlich den Verkauf dieses spezifischen Körpers an Ungläubige, und dementsprechend eindringlich wurde dieser Moment dargestellt. Die Doppelung von Fleisch und Blut stand für den Leib Christi; in dieser Erzähltradition wurde dieser kommerzielle Transfer zum gezielt einsetzbaren politischen Schlagwort für jene Art von Korruption, die den religiösen Körper der Christenheit schlechthin gefährdete⁵. Als im Sommer 1513 in Luzern, Solothurn und Bern Bauernaufstände gegen die Pensionsherren losbrachen, war «*gegen flaysch und bluott verkauff*» einer der Slogans der Aufständischen, die immerhin die Stadt Bern stürmten, die Häuser von bekannten französischen Soldunternehmern plünderten und mehrere Ratsherren zum Tode verurteilten. 1515 musste sich der Berner Hauptmann Albrecht von Stein gegen Vorwürfe verteidigen, er sei «*ein verretter, desglich in ketzer*», habe gegen Geld besetzte Städte dem französischen König ausgeliefert und habe die Schweizer «*al uf den fleysch banck geben*»⁶.

Die Schweizer Reformatoren haben in den 1520er Jahren diese Motive nur übernommen und verschärft. Als Huldreich Zwingli 1525 gegen den Solddienst predigte, verwendete er lauter Motive, die seinen Zuhörer gut vertraut waren: Während die Pensionsherren und Hauptleute selbst in Seide, Silber, Gold und Damast aufträten, donnerte Zwingli, verkauften sie ihre Landsleute wie Vieh nach Italien⁷. Der Berner Chronist Anshelm nahm einige Jahre später genau diese Formulierung in seine Chronik auf: eidgenössisches Fleisch sei auf den italienischen Kriegsschauplätzen wohlfeiler als Kälbernes⁸. Das schmutzige Geld verwandle Menschen in blosses Wirtschaftsgut – in einem Viehexportland wie der frühneuzeitlichen Innerschweiz ein anschauliches und so handfestes Argument wie möglich. Uns scheint, dass das nicht einfach abstrakte «Diskurse» sind, sondern dass diese Schlagworte selbst starke politische und soziale Auswirkungen haben; dass also die fiktiven Sprachbilder teilweise sehr stark auf die realen Abläufe zurückwirken.

2 | REISLAUF UND SOLDDIENST IN DER HISTORIOGRAFIE

Wenige Themen der älteren Schweizergeschichte waren im 19. und bis weit ins 20. Jahrhundert so stark weltanschaulich geprägt wie die Solddienste. Reislauf, Solddienst und Pensionen hätten die *«moralische Gesundheit aller Schichten des Volkes»* ruiniert, formulierte etwa Johannes Dierauer in seiner einflussreichen Schweizergeschichte von 1887. So gerne die Nationalgeschichte etwa die Schweizer Schlachtensiege des 16. Jahrhunderts darstellte, die Fremddienste waren ihr immer ein wenig peinlich. Typisch die Formulierung von Christian Erni 1947, Reislauf und Solddienst hätten die Schweiz im 16. Jahrhundert in *«wirtschaftlichen und sittlichen Zerfall»* geführt. 1974 schrieb Emil Usteri in seiner Studie über Marignano von einer *«düsteren korrupten Zeit»*; Hans Conrad Peyer hat 1978 beklagt, mit Ausnahme der Verhältnisse des 18. Jahrhunderts seien die Pensionen und Soldverträge in der Schweiz unzureichend erforscht, und trotz ihrer beträchtlichen ökonomischen Bedeutung stellten sie eine *«lästige»*, jedenfalls unangenehme Frage dar; eine Studie über die Basler Stadtfinanzen sprach noch 1989 von *«Reptiliengeldern»*⁹.

Seltener sind die positive Bewertungen der Solddienste: Sie schlagen einen sehr anderen Ton an. Die Autonomie und das demokratische Element der eidgenössischen Söldnerkompanien seien wichtige Elemente der demokratischen Tradition und der *«Unabhängigkeit»* der Schweiz gewesen, meinte etwa Robert Durrer 1927 in seiner Geschichte der päpstlichen Schweizergarde. *«Was der Fremddienst uns bringt»*, schrieb Gonzague de Reynolde im Vorwort zu dem Buch *«Ehre und Treue»* des Westschweizer Historikers Paul de Vallière 1913, sei *«ein einziger Heldengesang»*. Vallières Buch wurde erneut 1940 neu aufgelegt, mit einem Vorwort von Henri Guisan. *«Der Schweizersoldat hat jahrhundertlang in den Augen Europas die höchsten militärischen Tugenden in sich verkörpert»*, wusste der, nämlich *«Ehre»* und *«Treue»*. Noch anders klingt das im Vorwort des Bundespräsidenten Chevallaz zu der 1980 erschienenen Geschichte der Fremddienste von Jean-René Bory. Der Grund, warum die Schweiz heute – 1980 – der wichtigste Handelsplatz für Devisen und Gold auf der Welt sei, meinte Chevallaz, die drittgrösste Finanzmacht der Welt, elftgrösste Industrienation und der zweitgrösste Versicherungsmarkt, das alles liege unter anderem begründet in der Geschichte der Fremddienste. Sie zeige nicht nur *«militärische Tapferkeit, Treue, Geradlinigkeit und Ehrenhaftigkeit»* der Schweizer, sondern eben auch *«wirtschaftlicher Spürsinn und politisches Flair»*, samt der *«Verbundenheit der Schweiz mit Europa»*¹⁰.

Solche Schlagworte haben ihre eigene *«longue durée»* und sind immer wieder tauglich, gerade weil sie vage sind: zum Beispiel bei den Jubiläumsveranstaltungen für die bekanntesten Schweizer Söldner, die päpstliche Schweizergarde, die im Juni 2005 in Luzern stattfanden. Ein damals amtierender Bundesrat verkündet dort in seiner Rede, es gebe *«das Seltene, das ganz und gar Aussergewöhnliche, das ein halbes Jahrtausend*

und länger bestehe. Dazu gehöre die päpstliche Schweizergarde.» Was diese Garde auszeichne, so der Bundesrat, sei die Treue, die Treue zum gegebenen Wort. Das lehre die Geschichte, und dem fühle auch er sich verbunden, aus Liebe zur Tradition. Im November 2005 hat ein anderer Bundesrat bei einer Veranstaltung in Rom noch einmal an die *«Ehre und Treue»* erinnert, die das grosse Vermächtnis der schweizerischen Söldner des Papstes darstellten und die für die Gegenwart besonders wichtig seien¹¹. Beide Bundesräte meinen vermutlich, dass sie über Geschichte reden; aber sie reden gar nicht über Geschichte des 16., sondern über ihr Nachleben in den Geschichtsbildern des frühen 20. Jahrhunderts. Für diese merkwürdigen Uebertragungsphänomene liefert die Geschichte der Schweizer Reisläufer jede Menge Beispiele.

Offenbar wird noch am Beginn des 21. Jahrhunderts die explizite Darstellung des Soldiensts als Geschäft – und das gut dreissig Jahre nach den grossen Studien von Peyer, Körner und vielen anderen – nach wie vor als problematisch empfunden: Wenn von den Schweizer Söldnern die Rede ist, kann wenigstens in der Öffentlichkeit eben nicht einfach von kühler pragmatischer Ökonomie, von «time to market», «benchmarking», Transferkosten, Provisionen und Gewinnspannen gesprochen werden, auch wenn neuere wissenschaftliche Darstellungen aus den letzten Jahren sich von den älteren Stereotypen weitgehend losgelöst haben¹². Das hat vielleicht auch damit zu tun, dass gerade die Fremddienste den oligarchischen Charakter der eidgenössischen Ancien Régimes so unübersehbar machen; die Bedeutung von Klientel- und Patronagebeziehungen, also konkrete Abhängigkeit von auswärtigen Mächten, und schliesslich die Integration vermeintlich «abgeschlossener» alpiner Regionen in internationale Militär- und Finanztransaktionen bereits der Frühen Neuzeit – all das haben jüngere Arbeiten wiederholt und mit vielen eindringlichen Details immer wieder demonstriert¹³. Freilich mit sehr begrenztem Echo: Denn das verträgt sich einfach überhaupt nicht mit der populären und offenbar unabdingbaren Vorstellung einer demokratischen und bäuerlichautarken Schweiz in der Vormoderne. Geschichtsbilder scheinen ein Stück weit gegen die Ergebnisse neuer Forschung immun zu sein; jedenfalls sind sie zäh.

3 | DIE STIMMEN DER SÖLDNER IM ARCHIV

Anhand welcher Quellen in den Archiven lassen sich heute soziale und ökonomische Realitäten des Soldiensts im 16. und 17. Jahrhundert rekonstruieren? Wie sahen die damaligen Sprachregelungen beim Reden über das Verhältnis von Krieg und Ökonomie aus? In welchen Kontexten entstehen diese Texte, und welche Rückschlüsse erlauben sie auf die materielle Situation der Söldner? Welchen Gebrauch vom Schlagwort «Fleisch und Blut» –Verkauf haben die Beteiligten selbst gemacht? Anders gefragt:

Wie erscheint in den Archivquellen das komplizierte Verhältnis zwischen pragmatischer Ökonomie und militärischen Tugenden?

Denn die dafür verwendeten Redensarten und Schlagworte hatten offenbar starke Wirkungen; deswegen unterlag ihre Verwendung in den Dokumenten strikter Kontrolle. Gerade die Ökonomie, der sich so viele Dokumente – Verträge, Kapitulationen, Abrechnungen, Rödel usw. – widmen, kann also nicht nur neutrale Zusammenstellung von Zahlen sein, sondern enthält strikte implizite Sprachregelungen. Pensionen wurden offiziell jahrhundertlang als «Geschenke» oder «Gnadgelder» ohne Gegenleistung bezeichnet.

An die «Stimme» einzelner Söldner heranzukommen, erweist sich im 16. Jahrhundert als äusserst schwierig: Briefe oder Berichte von Söldnern aus dem Feld existieren nur in seltenen Ausnahmefällen, gewöhnlich verbunden mit juristischen Konflikten. Auch nach der Rückkehr greifen die Soldaten nicht zur Feder. Sorgfältige Auswertungen von Soldrödeln haben für das frühe 16. Jahrhundert gezeigt, dass die immer wiederholten Generalisierungen über die Söldner als kriegerische «Jungmannschaften» und Ausdruck populärer «Feldsucht» blosse Stereotypen sind: Die sozialen Realitäten hinter dem Solddienst sind um einiges komplexer – städtische Mittelschichten und wohlhabende Handwerker spielten darin sehr wohl eine Rolle¹⁴. Für das spätere 16. Jahrhundert fehlen bisher solche Untersuchungen.

Am nächsten kommt man den Söldnern dieser Periode im Staatsarchiv Luzern in den sogenannten Kundschaften, also Dokumenten, die in Gerichtsprozessen als beglaubigte Aussagen verwendet wurden. Es erstaunt nicht, dass in solchen Fällen Geld immer eine Rolle spielte. Das erlaubt möglicherweise einen Umkehrschluss: So lange das Geld floss, entstanden keine Probleme, zumindest nicht solche, die in der Heimat zu Gerichtsprozessen führten. Ging es jedoch ums Geld, waren die Söldner die Fordernenden. Entsprechend mussten sie sich und ihre Situation in einer Weise darstellen, die ihre Chancen vor dem Gericht (in dem ja die «Ratsfreunde» der Hauptleute sassen) verbesserte.

So liest man von Söldnern, denen gute und pünktliche Bezahlung versprochen wurde und die gutwillig und geduldig ausgeharrt seien, auch wenn sie nicht erfolgt sei. Es ist die Rede von Not und Mangel, Hunger und Krankheit, und wie man barfuss nach Hause musste, nachdem man seine Kleidung versetzt habe – im Vertrauen darauf, dass die Hauptleute zahlen werden. *«Da nun sy unns sölchen bescheid unnd ehrlich verheissen [zu bezahlen] nun noch stercker gethan, habend wir unns nit allein im dienst zuo verharren schuldig erkhent, sonder ouch gutwillig dafür geben, unser pfandt cleider cleinot unnd alles zu verkhouffen unnd antzewenden damit solcher krieg woll enden unnd die armen knecht hindurch bringen möchtendt¹⁵.»* Nur vereinzelt fällt der Hinweis, dass man *«sich uff den puren behelffen müssen»¹⁶* habe, also auf Beute ausging, um durchzukommen. Sehr viel häufiger stellten sich die geprellten Söldner

als abhängige und wehrlose Opfer dar, dem guten Willen des Hauptmanns ausgeliefert. Zudem hätten sie noch Frau und Kinder, die zu versorgen wären.

Genaue Zahlen sucht man in den Quellen aber (fast) vergeblich, denn es wird über ausstehenden Sold in Monatsraten verhandelt. Wenn es etwa heisst, der Hauptmann sei noch Sold für vier Monate schuldig, gibt das nicht mehr als Anhaltspunkte: Wie hoch war dieser Sold wirklich, wie viele Monate wurde insgesamt gedient und wie stark hat sich der Söldner auf dem Feldzug verschuldet? Alles Fragen, die offen bleiben und doch wichtig wären, um auf die materielle Situation der Söldner zu schliessen. Erstaunlich oft finden sich jedoch Hinweise auf Verschuldung von Söldnern. Ob diese jedoch vor oder nach dem Solddienst entstand, ist oftmals nicht zu sagen. Klar ist nur, dass der Söldner froh wäre, er könnte seinen Sold zur Bezahlung der Schulden einsetzen.

Wenn aber die Söldner versuchten, sich zur Wehr zu setzen und sich zu diesem Zweck zusammenschliessen, war der Vorwurf der Meuterei nicht fern. In der Selbstdarstellung des Söldners ist der Zusammenschluss das einzige wirksame Druckmittel, die letzte Massnahme, zu der sie erst griffen, weil zum wiederholten Mal die Versprechen nicht eingehalten wurden. Und natürlich will man nur, was einem zusteht, was einem versprochen wurde. Diese Beteuerung zieht sich durch fast alle Quellen durch, mal flehend wie im Schreiben der Garde von Savoyen: *«Ach lieber Gott wir begärend in nütt zu zwingen begärn auch nütt noiws allein nur dz unsrig»*¹⁷, mal fordernd, schliesslich sei es *«mit unserm lyb gut unnd bluot verdienet»*¹⁸. Oder gar drohend: *«diewyl die hauptlütt inen anzeigt wöllent lyb guott und bluott zu inen den knechten setzen, so wöllent sy ietzung auch gelltt oder bluott haben»*¹⁹. Wenn sie schon ihr Blut für Geld verkaufen, so wollen sie auch Geld oder Blut als Bezahlung sehen: auch das ist eine Anwendung der Formel des Fleisch- und Blutverkaufs auf die konkrete Situation des Söldners. Diese Aussage aus dem Turmbuch, also einem Verhörprotokoll, leitet über zu einer anderen Kategorie von Fällen, den Injurienhändeln.

In den Injurienhändeln drückt sich der Groll der Söldner nach der Heimkehr am deutlichsten aus: Sie machen ihren enttäuschten Hoffnungen Luft. Es hat den Anschein, als hätten die Hauptleute und die Obrigkeit diese Aussagen – oft fallen sie im Wirtshaus, wo zufällig ein unerwünschter Zeuge mithört – mit aller Härte zu unterdrücken versucht. In den Verhörprotokollen selbst weist der Söldner wo immer möglich die Vorwürfe zurück: Es möge wohl sein, dass diese Worte am Tisch gefallen seien, er sei es aber nicht gewesen und könne auch nicht sagen, wer es war... Dank diesen Protokollen können wir aber heute eine Art Hitparade der Beschimpfungen und Vorwürfe erstellen. Die Hauptleute wurden Schelme und faule Lumpen genannt, man warf ihnen unlauteres Handeln vor: *«Die hauptlütt habent schandlich und uneerbarlich gehandelt allso das ietzund 1000 bettler meer syent dann zuvor»*²⁰.

Hier erscheint auch der Vorwurf des Verrats, wenn die Söldner das Gefühl hatten, ihre Hauptleute behielten das Geld für sich, während sie Hunger litten. In diesem Kontext entstanden auch die eingangs erwähnten Zeugenaussagen gegen Hans Frey, mit der

Aussage, die Hauptleute hätten die Söldner auf der Fleischbank verkauft. Eine Metapher wurde hier sehr gezielt eingesetzt, um den Verrat und Betrug durch den Hauptmann so krass wie möglich darzustellen – er habe in Paris alles Geld für sich behalten, das er für seine Truppen erhalten hätte. Frey kam mit einer Busse davon. Der gleiche Hans Frey wurde übrigens kurze Zeit später verhört, weil er für fremde Herren eine kleine Truppe anwerben wollte und deren Hauptmann sein sollte. Er bat um Gnade und sagte, er *«sye ietzuundt im manchem krieg gsin unnd nie bezahlt worden, sye vyl schuldig unnd nütt zuo bezahlen. Welte gern etwas gwinnen dass er zuo bezahlen hette, so habe er ouch 300 gl uff ein hus dz er khouff gäben welliche er verlieren müesse²¹.»*

Die Aussage *«welte gern etwas gwinnen»* impliziert, dass Hauptleute im Krieg gut verdienten, während für den einfachen Soldaten wenig herausprang. Interessant übrigens die Doppelrolle von Hans Frey, der sich im zu Beginn zitierten Gerichtsprotokoll seiner Reden im Wirtshaus als Opfer der Hauptleute dargestellt hatte, während sich in einer zweiten Quelle aus dem selben Jahr herausstellt, dass er selbst gerne Hauptmann geworden wäre und auch über einige (wenn auf über wackelige Hypotheken abgestützte) finanzielle Mittel verfügt. In eine ähnliche Richtung wie Hans Frey Wunsch bezüglich Hauptmannschaft geht die Aussage eines anderen unerlaubten Reisläufers, der auszog, weil ihm eine Hauptmannsstelle versprochen worden sei. Aus der Stelle wurde nichts, er kehrte heim und meinte im Verhör: *«er meinte einmal ouch rych zewerden»²²*. Vielleicht die Hoffnung schlechthin, die Männer in den Krieg ziehen liess, aber eine unerfüllbare Hoffnung, ausser für den Hauptmann? Und wenn sich die Hoffnung nicht erfüllte, wenn man nicht gehalten wurde, wie es versprochen worden war? Dann wolle man auch nicht mehr dienen: *«So plagenn sy sych fast übell das sy gernn heten wellen dienen wie es denn kriex lüten zimpt und gebürt so hend sy nit mer welen²³.»*

Dieses *«zimen und gebüren»*, die Behandlung, wie sie sich gehört: Ist das nicht einfach die Art zu sagen, dass die Bezahlung nicht so ausfällt, wie man es sich erhofft hatte? Im zitierten Beispiel zumindest ist dies der Fall. In den genannten Quellen ist die Rede von gebrochenen Versprechen, Verrat, beleidigenden Bezeichnungen der Hauptleute, Bruch von Tradition und dem, was sich gehört. Sind dies die Begriffe aus anderen Bereichen, die es erlaubten, über Probleme beim ökonomischen Aspekt des Söldnerwesens zu sprechen? *«Halte mich, wie es gebührt»* statt *«gib mir mein Geld»*?

Wir können hier nur erste provisorische Ergebnisse aus den Recherchen des Projekts vorlegen. Die fremden Dienste haben stark weltanschaulich geprägte Geschichtsbilder hervorgerufen, die sich nicht einfach beiseite legen lassen. Wenn wir durch die pittoresken Inszenierungen der Geschichtsbilder auf die erhaltenen Dokumente zu blicken versuchen, stellen wir fest, dass wir es mit einem lückenhaften Mythos zu tun haben. Trotz all der Forschungen auf diesem Gebiet bleiben viele Fragen schwierig zu beantworten, bleibt Raum für Spekulation. Viele konkrete Fragen bleiben auch in den Luzerner

Dokumenten offen. Gerne hätten wir konkrete Zahlen über den Verdienst, die Ausgaben und Einnahmen von Söldnern eruiert, ihre Veränderung über die Zeit, die Attraktivität der fremden Dienste als mehr oder weniger gutbezahlter «Beruf». Selbst über die Verdienstmöglichkeiten der Hauptleute wissen wir wenig. Die Frage nach den Motiven der Söldner gab und gibt immer wieder Anlass zu Spekulationen, sie bleibt aber schwierig zu beantworten, weil die Söldner dazu schweigen. Schliesslich sind auch die Veränderungen im Solddienst und im Verhältnis zwischen Hauptleuten und Söldnern schwer fassbar. Mit wenigen Ausnahmen bleibt schliesslich auch der soziale Hintergrund der Söldner weitgehend im Dunklen.

Und damit bleibt auch jene Frage offen, die das Thema für die ältere vaterländische Historiographie so schwierig gemacht hat, nämlich die nach der nationalen Identität in den unübersichtlichen Verhältnissen und durchlässigen Grenzen der Vormoderne. Wer waren die Leute, die in fremde Dienste gingen, aus welchen sozialen Schichten und geografischen Regionen kamen sie? Oder anders: Wie schweizerisch waren die Schweizer Söldner eigentlich?

ANMERKUNGEN

¹ Staatsarchiv Luzern (StALU), Akt A1 F1 Sch. 31, Zeugenaussagen betreffend Hans Frey, 1590.

² WANDER Karl Friedrich Wilhelm, *Deutsches Sprichwörter-Lexikon. Ein Hausschatz für das deutsche Volk*, Bd. 1, Leipzig 1867, S. 1059.

³ GAGLIARDI Ernst, «Mailänder und Franzosen in der Schweiz, 1495-1499», S. 144, *Jahrbuch für Schweizerische Geschichte* 39 (1914), S. 1-238; SCHORER Catherine, «Berner Ämterbefragungen», S. 234 u. 237, *Berner Zeitschrift für Geschichte und Heimatkunde* 51 (1989), S. 217-253. Zur Fleischbank als Metapher siehe auch die Aufzeichnungen des 1522 in der Schlacht bei Bicocca gefallenen Ludwig SCHWINKHART, VON GREYERZ Hans, (Hg.), *Chronik 1506-1521*, Bern 1941, S. 106 u. 245. Zum breiteren Kontext siehe GROEBNER Valentin, *Gefährliche Geschenke. Ritual, Politik und die Sprache der Korruption in der Eidgenossenschaft im späten Mittelalter und in der frühen Neuzeit*, Konstanz 2000, S. 155 ff.

⁴ GROEBNER Valentin, «Körper auf dem Markt. Söldner, Organhandel und die Geschichte der Körpergeschichte», *Mittelweg 36. Zeitschrift des Hamburger Instituts für Sozialforschung* 14 (2005), S. 69-84, und Ders., «Fleisch und Blut, Haut und Haar. Vermarktete Körperteile historisch», *Mittelweg 36. Zeitschrift des Hamburger Instituts für Sozialforschung* 16 (2007), 58-73.

⁵ RUBIN Miri, *Corpus Christi. The Eucharist in Medieval Culture*, Cambridge 1991; Ders., *Gentile Tales. The Narrative Assault on Late Medieval Jews*, New Haven/London 1999.

⁶ BIERBRAUER Christian, *Freiheit und Gemeinde im Berner Oberland 1300-1700*, Bern 1991, S. 239 ff.; Groebner (wie Anm. 3), S. 173 f. u. 181.

⁷ EGLI Emil; FINSLER Georg (Hg.), *Huldreich Zwinglis sämtliche Werke*, Bd. 1, Berlin 1905, S. 181-184; siehe auch S. 81 u. S. 104-106.

⁸ ANSHELM Valerius, Historischer Verein des Kantons Bern (Hg.), *Berner Chronik*, Bd. 3, Bern 1888, S. 43.

⁹ DIERAUER Johannes, *Geschichte der Schweizerischen Eidgenossenschaft*, Bd. 2, Gotha 1920, S. 312 ff.; differenzierter bei GAGLIARDI Ernst, «Mailänder und Franzosen in der Schweiz, 1495-1499», *Jahrbuch für schweizerische Geschichte* 39 (1914), S. 1-283 u. 40 (1916), S. 1-276, aber auch er spricht von den ausländischen Geldern als «Schlingpflanze» und vom Solddienst als Ursache politischer «Entartung» – ebd. Bd. 40, S. 265; ERNI Christian, «Bernische Ämterbefragungen 1495-1522», *Archiv des Historischen Vereins des Kantons Bern* 39 (1947), S. 3-123, hier S. 15; PEYER Hans Conrad, «Die wirtschaftliche Bedeutung der fremden Dienste für die Schweiz vom 15. bis 18. Jahrhundert», in: Schneider Jürgen (Hg.), *Wirtschaftskräfte und Wirtschaftswege. Festschrift für Hermann Kellenbenz*, Bd. 2, Stuttgart 1978, S. 701-715, hier S. 709; USTERI Emil, *Marignano. Die Schicksalsjahre 1515/16 im Blickfeld der historischen Quellen*, Zürich 1974, S. 446; ROSEN Josef, *Finanzgeschichte Basels im späten Mittelalter. Gesammelte Beiträge 1971-1989*, Wiesbaden 1991, S. 63.

¹⁰ VALLIÈRE Paul de, *Treue und Ehre*, Neuenburg 1913, Lausanne 1940, S. 6 u. 10; BORY Jean René, *Die Geschichte der Fremddienste. Vom Konzil von Basel (1444) bis zum Westfälischen Frieden (1648)*, Neuenburg/Paris 1980, S. 4 f.

¹¹ Nachzulesen auf der offiziellen Website des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements unter http://www.ejpd.admin.ch/ejpd/de/home/dokumentation/red/archiv/reden_christoph_blocher/2005/2005-09-24.html, zuletzt aufgerufen am 26. November 2009. Vgl. GROEBNER Valentin, «Nicht nur tapfer und treu», *Neue Zürcher Zeitung* 21./22. Januar 2006.

¹² Für eine Literaturübersicht siehe den Sammelband von FUHRER Hans Rudolf; EYER Robert-Peter (Hg.), *Schweizer in «Fremden Diensten». Verherrlicht und verurteilt*, Zürich 2006. Wichtige Hinweise auf offene Forschungsfragen bei FURRER Norbert et. al. (Hg.), *Gente ferocissima*, Zürich 1997, und JÄGGI Stefan, «Ein Tag im Leben eines Luzerner Söldners», in: *Der Geschichtsfreund* 152 (1999), S. 149-159. Eindrückliche Beispiele für die Möglichkeiten einer dichten Quellenlektüre in diesem Bereich bei ESCH Arnold, «Mit Schweizer Söldnern auf dem Marsch nach Italien», in: Ders. (Hg.), *Alltag der Entscheidung*, Bern/Stuttgart 1998, S. 249-328. Zum Morea-Zug 1688 siehe die eindrucksvolle und bislang leider nur wenig beachtete Studie von RUCKSTUHL Viktor, *Aufbruch wider die Türken*, Zürich 1991.

¹³ KÄELIN Urs, «Salz, Sold und Pensionen», in: *Der Geschichtsfreund* 149 (1996), S. 105-124; WINDLER Christian, «Ohne Geld keine Schweizer. Pensionen und Söldnerrekrutierung auf den eidgenössischen Patronagemärkten», in: Thiessen, Hillard von; ders. (Hg.), *Nähe in der Ferne* (Zeitschrift für Historische Forschung, Beiheft 36), Berlin 2005, S. 105-133.

¹⁴ ESCH (wie Anm. 12); KOCH Bruno, «Kronenfresser und deutsche Franzosen. Zur Sozialgeschichte der Reisläuferei aus Bern, Solothurn und Biel», *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte* 46 (1996), S. 151-169.

¹⁵ StALU, Akt A1 F1 Sch. 31, Soldstreit zwischen Hauptmann Beat Fleckenstein und Jakob Stoffel von 1590.

¹⁶ StALU, Akt A1 F1 Sch. 114, Kundschaft im Soldstreit zwischen Jost Zingg von Meggen und Batt Fleckenstein von 1596. Vergleiche auch Jäggi, Stefan (wie Anm. 12).

¹⁷ StALU, Akt 13/1470, Beschwerde über die Zustände der Garde unter Alexander Pfyster, 1619.

¹⁸ StALU, Akt A1 F1 Sch. 31, Soldstreit zwischen Hauptmann Beat Fleckenstein und Jakob Stoffel von 1590.

¹⁹ StALU, cod. 4470, f° 30r ff, Befragung von Mathys Fellmann wegen Aufwiegelung von ehemaligen Söldnern, 1590.

²⁰ Ebd.

²¹ StALU, cod. 4465, f° 378r ff, Verhör von Hans Frei wegen verbotener Söldnerwerbung, 1590.

²² StALU, Urk 254/4188, Aussagen und Urfehde von 10 Reisläufern wider Verbot, 1549.

²³ StALU, Akt A1 F1 Sch. 114, Kundschaft im Soldstreit zwischen Jost Zingg von Meggen und Batt Fleckenstein von 1596.

«LE BIEN PASSOIT LE MAL»? LA PERFORMANCE DES MERCENAIRES SUISSES EN ITALIE EN 1494-1496

Olivier Bangerter

Alors qu'il loue sans réserve les mercenaires suisses au service de la Ligue du Bien Public en 1465 ou au service de la Franche-Comté en 1477, Commynes¹ a de ceux de Charles VIII un jugement bien plus nuancé: «[Ilz] firent largement de choses mal faictes, mais le bien passoit le mal.²» On peut à bon droit se demander ce que cela veut dire; comment évaluer leur performance sur toute la campagne? Cette question est tout aussi pertinente pour les premiers temps du mercenariat³ que pour la première guerre d'Italie, mais elle ne peut guère recevoir de réponse exhaustive pour les périodes précédant ce conflit.

D'anciens Confédérés ont servi diverses puissances comme mercenaires très tôt dans l'histoire. Il est difficile de définir l'ampleur et les caractéristiques du phénomène jusque vers 1470, ce pour deux raisons: d'abord, les engagements concernent de petits nombres d'individus (au maximum quelques centaines) par employeur, ce qui nous laisse peu de documents généraux; de surcroît, les employeurs sont souvent des puissances de troisième ordre, comme par exemple des villes d'Empire (Strasbourg ou Nuremberg). On trouve ainsi des Suisses parmi les Allemands au service de Lodrisio Visconti, battu en 1339 à Parabiago; en 1450 au service de Nuremberg; en 1461-1462 dans la guerre du canoncat de Mayence. Cinq cents ou six cents sont au service du duc Charles de Bourgogne contre Louis XI dans la guerre de la Ligue du Bien Public (1465). Leur performance est difficile à évaluer: de nos quatre exemples, deux se concluent par des victoires, un par une défaite et le dernier par un match nul entre Charles et Louis XI. Cela nous permet d'avoir une vague idée du comportement de ces Suisses dans les batailles, mais nous donne très peu d'indications sur les avantages et les inconvénients de ce type de troupes.

Nos sources sont à la fois plus nombreuses et de meilleure qualité dès que l'on aborde les guerres de Bourgogne: dès 1477, le nombre des engagés et celui des employeurs semblent exploser et ces derniers comprennent de plus en plus de monarques: Matthias Corvin de Hongrie, Louis XI de France, Maximilien d'Autriche, le pape Sixte IV. On trouve même des Confédérés à Stoke Field (1487), une des dernières batailles de la guerre des Roses, où cette bande se fait exterminer. Le plus souvent, des Suisses se trouvent dans les deux camps, comme lors des luttes entre la France et la Bourgogne (1477-1479), ou entre la France et l'Empire en Flandres (dès 1480); il y a aussi des

Suisses des deux côtés dans le conflit entre la France et la Bretagne (1487-1488); en même temps, six cents autres servent Maximilien contre Venise en 1488.

Le mercenariat helvétique ne commence donc pas avec les guerres d'Italie, mais c'est avec elles que l'on disposera de meilleures sources pour évaluer la performance des Suisses, sur le champ de bataille, lors des autres opérations et hors des opérations. C'est pour cette raison que la première guerre d'Italie (1494-1496) est un objet d'étude fascinant⁴. Nous suivrons donc les mercenaires suisses au service de France, en n'oubliant pas qu'il y en avait aussi au service de divers acteurs italiens, dont le duc de Milan⁵.

1 | DÉROULEMENT DE LA PREMIÈRE GUERRE D'ITALIE

Charles VIII est le premier roi de France à poursuivre par les armes ses prétentions dynastiques en Italie, en l'occurrence sur le royaume de Naples⁶. La série de conflits qu'il inaugure en passant le mont Genèvre, le 4 septembre 1494, durera jusqu'à la paix de Cateau-Cambrésis en 1559.

Lorsqu'il entre en Italie, il a sous ses ordres une armée de 16000 hommes, comprenant une cavalerie lourde de «gens d'armes», 10000 fantassins dont plus de 4000 Suisses et une artillerie très moderne de 70 pièces⁷. L'Italie n'a rien à lui opposer et personne ne tente même d'arrêter l'envahisseur avant qu'il n'arrive à Naples. Couronné roi, ayant atteint son objectif, Charles VIII laisse une garnison sur place et prend le chemin du retour. Les États italiens unis au sein de la Ligue de Venise tentent de lui barrer le chemin à Fornoue mais sans parvenir à le faire. En parallèle, la garnison de Naples tente de conserver le royaume sans secours de France et se verra éliminée en 1496. Une troisième intrigue se déroule dans le même temps: le duc d'Orléans, cousin de Charles VIII et futur Louis XII, est resté en Lombardie avec une partie des troupes du roi et essaie de s'emparer du duché de Milan. Sa tentative échoue par manque de résolution de sa part et de soutien de la part de son souverain.

Ces trois dynamiques se déroulent en même temps, mais sont cloisonnées: Charles VIII a bien tenté de secourir le duc et d'envoyer une flotte renforcer Naples, mais aucun des projets n'a abouti. Cela nous permet de suivre chacune des armées et d'examiner la part des fantassins suisses dans chacune, pour autant que nos sources en parlent.

L'ARMÉE DU ROI

Quittant Lyon, Charles VIII dispose d'un nombre de mercenaires suisses qu'il estime à 6000 hommes. Dans cette expédition, il ne faut cependant prendre aucun chiffre trop au pied de la lettre: le chroniqueur Valerius Anshelm affirme que plus de gens se sont engagés que le roi ne le souhaitait. Cela restera caractéristique des Suisses pendant les

guerres d'Italie. Même pour leur propre contingent, les autorités bernoises ont des chiffres qui varient sensiblement d'un moment à l'autre de la campagne de 1512⁸.

La traversée des Alpes se fait sans problème. Le premier sang est versé lors d'une escarmouche à Rapallo, par les troupes du duc d'Orléans. L'armée avance en territoires italiens – avec le soutien d'acteurs locaux : les Milanais, puis les Florentins accueillent le roi avec joie, et non sans intérêt à défendre. L'idée de résister aux envahisseurs est d'autant plus étrangère que leur parcours est émaillé de prises rapides de petites villes dont le tort est de ne pas ouvrir leurs portes à la première sommation. La combinaison de l'artillerie et de l'infanterie suisse est plus efficace que ce que l'on connaissait alors dans la péninsule et, de surcroît, les villes prises sont méthodiquement pillées, en particulier Toscanella, Sarzana, Mordano et Fivizzano. Les habitants des deux dernières sont massacrés, ce qui convainc les villes suivantes de la futilité de leur résistance. Seul le Pape semble à un moment vouloir s'opposer au roi, mais l'occupation d'Ostie par un corps comprenant 2000 Suisses – donc le blocus de Rome – le persuade de ne pas s'y risquer.

Un incident mérite une mention particulière : une dispute privée oppose quelques Suisses aux habitants de Pontremoli, sur les contreforts des Apennins⁹. Une quarantaine de Confédérés sont tués, et nous verrons plus bas les conséquences inattendues de cette rixe. Toujours est-il que Charles VIII entre dans Rome le 31 décembre 1494¹⁰. Les Suisses laissent aux Italiens une impression de grande discipline¹¹.

L'armée rencontre à peine plus de résistance quand elle reprend sa marche vers le territoire napolitain : prise et massacre de Montefortino (31 janvier) et de Monte San Giovanni (9 février), escarmouche devant Capoue (18 février).

Loin d'être le résultat d'un commandement trop faible face à des soudards indisciplinés, les massacres commis par les Français sur le chemin de Naples procèdent d'une stratégie de la terreur voulue et décidée par Charles VIII, comme l'illustre le témoignage de proches du roi, par exemple Commines et Villeneuve. Selon ce dernier à Monte San Giovanni : *«Et fut l'assaut donné ainsi, comme [le Roy] le commanda, si très-asprement, que les ennemis furent vaincus, et le tout mis à feu et à sang, pour donner exemple aux autres; et de là alla toujours son droit chemin faisant sa conquête*¹². »

L'entrée à Naples¹³ (22 février) conclut une campagne rapide pour l'époque, d'autant plus que le roi aragonais de Naples a abdicé en faveur de son fils, qui doit lui-même s'enfuir. L'affaire semble réglée, car les deux châteaux de Naples et Gaète se rendent peu de temps après.

Le 31 mars 1495, la donne change avec la Ligue de Venise, qui regroupe Milan, Naples, l'Espagne, le pape et, bien entendu, Venise¹⁴. Aventuré dans le sud de l'Italie, Charles VIII pourrait se retrouver coincé à Naples ; décidé à passer en force, il divise

son armée et remonte vers le nord avec six mille hommes dont environ deux mille cinq cents Suisses (20 mai)¹⁵.

Après le sac de Toscanella, l'armée pénètre à Rome, puis dans Pise où le roi passe quelque temps et où ses mercenaires sont émus par le désir d'indépendance des habitants, au point de plaider la cause de ces derniers auprès du monarque, sans grand succès. Remontant ensuite vers le nord, l'armée passe à Pontremoli, devenue pro-française et surtout base logistique avec de gros stocks de nourriture; les Suisses se vengent de l'incident survenu à l'aller en massacrant les hommes, en pillant, et surtout en brûlant la ville et ses approvisionnements (27-28 juin). Cette exaction apparaît d'autant plus grave que l'armée commençait alors à manquer du nécessaire¹⁶.

Pour se racheter et éviter l'humiliation de devoir marcher derrière les Gascons, les Suisses offrent au roi de faire franchir les Apennins, réputés impassables, à son artillerie; ce tour de force, comparé bien évidemment à celui d'Hannibal, leur vaut le pardon de Charles VIII, et sauvera peut-être l'armée dans la bataille qui s'annonce. Pressée par l'armée de la Ligue, l'armée française est en effet rejointe le 5 juillet. A cette même date a lieu une petite escarmouche que des Suisses perdent contre la cavalerie légère ennemie, les fameux stradiotes. Ils servent néanmoins de flanc-garde à l'armée, puis la rejoignent pour la bataille de Fornoue (6 juillet)¹⁷.

Cette bataille indécise livrée à presque un contre quatre voit la perte des bagages du roi et du butin ramené de Naples – pris par les stradiotes¹⁸, la quasi-capture du roi, mais aussi le bon comportement des Suisses, utilisés comme môle de la défense. Attaqués par la cavalerie lourde de Caiazzo, ils la repoussent¹⁹ puis contre-attaquent la faible infanterie de Bologne et la mettent en fuite. La bataille se termine sur l'abandon des troupes de la Ligue qui laissent le champ de bataille aux Français; Charles VIII reste trois jours sur place pour accréditer sa victoire, alors que l'autre camp célèbre aussi. Au final, les deux camps ont perdu: les Italiens parce qu'ils n'ont pas anéanti l'envahisseur et le roi parce qu'il est proprement expulsé d'Italie du Nord, incapable d'y maintenir une base pour secourir Naples ou Louis d'Orléans. Charles VIII se retire à Asti, avec les Suisses en arrière-garde. Arrivé en sécurité, il envoie Antoine de Baissey, bailli de Dijon, recruter dans la Confédération (août). Ce dernier est si efficace qu'il ne ramène pas dix mille mais vingt mille hommes, à son corps défendant. Malheureusement pour eux, la paix de Vercell (Vercelli) est signée le 9 octobre et le roi projette de les renvoyer. L'épisode qui va suivre est assez bien attesté – par des sources indépendantes les unes des autres – pour ne pas prêter au doute, même s'il est difficile à croire: un conseil de guerre des mercenaires estime que le roi doit les payer au minimum trois mois et se prépare à emmener le monarque de force dans la Confédération comme caution du paiement de trois mois de solde. Charles VIII est prévenu et se met en sûreté, mais il doit composer et promettre de payer les trois salaires. Il rentre alors en France et se désintéresse peu ou prou des affaires de l'Italie, bien qu'il caresse le projet de prendre Naples aux Milanais en 1496.

LE DUC D'ORLÉANS

Orléans a le privilège de diriger les troupes françaises à Rapallo lors du premier engagement de la guerre (6 septembre 1494). La performance des Suisses à cette occasion est critiquée par Guicciardini²⁰.

Le duc reste à Asti avec une partie de l'armée; il n'en bouge pas jusqu'en juin 1495, moment où Ludovic Sforza reçoit l'investiture du duché de Milan de la part de Maximilien, roi des Romains. Ce dernier ordonne à Orléans de ne plus utiliser le titre de duc de Milan²¹. Lorsque le Français refuse, Maximilien demande à Sforza de le dépouiller de son fief – impérial – d'Asti. La tentative milanaise de prendre la ville est assez timide et le siège est levé fin mai. Le duc d'Orléans, qui a reçu des renforts de France, se met en campagne²² avec une armée dont trois mille Suisses composent la moitié²³; après la prise de Gualfinara, il se rend maître de Novare (13-14 juin). Plusieurs sources l'accusent de manque de décision à cet instant, affirmant que Milan se serait rendue s'il avait daigné paraître sous ses murs. Il est difficile de valider cette opinion *a posteriori*, mais la Ligue met deux semaines à réagir énergiquement, ce qui montre qu'elle n'était guère prête à résister.

Quoi qu'il en soit, le duc s'enferme dans Novare, sans avoir pensé à y faire rentrer les provisions de la campagne environnante. Quand la Ligue met le siège (1^{er} juillet), rien n'est prêt. Le siège dure jusqu'à fin septembre et la garnison souffre terriblement de la faim. Au total, lorsque les assiégés peuvent partir suite à un armistice, à peine 600 hommes sont encore valides, 2000 sont morts et un nombre inconnu succombe dans les jours qui suivent. Cette petite guerre n'a pas servi à grand-chose: si elle a fixé une partie des troupes de la Ligue, elle n'a abouti à rien de concret dans le Milanais. Si les 20000 Suisses étaient arrivés en août et non en octobre, peut-être Charles VIII aurait-il tenté de dégager son cousin²⁴.

LA GARNISON DE NAPLES

Laissée à ses propres moyens, la garnison du royaume de Naples compte environ 1500 Suisses²⁵. Cette garnison, commandée par Gilbert de Montpensier, se heurte à la réaction aragonaise et espagnole, avec le débarquement de Ferdinand II en Calabre. Une première bataille à Seminara se termine par une victoire française contre Gonzalve de Cordoue (28 juin 1495)²⁶. Un nouveau débarquement aragonais cause la révolte de Naples et du reste du royaume (juillet). Les Vénitiens interviennent en parallèle et saisissent plusieurs villes; Montpensier semble emprunté, puisqu'il a peu réagi jusqu'ici; il faut cependant savoir qu'il ne dispose pas d'assez de fonds pour payer ses troupes et que l'allant de ces dernières est donc assez faible. Après cette suite de revers, il tente de dégager Naples (combat d'Eboli²⁷) mais est bloqué devant Capella. Il se retire alors sur Salerne, avec les Suisses de son armée, en laissant une garnison à Naples.

Il fait ensuite sa jonction avec des éléments épars des forces françaises pendant que Gonzalve de Cordoue fait campagne dans les Pouilles. Il n'aura fallu que six mois pour défaire ce qu'avait fait Charles VIII, sans aucune défaite militaire.

Sans secours, donc sans argent, Montpensier décide de lever l'impôt sur les bestiaux dans les Pouilles, source financière qui aurait permis de régler son problème le plus pressant²⁸. Les deux camps se livrent à des raids et se volent des troupeaux, sans grand changement dans la situation globale: même la jonction avec des troupes débarquées à Gaète ne modifie pas le rapport de forces. En juin, les mercenaires allemands et suisses lancent un ultimatum à leur chef: ils désertent s'ils ne sont pas payés à la fin du mois!

Montpensier prend et pille Atella, puis s'y laisse enfermer le 19 (?) juin; l'adversaire propose aux mercenaires de changer d'employeur, ce que les lansquenets s'empressent de faire, au contraire des Suisses. Le siège s'achève par la reddition de la garnison (21 juillet). Les dernières positions françaises dans le royaume tombent au cours de l'année 1496.

Les Suisses prisonniers souffrent terriblement de la faim et de la maladie, d'abord sur les navires aragonais, puis dans des lieux de détention à terre. Il ne s'agit pas d'un traitement de faveur, si l'on ose dire, puisque des gentilshommes français subissent une négligence analogue. Villeneuve se rappelle avoir «*esté quatre moys en gallée prisonnier par force, et très mal nourri; car la pluspart du temps, ne mangeoit que biscuit [...] Car il y avoit plus de dix-huit jours qu'il n'avoit mangé pain ne beu de l'eau de la pluye. Car biscuits et eau leur étoient faillis*»²⁹.

La mortalité parmi les Suisses est si atroce que Commynes se prend à rêver des seules pertes qu'aurait amenées une défaite: «*Et quant noz gens eussent combattu et perdu la bataille, ils n'eussent point perdu tant de mors; car les deux pars des nostres y moururent par famyne ou peste, tant furent gardez dedans leurs navyres en l'isle de Pruse [Procida], où ils furent depuis envoyez par ledit roy Fernand (...) Et ne croy point que de tout ce nombre revinrent jamais quinze cens personnes, car des Suysses, qui estoient bien treize cens, n'en revint point plus de trois cens cinquante, et tous malades*»³⁰.

Ceux qui reviennent sont cependant très bien payés; les cyniques peuvent faire remarquer que les dépenses du roi étaient de toute façon limitées par les pertes et qu'il est plus facile de récompenser richement 300 survivants que 1500. Il n'en reste pas moins que les mercenaires de Charles VIII revenant de la campagne n'ont pas eu à se plaindre de lui et que l'argent qu'ils ont reçu a fait une grande différence dans leur niveau de vie: «*Les soldats sont aussi devenus très riches: bien peu avaient moins de 300 pièces d'argent*»³¹. La rapide histoire de la campagne que nous venons de faire donne quelques premières indications quant à la performance des Suisses: peu d'exploits de légende et quelques actions déplorables. Nous allons examiner tour à tour les aspects lumineux et les côtés sombres de leur performance.

2 | LA PERFORMANCE DES SUISSES – ASPECTS POSITIFS

«LA MEILLEURE INFANTERIE D'EUROPE»

Commynes et Guicciardini s'accordent sur cette louange et les deux répètent que les trois mille Suisses sont avec le roi « *le nerf et l'espoir de l'armée* »³². Il faut prendre acte de ces témoignages étrangers, d'autant plus convaincants que les deux auteurs n'hésitent pas à critiquer la performance des Suisses ou à en montrer certaines faiblesses en d'autres passages.

Lorsqu'ils évaluent les Confédérés comme supérieurs aux Italiens, aux Aragonais ou aux Français, ils le font sur la base de critères objectifs : la fermeté des Suisses dans les batailles et leur allant à l'assaut des fortifications.

Leur fermeté a contribué à la non défaite française dans des circonstances difficiles à Fornoue, donc à sauver le roi Charles d'une capture désastreuse. On peine à imaginer les conséquences d'un tel événement, mais c'est en partie grâce aux piquiers helvétiques qu'il a pu être évité. Il ne faut peut-être pas leur donner le rôle central dans cette bataille³³, mais il est indéniable que leur action a ancré la ligne de bataille française à un moment où la confusion se répandait.

Pour démontrer l'efficacité de l'outil militaire français dans l'attaque des places, il suffit de faire la liste de celles qui ont été prises et de la comparer aux places dont on n'a pu s'assurer, dans les deux cas lorsque des Suisses étaient présents : ils ont pris dix places³⁴ et n'ont raté que deux sièges³⁵. Cette proportion n'est pas si surprenante, car l'artillerie française est très efficace et les anciens Confédérés possédaient une expertise dans la prise rapide des places, que l'on peut mesurer par la très longue liste des villes, châteaux et maisons fortes dont ils se sont emparés de force pendant les guerres de Bourgogne. A titre de comparaison, les deux sièges où des Suisses se sont retrouvés à l'intérieur de la ville se sont terminés en défaite, mais du fait de la reddition par les commandants – Orléans à Novare et Montpensier à Atella –, suite au manque de nourriture.

Aucun allié ou adversaire n'a encore de troupe à pied capable de contester un terrain tenu par les Suisses, ou de monter avec tant d'entrain à l'assaut d'une place fortifiée. « [A Fornoue,] *l'avant-garde [dont les Suisses] se présentait au combat avec une telle impétuosité que les Italiens effrayés (...) s'éparpillèrent presque d'eux-mêmes*³⁶. »

Une situation tactique manque dans le répertoire des Suisses lors la première guerre d'Italie : il y a eu peu de situations où leurs commandants les ont laissé attaquer leurs adversaires sur un champ de bataille ; il y a cependant fort à parier que l'impact des piquiers helvétiques sur une armée italienne, aragonaise ou napolitaine aurait été le même en 1495 qu'il l'avait été contre l'armée bourguignonne : un assaut que rien ne pouvait

arrêter. Si Charles VIII ou Montpensier ne les ont pas utilisés ainsi, c'est parce que ce rôle de rupture en attaque était dévolu à la pièce maîtresse de l'armée, la gendarmerie.

La supériorité des Suisses sur d'autres infanteries tient aussi au fait que la plupart des autres corps d'infanterie, y compris dans l'armée française, sont composés de fantassins légers, moins aptes à tenir le choc de la cavalerie. Sans dévaloriser en aucune manière les Suisses, ce fait explique l'impression profonde laissée par ces mercenaires : ils font un travail dont la plupart des autres sont incapables³⁷. On verra cependant plus loin que même les Suisses ont des limites tactiques.

LA CAPACITÉ À ACCOMPLIR DES EXPLOITS

Lorsqu'il le faut, les Suisses sont capables de réaliser ce qui semble impossible ; l'exemple le plus frappant reste bien entendu le passage des Apennins par l'artillerie. La résistance dans des places assiégées en dépit de la faim va aussi bien au-delà de ce que l'on attend à l'époque de toute troupe, mercenaire ou « nationale ».

Que cela n'ait servi à rien à Novare et à Atella ne suffit pas pour mettre en doute le fait qu'un employeur peut espérer de ses mercenaires suisses qu'ils lui assureront bien plus que le service minimum.

LA FIDÉLITÉ

Liée à cette capacité à accomplir plus que ce que l'on attend d'eux, la fidélité à l'employeur est une caractéristique des Suisses dans cette guerre. Tant Commynes que Guicciardini racontent bon nombre d'occasions où d'autres mercenaires, principalement des lansquenets, changent de camp quand la situation devient difficile. Comme il y a des lansquenets dans les deux camps, nous possédons un certain nombre d'occurrences pour montrer l'avantage comparatif des Suisses : eux restent fidèles, même quand la paie n'arrive pas et que l'autre camp propose de bonnes conditions. Ni à Atella, ni à Novare, les Suisses ne se rendront. Des Allemands au contraire rendent les deux châteaux de Naples au roi de France (mars 1495), puis à Ferdinand (1496), ainsi que la ville de Frangete di Monteforte³⁸ ; enfin, ils désertent Atella au pire moment.

A Atella, malgré un ultimatum adressé à Montpensier selon la ligne « Payez la solde ou nous partons », les Suisses refusent de changer de camp, alors que Ferdinand leur offre de belles conditions. Même lorsqu'ils sont enfermés dans les pires conditions après la reddition d'Atella, ils refusent de passer au service de Naples, ce que Commynes admire : *« Lesquelz [Suisses] doibvent estre louez de loyaulté, car jamais ne vollurent prendre le parti dudit roy Fernande, et avant endurer la mort, comme plusieurs audit lieu de Puce [Procida], tant de chaleur et maladie comme de faim (...) Je veiz revenir ceulx qui en revindrent, et par especial lesdits Suysses, qui rapporterent toutes leurs enseignes³⁹. »*

Cette incorruptibilité⁴⁰ les rend plus dignes de confiance: quitte à dépenser de l'argent pour des mercenaires, Charles VIII a tout intérêt à solder des gens qui n'iront pas renforcer l'adversaire.

Un seul incident semble mettre en doute cette fidélité. Suite à l'échec de l'expédition navale de secours devant Ponza, une partie des mille Suisses présents sur la flotte déserte au retour à Livourne; cela nous permet de nuancer notre propos, mais pas de le remettre en cause. Le manque de familiarité avec le milieu marin – expressément exclu des traités postérieurs – a certainement joué un rôle plus important que nous ne le concevons, car cet incident est le seul de la guerre où les désertions atteignent un niveau notable, à une période où elles étaient communes chez d'autres⁴¹.

UN RÉSERVOIR INÉPUISABLE DE TROUPES

Un dernier avantage des Suisses est la possibilité pour le roi de France de recruter un nombre immense (pour l'époque) de combattants en quelques mois. Il a suffi à Charles VIII d'envoyer le bailli de Dijon à Lucerne en août 1495 pour que vingt mille hommes prennent le chemin de l'Italie en octobre. La réputation de la France – en particulier en Suisse centrale⁴² – est telle que même les autorités ne parviennent qu'à grand-peine à endiguer le flot de volontaires; Commynes nous affirme que si l'on n'avait pas à un moment fermé les cols, même les femmes et les enfants auraient rejoint l'Italie⁴³.

Il ne s'agit pas ici de refaire l'histoire des causes de cette réputation, mais bien plus de mettre en lumière le fait que la Confédération permet à Charles VIII de disposer en tout temps de combattants volontaires d'une qualité et en une quantité, qui lui donnent une supériorité sur tout champ de bataille.

3 | LA PERFORMANCE DES SUISSES – ASPECTS NÉGATIFS

LIMITES TACTIQUES

L'outil militaire helvétique, tel que représenté par les mercenaires, est optimal lors d'une bataille en terrain ouvert et face à des troupes lourdes. La bataille de Fornoue n'est qu'un exemple de cette adaptation spécifique des troupes suisses, que la guerre de Souabe et les conflits ultérieurs en Italie confirmeront. Les Suisses, cependant, présentent également les défauts de cette qualité: Commynes mentionne un certain inconfort face à la cavalerie légère⁴⁴ et, plus grave, Guicciardini relève le manque d'aisance en terrain resserré (urbain ou rural). «[A Rapallo,] *l'avantage du terrain, dont l'âpreté plus que toute autre défense renforce les sites de la région, était un allié des Aragonais; c'est pourquoi le début de l'assaut n'était pas favorable pour les ennemis, et déjà les*

*Suisses se trouvant dans un lieu ne permettant pas de se déployer en ordre de bataille, commençaient à se retirer*⁴⁵. »

Les combats dans les villages sont confus et les Suisses n'arrivent pas à déboucher, subissant de lourdes pertes dans les combats de rue⁴⁶. Ce sont finalement les partisans locaux des Adorno et l'artillerie de la flotte qui font reculer les Aragonais. Guicciardini en tire la leçon suivante sur les Suisses ; ils sont « *inébranlables et presque invincibles, pour peu qu'ils combattissent dans un espace assez vaste pour pouvoir déployer leur escadron* »⁴⁷.

Cela ne concerne que peu d'actions, mais ne peut être disputé : d'autres actions plus ou moins contemporaines montrent un manque d'aisance des Suisses en terrain difficile, un comble pour les héritiers des guerriers de Morgarten (1315) et de Stoss (1405). Ainsi, en 1515, les chefs confédérés refusent d'attaquer les troupes françaises au passage des Alpes, malgré l'insistance des *frien knecht*, des volontaires qui tiennent les cols⁴⁸. De même, la plupart des engagements majeurs depuis 1450 sont, soit des sièges, soit des batailles rangées ; les guerres contre Milan (1478, 1487) et la guerre de Souabe (1499) livrées en terrain montagneux se seraient aussi certainement prêtées à des actions plus proches de l'embuscade que du choc frontal des carrés, privilégié depuis les années 1450. On n'y assiste cependant que très peu et, à part quelques mouvements de contournement par la montagne comme à Frastanz⁴⁹, ce genre d'action a disparu dans les conflits. Les mercenaires suisses peinent donc à les mener et ne peuvent ainsi constituer seuls l'infanterie dans une armée équilibrée, ce qui explique aussi la forte participation des Gascons.

UN RECRUTEMENT DIFFICILE À CONTRÔLER

Il est certes utile pour Charles VIII de disposer d'un réservoir quasi-inépuisable de mercenaires de grande qualité, mais toute médaille a son revers : le roi peut faire recruter, mais il n'a aucun contrôle sur la quantité de gens qui vont s'engager. Cette difficulté sera contournée plusieurs dizaines d'années plus tard grâce au système des capitulations, des contrats qui laissent les cantons en charge du recrutement d'un nombre donné de soldats.

On en est très loin en 1494-1496 : Antoine de Baissey peut aller contre la volonté des autorités si nécessaire, en distribuant de l'argent et en tenant table ouverte. Mais il n'a aucun moyen de contrer les volontaires qui estiment mériter un salaire s'ils se sont mis en campagne ; on n'a qu'à se rappeler ses difficultés lorsqu'il s'est agi de renvoyer les vingt mille Suisses rendus inutiles par la paix de Vercelli.

Ce torrent de mercenaires a des incidences sur la sécurité du roi⁵⁰, mais aussi sur ses finances. Les rois de France étaient certes à la tête de l'Etat le plus peuplé et le plus riche d'Europe occidentale, et une bonne partie de leurs succès aux XV^e et XVI^e siècles sont à rapporter à leurs moyens⁵¹ ; ils étaient pourtant constamment à la limite de leurs

possibilités financières. L'incapacité totale de Charles VIII à anticiper le nombre de Suisses qui vont le servir, et lui réclamer un salaire, met en péril sa planification financière. Les 20000 Suisses tard venus ont obtenu 3 mois de salaire; cela représente 10 mois de salaire pour 6000 mercenaires, presque l'équivalent du prix de la campagne complète (en termes de Confédérés), payé cette fois en vain.

PILLAGES, MASSACRES ET SAOULERIES

Les Suisses, plus encore que le reste de l'armée, se font connaître pour leurs agressions envers la population. Le massacre de Pontremoli et les pillages tous azimuts ont contribué à aliéner la sympathie que les Italiens portaient à Charles VIII au début de son entreprise. Les massacres d'habitants lors de sacs ou de disputes, les pillages à répétition⁵², l'ivrognerie patente de plusieurs, qui cherchent des querelles après avoir vidé les tonneaux⁵³, ou le caractère belliqueux de ceux qui sont sobres⁵⁴; rien de cela ne contribue à asseoir la légitimité du nouveau souverain de Naples. Dans le conflit où il s'est engagé, Charles VIII aurait eu besoin de troupes certes féroces mais disciplinées pour en imposer plus qu'il ne l'a fait. Les Suisses ont été un obstacle à cet objectif politique. Ce n'est pas pour rien qu'il a promis de ne pas les faire entrer à Rome lors de son retour de Naples⁵⁵.

Ceux-ci ont aussi contribué à rendre l'approvisionnement de l'armée plus difficile. On pense à nouveau à l'incendie de Pontremoli, mais il y a d'autres exemples; selon Guicciardini, les Suisses et les Français spolient les autres membres de l'armée en plusieurs occasions, causant des désertions. *«Bien des soldats du pays désertaient chaque jour parce que non seulement ils n'avaient jamais reçu d'argent, mais ils étaient maltraités par les Français et les Suisses lors de la division du butin et de la distribution des vivres»*⁵⁶.

Même si ces comportements n'apparaissent pas pendant ou juste avant les combats, ils rendent délicat l'usage des Suisses. On n'en est pas au niveau des stradiotes vénitiens qui pillent le camp français à Fornoue et en oublient que la bataille fait encore rage. Il n'empêche que les Suisses représentent un sérieux problème pour un chef d'armée française.

PRÊTS À TOUT POUR LEUR SALAIRE

Pour un noble de France, les fantassins de basse extraction ne sont encore que des «vilains»⁵⁷; ils doivent obéir, être patients si on ne les paie pas et ne pas maugréer si on les congédie parce qu'on n'a plus besoin d'eux⁵⁸. Force est de constater que les Suisses refusent d'entrer dans cette vision et mettent plusieurs fois en danger la conduite des opérations, voire le roi lui-même. L'exemple le plus frappant de ce que Commynes considère comme de la cupidité pure reste l'ébauche de projet d'enlèvement du roi.

En octobre 1495, le roi se retrouve avec près de 25 000 Suisses ; la paix survenue, ces derniers se mettent ensemble pour débattre de la situation. Coutume militaire helvétique, ce genre d'assemblée, le *Mehr*, était déjà très proche d'une mutinerie pour les Français. Les projets discutés le sont encore plus : certains préconisent l'enlèvement du roi et de ses proches pour s'assurer le paiement de 3 mois de solde, d'autres préfèrent s'assurer seulement des proches du monarque. Tous veulent qu'on les paie selon les promesses de Louis XI, soit un minimum de 3 mois de salaire quel que soit le nombre de jours de service effectués, en l'occurrence 5. On comprend que de telles revendications ne plaisent pas à Commines⁵⁹, ni à Charles VIII qui s'éclipse prudemment⁶⁰. Le projet est néanmoins exécuté : Antoine de Baissey et Louis de Menthon⁶¹ sont capturés et molestés et le roi finit par traiter.

Menaces et chantage à cette échelle sont uniques dans la campagne, voire dans l'histoire du mercenariat suisse⁶². Il y a cependant d'autres occasions où la mauvaise humeur des Suisses se manifeste et où la mutinerie (concertée) n'est pas loin. On pense en particulier au soulèvement des Suisses et des Allemands qui réclament leur solde devant Frangete (peut-être à l'instigation de Précý) et obligent Montpensier à la retraite en une occasion où une victoire semblait à portée de main⁶³. Une telle démarche est d'autant plus crédible qu'un ultimatum a été lancé par d'autres Confédérés à Lautrec en 1522, forçant le général à attaquer à La Bicoque, avec les conséquences désastreuses que l'on connaît.

Guicciardini rapporte d'autres menaces à l'encontre de dignitaires français, accusés d'avoir reçu de l'argent de Florence pour faire obstacle aux velléités d'indépendance pisanes⁶⁴. Les Suisses s'étaient concertés pour supplier le roi en faveur des Pisans – autre démonstration de leur caractère indépendant – et apparaissent prêts à s'en prendre physiquement à ceux qu'ils estiment aller à l'encontre de leurs projets. Une autre occasion où les Suisses prennent une décision indépendante est représentée par l'affaire de Pontremoli. La revanche au retour n'a rien à voir avec de l'improvisation, au point que le maréchal de Gié ne parvient pas à y mettre un terme et que le roi est obligé d'envoyer des émissaires pour faire cesser le siège du château.

Tous ces exemples rappellent que les Suisses sont difficiles à contrôler et qu'ils manifestent une volonté propre ; l'appât du gain et la vengeance priment sur l'intérêt de la campagne et de leur employeur.

4 | CONCLUSION

La performance des mercenaires suisses en 1494-1496 est très contrastée. Malgré leurs limites tactiques, ils forment de manière incontestable la meilleure infanterie d'Europe, mais sont sujets à des actions en dehors du champ de bataille qui hypothèquent le

succès de la campagne. Très sourcilleux sur leur solde, ils sont prêts à prendre le roi en otage et à molester ses officiels, mais restent fidèles plutôt que de passer à l'ennemi, quitte à mourir de faim pour garder leur honneur. Réservoir inépuisable de troupes, ils représentent un problème par le nombre même de volontaires qu'ils peuvent fournir.

L'outil représenté par les Suisses est efficace mais présente aussi de graves défauts. On peut donc se demander pourquoi Charles VIII a recours à eux. Il n'a en fait guère le choix lorsqu'il compose son armée : il lui faut une infanterie de bataille ; ni la France, ni l'Italie, ni l'Allemagne ne peuvent lui en fournir d'équivalente.

Un léger retour en arrière s'impose pour expliquer une certaine indigence de l'infanterie française. Jusqu'en 1448, l'infanterie nationale était irrégulière, dans tous les sens du terme ; les francs-archers, censés pallier ce manque, ont démontré le bon et le mauvais au cours de leur existence, de 1448 à 1480, et ont été abolis par Louis XI suite à la bataille de Guinegatte (1479). Ce monarque les remplace ou tente de les remplacer par 14000 gens de pied soldés, noyau de l'infanterie permanente française, principalement armés d'armes d'hast. Pour donner à ces fantassins plus de tenue que les francs-archers, il recrute 6000 Suisses censés enseigner leur art (camp du Pont de l'Arche, 1480-1483), fort bien traités et payés : les chroniqueurs suisses se le rappellent encore au XVI^e siècle. On se trouverait là devant l'origine des « bandes de Picardie », ancêtres du premier régiment français d'infanterie permanent. Dès la mort de Louis XI, la régente Anne de Beaujeu s'empresse de dissoudre ces bandes permanentes et soldées. Divers systèmes coexistent ensuite, mais il faut bien admettre que l'infanterie française de 1495 est souvent de mauvaise qualité⁶⁵, et que ses rares bons éléments servent sur la seule frontière Nord⁶⁶.

Du côté de l'Allemagne et de l'Italie, la situation est quelque peu différente : la première commence à fournir les fameux lansquenets, sous l'impulsion de Maximilien d'Autriche. Dès 1487-1488, on les trouve tant en Allemagne (recrutés par la Ligue de Souabe) qu'à l'étranger (« Guerre folle » entre la France et la Bretagne). Leur efficacité et leur discipline causent cependant de l'inquiétude : dans ces deux domaines, ils se montrent inférieurs aux Suisses. Si leur performance à la bataille de Guinegatte (1479) est bien supérieure à celle des francs-archers, les confrontations directes avec les Suisses tournent d'abord toutes à l'avantage de ces derniers, que ce soit à Saint-Aubin du Cormier (1488) ou lors de la guerre de Souabe (1499). Ce n'est que vers 1510-1520 que les lansquenets deviendront une infanterie capable de remplacer les Suisses⁶⁷, et encore : vainqueurs des Vénitiens à Creazzo (1513), ils sont taillés en pièces par les Suisses à Novare la même année. Les victoires de Marignan (1515), Bicocca (1522) et surtout Pavie (1525) consacreront l'égalité entre fantassins suisses et allemands, mais l'infériorité des seconds est encore nette en 1494.

L'infanterie italienne au contraire a connu son âge d'or avant les guerres d'Italie. Les milices communales ont fait place dès la fin du XIV^e siècle aux armées des condottieri. S'il ne faut pas prendre les célèbres critiques de Machiavel au pied de la lettre, on peut

remarquer que la proportion entre infanterie et cavalerie a tendance à baisser. Le noyau utile des armées italiennes est de moins en moins composé de fantassins, qui ont tendance à servir dans des rôles secondaires, alors que la cavalerie doit décider du sort de la bataille; l'infanterie est mise en réserve pour exploiter un succès, comme prévu dans le plan de la Ligue à Fornoue. Il ne semble pas que les condottieri aient eu l'idée d'utiliser de l'infanterie comme moyen de défense: on ne peut déterminer si le manque de fantassins capables de faire face à une charge a empêché cette tactique, ou si le fait que cette tactique était peu ou pas utilisée a empêché l'émergence de tels combattants, bien différents des hommes d'armes démontés. Les deux dynamiques se sont vraisemblablement renforcées, avec des victoires contre des armées d'infanterie⁶⁸ et des performances douteuses comme catalyseur.

En tout état de cause, Charles VIII ne peut trouver le genre d'infanterie dont il a besoin comme pivot de la manœuvre de ses gens d'armes, ni en France⁶⁹, ni en Allemagne, ni en Italie⁷⁰. Malgré la présence de plusieurs autres catégories de mercenaires⁷¹, les Suisses représentent à ses yeux la seule solution⁷², qui a bien des avantages: courageux, fidèles et nombreux, ils sont un ajout de qualité dans l'armée française. Sans eux, elle serait moins efficace dans les sièges, bien plus représentatifs de la campagne que les charges de cavalerie. Les défauts très réels des fantassins confédérés, en particulier leur propension au pillage, leur indiscipline et leurs revendications violentes, sont en quelque sorte compensés par ces qualités. Pour le dire un peu mieux, le besoin est tel qu'on accepte leurs défauts⁷³. Pour Charles VIII, avec les Suisses, le «*bien passait bel et bien le mal*», ni plus, ni moins.

NOTES

¹ COMMYNES Philippe de, *Mémoires*, Paris, 2002-2007.

² Commynes VIII, VII; on peut comparer avec les Suisses de la Ligue du Bien Public (1465) «*se gouvernerent tres vaillamment en tous les lieux ou ilz se trouverent.*» (I, VI, cf. note 1).

³ L'historiographie tend à préférer l'expression de «service étranger», particulièrement lorsque l'on parle du service de France. Or, la notion de mercenariat rend bien mieux compte des motivations des participants, au moins jusqu'à l'alliance de 1521. Pour ne prendre qu'un exemple: en 1499, les malversations découvertes par la Diète – ainsi que l'engagement sauvage de soldats suisses, tant auprès du roi de France que du duc de Milan – n'ont rien du service capitulé qui se mettra en place plus tard.

⁴ Parmi la masse de documents disponibles, nous recourrons en particulier à une vue française, celle de Commynes, et à une vue italienne, celle de Guicciardini, parfois appelé en français Guichardin. Les autres sources auxquelles nous ferons référence sont principalement d'origine suisse (Brennwald, Schilling de Lucerne, Anshelm, recès de la Diète) et française (lettres de Charles VIII et divers documents contemporains rassemblés par La Pilorgerie). La relation de la campagne par Sanuto manque un peu de recul, puisqu'elle est composée en 1495 encore; elle est cependant une source des plus intéressantes car contemporaine des événements; on peut faire un commentaire semblable sur les *Mémoires* de Villeneuve, terminés en décembre 1496 mais bien moins détaillés.

Un tel échantillon est d'autant meilleur que ces auteurs, soit ont été acteurs ou témoins des événements, soit ont fait un travail de recherche important auprès de leurs contemporains. Nous avons consulté quelques autres sources, mais les limites d'un colloque nous ont obligé à nous concentrer sur celles déjà nommées, dont voici les références: P. von Segesser éd., *Amiliche Sammlung der ältern eidgenössischen Abschiede*, volume III, 1, 1478-1499, Lucerne, 1858; J. de La Pilorgerie éd., *Campagne et bulletins de la grande armée d'Italie commandée par Charles VIII*, Nantes et Paris, 1866; ANSHELM Valerius, *Berner Chronik*, Historischer Verein des Kantons Bern éd., Berne (6 volumes), 1884-1901; BRENNWALD Heinrich, *Schweizer Chronik*, Bâle, 1908-1910; CHARLES VIII, *Lettres de Charles VIII, roi de France*, volume 4 (1494-1495), Paris, 1903; COMMYNES Philippe de, *Mémoires*, Flammarion, Paris, 2002-2007; GUICCIARDINI Francesco, *Histoire d'Italie* (1492-1534), Paris, 1999; SANUTO Marino, *La spedizione di Carlo VIII in Italia*, Venezia, 1883; SCHILLING Diebold, *Schweizer Chronik*, Lucerne, 1862; VILLENEUVE Guillaume de, *Mémoires*, in *Nouvelle Collection des Mémoires pour servir à l'Histoire de France*, 1^{re} série, tome IV, Paris, 1851, pp. 381-402.

⁵ Tant Sanuto que les *Eidgenössische Abschiede* en parlent assez régulièrement (cf. note 4). Ces sources sont cependant trop vagues pour nous donner des indications fiables, ne serait-ce que parce que les Suisses en question ne servaient pas en grandes unités constituées.

⁶ Les précédentes «guerres d'Italie» avaient opposé les Anjou – et pas le roi – aux Hohenstaufen, puis à la maison d'Aragon; voir HEERS Jacques, *L'histoire oubliée des guerres d'Italie*, Via Romana, Paris, 2009. La descente de Charles VIII est bel et bien une première et inaugure une autre dynamique. Pour une perspective militaire sur ces guerres d'Italie, on peut se rapporter à TAYLOR Frederick Lewis, *The Art of War in Italy 1494-1526*, 1921.

⁷ LOT Ferdinand, *Recherches sur les effectifs des armées françaises des Guerres d'Italie aux Guerres de Religion 1494-1562*, Paris, 1962, pp. 15-21.

⁸ ESCH Arnold, *Alltag der Entscheidung, Beiträge zur Geschichte der Schweiz an der Wende vom Mittelalter zur Neuzeit*, Berne, 1998, pp. 256-268.

⁹ SANUTO, p. 105 (cf. note 4).

¹⁰ Le lieutenant général de tous les Suisses et gens de pied est alors Engilbert de Clèves, comte d'Auxerre (Lettre de Charles VIII au Parlement de Paris, 14 décembre 1494, cf. note 4, pp. 130-131).

¹¹ SANUTO, p. 166 (cf. note 4).

¹² VILLENEUVE, cf. note 4, p. 382. Charles VIII mentionne la prise de la ville dans trois lettres, et se garde bien d'être explicite sur cette politique dans deux d'entre elles. Dans la première qu'il écrit le jour même du massacre, il est cependant un peu moins gardé et raconte que: «à la fin, graces a Dieu, dudit premier assault elle a esté emportée et prinse à mon petit dommaige et à leur despens, pugnicion et grant perte pour le peuple et [l'exemple] des autres qui vouldroient faire le semblable à l'encontre de moi.» (Lettre du 9 février au duc de Bourbon, cf note 4, p. 166).

¹³ Trois mille Suisses marchent en premier (Sanuto, p. 230, cf. note 4).

¹⁴ Cette alliance s'est discutée pendant la présence à Venise de Philippe de Commynes, ambassadeur de Charles VIII, qui n'y a vu que du feu.

¹⁵ LA PILORGERIE, p. 276 (cf. note 4).

¹⁶ COMMYNES VIII, VI (cf. note 4).

¹⁷ Selon SANUTO (cf. note 4, p. 450), il y a aussi des Suisses dans l'armée de la Ligue qui rendent visite à leurs compatriotes éloignés du camp français.

¹⁸ Il est assez surréaliste de lire après coup la correspondance du roi avec le marquis de Mantoue, Francesco II Gonzaga – les deux adversaires de la bataille –, qui s’informent mutuellement des pertes qu’ils ont faites de certains de leurs biens, et s’assurent l’un l’autre de tout faire pour les retrouver et les renvoyer à leur légitime propriétaire. Le roi promet de renvoyer les trois chevaux de son adversaire malheureux et le marquis fait parvenir au roi un livre; Charles lui répond qu’il aimerait récupérer aussi ses autres livres illustrés ainsi que des reliques (Lettres de Charles VIII, cf. note 4, pp. 232, 259-260). Est-il besoin de préciser que le «*libretto ed alcune carte de diverse picture*» n’illustrait pas la vie des saints?

¹⁹ «*Une bande vint jusques au costé des Suysses dont j’étoye bien près. Ceux-ci leur présentèrent la raison et incontinent ladite bande s’enfouyt.*» (Lettre de Gilbert Pointet du 15 juillet, citée par LA PILORGERIE, p. 357, cf. note 4).

²⁰ GUICCIARDINI I, 11 (cf. note 4); nous y reviendrons au point 4.1. Le pillage de Rapallo après le combat a atteint des sommets, avec les Suisses qui font un carnage à l’hôpital. Voir aussi GAGLIARDI Ernst, *Der Anteil der Schweizer an den italienischen Kriegen*, Zurich, 1919 (seul le premier volume 1494-1509 est paru), p. 154.

²¹ Auquel il a de bonnes raisons de prétendre, car Sforza s’est emparé du pouvoir à Milan de manière peu légale.

²² D’après ANSHELM II, 10,19 (cf. note 4) sur injonction de Charles VIII; cela peut faire sens pour fixer des troupes de la Ligue, mais il ne semble pas que Charles VIII ait eu à motiver Orléans; il l’a tout au plus assuré de son intervention si Sforza lui faisait outrage (ce qu’on peut imaginer en lisant une des ses lettres au duc de Bourbon, cf. note 4, pp. 205-206).

²³ Il avait au préalable fait des propositions à la Diète: en échange de l’autorisation de recrutement, il offrait des pensions plus élevées à Bellinzzone, Lugano et Locarno, et même de ne pas percevoir de droits de douane sur les marchands suisses une fois duc de Milan: propositions reçues le 13 juin et discutées le 9 juillet à Lucerne (*Eidgenössische Abschiede* III 1, pp. 484 et 487-488, cf. note 4); dans l’intervalle, la Diète s’était inquiétée du nombre de volontaires prêts à le rejoindre (*ibid.*, p. 480), mais aussi du besoin de se préparer à la défense (*ibid.*, p. 484).

²⁴ Ce dernier a sauvé sa liberté et, devenu Louis XII, n’aura de cesse de se venger de Ludovic Le More, ce qu’il fera en 1499-1500, avec à la clé l’épisode de la trahison de Novare.

²⁵ LA PILORGERIE, p. 221 (lettre du cardinal de Saint-Malo à Anne de Bretagne, 20 mars, cf. note 4) et p. 279 (tableau de la répartition des troupes, 29 mai; cité par Lot, p. 196, cf. note 6).

²⁶ SANUTO, pp. 460-461 (cf. note 4).

²⁷ GUICCIARDINI II, X (cf. note 4); une partie des Suisses y participent, sous Précý et en l’absence de Montpensier; c’est l’une des très rares occasions où ce dernier sépare les Confédérés.

²⁸ VILLENEUVE (cf. note 4, p. 400): «*Pour lever les deniers de la douane des brebys, qui montent cent mille ducats par an, car le plus fort le doit emporter.*»

²⁹ VILLENEUVE (cf. note 4, pp. 395-396); il ajoute que la moitié de ses gens étaient constamment entravés. Après ses quatre mois sur une galère, il sera enfermé à terre quatre autres mois (p. 399).

³⁰ COMMYNES, VIII, XXI; ANSHELM II, pp. 15-16; BRENNWALD II, pp. 325-326 (cf. note 4). Pour l’ensemble de la première guerre d’Italie, il serait intéressant de consulter les listes conservées dans les archives cantonales et de tenter d’en déduire des taux de pertes; ces documents existent et n’ont pas encore été exploités. A titre d’exemple, on peut citer sept documents conservés dans le *Staatsarchiv* de Lucerne (URK 251/4080 – URK 251/4086).

³¹ BRENNWALD II, p 324, qui ne précise pas de quel argent il s'agit (cf. note 4). L'effet du salaire pour les mercenaires est illustré par ESCH (cf. note 6), pp. 296-297, pour une période postérieure.

³² GUICCIARDINI II, IX; voir COMMYNES VIII, XI (cf. note 4). Même des adversaires reconnaissent que les autres fantassins au service des Français sont «inutiles» (SANUTO, cf. note 4, p. 344).

³³ Au contraire de la gravure (anonyme) représentant la bataille: National Gallery of Art, Washington DC, B 20, 218.

³⁴ Toscanella, Sarzana, Mordano, Fivizzano, Monte Fortino, Monte San Giovanni, San Severino, Coglionessa, Atella.

³⁵ Bubano, Capella.

³⁶ GUICCIARDINI II, IX (cf. note 4).

³⁷ Le fait que Montpensier les garde avec lui durant toute la campagne est un signe de ses attentes: les Suisses sont un de ses atouts maîtres en cas de bataille rangée et sont donc trop précieux pour être éparpillés.

³⁸ GUICCIARDINI III, VII (cf. note 4).

³⁹ COMMYNES VIII, XXI (cf. note 4).

⁴⁰ Par défaut d'un meilleur terme: un Suisse acheté par les largesses du roi de France lui reste attaché, au contraire des mercenaires allemands et des condottieri Italiens, eux aussi mercenaires.

⁴¹ Il est intéressant de noter que Villeneuve (cf. note 4, p. 386), prompt à dénoncer toutes les trahisons de 1495, et surtout celle qui l'a conduit en captivité, n'y associe jamais les Suisses. Ceux qui l'ont de fait livré aux Aragonais à Trani étaient flamands (2), de Beaucaire (2), d'Uzès (2), du Languedoc (2), de Vitry (1), de Savoie (2), du Dauphiné (2), de Provence (3), du Piémont (1), gascons (4), de Saint-Mathurin-de-Larchant près de Paris (1), d'Avignon (1), d'Auvergne (2), d'Italie (1), de Picardie (1), du Dauphiné (1), ou sans origine définie mais avec des noms français (5). Ceci illustre le fait que l'infanterie française était plus diverse qu'on ne l'a souvent dit, avec une forte représentation du Sud-Est, y compris de l'extérieur du royaume.

⁴² Berne est plus réticente.

⁴³ COMMYNES VIII, XVII (cf. note 4).

⁴⁴ COMMYNES VIII, VII (cf. note 4).

⁴⁵ GUICCIARDINI I, X (cf. note 4).

⁴⁶ Pour le roi, les Suisses ont décidé de la journée à partir du moment où ils ont pu se déployer sur une prairie, après des combats difficiles pour le pont et le village (lettre de Charles VIII au duc de Bourbon du 10 septembre 1494, cf. note 4, p. 90).

⁴⁷ GUICCIARDINI I, XI (cf. note 4).

⁴⁸ ANSHELM IV, p 102-103 (cf. note 4).

⁴⁹ Mais les Grisons – et non les Suisses – y sont les plus nombreux.

⁵⁰ Voir ci-dessous, point 4.4.

⁵¹ La relative absence de Maximilien en Italie n'a guère d'autre cause que son incapacité à lever les fonds nécessaires à une armée conséquente. L'arrivée en lice de l'Espagne – et de sa richesse tirée du Nouveau Monde – changera la donne financière, mais nous n'en sommes pas encore là.

⁵² SANUTO, p. 171 (cf. note 4) rapporte un de ces incidents dans l'armée du roi. Dans l'armée d'Orléans ainsi que le rapporte un des gentilshommes de la suite du duc de manière très imagée: «*Pour ce que les francs archers et Suysses plumoient la poule.*» (LA PILORGERIE, p. 313, cf. note 4).

⁵³ Sans parler de la dizaine d'hommes qui ont brûlé avec Pontremoli parce qu'ils étaient trop ivres (COMMYNES VIII, VI, cf. note 4).

⁵⁴ On est loin des petites rixes à poings nus: SANUTO (cf. note 4, p. 292) fait part de «querelles» entre des Suisses de retour de Naples et des gardes pontificaux espagnols à Rome laissant plusieurs hommes sur le carreau.

⁵⁵ SANUTO, p. 364 et 366 (cf. note 4).

⁵⁶ GUICCIARDINI III, VII (cf. note 4).

⁵⁷ L'expression sera de Louis XII, à propos des Suisses.

⁵⁸ On trouve de nombreux exemples d'un tel mépris chez des nobles français, allant de Commynes – qui s'étonne qu'on puisse gagner neuf batailles sans cavalerie comme Edouard IV (Commynes III, IV, cf. note 5) – au Loyal Serviteur. Celui-ci rapporte ce que Bayard a répondu en 1512 aux chefs lansquenets qui lui demandaient la solde d'assaut: «*Dictes à vos cocquins de lansquenets que je leur ferois plus tost bailler chascun un licol pour les pendre. Les meschants qu'ils sont n'ont jamais voulu venir à l'assault [...] Ils ne valent pas putains* (J. Buchon éd., «La très joyeuse et très plaisante histoire composée par le Loyal Serviteur des faits, gestes, triomphes et prouesses du bon chevalier sans paour et sans reproche, le gentil seigneur de Bayart [...]», in *Choix de chroniques et mémoires de l'Histoire de France*, Paris, 1831, p. 101. Villeneuve en est un exemple d'autant plus intéressant qu'il a pris part à la campagne de 1494-1496 en personne; il ne mentionne presque jamais les fantassins (et jamais les Suisses) dans ses *Mémoires*, même pour estimer leurs pertes à la bataille de Fornoue; la seule exception reste la liste qu'il dresse des fantassins qui l'ont trahi (cf. note 4, p. 383 et 386).

⁵⁹ COMMYNES VIII, XVIII (cf. note 4).

⁶⁰ Charles VIII est conscient des ennuis potentiels, lui qui avait écrit un mois avant qu'il fallait que ses «*gens de finance*» «*considerent bien que c'est que d'avoir sur les bras vingt cinq mille Souisses sans avoir argent pour les payer.*» (Lettre du 10 septembre 1495 au duc de Bourbonnais, p. 290, cf. note 4).

⁶¹ Capitaine des Cent Suisses.

⁶² Au siège de Naples en 1507, il faudra que Louis XII en personne vienne convaincre les Suisses de remonter à l'assaut d'une position qu'ils ont prise et que d'autres ont perdue. Mais cela n'a aucune commune mesure.

⁶³ GUICCIARDINI III, VII. C'est le signe d'une armée «*pleine de désordre [où] les Suisses et les Allemands réclamaient chaque jour tumultueusement d'être payés.*» (ibid., cf. note 4).

⁶⁴ GUICCIARDINI II, VII (cf. note 4). Les Suisses ne sont pas les seuls coupables dans l'armée.

⁶⁵ HEERS (cf. note 5) affirme, quant à lui, que «*dès les années 1470-1480, il n'était plus possible de rassembler dans le royaume d'importants corps d'hommes à pied et que l'on ne trouvait plus dans le royaume, le pays de Gascogne excepté, nombre d'hommes capables de porters les armes.*» A l'appui de son jugement, il invoque Machiavel (p. 160).

⁶⁶ Ce paragraphe est très largement inspiré par André CORVISIER, *Histoire militaire de la France*, 1. «Des origines à 1715», Paris, 1992, pp. 226-230.

⁶⁷ Le marché a fait son choix: vers 1500, un Suisse reçoit un salaire de 4.5 florins, à comparer avec 4 florins pour un lansquenet; à titre de comparaison, un maçon gagne deux fois moins et un ouvrier agricole quatre fois et demie moins.

⁶⁸ Parabiagio (1340), Arbedo (1422) et Crevola (1487) sont trois exemples de défaites auxquels des Suisses ont participé, comme vaincus.

⁶⁹ GUICCIARDINI est très sévère (II, XI, cf. note 4): «*En ce temps-là, le royaume de France avait une cavalerie très puissante et des pièces d'artillerie en abondance que l'on maniait avec une très grande habileté, mais son infanterie était très faible (...) Aussi, ne se fiant plus à leurs propres fantassins, les Français portaient-ils craintivement en guerre s'il n'y avait dans leur armée quelque troupe de Suisses.*»

⁷⁰ «*Les Suisses, auxquels l'infanterie italienne était sans comparaison inférieure.*» (GUICCIARDINI II, VIII). Voir LA PILORGERIE, pp 62-63 (cf. note 4).

⁷¹ «*Schioppettieri et arcieri anglesi, bertonni con lanze longe, (...) normandi, piccardi.*» (SANUTO, cf. note 4, p 85).

⁷² Commines estime que Français et Italiens sont «*plus saiges et plus aysez a conduire*», mais que les Anglais et Suisses sont meilleurs fantassins que leurs voisins (II, 2, cf. note 4).

⁷³ «*Il en coûta bien cinq cent mille francs pour congédier ces auxiliaires dont le concours nous avait été précieux, sans doute, mais aussi dont l'indiscipline, la cruauté, le goût du pillage et les nombreuses infractions au droit des gens, laissèrent en Italie des ressentiments inséparables du souvenir de l'expédition française.*» (La Pilorgerie, p. 386, cf. note 4).



Urs Graf (1485-1529): recrutement de mercenaires confédérés. L'aubergiste, aux ordres, verse généreusement à boire aux candidats. L'un écoute d'un air narquois les «sornettes» débitées par le recruteur dont se moque un bouffon assis derrière lui. La mort plane sur la réunion... (Offentliche Kunstsammlung, Basel)



Piquier suisse vers 1500. (Musée des Beaux-Arts, Bâle)

«POUR LE BIEN DU SERVICE»¹ SELBSTZEUGNISSE VON SCHWEIZER SÖLDNERN IM SIEBENJÄHRIGEN KRIEG 1756-1763

Marc Höchner

Eine methodische Schwierigkeit bei der Untersuchung von Kriegserfahrungen ist die Tatsache, dass der Begriff «Erfahrung» in der Vergangenheit von Historikern sehr beliebig verwendet wurde². Dem Begriff fehlte eine klare Definition, da das Wort in seiner Alltagssprachlichen Bedeutung als Eindruck, Erlebnis oder Wahrnehmung selbst-erklärend galt.³ Der Historiker Klaus Latzel entwickelte in den 90er Jahren für die Untersuchung von Feldpostbriefen ein Modell, welches den Prozess der Erfahrung in vier Phasen aufteilt. Am Anfang steht das Erlebnis, stehen Sinneseindrücke, denen der Schreiber bewusst oder unbewusst einen Sinn zu geben versucht. Das Resultat dieser Sinnstiftung bildet die Kriegserfahrung⁴.

In ihrem Einführungsband zur Erfahrungsgeschichte des Krieges präsentieren Nikolaus Buschmann und Horst Carl einen «wissenssoziologischen Erfahrungsbegriff», der folgendermassen lautet: *«Der Begriff der Erfahrung bezeichnet die unterschiedlichen Verlaufsformen und Techniken, die der Aneignung und Konstituierung menschlicher Wirklichkeiten zu Grunde liegen.»*

Diese sehr abstrakte Definition siedelt die Erfahrung auf einer Meta-Ebene an. Im Gegensatz zum Modell von Latzel geht es nicht mehr (nur) um das Erlebnis einer einzelnen Person. Es geht auch darum, dass Erfahrungen nicht zwingend ein unmittelbares Abbild der Wirklichkeit darstellen. Erfahrungen sind unterschiedlichen und veränderlichen gesellschaftlichen Deutungsmustern unterworfen. Beispielsweise können in einer Nachkriegszeit neue gesellschaftliche Rahmenbedingungen die Deutungsmuster der Kriegserinnerungen verändern. Erfahrungen sind auch zukunftsgerichtet, da Erfahrung immer mit einer gewissen Erwartung zusammenhängt. Diese Eigenschaften geben der Erfahrung einen struktur- und sinnstiftenden Charakter.

Zu Kriegserfahrungen ist zusätzlich anzufügen, dass in der Ausnahmesituation Krieg bei besonders traumatischen Erlebnissen die herkömmlichen Deutungsmöglichkeiten nicht ausreichen können. Der Autor muss versuchen sein Erlebnis in vertraute Wahrnehmungsformen zu integrieren oder er gesteht sich selber ein, dass er unfähig ist, das Erlebte zu beschreiben.

Erfahrungen werden durch Sprache wiedergegeben. Die Erfahrungsgeschichte stützt sich seit Beginn stark auf Selbstzeugnisse. Selbstzeugnisse sind Dokumente wie Tagebücher,

aufgeschriebene Erinnerungen, Autobiographien aber auch Briefe. Authentizität und Unmittelbarkeit der Selbstzeugnisse wurden lange nicht angezweifelt, da sie vermeintlich die Stimme der Zeitzeugen wiedergeben. Es ist jedoch ein Trugschluss von Selbstzeugnissen zu erwarten, dass sie eine historische Wirklichkeit unmittelbarer oder authentischer als andere Quellengattungen wiedergeben. Allerdings können solchen Quellen dazu dienen, die Erfahrungen eines Individuums oder eines Kollektivs zu untersuchen.

In der deutschen Militärgeschichte widmet sich ein Sonderforschungsprogramm der Universität Tübingen seit zehn Jahren mit dem Thema «Kriegserfahrungen», aus diesen Bemühungen heraus sind auch zahlreiche interessante Publikationen zu diesem Thema entstanden.⁵

In der Schweiz beschäftigt sich das Historische Seminar der Universität Basel in einem Nationalfondsprojekt mit der Selbstzeugnisforschung. Ihm ist eine umfangreiche Datenbank Deutschschweizer Selbstzeugnisse im Internet zu verdanken⁶. Die Schweizer Selbstzeugnisforschung hat sich aber bis anhin weder besonders für militärische Themen interessiert, noch wurden je Selbstzeugnisse militärischer Provenienz systematisch untersucht und verglichen. Wenn überhaupt wurden bloss einzelne Quellen, etwa ein Briefwechsel oder ein Tagebuch, behandelt. Daher dürfte die Autobiographie des Ulrich Bräker auch für Historiker das bekannteste Selbstzeugnis eines Söldners aus dem 18. Jahrhundert sein.

In diesem Aufsatz geht es um die Kriegserfahrungen, die Schweizer Söldner im Siebenjährigen Krieg gemacht haben. Anhand zweier Quellen zeige ich, wie einzelne Aspekte des Krieges von den Involvierten dargestellt wurden und welche Deutungsabsichten dahinter stehen. Ausserdem möchte ich erläutern, ob und wie die Frage nach dem Sinn des Dienstes in der Fremde und die persönliche Motivation in den Zeugnissen thematisiert wird. Von preussischen oder österreichischen Soldaten etwa sind Zeugnisse ihres Patriotismus aus dem Siebenjährigen Krieg vorhanden. Machten sich die Schweizer Söldner Gedanken über ihre Situation? Sie nahmen schliesslich an einem Konflikt teil, der ihre Heimat höchstens indirekt betraf. Ebenfalls dienten sie in der Armee eines fremden Landes, zu dessen Herrscher oder zum Land selber sie höchstwahrscheinlich keine besonders enge Bindung besaßen.

Der Aufsatz gliedert sich folgendermassen: Der erste Abschnitt ist den Quellen und ihren Verfassern gewidmet. Es sind dies Gabriel Albrecht von Erlach, welcher als Kompaniekommandant und später als Aide-de-camp ab dem Winterfeldzug 1759/60 an allen Operationen der französischen Armee im Siebenjährigen Krieg teilnahm sowie Emanuel Schneider, Bataillons- und später Regimentschirurg in einem württembergischen Infanterieregiment, der ebenfalls den Siebenjährigen Krieg miterlebte. Ich habe diese zwei Zeugnisse ausgesucht, weil sie unter den untersuchten Quellen die umfangreichsten und meines Erachtens auch die interessantesten waren.

Der zweite Abschnitt bietet einen knappen militärgeschichtlichen Überblick über den Siebenjährigen Krieg und die Beteiligung von Schweizer Söldnern an diesem Konflikt. Im dritten Abschnitt – dem Hauptteil – geht es darum, wie die Söldner den Krieg erfahren haben bzw. wie die Kriegserfahrungen ausgedrückt werden. Dabei wird auch das Verhältnis zwischen Bevölkerung und Militär, so wie es in den Quellen dargestellt wird, thematisiert. Im vorletzten Abschnitt wird erläutert, welche Auswirkungen der Siebenjährige Krieg auf die Schweiz hatte und wie die Schweizer Teilnehmer ihre Situation betrachteten.

1 | DIE QUELLEN

Eine seriöse Analyse von Selbstzeugnissen muss nebst der üblichen Quellenkritik die Schreibumstände der Quellen betrachten. Denn Selbstzeugnisse enthalten nicht bloss empirische Daten, sondern sie sind mit einer Absicht oder in einer Erwartungshaltung und auch in einer bestimmten persönlichen Situation des Verfassers geschrieben worden.

Die Autobiographie von Gabriel Albrecht von Erlach ist eine sehr ergiebige und spannende Schweizer Quelle für die militärischen Details des Krieges, aber auch für das Leben eines Berner Offiziers in Frankreich. Gabriel Albrecht wurde 1739 in Bern geboren. Als Mitglied des Patriziates der Stadt Bern war für ihn der Solddienst Pflicht. Sein Vater Albrecht war Oberst und Landvogt in Spiez. Sein Onkel diente in den Schweizer Regimentern der französischen Armee und übernahm 1762 das Berner Regiment. Gabriel Albrecht wurde 1756 Fähnrich im Regiment Schweizergarde. Zwei Jahre später erhielt der junge Leutnant seine eigene Kompanie im Berner Schweizerregiment. Er nahm ab dem Winterfeldzug 1759/60 an allen Operationen der französischen Armee teil und erlebte im Krieg Verwundung und Gefangennahme. 1762 wurde er Aide-de-camp, also Stabsoffizier im Regiment seines Onkels. 1766 heiratete er seine entfernte Cousine Salome von Erlach. 1773 verliess er die Armee, da seine wiederholten Bemühungen um eine Beförderung erfolglos blieben. Er kehrte nach Bern zurück und begann da seine politische Karriere. Er wurde 1775 Grossrat und war später Landvogt von Lausanne und Berner Gesandter an der Tagsatzung 1795 und 1797. Den Oberbefehl über die Berner Truppen lehnte er 1798 allerdings ab. Gabriel Albrecht starb 1802 in seiner Heimatstadt.

Er schrieb vermutlich ab 1762 seine Autobiographie, in der er, nach einer kurzen Beschreibung seiner Kindheit, vor allem seine militärische Tätigkeit in Frankreich ab 1756 schildert. Ab 1759 berichtet er ausführlich über Märsche, Schlachten und alltäglichen Begebenheiten auf den Feldzügen. Der genaue Zweck dieser Autobiographie ist nicht bekannt. Zur Veröffentlichung oder zur Lektüre innerhalb der Familie war sie vermutlich nicht gedacht. Zumindest lässt die Tatsache, dass die Seiten mit vielen Briefen und anderen Dokumenten eingebunden sind, darauf schliessen, dass es eher zur

persönlichen Erinnerung und als Gedächtnisstütze gedacht war. Der Stil der Autobiographie deutet auf ein Tagebuch als Vorlage hin.

Ein weiterer Berner in fremden Diensten war der 1732 geborene Emanuel Schneider. Er stammte wie Gabriel Albrecht von Erlach auch aus der Berner Burgerschaft. Sein Vater Friedrich war von Beruf Tuchhändler, musste aber 1740 wegen Schulden aus Bern flüchten und diente in Modena, Neapel und Holland als Söldner. 1751 kam der Vater wieder nach Bern und wurde Offizier der Stadtwache. Die Mutter stammte aus dem Berner Patriziat, ein Bruder Emanuels war Notar und Beamter. 1750 begann Emanuels Ausbildung zum Chirurgen beim Insel-Chirurg Eyen. 1754 zog er nach Stuttgart, um seine Ausbildung fortzusetzen, ein Jahr später nach Strassburg. Dort liess er sich als Bataillonschirurg eines württembergischen Infanterieregiments anwerben. Das Herzogtum Württemberg kämpfte ab 1757 gegen Preussen; Emanuel Schneider nahm an diesem Krieg teil. Im Gefolge der württembergischen Truppen lernte Schneider viele Teile des deutschen Reichs kennen, er unterhielt während dieser Zeit auch freundschaftliche Beziehungen zu Johann Caspar Schiller, dem Vater des Dichters, der ebenfalls als Feldscherer im württembergischen Heer diente. Emanuel Schneider beendete den Krieg als Chirurg-Major der württembergischen Armee. 1762 kehrte er in seine Heimatstadt zurück.

1765 heiratete Schneider Katharina Roder, die Tochter des Deutsch-Seckelmeisterweibels. Im gleichen Jahr wurde er nach erfolgreicher Bewerbung Chirurg am äusseren Krankenhaus, dieses Amt führte er bis 1795 aus. Emanuel Schneider starb 1806 in Bern.

Bei Emanuel Schneider lässt sich die Absicht beim Schreiben leichter nachvollziehen. Wie er selber im Titel fest hielt, schrieb Schneider seine Kriegserlebnisse im Siebenjährigen Krieg in den Jahren 1795 bis 1801 in neun Heften für seine Kinder nieder. Die späte Niederschrift (über 30 Jahre nach Kriegsende) gibt bereits einen Hinweis, dass vermutlich nicht alle Fakten, Ereignisse, Daten einwandfrei wiedergegeben werden konnten. Da das erste Heft (und damit möglicherweise eine Einleitung) verloren ging, ist es aus den noch vorhandenen Quellen schwierig nachzuvollziehen, was Emanuel Schneider seinen Kindern genau mitteilen wollte. Zum Zeitpunkt der Niederschrift, am Ende des 18. Jahrhunderts und in der Zeit der Koalitionskriege, wurden der Siebenjährige Krieg und die einzelnen Kriegereignisse möglicherweise anders beurteilt, was den Anlass dazu gab, eine «authentische» Darstellung zu verfassen. Wahrscheinlich ist auch, dass der Vater seinen Kindern sein Verhalten im Krieg in einer möglichst positiven Weise zeigen wollte.

2 | DER SIEBENJÄHRIGE KRIEG

Der Siebenjährige Krieg entstand aus zwei langjährigen Konflikten im europäischen Mächtesystem: Einerseits war zwischen Preussen und Österreich die Frage nach dem

Besitz Schlesiens, die mit der preussischen Annexion 1740 begann, auch nach dem Ende des österreichischen Erbfolgekriegs im Frieden von Aachen 1748, nicht gelöst. Die österreichische Politik arbeitete weiter an einer gegen Preussen gerichteten Koalition, um die verlorenen Gebiete wieder zurückzuerlangen⁷. Andererseits war der Siebenjährige Krieg auch die kontinentale Fortsetzung eines Kolonialkrieges zwischen England und Frankreich. Bereits während des österreichischen Erbfolgekriegs kam es in Nordamerika zu Kämpfen zwischen Engländern und Franzosen, die ab 1754 wieder ausbrachen.

Im Januar 1756 unterzeichneten England und Preussen den Vertrag von Westminster. Mit diesem Bündnis garantierte Preussen den Schutz des in Personalunion mit England verbundenen Kurfürstentums Hannover und England den preussischen Besitz Schlesiens⁸.

Beide Parteien glaubten, dieses Bündnis würde keinen Einfluss auf ihre bisherigen Allianzen haben. Allerdings brachte der Vertrag von Westminster den Stein bei den anderen europäischen Mächten richtig ins Rollen und begünstigte das «Renversement des Alliances». Im Mai 1756 wurde in Versailles ein erstes, defensives Bündnis zwischen Frankreich und Österreich geschlossen⁹.

Die Preussen eröffneten am 29. August die Feindseligkeiten mit einem Angriff auf Sachsen. Dieser Angriff auf ein Fürstentum des Heiligen Römischen Reichs führte dazu, dass über das Preussen die Reichsacht verhängt wurde und die Reichsarmee gegen Preussen mobilisierte.

Im ersten Kriegsjahr stiess die preussische Hauptarmee nach Böhmen vor und belagerte 1757 Prag, jedoch ohne einen entscheidenden Sieg über die österreichische Armee erringen zu können. Im gleichen Jahr wehrte Friedrichs Armee andere Angriffe von französischen, der österreichischen und der Reichsarmee auf Preussen in den berühmten Schlachten von Rossbach und Leuthen ab. Die Preussen mussten ab 1758 einige verlustreiche Niederlagen hinnehmen und befanden sich ab 1760 in der Defensive gegen die überlegenen russischen und österreichischen Armeen¹⁰.

Auch in West- und Mitteldeutschland, also im Gebiet der heutigen Bundesländer Hessen, Nordrhein-Westfalen und Niedersachsen, kam es im Siebenjährigen Krieg zu Kampfhandlungen. Dort kämpften französische Truppen gegen eine «Observationsarmee» aus Engländern, Hannoveranern, Hessen und Preussen.

Im Frühling 1762 verlor Österreich seinen wichtigsten Bündnispartner Russland, da die Zarin Elisabeth I im Januar verstorben war und ihr preussenfreundlicher Nachfolger Peter III. die Feindseligkeiten einstellte. Im Dezember des gleichen Jahres wurden Friedensverhandlungen zwischen Österreich und Preussen aufgenommen und der Krieg offiziell im Februar 1763 mit den Friedensverträgen von Hubertusburg und Paris beendet¹¹.

Die Schweizer Beteiligung am Siebenjährigen Krieg erfolgte durch Söldner und Söldnerregimenter. Schweizer Söldner fanden sich in den Heeren praktisch aller Kriegsparteien.

Die «offiziellen» Söldner (die gleichzeitig den weitaus grössten Teil ausmachten) dienten in den elf Französischen Schweizerregimentern (von denen eines, das Regiment von Eptingen, noch während des Krieges aufgestellt wurde). Frankreich war die einzige Kriegspartei, mit der die Kantone Kapitulationen, also Soldverträge besassen. Mit Österreich wurden die vorhandenen Soldverträge nach 1743 nicht mehr erneuert, obwohl Soldaten für das österreichische Heer im Veltlin und im Bündnerland, möglicherweise auch im Fricktal, ausgehoben wurden. England und die englische «East India Company» warben Schweizer in *nicht – avouierten* (inoffiziellen) Einheiten an. Diese Soldaten nahmen auf dem indischen Subkontinent und in Nordamerika am Siebenjährigen Krieg teil.

Mit Preussen hatten die eidgenössischen Orte seit 1696 keinen Soldvertrag mehr abgeschlossen. Der Historiker Rudolf Gugger hat aber in seiner Dissertation 466 Schweizer, die für die preussischen Armee geworben wurden, nachgewiesen. Die grosse Mehrheit davon aus reformierten Kantonen. Die meisten preussischen Werber waren im Fürstentum Neuenburg, welches Teil des Königreichs Preussen war, und in Schaffhausen tätig (wo auch Ulrich Bräker für die preussische Armee rekrutiert wurde). Es dienten einige Schweizer als Offiziere in der preussischen Armee, und während kurzer Zeit befehligte der Glarner Nikolaus von Heer auch ein Schweizer Freibataillon.¹² Die eidgenössischen Stände gaben jedoch den Werbungen für ihre kapitulierten Truppen den Vorzug, und erliessen unter österreichischem und französischem Druck die Orte während des Siebenjährigen Kriegs weitgehende Werbeverbote.

Mit Russland bestanden keine Soldverträge, und soweit dem Verfasser bekannt ist, dienten während dem Siebenjährigen Krieg keine Schweizer in der russischen Armee.

Die Eidgenossenschaft übernahm während des Siebenjährigen Kriegs eine Rolle als eine Art Drehscheibe des europäischen Söldnermarkts. Das Gebiet der heutigen Schweiz war ein Tummelplatz von Deserteuren und zwielichtigen Gestalten, häufig ehemaligen Soldaten, die in die Schweiz geflüchtet waren, um sich entweder für ein kapituliertes Schweizer Regiment (die häufig besser besoldet wurden) oder die Armee einer kriegführenden Macht anwerben zu lassen. Auf solche Leute hatten es die zahlreichen Werber aller Armeen, die meistens am Rhein und am Bodensee tätig waren, abgesehen. Für die preussischen Werber beispielsweise war die Anwerbung solcher Ausreisser viel interessanter als die Verpflichtung eidgenössischer Untertanen.

3 | DIE ERFAHRUNG DES KRIEGES

Der Krieg war für die Beteiligten eine einschneidende Erfahrung, um so mehr für diejenigen, die noch nie so etwas Ähnliches erlebt hatten. Aus diesem Grund finden sich in den Selbstzeugnissen häufig die gleichen Themen, die ausführlich dargestellt werden.

Das ist nicht zuletzt ein Zeichen für den Eindruck, die diese traumatischen und ungewohnten Erlebnisse auf die Männer hatte.

Die wohl eindrucksvollste Erfahrung, die ein Soldat oder ein Offizier machen konnte, war die Erfahrung einer grossen Schlacht. Trotz den vielen Gefechten und Scharmützeln, – Kampfhandlungen von beschränkterem Ausmass, die zusammen mit Märschen und Belagerungen den grössten Teil eines Feldzugs ausmachten – war die Schlacht in der Vorstellung des 18. Jahrhunderts das herausragende Ereignis des Feldzugs oder des Kriegs. In einer Schlacht drohte Tod, Verwundung oder Gefangenschaft, doch trotz allen Gefahren und trotz der Angst im Vorfeld war eine Schlacht auch die Gelegenheit Ruhm und Ehre zu erwerben, besonders für die adligen Offiziere.

Die Wahrnehmung einer Schlacht war äusserst unterschiedlich und ihre Darstellungen selbstverständlich subjektiv. Eine Schlacht konnte als furchtbares Blutbad oder aber nüchtern und sachlich beschrieben werden. Die Wahrnehmung variierte unter anderem aufgrund des Ausmasses der Schlacht, der Position des Autors oder dessen persönlichen Erlebnissen. Die offiziellen Schlachtenberichte, die «Relations», erfolgten meistens in einer standardisierten Form, für die manche Kriegstheoretiker in ihren Werken sogar eine fiktive Vorlage lieferten. Der Bericht wird durch die Dispositionen der Armeen vor der Schlacht eingeleitet, danach folgen die Verschiebungen und Angriffe in der Schlacht, und der Bericht endet mit dem Ausgang und den Verlustzahlen.

Gabriel Albrecht von Erlach wählte bei seiner Beschreibung der Schlacht von Warburg auch die Form und Gliederung eines quasi – amtlichen Berichts. Sein Tagebucheintrag zur Schlacht beginnt mit den Vorbereitungen zum Kampf bei Tagesanbruch des 31. Juli 1760 : *« (...) à la pointe du jour l'armée prit les armes et se mit en bataille à la tête du camp; les grenadiers et chasseurs furent detachés et marcherent vers le Desenberg. (...) Vers les 7. heures on entendit tirer beaucoup de coups de fusil du côté du Desenberg, c'étoient les troupes légères des ennemis qui amusoient les notres pour les empêcher d'eclairer la marche de M. le P^{ce}. Ferdinand. »*

Nüchtern kommentiert er von nun an den weiteren Verlauf der Schlacht sowie den anschliessenden Rückzug der Schweizer Truppen. Sein Augenmerk richtet er besonders auf die Formation und die Ordnung der Einheiten sowie auf die Manöver seiner Kompanie, sowohl der eigenen wie auch der feindlichen Truppen:

«Nous euumes ordre alors de marcher pour soutenir les quatre Reg^{ts} françois, ce que nous fimes en marchant par compagnies en colonne. (...) Au moment où nous arrivâmes sur le champ de bataille, les Reg^{ts} françois commençoient à faire leur retraite, Bourbonnais la commença, les autres la firent en meilleur ordre. Les 4. Reg^{ts} Suisses se formèrent à l'instant, les françois se retirèrent sur la Dimel. Les ennemis qui les suivoient s'arretèrent tout court, et alors nous commençâmes à les charger en avançant et marchant sur eux. Le feu étoit vif et et quoique nous perdissions beaucoup du monde, ils en perdirent plus que nous, de leur coté ils chargeoient assez mollement. Nos deux

brigades étoient dans le plus bel ordre, ils avançaient toujours à petit pas. Nous étions les seuls qui combattions encore, l'infanterie avoit passé la Dimel, et la cavalerie nous avoit abandonnée dès le commencement de l'affaire sans donner un coup de sabre.»

«Notre soldat n'avoit plus de poudre, heureusement nous trouvames un caisson abandonné, ou nous primes des cartouches, avec lesquelles nous nous defendimes jusqu'à la Dimel. Les chevaux et les chartiers de nos deux pieces de canon furent tués au passage de la riviere, et ce furent les grenadiers qui les emmenerent. Nous passames la riviere dans l'eau jusqu'à la ceinture, nous suffrimes encore de la cannonade, jusqu'à ce que nous eumes gagnés un petit bois sur les hauteurs de l'autre coté de la Dimel, il étoit environ 5 heures et le feu cessa alors.»

Im Gegensatz zu Gabriel Albrecht von Erlach nahm Emanuel Schneider als Bataillonschirurg nicht aktiv an der Schlacht teil. Er sah dem Gefecht meistens aus der Ferne zu, und war danach mit den Verwundeten beschäftigt. Die Beschreibung der taktischen Details ist bei ihm viel weniger ausgeprägt.

1758 hatte er bei einem Gefecht den Vorteil, den Truppen, die sich in einem Tal unter dem Lager der Württemberger bekämpften, aus erhöhter Lage zusehen zu können: *«Unser Regiment Prinz Louis setzte sich zu Lutternberg auf einer Anhöhe, alldieweil die französischen Regimenter vorbey marschierten, und erwarteten unserer Arrier [arrière]-Garde; die hannoverischen Jäger zu Fuss hatten nicht weit von unserem kleinen Lager zu Lutternberg auf einer Anhöhe welches ein schmahles Thal von uns scheidete, rechter Hand in dem Wald vier 2. Pfünder Stüklein, die sie selbst zogen, aufgepflanzt und damit durch ihr beständiges feüeren auf unserer Arrier-Garde, ihren Marsch doch ohne merkl. Schaden, weil sie meistens zu hoch schossen, sehr erschwärt. Ich habe mich auf ein Bord hinaus gewagt und ihrem Schiessen zugesehen und fast alle ihre Maneuvres beobachten können, ohne dass sie mich gewahr wurden.»*

Die Erwähnung von Verwundeten oder Toten findet sich bei Gabriel Albrecht von Erlach erst nach der Beschreibung des Ausgangs der Schlacht. In seiner Autobiographie zählt Gabriel Albrecht von Erlach nach dem Ende der Schlacht von Warburg zunächst die Verluste in der eigenen Kompanie auf, dann folgt eine ausführliche Auflistung der toten und verwundeten Offiziere seines Bataillons. Solche Aufzählungen finden sich in zahlreichen Selbstzeugnissen. Sie lassen sich auf unterschiedliche Weise interpretieren. Detaillierte Schilderungen sollen in den offiziellen Berichten den hohen wissenschaftlichen Anspruch (und wohl auch die militärtheoretische Fachkompetenz des Verfassers) beweisen, hohe Verlustzahlen verstärken die Bedeutung einer Schlacht. Ausdrücke des Mitleids mit den Verletzten noch des Schreckens über die teilweise sehr schlimmen Verletzungen finden sich aber nicht in der Beschreibung von Gabriel Albrecht: *«Je perdis vingt sept hommes de ma compagnie, et quatre sergens, j'eus une forte contusion à la cheville du pied droit, et mon lieutenant qui étoit derriere moi un coup de fusil à travers la poitrine. Les off^s tués du Reg^t. Furent M. Vernet cap^{ne} lieutenant, la jambe emportée d'un boulet de canon. M. de Buren lieutenant: un coup de fusil dans la tete, M. D'Yens*

lieut: un coup de fusil entre les deux yeux et un dans la poitrine, et M. de Thellung sous lieut: le genou fracassé d'un boulet- Ceux qui furent blessés étoient, M. Rhyhiner cap^{ne}. Un coup de fusil à la tete, Pollet lieut: un coup de fusil dans le pied, Steiger lieut: un coup de fusil à la cuisse et trois contusions. May, l' un coup de fusil à travers la poitrine. Tscharner sous-l' la jambe cassée d'un coup de fusil. Veber, enseigne blessé à la cuisse et prisonnier. Sergéant enseigne un coup du fusil dans la jambe. M. de Aubonne l' Colonel eut deux boules de sa perruque coupées par une balle. M. Gaudard, Com^{dt} de bat^{on} un coup de fusil dans la manche de son habit, Ernest, major un coup de fauconneau dans sa cuirasse. M. de Midde Cap^{ne} une contusion à la nuque du cou. De Diesbach Cap^{ne} deux contusions à la cuisse droite. Moi une forte cont: à la cheville du pied droit Cipolino, Cap. l' les plis de son habit criblés, Jeantel, l' une contusion à la cuisse. De Montrond sous l' une contusion au ventre. Fuchslin aide – major eut son cheval blessé, et Casimir sous aide-major plusieurs coups dans sa redingotte.»

Die Angst vor dem Tod, vor allem aber vor der Invalidität, war bei den Soldaten des Siebenjährigen Krieges stark ausgeprägt¹³. Auch bei leichten Verletzungen musste immer mit dem Tod gerechnet werden, da schon die Bergung der Verwundeten vom Schlachtfeld während und nach der Schlacht eine Armee vor schier unlösbare logistische Probleme stellte¹⁴.

Der physische Schmerz einer Verwundung wird jedoch von Offizieren wie auch von Soldaten kaum thematisiert oder beschrieben. Die Art der Verwundung und häufig auch die Ursache (Musketenkugel, Säbelhieb usw.), werden allerdings detailliert aufgezählt. Verletzungen beweisen Tapferkeit. Die Aufzählungen der Verluste und Verletzungen in den Erinnerungen oder den Tagebüchern der Soldaten können auch als Ausdruck der Erleichterung interpretiert werden, ein heftiges Gefecht überlebt zu haben. Gabriel Albrecht von Erlach schreibt nach der Schlacht von Wartburg, er sei am Fuss verletzt worden. Ein anderer Schweizer Offizier in französischen Diensten, Friedrich von Planta, schreibt nach einem Gefecht: *«Je recus dans le cours de cette journée une contusion à une jambe, une/autre a une cuisse, et une troisieme a un bras¹⁵.»*

Eine weitere Gefahr des Krieges, welche nicht minder traumatisch war als eine Verwundung, war die Gefangennahme. Gefangene Offiziere wurden ausgetauscht. Gefangene Soldaten in der Regel auch, sie mussten aber auch damit rechnen, zum Dienst in der feindlichen Armee gezwungen zu werden. Offiziere mussten damit rechnen, um ihre Wertsachen erleichtert zu werden. Emanuel Schneider schildert seine Gefangennahme durch preussische Husaren nach der Schlacht von Leuthen als gewalttätiges Ereignis: *«Es fanden sich sogleich zwei mit entblösten Säbeln in meinem Zimmer ein, kamen in völliger Fourie vor mein Bett und machten mit folgenden Worten mir diese Begrüssung: du Hund, verfluchter württembergischer Racker, gleich gib deine Geldbörse her.»*

Die Husaren waren mit den vierzehn Gulden, die sie im Geldbeutel Schneiders fanden, allerdings nicht zufrieden (sein restliches Geld hatte er in sein Hemd eingenäht) und verlangten mehr. Aus seinem Sack klauten sie seine Kleider, Schuhe und chirurgischen Instrumente. Trotzdem wollten sie noch seine Uhr und seine Ringe, von denen der Gastwirt ihnen berichtet hatte, die aber Schneider unter seinem Bett versteckt hatte: *«Die Uhr und Ringen steckten ihnen immer noch im Kopf: Da fingen sie an, rasender zu werden und wolten mit Gewalt und Bedrohung des Todes wissen, wo ich selbiges hingethan. Da dachte ich nichts anderes, als dass ich nunmehr müsste eines gewaltthätigen Todes sterben; einer davon stellte sich schon in die völlige Positur mit einem scheusslich und erzörnten Gesicht, als wollte er würkl. seine Worte vollziehen, mein Kopf bey den Haaren in die Höhe hebend und diese Worte dabey sprechend: Hund! Weigere dich nicht, dies gleich herbeyzuschaffen, sonst werde ich dich hier in deinem Bette in Stücken zerhauen, dass man nimmermehr kennen soll, wer du gewesen bist.»*

An dieser Stelle wurde Schneider durch die Intervention der anderen Husaren gerettet, die ihren aufgebrauchten Kameraden aus dem Zimmer zerrten, und danach mit den geraubten Wertsachen verschwanden.

Gabriel Albrecht von Erlach kam bei seiner Gefangennahme glimpflich davon, trotzdem macht er seinem Ärger über seinen materiellen Verlust in einem Brief aus der Gefangenschaft Luft, und zeichnet ein negatives Bild von den feindlichen Offizieren und Soldaten: *«Si jamais j'étois assez heureux pour prendre un officier hanovrien, je luy prendrois ses meubles ou bijoux et les luy casserois devant son nez. Il faut que ces gens – là ayent peu d'honneur pour faire les vilenies qu'ils ont faites; leurs simples hussards sont d'assez honnêtes gens, mais les officiers sont des coquins et les généraux des voleurs. Encore sommes nous heureux de ne pas avoir été pris par les chasseurs, qui nous auroient tous sabrés et egorgés.»*

Ob solche Übergriffe, wie sie bei Emanuel Schneider beschrieben, und bei Gabriel Albrecht von Erlach angedeutet werden, tatsächlich die Regel waren, lässt sich aus den Selbstzeugnissen nicht ableiten. Zumindest bei Gabriel Albrecht von Erlach ist anzunehmen, dass er in seinen Aussagen den gängig schlechten Ruf wiedergibt, den Angehörige der so genannten «leichten Truppen» bei den regulären Truppen besaßen.

Am schwerwiegendsten an der Gefangenschaft wog aber für einen Offizier das Gefühl der Schande: Er hatte ja in seiner Aufgabe versagt. Dieses traumatische Erlebnis wird in der Autobiographie von Gabriel Albrecht von Erlach beschrieben, als er nach einem Gefecht bei Uslar 1761, als seine Einheit beim Rückzug abgeschnitten wurde, keine andere Wahl hatte, als sich mit seinen Offizierskameraden zu ergeben nachdem die Bataillonsfahnen in Sicherheit gebracht waren. Seine Gefangennahme wird jedoch dadurch erträglich gemacht, dass er sich einem Standesgleichen ergeben darf: *«Voyants tout le reg^t. pris, et nous dans l'impossibilité d'echaper, nous primes le parti de nous rendre. Je tombai au pouvoir de M. le comte de Rantzau capitaine au reg^t d'hussards de*

Brunsvic, et je me felicitai dans mon malheur d'etre tombé entre les mains d'un officier et d'un homme de condition (...).»

Gabriel Albrecht von Erlach wurde einige Wochen später aus der Gefangenschaft entlassen und ging zu seinem Regiment zurück, Emanuel Schneider gelang eine abenteuerliche Flucht aus Böhmen zurück ins Württembergische.

Es gibt leider nur wenige Schweizer Quellen aus dem Siebenjährigen Krieg, die darüber etwas aussagen könnten, wie ein einfacher Soldat die Gefangennahme erlebte oder deutete. Ulrich Bräker ist übergücklich, denn er ist dem preussischen Militärdienst entkommen, und die Österreicher lassen den Deserteur bald wieder in seine Heimat ziehen. In anderen Quellen von Soldaten ist oft zu lesen, dass sie ihre ganze Munition verschossen hatten und erst nach langer Gegenwehr zurückgewichen seien, oder aber verletzt und ohnmächtig geworden waren und plötzlich nicht mehr gewusst hatten, was geschehen sei¹⁶. Dies sind Indizien dafür, dass nicht bloss Offiziere, sondern auch Soldaten bestimmte Ehrvorstellungen besaßen. Die Gefangennahme konnte also durchaus auch für einen Soldaten ein entehrendes Erlebnis sein, das es später abzuschwächen oder zu erklären galt.

Eine durchziehende oder sich einquartierende Armee hinterliess auch im 18. Jahrhundert grosse Spuren, und war unabhängig davon, ob die Armee freundlich oder feindlich war, eine schwerwiegende Belastung für die Bevölkerung. Trotz allen Verbesserungen und Bemühungen war die Armeelogistik auch im Siebenjährigen Krieg darauf angewiesen, dass die Soldaten einen Teil ihrer Verpflegung selbst beschafften. Die Bevölkerung war ausserdem verpflichtet, die Soldaten zu beherbergen.

Wie das Verhältnis zwischen «Besatzern» und «Besetzten» im Siebenjährigen Krieg aussehen konnte, zeigen die Aufzeichnungen der beiden Autoren: Im November 1759 schreibt von Erlach, dass das Berner Regiment Jenner im Dörfchen Senden in Westfalen Holz der dortigen Mönche im Wert von 50000 Ecu verbrannte. Eine Begründung dafür gibt er nicht, vermutlich war aber die Absicht der feindlichen Armee, die zur gleichen Zeit in der Nähe Münster belagerte, den Zugriff auf das Baumaterial zu verunmöglichen.

Später, im Sommer 1761, erhält er den Befehl, mit einem Detachement von 100 Mann das Schloss Sababurg in der Nähe von Kassel zu besetzen. Um die Verpflegung seiner Soldaten sicher zu stellen, lässt er die nötigen Lebensmittel vom Schlossvogt beschaffen. Als von Erlach das Schloss wieder verlässt, lässt er sich vom Vogt bestätigen, dass er «*alhier gute Mannszucht gehalten*» habe.

Weniger «gute Mannszucht» hielten die Württemberger 1760 in Halle an der Saale. Emanuel Schneider schreibt in seinen Memoiren, dass der Kommandant der württembergischen Truppen von der Stadt 200000 Gulden als Kontribution forderte, welches sie innert vier Tagen zu bezahlen hätten. Da die Stadt sich weigerte oder aber nicht in der Lage war, diese Summe zu entrichten, wurden den Soldaten freie Hand zu

Plünderungen gegeben. Emanuel Schneider schreibt, dass sowohl Soldaten als auch Offiziere die Einwohner Halles nötigten, ihnen Essen, Trinken, Geld und andere Wertgegenstände auszuhändigen. Er behauptet sogar, dass sich einige Bürger in ihrer Verzweiflung in den Fluss stürzten.

Wie es zeitweise in der Stadt aussah und welches Selbstverständnis die besetzenden Truppen dabei besaßen, beschreibt er in einer Szene, die nicht ohne eine gewisse Komik ist: *« Wir kamen an eines Biersieders Haus vorüber und hörten darin lärmen. Der G'wunder trieb uns, hineinzugehen. Der Wirth bath uns um Hilfe. Wir gingen in die Gaststube, wo der grösste Lärm war, trafen dort zu unserem Glück einen Kroaten Unter-Officier, der etwas deütsch reden konnte und fragten ihn nach der Ursache dieses Lärmens. Zugleich ward alles auf einmahl Stille; vermutl. haben sie uns für Officiers angesehen. Der Unterofficier klagte uns, der Wirt wolle keinen Branntenwein mehr hergeben, das habe die Leüte so aufgebracht. Wir liessen den Wirt kommen und hielten ihm seine Fehler vor, und sagten, er solle sogleich genugsam Branntenwein herschaffen, sonst werde er ausgeplündert und seye selbst schuld daran. Er dankte uns, holte unverweilt etl. Mass Branntenwein und damit war der Lärm gestillt. »*

Die beiden Quellen berichten aber nicht bloss von Übergriffen, sondern auch von strengen Strafen, die gegen plündernde Soldaten verhängt wurden. In der französischen Armee mussten Soldaten, die beim Marodieren erwischt wurden, damit rechnen durch das ganze Regiment Spiessruten zu laufen oder im schlimmsten Fall gehängt zu werden. Gabriel Albrecht von Erlach berichtet von Soldaten, die mit dem Tode bestraft wurden, weil sie in einem Kloster Taschentücher gestohlen hatten, und schreitet sogar selbst ein um zwei Marodeure zu verhaften, die er auf frischer Tat erwischt hatte¹⁷.

Auch Offiziere konnten zur Rechenschaft gezogen werden und mussten teilweise mit empfindlichen Strafen rechnen: Ein Major des Berner Regiments wurde mit Arrest bestraft, weil er in einem Fall von Marodieren die Schuldigen nicht fand. Im Regiment, in dem Emanuel Schneider diente, wurden Offiziere, die auf eigene Faust Kontributionen eintrieben degradiert und aus der Armee gejagt.

Diese Quellen deuten eine ambivalente Einstellung zum Plündern an, die sich zwischen harten Strafen und «laissez – faire» hin- und herbewegte. Diese Ambivalenz von einem Dilemma zwischen Theorie und Praxis in den Armeen des 18. Jahrhunderts. Einerseits strebten die Militärtheoretiker danach, den Feldzug möglichst geordnet und vorhersehbar durchzuführen. Diesem Bestreben stand jedoch die Tatsache gegenüber, dass die militärische Logistik im 18. Jahrhundert ausserstande war, die Bedürfnisse einer grossen Armee zu decken. Es gehörte zum Kriegsalltag, dass die Bevölkerung darauf angewiesen war, den Soldaten Kost und Logis zu Verfügung zu stellen, oder dass Soldaten plünderten, falls sie Hunger litten oder seit langem keinen Sold mehr erhalten hatten.

Mit «Kontributionen» der besetzten Gebiete wurde der finanzielle Aufwand der Armee gedeckt. Eine Kontribution wurde meistens auf vertraglichem Weg beispielsweise zwischen einer Stadt und einer Armee beschlossen. Realistischerweise hatte der zivile Vertragspartner kaum die Möglichkeit, einen solchen Vertrag abzulehnen. Um sich durchzusetzen, drohten die Generäle mit einer «Exekution» wie in Halle oder sie nahmen Beamte und Kaufleute als Geiseln, welche sich eine längere Abwesenheit vom Geschäft nicht leisten konnten.

Einzelne Soldaten oder Offiziere, die sich nicht an die Befehle und Anweisungen halten und aus Eigeninitiative plündern oder anfangen Geld zu fordern werden dagegen bestraft. So versuchte die Armeeführung im 18. Jahrhundert das Verhältnis Militär – Bevölkerung in einen mehr oder weniger geordneten Rahmen zu pressen. Es bleiben trotzdem viele Zweifel: Etwa wo denn genau die Grenze zwischen «erlaubtem» und «unerlaubtem» Plündern ist. Der Historiker Stefan Kroll weist darauf hin, dass es gemäss sächsischem Kriegsrecht gestattet war, feindlichen Zivilisten und Soldaten ihr Eigentum wegzunehmen. Die Frage, unter welchen Voraussetzungen Gewalt angewendet wurde war also wichtiger als die Intensität oder die Folgen der Gewalt.

Welches waren hier die entscheidenden Kriterien? War es die Art der geplünderten Ware (Lebensmittel, Schmuck, Geld, Kleider), oder spielte der Stand des Opfers oder der Zeit und Ort des Vorfalls (Stadt, Land, auf dem Feldzug, im Winterlager) eine Rolle? Die spärliche Erwähnung von Fällen in den behandelten Quellen, in denen Plünderer verurteilt und bestraft werden lässt ausserdem den Vermutung entstehen, dass es sich dabei um Ausnahmen gehandelt hat und sich der grösste Teil der Soldaten völlig straffrei bedienen konnte. Jedenfalls lässt sich weder aufgrund der Beschreibungen von Emanuel Schneider noch diejenigen von Gabriel Albrecht von Erlach darauf schliessen, dass Plündern eine unerhörte und aussergewöhnliche Handlung im Krieg gewesen sei.

4 | EIDGENOSSEN UND EIDGENOSSENSCHAFT IM SIEBENJÄHRIGEN KRIEG

Die Soldaten und Offiziere aus der schweizerischen Eidgenossenschaft, die am Siebenjährigen Krieg teilnahmen, befanden sich in einer aussergewöhnlichen Lage. Sie zogen als Söldner in der Armee einer fremden Macht in den Krieg. In der Mitte des 18. Jahrhunderts waren in einigen Armeen zwischen einem Drittel und der Hälfte der Soldaten Söldner im dem Sinn, dass sie nicht aus dem Land stammten, in dem sie dienten. Im Gegensatz zu den Schweizern wurden sie auf einzelne Einheiten aufgeteilt, aus den Schweizer Söldnern wurden dagegen ganze Einheiten gebildet (aber auch diese besaßen einen unterschiedlich hohen Anteil an Nicht – Schweizern).

Die Stände der Schweizerischen Eidgenossenschaft verhielten sich im Siebenjährigen Krieg neutral und waren von den Kampfhandlungen nicht direkt betroffen. Indirekt

hatte der Krieg zwischen den europäischen Grossmächten aber nicht unwesentliche Auswirkungen auf die Dreizehn Orte und ihre Verbündeten. In den Städten und Kantonen ergriffen die Menschen für eine oder andere Seite Partei. Die Sympathien der katholischen Orte waren eher bei den zwei katholischen Grossmächten Frankreich und Österreich. Die Sympathien der reformierten Schweiz dagegen mehrheitlich bei ihren Glaubensbrüdern in England und Preussen, vor allem aber bei der Person von Friedrich II. In den reformierten Kantonen befürchteten aufgeklärte Männer wie Johannes Zellweger oder Johann Rudolf Iselin, dass Frankreich sich in die Innenpolitik der Eidgenossenschaft einmischen könnte und die evangelischen Orten unterjochen würde. Es wurde auch vermutet, dass diese beiden Mächte Teilungspläne hegten, und Frankreich die Absicht hatte, Gebiete wie die Grafschaft Neuenburg oder das Fricktal zu erwerben. Iselin schrieb, dass ein Sieg der Preussen und Engländer die Chance der Eidgenossenschaft steigern würde, den Krieg ohne Schaden zu überstehen und nicht von den benachbarten Grossmächten behelligt zu werden.

Die konfessionellen Unterschiede und das vorherrschende Klima der Angst und Unsicherheit führten beinahe zu einer militärischen Auseinandersetzung zwischen Zürich, Zug und Schwyz, als im Oktober 1756 Gerüchte die Runde machten, dass katholische Milizen aus der Innerschweiz die Zürcher Landschaft angegriffen hätten.

Die Eidgenossenschaft bemühte sich während des Siebenjährigen Krieges um eine Politik der strikten Neutralität, auch um keinen innereidgenössischen Konflikt entstehen zu lassen, der eine mögliche Einmischung Frankreichs oder Österreichs nach sich gezogen hätte.

Trotzdem blieb die Schweiz nicht ohne Konflikten mit den benachbarten Mächten. Für Unmut bei der österreichischen und französischen Regierung sorgten etwa Artikel der Basler «Mittwochs- und Samstagszeitung», die sich angeblich gegen die Österreichische Armee richteten, oder bloss unbestätigte Mutmassungen seien. Fast zwangsläufig führten die kapitulierten Schweizer Regimenter in Frankreich auch zu ernsthaften diplomatischen Schwierigkeiten.

Zu Beginn des Siebenjährigen Krieges waren nämlich die Obrigkeiten in den reformierten Orten Zürich und Bern in der Frage gespalten, was mit ihren Truppen im katholischen Frankreich geschehen sollte. Gemäss den Soldverträgen durften die Einheiten nämlich weder offensiv, noch gegen das Heilige Römische Reich eingesetzt werden¹⁸. Die Berner Obrigkeit richtete an ihre Regimenter in Frankreich, Sardinien und Holland, sowie an deren Kriegsherren eine Ermahnung, die Einheiten gemäss den Verträgen nur defensiv einzusetzen. Trotzdem folgte 1757 das Regiment Jenner der französischen Armee in den Krieg, was im darauf folgenden Jahr zu einer Klage der Gesandten Preussens und Englands an den Berner Rat führte¹⁹.

Der Kommandant des Zürcher Regiments, Oberst Lochmann, weigerte sich 1757 auf Anweisung seiner Heimatstadt, den Rhein zu überschreiten. Er wurde deswegen

zusammen mit seinen Offizieren verhaftet und in Arrest gesteckt. Schliesslich gab die Zürcher Obrigkeit dem Druck nach und erlaubte dem Regiment, den Befehlen seiner Vorgesetzten zu gehorchen, also offensiv vorzugehen.

In den Quellen finden sich erstaunlicherweise wenig Aussagen zur prekären aussenpolitischen Situation der Eidgenossenschaft, welche die Zeitgenossen in Basel, Bern, Zürich und anderen Orten ausserordentlich beschäftigte. Leider ist das erste Heft von Emanuel Schneider, welches in etwa die Zeitspanne von Kriegsausbruch bis zur Schlacht von Leuthen enthielt, verloren gegangen. So fehlt bereits eine mögliche Quelle zur Beurteilung des Kriegsausbruchs, die Rolle der Schweizer Regimenter oder des Verhaltens der Berner und Zürcher Obrigkeiten 1756/57.

Gabriel Albrecht von Erlach äussert sich in einem Brief an seinen Vater an einer Stelle sehr kritisch über die Berner Obrigkeit: Dadurch, dass sie offenbar den Dienst in Frankreich ablehnt, untergrabe sie die Moral seiner Soldaten. Er beschwert sich, dass, seit er die Kompanie übernommen habe, nur Berner desertiert seien, genauso wie in anderen Kompanien des Regiments. Die Haltung der Berner Obrigkeit fördere bloss die Desertion, ein Verhalten, welches wiederum dem Ansehen der Schweizer nur schade.

«De la façon dont on nous traite à Berne, surtout dans la Chambre de recrues, on diroit que nous sommes les plus grands ennemis de l'état. Si nôtre intérêt ne touche point L.L.E.E. au moins leur propre honneur devrait les faire agir; mais bien loin de là, on diroit qu'on cherche à Berne à extirper l'ancienne probité et bonne foi des Suisses. Car favoriser la désertion, comme on le fait, c'est encourager les sujets à être coquins, voleurs et parjures, puis qu'ils font serment au souverain, qu'ils vident le lendemain.»

Der Brief von Gabriel Albrecht lässt darauf schliessen, dass sein Dienst für ihn keine Zwiespältigkeit darstellt – das Verhalten der Berner Obrigkeit jedoch schon, da sie der Ehre seines Regiments schadete, das ja auch ein Berner Regiment war.

Ansonsten fehlen weitgehende Stellungnahmen zum Krieg an sich, oder zur Rolle der Schweizer Regimenter. Das lässt die Schlussfolgerung zu, dass für die Schweizer Söldner die Umstände des Krieges nicht besonders wichtig waren. Bei preussischen oder württembergischen Soldaten sind patriotische Kundgebungen im Siebenjährigen Krieg nicht unbekannt: Vaterlandsliebe oder Treue zum König konnten im Kampf motivierend wirken oder überhaupt erst einen Grund für den Dienst sein. Da die Schweizer Söldner weder für einen König, noch für ihr Heimatland kämpften, mussten andere Gründe für die Motivation ausschlaggebend sein, in den Krieg zu ziehen.

Bei Offizieren fällt auf, dass sie den Militärdienst als Beruf und Lebensinhalt betrachteten. Die Umstände wie und wo dieser Dienst verrichtet wurde, fallen weniger ins Gewicht. Gabriel Albrecht von Erlach bringt dieses Selbstverständnis des Offiziers auf den Punkt: *«Quand on est en service on doit servir comme il faut et le plus que l'on peut.»*

Für ihn ist das Soldatenleben in der französischen Armee eine Berufung, aber er lässt auch anmerken, dass es eine abwechslungsreichere Alternative zum langweiligen und

aussichtslosen Leben in Bern sei. Er schreibt am 6. September 1760 aus Weimar: *« Outre cela je suis jeune, j'ay non seulement du goût mais de la passion pour le métier et la guerre n'est pas finie, on ne sait pas ce qui peut arriver. La vie uniforme d'un homme qui ne fait rien, comme je serois à Berne me déplait souverainement et je ne vois rien de plus à plaindre qu'un homme sans état, obligé de battre le pavé et de vivre en fainéant comme font tous vos jeunes seigneurs de Berne. »*

Selbst die Gefahren des Kriegs können Gabriel Albrecht von Erlach von seiner Entscheidung, Soldat zu bleiben, nicht abhalten. Er sei entschlossen, seinen Beruf weiter auszuüben, auch wenn er dabei sterben könnte: *« Pour ce qui regarde la vie, c'est égal; si je dois mourir, je mourrai chez moi comme d'un coup de canon à la guerre. Quand l'heure est venue, il faut en passer par là; et puis, si je suis tué, il en restera assez pour me remplacer. Ainsi conclusion faite, je crois, sauf meilleur avis, que le mieux es que je suive mon sort, et que je reste soldat, puisque j'ay entrepris ce metier là. »*

Auch Emanuel Schneider schien als junger Mann, von einer romantischen Vorstellung des Soldatenlebens angetan zu sein. Er schreibt, dass sein Vater ihm als 18-jährigen Chirurgenlehrling von einem Gespräch erzählte, den er mit dem Obersten Jenner geführt hatte. Der Oberst erkundigte sich beim Vater, ob er noch einen jüngeren Sohn hätte, denn er hätte eine Fahne (eine Fähnrichsstelle) zu vergeben. Der Vater antwortete aber, dass sein jüngerer Sohn bereits der Chirurgie gewidmet sei. Schneider schreibt seine Gedanken dazu: *« O! wäre ich doch nicht schon bestimmt; wie wollte ich so gerne die Fahne mit dem chirurgischen Lehrknaben vertauschen. Wüsste meinem Vater gute Nacht und gieng traurig nach Hause. »*

Diese Aussagen machen einige Motive deutlich, welche ein Schweizer Offizier hätte haben können um im Siebenjährigen Krieg zu dienen. Ob nun die Selbstzeugnisse von Gabriel Albrecht von Erlach und anderen Schweizer Söldneroffizieren die tatsächlichen persönlichen Motivationen wiedergeben, ist natürlich nicht zu beweisen. Mit ihrem Schwerpunkt auf Ruhm und Ehre verschweigen sie die diversen persönlichen Gründe, die zweifellos bei jedem Offizier andere waren und sich auch ändern konnten. Gabriel Albrecht von Erlach kehrte beispielsweise 1773 dem Kriegsdienst den Rücken und zog nach Bern zurück, da er dort wahrscheinlich bessere Aufstiegsmöglichkeiten sah.

Was die Selbstzeugnisse von ihm und von anderen Offizieren aber vor allem zeigen, ist ein Idealbild des Solddienstes und des Offiziers. Der Dienst in Frankreich oder anderswo war vorgegeben im Lebenslauf eines Berner Patriziers. Auf diesem Lebenslauf winkte die Aussicht auf Ruhm und Ehre, auf eine Beförderung oder auf den Erwerb einer Kompanie (bei Emanuel Schneider spielte möglicherweise die Suche nach grösserer beruflicher Qualifikation ebenfalls eine Rolle). Die politischen Hintergründe des Kriegs und die Auswirkungen, welcher dieser Konflikt auf die einzelnen Kantone hatte, interessierte die Offiziere in fremden Diensten offenbar nicht stark. Dies kann natürlich kaum stimmen, denn ihre Verwandten und Freunde in Bern, Zürich oder Basel diskutierten intensiv über dieses Thema. Die Offiziere in Frankreich schreiben nicht gross

darüber, weil sie den Dienst an sich als Wichtigstes ansahen, was nicht einmal etwas Aussergewöhnliches war. Für die Mehrzahl der Offiziere im 18. Jahrhundert war die Treue zum Dienstherrn wichtiger als das Bekenntnis zu einer bestimmten «Nation», Religion oder Sprache. So war es auch kein Problem, dass reformierte Berner in der Armee des «allerchristlichsten» französischen Königs dienten, obwohl die Parteien in Bern gespalten waren.

Leider ist es ungleich schwieriger, die Gedanken und die Motivation von Nicht-Offizieren zu erläutern. Briefe und Tagebücher von einfachen Soldaten sind seltener vorhanden und konnten daher nur eingeschränkt in der diesem Aufsatz zu Grunde liegenden Arbeit verwendet werden. Fest steht, dass eine Vielzahl von persönlichen, gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Faktoren, welche nicht immer rational nachvollziehbar sein müssen, die Männer dazu brachte, ihre Zukunft in fremden Armeen zu suchen. Neuere Forschungen zu den Schweizer Söldnern gehen von der These aus, dass der Solddienst eine Art Gesellenwanderung war: Gebiete wie Engelberg und das Greyerzerland waren von der Viehwirtschaft dominiert, welche nicht sehr personalintensiv war. Der Solddienst sorgte dafür, dass eine strukturelle Arbeitslosigkeit vermieden werden konnte. Die jungen Männer konnten in der Fremde eine Zeit überbrücken, in welcher sie grosse Schwierigkeiten auf dem heimischen Arbeitsmarkt gehabt hätten. Sie liessen sich jung anwerben: Das durchschnittliche Alter der Söldner lag bei Dienst Eintritt um die 20 Jahre. Sie verbrachten durchschnittlich sechs Jahre im Militärdienst und kamen (falls überhaupt) im Alter von 26-30 Jahren zurück. Im richtigen Alter um zu heiraten und sich niederzulassen.

5 | SCHLUSS

Wie schon in der Einleitung erläutert, kann an die hier vorgestellten Selbstzeugnisse nicht der Anspruch gestellt werden, die objektive Realität eines Schweizer Söldners im Siebenjährigen Krieg darzustellen. Doch sie geben eine Vorstellung davon, wie Söldner den Krieg erlebten und wie ihn später ihren Erinnerungen deuteten.

Bei der Beschreibung von schrecklichen und traumatischen Ereignissen, wie etwa einer Feldschlacht, gerieten die Autoren in einen Beschreibungsnotstand. Für das bisher noch nicht Erlebte mussten sie auf die Traditionen zurückgreifen die sie kannten: Den offiziellen Schlachtbericht, die einem Offizier aus seiner persönlichen Lektüre geläufig war. Die Erinnerungen von Emanuel Schneider wirken trotz den objektiv traumatischen Ereignissen sehr anekdotisch und romanhaft. Eine Folge der grossen Distanz zum Erlebten?

Verwundung und Gefangenschaft waren weitere traumatische Ereignisse für einen Kriegsteilnehmer. Physischer Schmerz sowie die Tatsache sich ergeben zu müssen, waren ein Zeichen der Schwäche, ein Versagen in seinem Auftrag. Aus diesem Grund

werden die Darstellungen abgeschwächt. Die Kapitulation ist eine unvermeidliche Folge einer aussichtslosen Situation. Bei Verletzungen wird Schmerz nicht thematisiert, Verwundungen werden bloss beiläufig erwähnt. Sie sind, wenn überhaupt, Ausdruck der eigenen Tüchtigkeit, der Heftigkeit des Kampfes und des Glücks, die Schlacht einigermassen unversehrt überlebt zu haben. Bei Gefangennahme konnte es ausserdem zu körperlicher Gewalt gegenüber den sich ergebenden Soldaten und Offiziere kommen.

Aus den Darstellungen der Kriegsteilnehmer lässt sich auch erahnen, dass im Siebenjährigen Krieg die Zivilbevölkerung im Kontakt mit den Armeen schwer belastet wurde. Sie berichten von Erpressungsaktionen und Plünderungen. In den Quellen widerspiegelt sich die Tatsache, dass die Armeen auch im 18. Jahrhundert noch keine wirkliche Armeelogistik besaßen und sich grösstenteils vom Land ernähren mussten.

Die Schweiz war am Siebenjährigen Krieg nicht direkt beteiligt, doch über die innereidgenössische konfessionelle Spaltung und die zahlreichen Soldregimenter dennoch betroffen. Für einen Teil der Oberschicht in den reformierten Orten wie Bern und Zürich stellte es ein moralisches Problem dar, dass ihre Soldtruppen gegen diejenige Kriegspartei kämpfen sollten, die als Beschützerin des reformierten Glaubens auftrat, und deren Sieg als vorteilhafter für die Zukunft der Schweiz angesehen wurde. Gedanken zu dieser Situation fehlen allerdings in den Selbstzeugnissen der Schweizer Söldner. Für Offiziere waren politische Argumente aber nicht ausschlaggebend, sie dienten weil es ihre standesgemässe Pflicht war. Ihre grösste Motivation war es, Ehre auf dem Schlachtfeld zu erwerben. Das schloss nicht aus, dass auch der Wunsch nach Abenteuer und Abwechslung oder eine Vielzahl anderer Gründe sie in die Fremde leitete.

Die Motivation der Soldaten ist dagegen schwerer nachvollziehbar, da sie weniger schriftliche Zeugnisse als die Offiziere hinterlassen haben. Sie hatten sich auch aus diversen Ursachen für den Beruf als Söldner entschieden. Abenteuerlust spielte dabei ebenso eine Rolle wie die Schaffung vorteilhafter wirtschaftlichen Bedingungen, um bei ihrer Rückkehr bessere Chancen auf dem Heirats- oder Arbeitsmarkt zu haben.

Die in diesem Aufsatz vorgestellten Selbstzeugnisse von Gabriel Albrecht von Erlach und Emanuel Schneider bieten einen Einblick in die Art und Weise, wie diese beiden Schweizer Söldner den Krieg wahrnehmen und deuten. Erstaunlicherweise finden sich in diesen Quellen wenig Pathos oder Emotionen. Dass Schweizer Söldner abgebrühte Krieger waren, die ihr Soldatenhandwerk als normalen Beruf sahen und für welche der Anblick von Tod und Verwüstung normal war, ist weniger wahrscheinlich als dass die gesellschaftlichen und ständisch geprägten Deutungs- und Sinnstiftungsangebote den Söldnern keine andere Möglichkeit liessen, die sehr realen Schrecken und Traumata des Krieges zu verarbeiten.

ANMERKUNGEN

¹ Der vorliegende Beitrag ist eine überarbeitete Zusammenfassung meiner Lizentiatsarbeit. Mit der Kriegserfahrung in Selbstzeugnissen behandelte ich darin ein Thema, welches in der Schweizer Militärgeschichte noch wenig Beachtung gefunden hat.

² BUSCHMANN Nikolaus; CARL Horst, «Zugänge zur Erfahrungsgeschichte des Krieges», in: Buschmann, Nikolaus; Carl, Horst (Hg.), *Die Erfahrung des Krieges. Erfahrungsgeschichtliche Perspektiven von der Französischen Revolution bis zum Zweiten Weltkrieg* (Krieg in der Geschichte Bd. 9), Paderborn 2001, S. 14 u. S. 16.

³ PLANERT Ute, «Zwischen Alltag, Mentalität und Erinnerungskultur», in: Buschmann; Carl (Hg.) (wie Anm. 2), S. 51.

In diesem Sinne bei: MÖBIUS Sascha, *Mehr Angst vor dem Offizier als vor dem Feind? Eine mentalitätsgeschichtliche Studie zur preussischen Taktik im Siebenjährigen Krieg*, Saarbrücken 2007, S. 57.

⁴ BUSCHMANN; CARL (wie Anm. 2), S. 18.

⁵ BUSCHMANN; CARL (wie Anm. 2), S. 19 f. Siehe auch Buschmann, Nikolaus; Carl, Horst, «Die Konstruktion historischen Erfahrungen», in: Buschmann; Carl (Hg.) (wie Anm. 2), S. 264.

⁶ PLANERT Ute (wie Anm. 3), S. 56.

<http://www.uni-tuebingen.de/SFB437>, abgerufen am 15.08.09. Z. B.: Planert, Ute (Hg.), *Krieg und Umbruch. Mitteleuropa um 1800. Erfahrungsgeschichte (n) auf dem Weg in eine neue Zeit*. (Krieg in der Geschichte 44), Paderborn 2008.

<http://selbstzeugnisse.histsem.unibas.ch/index.php?titel=Start>, abgerufen am 15.08.09.

⁹ PLANERT (wie Anm. 3), S. 53 u. S. 59.

¹⁰ BRAUN-BUCHER Barbara, «Gabriel Albrecht von Erlach», in: *Historisches Lexikon der Schweiz* (<http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/d/D23652.php>, abgerufen am 14.06.2007). WÜGLER, Andreas, «Eine militärisch – politische Karriere: Gabriel Albrecht von Erlach (1739 – 1802)», in: Holenstein, André (Hg.), *Berns goldene Zeit. Das 18. Jahrhundert neu entdeckt* (Berner Zeiten 4), Bern 2008, S. 490.

¹¹ Staatsarchiv Bern (StABE), BXIII 529, Bürgerliches Taufrodel, S. 101; Bürgerbibliothek Bern (BBB), Mss. hh. XVII 46, Genealogie der Familie Schneider von Johann Rudolf Gruner, S. 184; BBB, Mss. hh. XII 314, Stammtafeln bernischer Geschlechter; BBB, Mss.h.h. XXVI 99, Emanuel Schneiders Stud: Chirurgio erste Reise nach Stuttgart und von da nach Straßburg, um dorten die Chirurgie zu studieren; BBB, Mss. hh. XXVI 100 (4), Ehebrief; RENNEFAHRT, Hermann; HINTZSCHE, Erich: *1354-1954. Sechshundert Jahre Inselspital*, Bern 1954, S. 332.

¹² KUNISCH Johannes, *Friedrich der Grosse. Der König und seine Zeit*, München 2004, S. 331.

¹³ KUNISCH (wie Anm. 12), S. 334.

¹⁴ DUFFY Christopher, *Frederick the Great: A Military Life*. London 1985, S. 83.

¹⁵ KUNISCH Kunisch (wie Anm. 12), S. 334.

¹⁶ KUNISCH Kunisch (wie Anm. 12), S. 422.

¹⁷ KUNISCH Kunisch (wie Anm. 12), S. 429 f.

¹⁸ GUGGER Rudolf, *Preussische Werbungen in der Eidgenossenschaft im 18. Jahrhundert*, Dissertation, Berlin 1997, S. 228.

¹⁹ FUHRER Hans Rudolf; FURRER Norbert, «Fremde Dienste im 18. und 19. Jahrhundert», in: Fuhrer, Hans Rudolf; Eyer, Robert-Peter (Hg.), *Schweizer in «fremden Diensten». Verherrlicht und verurteilt*, Zürich 2006, S. 193. An der Schlacht von Plassey 1757 kämpften zwei Schweizer Offiziere. Vgl. VALLIÈRE Paul de, *Treue und Ehre: Geschichte der Schweizer in fremden Diensten*, Lausanne 1940, S. 518.

²⁰ DE VALLIÈRE (wie Anm. 19), S. 520.

²¹ Gugger (wie Anm. 18), S. 71.

²² Gugger (wie Anm. 18), S. 56.

²³ ECKERT Helmut: «Schweizer als Offiziere in der friderizianischen Armee», *Zeitschrift für Heereskunde* 34 (1970), S. 72-73, 97-103, hier S. 72.

²⁴ GUGGER (wie Anm. 18), S. 229

²⁵ Im Buch von Paul de Vallière, das in dieser Hinsicht sehr umfassend ist, ist kein Schweizer Offiziere in diesem Zeitraum erwähnt, und dass Schweizer als Soldaten geworben wurden, ist eher unwahrscheinlich, da die russische Armee ethnisch sehr homogen war.

²⁶ SUTER Hermann, *Innerschweizerisches Militär-Unternehmertum im 18. Jahrhundert*, Dissertation, Zürich 1971, S. 42. PFISTER, Willy, *Aargauer in fremden Kriegsdiensten*, Band 1, Aarau 1980, S. 55.

²⁷ SUTER (wie Anm. 26), S. 38.

²⁸ KRADOLFER Marcus, «Die Werbung und Rekrutierung am Beispiel der preussischen Werbungen in Schaffhausen im 18. Jahrhundert», in: Fuhrer, Hans Rudolf; Eyer, Robert-Peter (Hg.), *Schweizer in «fremden Diensten» Verherrlicht und verurteilt*, Zürich 2006, S. 179.

²⁹ SCHWARZER Stephanie, *Zwischen Anspruch und Wirklichkeit: die Ästhetisierung kriegerischer Ereignisse in der frühen Neuzeit*, München 2006, S. 181.

³⁰ SCHWARZER (wie Anm. 29), S. 185.

³⁰ SCHWARZER (wie Anm. 29), S. 133.

³¹ STABE, HA Spiez 89, *Gabriel Albrecht von Erlach: Selbstbiographie 1739 – 1768*, S. 36.

³² STABE, HA Spiez 89 (wie Anm. 31), S. 40, S. 42.

³³ STABE, HA Spiez 89 (wie Anm. 31), S. 40, S. 42.

³⁴ BBB, Mss. hh. XXVI 99/100, Emmanuel Schneiders, gewesenen Chirurgen Major des Löbl. Württembergischen Prinz Fried. Wilhelmschen Infanterie – Regiments, flüchtige Bemerkungen mit untermischten Briefen in denen von den Herzogl. Württembergischen Auxiliar – Truppen im Sieben – Jährigen Krieg mitgemachten 4. Campagnen in Anis 1757, 58, 59 und 60 aus Fragmenten zusammengetragen und meinen lieben Kindern zum angedenken aufbehalten und ausgezogen, 3.Heft, S. 76.

³⁵ SCHWARZER (wie Anm. 29), S. 161.

³⁶ STABE, HA Spiez 89 (wie Anm. 31), S. 43.

³⁷ SCHWARZER (wie Anm. 29), S. 160.

³⁸ LUH Jürgen, *Kriegskunst in Europa 1650 – 1800*, Köln 2004, S. 73 ff.

³⁹ KROLL Stefan, *Soldaten im 18. Jahrhundert zwischen Friedensalltag und Kriegserfahrung: Lebenswelten und Kultur in der Kursächsischen Armee 1728 – 1796*. (Krieg in der Geschichte 26), Paderborn 2006, S. 482.

⁴⁰ Ebd.

⁴¹ SCHWARZER (wie Anm. 29), S. 163.

⁴² STABE, HA Spiez 89 (wie Anm. 31); S. 43.

Staatsarchiv Graubünden, DIII/RIII C 206, Etat de Services de M. Frederic Planta pendant les campagnes de 7 ans, S. 7.

⁴⁴ BBB, Mss. hh. XXVI 99/100 (wie Anm. 34), 2.Heft, S. 92.

⁴⁵ BBB, Mss. hh. III 234, Nr. 20, Brief vom 27.8.1761.

⁴⁶ STABE, HA Spiez 89 (wie Anm. 31), S. 81.

⁴⁷ KROLL (wie Anm. 39), S. 418 ff, S.482. Diese Angaben finden sich nicht unbedingt in von den Soldaten geschriebenen Quellen, sondern sind protokollierte Aussagen der Soldaten nach der Schlacht.

- ⁴⁸ SCHWARZER (wie Anm. 29), S. 129. CARL, Horst, «Unter fremder Herrschaft: Invasion und Okkupation im Siebenjährigen Krieg», in: Kroener, Bernhard; Pröve, Ralf (Hg.), *Krieg und Frieden. Militär und Gesellschaft in der frühen Neuzeit*, Paderborn/München/Wien/Zürich 1996, S. 331.
- ⁴⁹ StABE, HA Spiez 89 (wie Anm. 31); S. 19.
- ⁵⁰ StABE, HA Spiez 89 Gabriel Albrecht v. Erlach betreffende Schriften 1739-1802.
- ⁵¹ BBB, Mss. hh. XXVI 99/100 (wie Anm. 34), 7. Heft, S. 25.
- ⁵² BBB, Mss. hh. XXVI 99/100 (wie Anm. 34), 7. Heft, S. 59.
- ⁵³ StABE, HA Spiez 89 (wie Anm. 31), S. 71.
- ⁵⁴ StABE, HA Spiez 89 (wie Anm. 31), S. 13.
- ⁵⁵ StABE, HA Spiez 89 (wie Anm. 31), S. 13.
- ⁵⁶ StABE, HA Spiez 89 (wie Anm. 31), S. 131.
- ⁵⁷ StABE, HA Spiez 89 (wie Anm. 31), S. 62.
- ⁵⁸ BBB, Mss. hh. XXVI 99/100 (wie Anm. 34), 7. Heft, S. 23.
- ⁵⁹ KROLL (wie Anm. 39), S. 389.
- ⁶⁰ CARL (wie Anm. 48), S. 339.
- ⁶¹ KROLL (wie Anm. 39), S. 388.
- ⁶² Für Frankreich: FIEDLER Siegfried, *Kriegswesen und Kriegführung im Zeitalter der Kabinettskriege*, (Heerwesen der Neuzeit 2.2), Koblenz 1986, S. 35 f. Für Preussen: SCHWARZER (wie Anm. 29), S. 75.
- ⁶³ PFISTER (wie Anm. 26), S. 52. PFISTER Willy, *Aargauer in fremden Diensten*, Bd. 2, Aarau 1984, S. 345.
- ⁶⁴ Die Katholischen Innerrhoden feiern 1757 die Niederlage der Preussen bei Kolin mit Freuden-schüssen: MEYER Paul, *Zeitgenössische Beurteilung und Auswirkung des Siebenjährigen Kriegs (1756 – 1763) in der evangelischen Schweiz*. (Basler Beiträge zur Geschichtswissenschaft 53), Basel/Stuttgart 1955, S. 41.
- ⁶⁵ Die Siege Friedrichs werden in der Schweiz von den Reformierten gefeiert, die in ihn einen von Gott erwählten Feldherren sehen. Siehe die Reaktionen auf die preussischen Siege von Rossbach und Leuthen: MEYER (wie Anm. 64), S. 25 u. S. 43 f. FELLER Richard, *Geschichte Berns*, Bd. 3, Bern/Frankfurt a.M. ²1974.
- ⁶⁶ MEYER (wie Anm. 64), S. 97 f.
- ⁶⁷ MEYER (wie Anm. 64), S. 100.
- ⁶⁸ MEYER (wie Anm. 64), S. 147 ff.
- ⁶⁹ MEYER (wie Anm. 64), S. 97.
- ⁷⁰ MEYER (wie Anm. 64), S. 103 ff.
- ⁷¹ MEYER (wie Anm. 64), S. 118.
- ⁷² FELLER (wie Anm. 65), S. 379 ff.
- ⁷³ MEYER (wie Anm. 64), S. 123 ff.
- ⁷⁴ BBB, Mss. hh. III 234, Nr. 30, Brief vom 17.11.1762.
- ⁷⁵ Schneider schreibt nach einer Schlacht: «(...) es ist den näm. Abend durch die ganze hier befindliche Armee «Vive le Roy» gerufen und 2. Tage darauf 3. Victoire Salve in einer Linie stehend mit Canonen und kleinen Gewehren von uns bei Landwernhagen zurückgebliebenen geschossen und mit 3. maligen Vive le Roy Rufen die Hüthe schwingend bey einem gemachten grossen holzbeigen – Freüden – Feiër der Abend beschlossen worden.» BBB, Mss. hh. XXVI 99/100 (wie Anm. 34), 3. Heft, S. 68. Siehe auch: Schwarzer (wie Anm. 29), S. 155.

⁷⁶ KROLL (wie Anm. 39), S. 583.

⁷⁷ BBB, Mss. hh. III 234, Nr. 7, Brief vom 9.6.1761.

⁷⁸ BBB, Mss. hh. III 233: Lettres à mon père 1731 – 1761, Nr. 104, Brief vom 6.9.1760.

⁷⁹ BBB, Mss. hh. III 233.

⁸⁰ BBB, Mss. hh. XXVI 99, Emanuel Schneiders Stud: Chirurgio erste Reise nach Stuttgart und von da nach Straßburg, um dorten die Chirurgie zu studieren, S. 4.

⁸¹ DUFFY Christopher, *The Military Experience in the Age of Reason*, London/New York 1987, S. 74.

⁸² FELLER (wie Anm. 65), S. 378.

⁸³ STEINAUER Jean, *Patriciens, Fromagers, Mercenaires. L'émigration fribourgeoise sous l'Ancien Régime*, Lausanne 2000, S. 149 ff.

⁸⁴ DISCH Nicolas, *Vom Titlisfuss zur Garnison. Engelberger Talleute in Soldendiensten 1650-1800*, Lizenziatsarbeit, Basel 2005, S. 14.



Sergent recruteur du régiment d'Eptingen. (Bibliothèque nationale suisse, Berne)

DIE «FREMDEN DIENSTE» IN DER LANDGRAFSCHAFT HESSEN-KASSEL (1677 – 1815). EIN BEISPIEL MILITÄRISCHER UNTERNEHMERTÄTIGKEIT EINES REICHSFÜRSTEN

Holger Th. Gräf

Kaum einer der kleineren Territorialstaaten des Alten Reiches wird mit einem Phänomen der frühen Neuzeit so eng in Verbindung gebracht, wie die Landgrafschaft Hessen-Kassel mit dem berühmt-berüchtigten «Soldatenhandel» der 1770er Jahre¹. Tatsächlich hatte Landgraf Friedrich II. (reg. 1760-1785) mit der britischen Krone einen Vertrag geschlossen, auf dessen Grundlage zwischen 1776 und 1783 rund 20000 Mann hessischer Truppen, davon ca. 14000 Landeskinder, in englischem Sold die aufständischen Siedler in Nordamerika bekämpfen sollten. Die Landgrafschaft erreichte damals einen höheren Militarisierungsgrad (1:14) als etwa Preussen (1:29), was nicht nur den aufgeklärten zeitgenössischen Kritikern dieses «weißen Sklavenhandels» bekannt war², sondern auch von den Befürwortern dieses Unternehmens positiv hervorgehoben wurde³. Was hingegen weniger bekannt ist, ist die langfristige Entwicklung der Landgrafschaft im Bereich der Soldunternehmungen⁴. Ausgehend von der Entwicklung des Militärwesens im frühneuzeitlichen Hessen, vor der Reformationszeit bis zu dem bekannten Landesdefensionswerk unter Landgraf Moritz (reg. 1592 – 1627) aus dem Jahre 1601 soll versucht werden, einen bereits vor dem Dreissigjährigen Krieg angelegten Prozess innerhalb dieser territorialstaatlichen Gesellschaft offenzulegen, den ich andernorts als «Fundamentaldisziplinierung» bezeichnet habe⁵. Dieser Prozess wird als essentielle Voraussetzung für die erfolgreichen Soldgeschäfte der Landgrafen begriffen, in dessen Verlauf zwischen 1677 und 1815 insgesamt immerhin 38 Verträge mit beträchtlichem finanziellen Gewinn abgeschlossen wurden, nicht nur mit England, sondern auch den Niederlanden, Dänemark, Venedig, Preussen, dem Reich und noch 1809 mit dem österreichischen Kaiser bzw. 1815 mit Grossbritannien⁶.

Bemerkenswerterweise stiessen die Landgrafen, bzw. ab 1803 Kurfürsten, dabei auf keinen nennenswerten Widerstand, weder bei den Landständen, also den Städten und dem ritterschaftlichen Adel, noch bei den bäuerlichen Untertanen. Dies lag zum Wesentlichen an drei Gründen. Zum einen gelang es den Landgrafen, praktisch alle Bevölkerungsgruppen in ihrem Territorium – die Ritterschaft, die protestantische Pfarrerschaft⁷, die Stadtbürger, die dörflchen Honoratioren und die bäuerlichen Hintersassen – mit einem gewissen, freilich ungleich verteilten Gewinn für alle – in dieses territorialstaatliche Soldunternehmertum einzubinden. Zum anderen war durch

den Fortbestand des Landausschusses, also der Miliz, neben der stehenden Truppe das frühneuzeitliche Militär flächendeckend gleichsam als Heer vor Ort ständig präsent. Dadurch stand immer ein Pool waffengeübter Männer zur Verfügung und vor allem wurde das Militärische, zumindest bestimmte Bereiche davon, nicht als fundamentaler Gegensatz, sondern als integraler Bestandteil der bäuerlichen bzw. stadtbürgerlichen Lebenswelt gesehen. Und schliesslich gelang es der landgräflichen Militärverwaltung in weitgehendem Einvernehmen mit den dörflich-bäuerlichen Eliten, gezielt die ländliche Überbevölkerung, meist nachgeborene Söhne und unverheiratete junge Männer der unterbäuerlichen Schicht – also den «Ausschuss des Landes» – förmlich abzusaugen. Damit konnte in einer nach wie vor ganz wesentlich agrarisch geprägten Mangelgesellschaft, die teilweise in Grenzertragsregionen wirtschaftete, eine grundlegende Akzeptanz sichergestellt werden und die Landgrafschaft Hessen-Kassel zum «Hessian Mercenary State»⁸ werden, von dem der aus Schaffhausen stammende und seit 1781 in Kassel lehrende Johannes von Müller schrieb: «(...) *bevor ich nach Hessen kam, wusste ich kaum, was eine militärische Nation war*»⁹.

Was den «Fall Hessen-Kassel» aber von anderen Territorialstaaten des Alten Reiches, etwa von Sachsen, dem Fürstbistum Münster sowie vor allem von Brandenburg-Preussen, unterschied und warum er sich dadurch auch besonders als Vergleichsfall für den Schweizer Solddienst empfiehlt, ist die Tatsache, dass der Militärapparat kaum für eine eigene Machtpolitik, sondern im merkantilistischen Sinne zu einem cash-flow in das eigene Land genutzt wurde¹⁰. Die ganz vorrangig merkantilen Interessen werden insofern besonders deutlich, als die Landgrafschaft in den meisten Kriegen gar keine Konfliktpartei war, sondern lediglich als Subsidienpartner eines der Kontrahenten diente und deshalb fast nie an den Friedensverhandlungen teilnahm.

1 | DIE ANFÄNGE DES NEUZEITLICHEN MILITÄRWESENS IN DER LANDGRAFSCHAFT HESSEN

Wie allgemein bekannt ist, versuchten viele Landesherren im letzten Viertel des 16. und zu Beginn des 17. Jahrhunderts ihre Untertanen verstärkt zu militärischen Diensten heranzuziehen¹¹. Der reale macht- und militärpolitische Hintergrund für diese Bestrebungen waren die allgemeine Entfaltung der frühmodernen Staatlichkeit in deren Zusammenhang eine Erfassung und Disziplinierung der Untertanen als wünschenswert erschien¹² und die Kriegsverdichtung seit der Mitte des 16. Jahrhunderts. Hinzu kam die Übertragung der Landfriedenswahrung durch die Exekutionsordnung im Jahre 1555 auf die Reichsstände¹³. Die Interessen der Landesherren sind dabei klar zu erkennen und knapp auf den Punkt zu bringen. Das Landesdefensionswesen eignete sich zumindest theoretisch und potentiell, ihnen ein militärisches Instrument an die Hand zu geben, mit dem sie ihrer doppelten Abhängigkeit von den Landständen weitgehend

entrinnen konnten. Denn zum einen waren sie bei militärischen Unternehmungen bislang auf die Lehnsaufgebote ihres nicht immer dienstwilligen Adels angewiesen und zum anderen von den Steuerbewilligungen auf den Landtagen abhängig, sobald sie kostspielige Söldnertruppen anwerben wollten bzw. mussten.

Für den geistes- bzw. ideengeschichtlichen Hintergrund dieser Entwicklungen muss an dieser Stelle der pauschale Verweis auf die Verankerung im Neustozismus genügen¹⁴. Besonders deutlich ist diese Verankerung im Falle des epochemachenden Defensionswerkes des Nassauer Grafen Johann VII. (1561 – 1623) und seinen Ablegern – zu denen im Grunde auch jenes des hessischen Landgrafen Moritz gerechnet werden kann – zu greifen und ist bestens erforscht¹⁵. Allerdings handelte es sich ausdrücklich um keine exklusive Erscheinung in reformiert-protestantischen Territorien, sondern war ein die Konfessionen übergreifendes Phänomen, wie die prominenten Beispiele in Bayern und vor allem in Österreich zeigen¹⁶. Der Rückbezug auf die römische Antike manifestierte sich in dem Begriff der *disciplina* und dem Begriffspaar *cives ac miles*, wie sie von Landgraf Moritz in seiner gut 280 Seiten umfassenden Denkschrift zum Landesdefensionswerk im Jahre 1601 formuliert wurden. Dabei sah er in der «*disciplina militaris*» im engeren Sinne durchaus die Grundlage für eine «gute Ordnung» des staatlichen Gemeinwesens und der Wirtschaft insgesamt sowie ein probates Mittel zur Zurückdrängung von «*otium*» und «*voluptas*» der Untertanen.¹⁷ Bei der Identität von Bürger und Soldat war freilich an die Einheit des antiken Stadtbürgers gedacht, der seinen Besitz und sein Land gegen feindliche Bedrohungen sicherte. Für keinen geringeren als den Reichspfennigmeister Zacharias Geizkofler (1560 – 1617) waren drei Jahre später (1604) die Defensionsordnungen das rechte Mittel, um das «*landtvolk also armiren und abrichten zu lassen, das man sich auf alle notfäll irer nit weniger als besoldter leuth zu gebrauchen*»¹⁸ und er empfahl insbesondere die landgräfllich-hessische zur Nachahmung in den österreichischen Erblanden¹⁹.

Die Forschung billigt dem hessischen Defensionswerk zwar einerseits zu, dass es zu einer Herrschaftsverdichtung und «Intensivierung des Staatslebens» beigetragen habe, im Grunde aber – wie so viele andere politischen Vorhaben des Landgrafen Moritz – «*in keinem ausgewogenem Verhältnis zu den Staatsfinanzen gestanden hat*» und letztlich gescheitert sei²⁰. Eine wesentliche Ursache für dieses Scheitern wird in dem erfolgreichen Versuch des in der Ritterschaft organisierten Adels gesehen, sich selbst und vor allem seine Hintersassen, unter Berufung auf die althergebrachte Lehnsvfassung, dem Defensionswerk zu entziehen. Andererseits wurde bereits für die Zeit Landgraf Philipps d. Grossmütigen (reg. 1518 – 1567) herausgearbeitet, dass neben den geworbenen Soldtruppen, die zum ganz überwiegenden Teil von landfremden Militärführern kommandiert wurden, auch das Landesaufgebot bei militärischen Grosseinsätzen, wie etwa bei den Zügen gegen Braunschweig oder im Schmalkaldischen Krieg durchaus noch eine erhebliche Rolle spielen konnte. Tatsächlich ist für diese Jahrzehnte zwischen Bauernkrieg und Fürstenaufstand eine «*Schicht kleinerer militärischer*

Unternehmer» entstanden²¹, die der Landgraf als Hauptleute und Rittmeister in längerfristige Dienstverhältnisse zog, um ein professionalisiertes Stammpersonal sozusagen, Gewehr bei Fuss zu halten. Im Kriegsfall entpuppte sich dieser Kader freilich als zu klein und man musste letztlich doch wieder auf rasch angeworbene Söldner und Kriegsunternehmer zurückgreifen bzw. auf das Landesaufgebot, das allerdings dann teilweise von diesen Kaderoffizieren geführt wurde. Die zentrale Ursache für das Scheitern dieser *«personalen Friedensorganisation in <Kriegssachen>»* wird in der Unfähigkeit gesehen, eine stabile finanzielle Grundlage für das Militärwesen insgesamt zu gewährleisten.

Sachlich-inhaltlich ist diesem Forschungsstand im Grunde nicht zu widersprechen. Allerdings wird in den zitierten Arbeiten ein vergleichsweise kurzer Zeitraum, eigentlich jeweils nur gut 20 Jahre, betrachtet. Vor allem aber wird der Dreissigjährige Krieg nach wie vor als Scheidelinie zwischen dem Söldner- und Landsknechtswesen davor und den stehenden Heeren in den «absolutistischen» Fürstenstaaten danach gesehen – eine Engführung der Perspektive, die es für unseren Zusammenhang zu überwinden gilt.

2 | STRUKTURELLE GRUNDLINIEN IN DER ENTWICKLUNG DES HESSISCHEN MILITÄRWESENS VOM 16. BIS INS 18. JAHRHUNDERT

Gemeinhin sieht die Forschung das 16. und frühe 17. Jahrhundert als die grosse Zeit der Landsknecht- und Söldnerheere sowie ihrer Führer²². Auch Landgraf Philipp bediente sich bei seinen militärischen Unternehmungen dieser professionellen Truppen und den Militärunternehmern, zu nennen wäre hier etwa Sebastian Schertlin von Burtenbach (1496 – 1577)²³. Allerdings wurde auch das Landesaufgebot während des 16. Jahrhunderts 17-mal aufgerufen und gemustert²⁴. Die Schwerpunkte lagen dabei, entsprechend des Kriegsgeschehens auch nicht anders zu erwarten, besonders in den 1540er und 1550er Jahren, aber auch während des Kölner Krieges 1583 bis 1588. Dass dies mehr als eine Reminiszenz an die vergangene Bedeutung des Lehnsaufgebotes war, zeigt sein Einsatz bei dem erfolgreichen Zug nach Württemberg 1534, bei dem die hessischen Truppen immerhin noch zu einem guten Drittel aus dem Landesaufgebot bestanden²⁵. Dabei ist allerdings zu bedenken, inwieweit eine Trennung zwischen «professionellem Landsknecht» und Aufgebotsmann für unsere Fragestellung überhaupt Sinn macht.

In den letzten Jahren wurde wiederholt darauf hingewiesen, dass der Solddienst durchaus keine lebenslange Tätigkeit sein musste, sondern viele Landsknechte bzw. später auch die Soldaten der stehenden Heere nach einer gewissen Zeit in ihre «zivilen Berufe» zurückkehrten, etwa wenn der Erbfall eingetreten war oder sich die Chance zur Einheirat in einen Handwerksbetrieb und der Erwerb des Bürgerrechts in einer Stadt möglich war²⁶. Hier ergibt sich für die Landgrafschaft Hessen-Kassel ein erstes

Desiderat, was allerdings aufgrund der schwierigen Quellenlage freilich kaum zu befriedigen sein wird. Es wäre eine prosopographische Untersuchung in der Absicht wünschenswert, die Grenze zwischen den Söldnern und den Aufgebotlern zu relativieren. Für die militärischen Führer ist dies ansatzweise bekannt und es zeigte sich, dass nicht nur die Grenze zwischen dem Offizierskorps der Soldtruppen bzw. später des stehenden Heeres und dem Landesaufgebot schwimmend waren, sondern generell zwischen der Tätigkeit als Offizier und zivilem Verwaltungsdienst. So waren in den ersten Jahrzehnten des 17. Jahrhunderts die Befehlshaber der Regimentskantone als Landvögte gleichzeitig die höchsten zivilen Beamte und die «Capitaine», also die Befehlshaber der Kompanien und Fähnlein, die Amtsmänner²⁷. Viele von ihnen begegneten aber auch durchaus vorher oder nachher im Offizierskorps von Soldtruppen, so etwa der aus Sachsen stammende Sebastian von Kötteritz oder Hans Ludwig von Harstall²⁸. Im Grunde nicht anders stellt sich die Situation zu Zeiten des stehenden Heeres dar. So trat 1758 der im Elsass geborene Johann Ludwig Friedrich von Stamford (1738 – 1803) in hessische Dienste ein, ging mit den Subsidentruppen 1776 nach Amerika und wurde nach seiner Rückkehr 1786 Obervorsteher der Hohen Samt-Hospitäler von Hessen mit Sitz im Kloster Haina, wo er 1803 verstarb²⁹. Der aus einer alten hessischen Ritterfamilie stammende Georg Ernst von Gilsa (1740-1798) diente hingegen bis zu seiner schweren Verwundung in der Schlacht bei Vellinghausen 1761 zunächst im stehenden Heer des Landgrafen³⁰. Danach schied er aus dem aktiven Militärdienst aus, wurde 1768 Obersteuereinnahmer und 1794 zum Oberstleutnant und Befehlshaber des Landregiments Ziegenhain, also einer Milizeinheit.

Zweifellos richtig ist das insbesondere von Thies angeführte Argument, dass bereits die Zeitgenossen immer wieder die mangelnde Professionalität und den geringen militärischen Nutzen der Aufgebotsverbände betonten. Allerdings ist hier zu bedenken, dass diese Kritik zum einen in der Regel von den professionellen Kriegsunternehmern kam, die nahe liegender Weise, die zu «Dumping-Preisen» zum Einsatz kommende Konkurrenz durch die Landesaufgebote schlecht redeten. Zum anderen ist es nicht weiter verwunderlich, dass das Landesaufgebot wenig bis gar keinen Antrieb verspürte, sich auf weit entfernten Schlachtfeldern hervorzutun. Beides bedeutete aber nicht, dass der Bauer oder Handwerkersohn nach seinem Wechsel in den Solddienst nicht ebenso militärisch erfolgreich agieren konnte, wie der ehemalige Söldner in einem Landesaufgebot sich eher durch Zurückhaltung ausgezeichnet hätte³¹. So konnten etwa die Unruhen in der Stadt Marburg im Zuge der sogenannten Einführung der Verbesserungspunkte durch Landgraf Moritz, also der zweiten Reformation, und dem anschliessenden calvinistischen Bildersturm im Jahre 1605 durch neun Fähnlein des Defensionswerkes binnen zweier Tage niedergeschlagen und die aufrührerischen Stadtbewohner vollständig entwaffnet werden³². Den Kriegshandlungen des Dreissigjährigen Krieges erwiesen sich diese Truppen dann tatsächlich nicht gewachsen.

Indes ist für unsere längerfristige Betrachtung die Frage nach militärischem Erfolg oder Scheitern dieser Institution von nachgeordneter Relevanz. Von grundsätzlicher Bedeutung ist vielmehr der Umstand, dass das Landesaufgebot ebenso wie die stadtbürgerlichen Wach- und Verteidigungsorganisationen, denen man in Form der Schützenkompanien ab dem 16. Jahrhundert ja meist nur noch den «Charakter sportlicher Vereinigungen»³³ zubilligte, einen Grossteil der männlichen Bevölkerung zumindest mit den Grundzügen des militärischen Handwerks und vor allem im Umgang mit den Waffen vertraut machte. Hierin liegt eine wichtige Grundaussage, insofern das Militärische, zumindest bestimmte Bereiche davon, damit eben nicht mehr als fundamentaler Gegensatz, sondern als integraler Bestandteil der bäuerlichen bzw. stadtbürgerlichen Lebenswelt der frühen Neuzeit zu sehen sind. Wie selbstverständlich diese militärischen Übungen waren, zeigt etwa die Tatsache, dass in kaum einer frühneuzeitlichen Stadtansicht der Schiessplatz fehlt. In welchem beträchtlichem Umfang die militärischen Manöver stattfinden konnten, ist einem Brief von Landgraf Moritz an seinen Onkel Ludwig IV. von Hessen-Marburg (reg. 1567-1604) zu entnehmen. Dem alten Herrn war 1603 aus Kassel von einem «seltzamb Spectacul» am Himmel und lautem Getöse berichtet worden, das er – wie seine Zeitgenossen gewohnt, Himmelszeichen zu sehen und zu interpretieren – als wenig gute Vorzeichen deutete. Moritz beruhigte ihn und wies daraufhin, dass dies «*Cartaunen Schöße [und] Pfeiffen und Trommeln, (...) von dem ausschuss, [waren, der] bey dem exercitio geweßen*»³⁴ sei.

Demnach sind die Oranische Heeresreform und ihre vielen militärtheoretischen Nachfolger, so auch das Defensionswerk unter Landgraf Moritz, in ihrem Anspruch durchaus ernst zu nehmen, mit der «Trillerey» «aus bauren soldaten»³⁵ zu machen – aber eben nicht nur in der Herausbildung eines professionalisierten Berufssoldatentums im Rahmen der stehenden Heere, sondern auch in einer wesentlich militärisch gepolten Disziplinierung der Bevölkerung innerhalb der frühneuzeitlichen Territorialstaaten insgesamt. Inwiefern dies glückte oder inwiefern hier doch eher der Wunsch Vater des Gedankens war, ist freilich schwer zu beurteilen. Indes kann im Falle der Landgrafschaft Hessen-Kassel auf zwei strukturelle Aspekte hingewiesen werden, die in ihrer langfristigen Bedeutung kaum überschätzt werden können.

3 | REICHWEITE UND FOLGEN DER «FUNDAMENTALMILITARISIERUNG»

Die Einführung und Umsetzung des Defensionswerkes in den beiden Jahrzehnten vor dem Ausbruch des Dreissigjährigen Krieges sowie die sich darum entfaltenden Diskussionen, die in den zeitgenössischen Korrespondenzen ihren Niederschlag fanden, lässt den für den heutigen Leser mehr oder minder stupiden militärischen Drill gewissermassen als «*zivilisatorischen Akt*» erscheinen, der nicht nur die militärische

Disziplinierung der «*groben Bawren und Pflugsbengel*»³⁶, sondern auch eine kulturelle Verfeinerung der höheren Stände bedeutete³⁷, die am Kasseler Collegium Mauritianum wie an anderen Ritterakademien und Hofschulen der heranwachsenden adeligen und bürgerlichen künftigen Elite vermittelt werden sollte³⁸. Eine für das hessische Beispiel nicht zu unterschätzende Rolle spielte dabei die im Humanismus wurzelnde Begeisterung für das germanische Altertum und die «alte deutsche manheit»³⁹, die man insbesondere den Chatten, also den präsumtiven antiken Vorläufern der Hessen, attestierte. An prominenter Stelle geschah dies etwa in der wohl nicht zufällig in jenen Jahren als Auftragsarbeit des Landgrafen entstandenen «Hessischen Chronica» von Wilhelm Dilich. Im Kapitel «Von der Dapfferkeit und Standtfeste der Hessen», wird «*diß Volck/alß gleichsamb zum krieg erboren*» dargestellt⁴⁰. Und in seiner Apologetik der landgräflichen Subsidiengeschäfte von 1888 schreibt etwa Carl Preser: «*Die Hessen sind – von allem deutschen Stämmen – seit Jahrhunderten als ein ebenso kriegesisches wie tapferes Volk bekannt, und wenn wir die Geschichte der Kriege durchblättern, so könnten wir wohl sagen, auf welchen Schlachtfeldern haben denn die Hessen nicht gefochten*»⁴¹?» Diese unselige und historisch selbstverständlich unsinnige Sichtweise sollte sich nichtsdestotrotz in der einschlägigen Militärgeschichtsschreibung, zumindest von landesgeschichtlicher Seite bis zum Zweiten Weltkrieg, mehr oder weniger unhinterfragt halten⁴². Ein vergleichbarer Rekurs auf die präsumtiven antiken Vorfahren und deren militärisches Ansehen sowie einer daher begründeten gleichsam ethnischen Prädisposition zum Waffenhandwerk ist etwa auch bei den Helvetiern zu beobachten⁴³.

Für die weitere Entwicklung ebenfalls von beträchtlicher Bedeutung war das Engagement der landsässigen Adeligen, die meist als Obristen oder Hauptmänner in den Ausschussregimentern dienten. Dabei darf freilich nicht das ausserordentlich ambivalente Verhältnis zwischen Ritterschaft und Landgraf vergessen werden. Selbstverständlich versuchte die Ritterschaft, wie in anderen Territorien auch, zum einen die eigenen Hintersassen von den Militärflichten für den Landesherrn soweit irgend möglich frei zu halten⁴⁴. Hier spielte die Sorge um die Bewaffnung und militärische Übung der bäuerlichen Untertanen im Falle eines jederzeit möglichen Aufruhrs ebenso eine Rolle wie die geringe Bereitschaft des Adels, dem Landesherrn einen schlagkräftigen Militärapparat an die Hand zu geben, den man nicht selbst kontrollieren konnte⁴⁵. Entsprechend gross waren die bis 1643 durchaus erfolgreichen Anstrengungen auf den Landtagen, die Finanzierung des Ausschusses bzw. die Heranziehung der eigenen Hintersassen zu Militärdiensten zu verhindern⁴⁶. So wird man das Engagement von Angehörigen der hessischen Ritterschaft im Offizierskorps gleichermassen als Karriereoption wie als kontrollierende Teilnahme am neuen Defensionswerk einzuschätzen haben⁴⁷.

Darüber hinaus wurde der Militärdienst im Landesaufgebot neben dem allgemeinen Hof- und Verwaltungsdienst auch zu einer immer wichtigeren Plattform, auf der sich der alte landsässige Adel mit dem durch ein persönliches Dienstverhältnis an den Landgrafen

gebundenen landfremden Adel bzw. den nichtadeligen Amts- und Funktionseliten traf⁴⁸. Meist waren die Offiziersstellen im Landesausschuss, wie bereits weiter oben bemerkt, zudem unmittelbar mit einer allgemeinen Verwaltungsstelle verknüpft, sei es in der Residenz oder als Landvogt bei den Obristen in den grösseren Städten, sei es als Amtmann bei den Hauptleuten in den kleinen Städten und auf dem platten Land. Kurzum, das Defensionswerk bzw. der Landesausschuss mag im Bewusstsein der Adeligen noch tief im Lehnsaufgebot, einem gewissen Landespatritismus und der Gehorsamsverpflichtung gegenüber ihrem legitimen Herrscher gewurzelt haben⁴⁹, faktisch diente der Adel aber nun in einer landesfürstlichen Institution, die ganz wesentlich einer territorialstaatlich begründeten Sicherheits- und Militärpolitik unter deutlich merkantil-finanziellem Vorzeichen entsprang.

Trotz des nicht zu leugnenden militärischen Scheiterns des Landesdefensionswerkes bereits zu Beginn des Dreissigjährigen Krieges, sollte die Perseveranz der damit geschaffenen Strukturen nicht unterschätzt werden⁵⁰. Mit dem Defensionswerk Landgraf Moritz' waren organisatorische Formen geschaffen bzw. erprobt worden, an die teilweise noch während des Dreissigjährigen Krieges mehr oder minder direkt angeknüpft wurde bzw. die weiterentwickelt wurden. So dürfte beispielsweise das Scheitern bzw. die höchst problematische Finanzierung des Defensionswerkes wesentlicher Anlass zur Einführung der monatlichen Kontribution zum Unterhalt der «regulierten Miliz», also im Grunde des stehenden Heeres, bereits in den 1620er Jahren geboten haben⁵¹. Vor allem aber griff Landgraf Wilhelm V. (reg. 1627-1637), der Sohn und Nachfolger Moritz', bei den Werbungen für seine Armee bei Mannschaften wie bei Offizieren ganz gezielt auf die Einheiten des Landesausschusses zurück⁵². Bereits während des Krieges wurden lokal auch immer wieder Versuche unternommen, den Landesausschuss neu einzurichten, etwa 1634 in Wanfried oder 1641 in Kassel⁵³.

Nach dem Westfälischen Friedensschluss wurde die hessische Armee 1649 zwar zunächst bis auf wenige hundert Mann als Festungsbesatzungen unter dem Kommando des neugeadelten Generalleutnant Johann von Geyso⁵⁴ abgedankt⁵⁵. Er übernahm jedoch gleichzeitig auch die Neuorganisation des Landesausschusses. Bereits im Oktober 1651 wurde eine Musterungskommission eingesetzt, die das Land bereiste und der auch die adeligen Hintersassen mit Gewehr und entsprechenden Verzeichnissen vorgeführt werden sollten⁵⁶. Die ersten Musterungen fanden dann nachweislich spätestens ab Mitte der 1650er Jahre statt⁵⁷. Da es eine zentrale Behörde, wie das im Dreissigjährigen Krieg eingegangene Kriegskommissariat, damals noch nicht wieder gab, fehlt auch eine entsprechende schriftliche Überlieferung in den Archiven. Die Forschung hat in diesen Musterungen daher bislang eher Versuche der Kasseler Regierung gesehen, eine Bestandsaufnahme nach dem Krieg zu leisten. Steigt man jedoch in die Überlieferung auf lokaler bzw. regionaler also Ämterebene ein, zeigt sich, dass es nicht alleine bei der Musterung blieb, sondern der Ausschuss tatsächlich zusammentrat und militärische Übungen absolvierte, wie etwa die Beschwerde des Ausschusses zu Breuna aus dem

Jahre 1664 über den benachbarten Ritter Gabriel von der Malsburg zeigt, der ihre militärischen Übungen gestört hatte⁵⁸. Bezeichnenderweise war von der Malsburg selbst dänischer Rittmeister, stand also in fremden Diensten, und dürfte dem Landesausschuss wenig wohlgesonnen gegenübergestanden haben.

Nachdem auf dem Landtag von 1655 die Gegensätze zwischen Landgrafen und landständischer Ritterschaft weitgehend beigelegt werden konnten, zeichnete sich freilich bald ein verstärktes Engagement der Ritterschaft im Landesausschuss ab⁵⁹. Denn bis zur Herausbildung des stehenden Heeres unter Landgraf Karl (reg. 1670 – 1730) blieb der Landesausschuss «die Hauptmacht des Heeres»⁶⁰. So wurden 1673, also am Vorabend des Reichskrieges gegen Frankreich, immerhin 12000 Mann der Landmiliz gemustert, also knapp 9 % der Gesamtbevölkerung (ca. 140000) oder knapp 43 % der wehrfähigen Männer zwischen 20 und 50 Jahren.

Von Anfang an waren die personalen Grenzen zwischen dem Landesaufgebot und dem stehenden Heer schwimmend. So wurden aus dem Landesausschuss jene Regimenter rekrutiert, die etwa zur Erfüllung der Truppenhilfe innerhalb der Reichskriegsverfassung vergleichsweise kurzfristig benötigt wurden⁶¹. Die Überlieferung zum Ausschusswesen zwischen 1650 und 1680 blieb allerdings vergleichsweise dürftig. Dies lag wohl u. a. daran, dass erst mit dem stehenden Heer in den 1680er-Jahren auch wieder entsprechende Schriftlichkeit produzierende zentralstaatliche Behörden entstanden – etwa das Proviantmeisteramt und die Kriegskommissariate –, und dass das aktive Ausschusswesen auf der Ebene der Ämter wohl weniger Anlass bzw. Notwendigkeit zur Verschriftlichung gegeben hatte, ausser wenn es zum Streit kam, wie in dem gerade zitierten Fall in Breuna.

4 | «EINE BERÜHMTE KRIEGSPFLANZSCHULE»⁶² – «THE HESSIAN MERCENARY STATE»⁶³ DES 18. JAHRHUNDERTS

Im Grunde änderte sich an dieser Situation bis in die Napoleonische Zeit wenig und die Landmiliz sollte der wichtigste Rekrutierungspool für das stehende Heer in Hessen-Kassel bleiben⁶⁴. Dies bedeutete wiederum, dass die gesamte Bevölkerung der Landgrafschaft zu einem ganz beträchtlichen Anteil auch in die Subsidiengeschäfte der Landgrafen eingebunden war. Der Dienst im Landesausschuss bzw. im regulären Heer für 12-15 Jahre «*became a truly universal obligation and a expected stage of life for youths from the countryside*⁶⁵.» Vor allen Dingen betraf dies aber auch den landsässigen Adel, also die Ritterschaft selbst. Nach dem Ausgleich mit der Landesherrschaft auf dem Landtag von 1655 drängten seine Vertreter, wie bereits erwähnt, verstärkt auf die Kommandeursstellen in der Landmiliz und besonders auf die Offiziersstellen in der stehenden Truppe. Im 18. Jahrhundert dienten schliesslich die Hälfte, teilweise bis zu zwei Dritteln der männlichen Angehörigen der jeweiligen Alterskohorte in der Armee⁶⁶.

Im Vergleich dazu standen um die Mitte des 18. Jahrhunderts in der brandenburgischen Kurmark und Neumark rund ein Fünftel bis ein Viertel der adeligen Rittergutsbesitzer im aktiven Militärdienst, die etwa gleiche Anzahl waren ehemalige Offiziere, von ihren Söhnen dienten rund 40 %⁶⁷. Der damit selbst im Vergleich mit Brandenburg-Preussen weit höhere Militarisierungsgrad in Hessen-Kassel wird indes bei den Untertanen noch deutlicher, wobei die Zahlenangaben in der Literatur freilich schwanken und mit Ungenauigkeiten zu rechnen ist. Für Preussen wurden 1740 auf einen Soldaten 27 Zivilisten berechnet, 1786 war das Verhältnis 1 : 29⁶⁸. In diesen Jahren standen mindestens 12000 Mann in der hessischen Feldarmee und weitere 12000 Mann in den Miliz- bzw. Garnisonsregimentern. Dies entspricht einem Verhältnis von einem Militär zu 14 Zivilisten, ein Wert, der in Preussen lediglich im Kriegsjahr 1760 erreicht wurde. Noch deutlicher wird der Militarisierungsgrad, wenn man von der Zahl der Haushalte ausgeht. Der hessische Kammerrat Heinrich Christian Ernst Bopp (1723-1791) errechnete 1775/76, dass in Preussen ein Soldat auf 14 Haushaltungen komme, in der Landgrafschaft dagegen einer auf vier⁶⁹. Tatsächlich leisteten mindestens gut 20 %, also immerhin jeder fünfte erwachsene bzw. wehrfähige Mann in der Altersgruppe von 20-50 Jahren, schliesslich Militärdienst im Amerikanischen Unabhängigkeitskrieg⁷⁰.

Es dürfte selbstverständlich sein, dass in diesem «Hessian Mercenary State» die Miliz nicht, wie in Preussen 1713 geschehen, zugunsten des stehenden Heeres abgeschafft wurde, sondern gewissermassen als «Armee am Ort» bestehen blieb. 1760 wandelte man die Milizeinheiten zwar in Garnisonsregimenter um, doch dieser Schritt wurde 1794 wiederum revidiert und die Miliz in neuer Form wieder belebt. Nach dem damals aufgestellten Heeresergänzungsplan⁷¹ war die Miliz in ein erstes und zweites Aufgebot sowie gesonderte Landwehrverbände unterteilt. Mit den 16000 Mann im stehenden Heer konnten damit insgesamt rund 46000 Mann unter Waffen gestellt werden, also fast 13 % der Gesamtbevölkerung von rund 360000 Einwohnern⁷².

Um jenseits der Statistik die Durchdringung der Gesellschaft vom landgräflichen Militärapparat zu ermessen, ist darauf zu verweisen, dass die Grenzen zwischen Miliz und stehendem Heer, sowie zwischen Adel und Bürgerlichen, zumindest innerhalb des Militärs, in ganz aussergewöhnlich hohem Masse durchlässig waren. Dadurch war der Militärdienst, sei es in der Miliz, sei es bei der regulären Truppe, auch für Bürger- und Bauernsöhne äusserst attraktiv. So rückten zum Beispiel Unteroffiziere einfacher Herkunft aufgrund besonderer Leistungen in Offiziersränge auf. Und altgediente Sergeanten und Feldwebel aus dem stehenden Heer bekleideten später öfters die Fähnrichs- und Leutnantsstellen in der Landmiliz⁷³.

Von charakteristischer Bedeutung für das damalige hessische Heer war freilich der exzeptionell hohe Anteil von Nichtadeligen im Offizierskorps selbst. Für Preussen und Frankreich wurden für 1780er-Jahre rund 10 % bürgerliche Offiziere, meist in den unteren Rängen und ganz überwiegend bei der Artillerie sowie in den Festungs- und Garnisonsregimentern berechnet⁷⁴. 1764 standen aber selbst in der hessischen Kavallerie

– in anderen Heeren oft mit einem exklusiv adeligen Offizierskorps – 66 adelige Offiziere einer deutlichen Mehrheit von 93 bürgerlichen gegenüber. Sogar einer der sieben Regimentschefs war bürgerlicher Herkunft. Das Offizierskorps der Artillerie war, abgesehen vom Kommandeur und einem Offizier, gänzlich bürgerlich. Bei den Garnisonsregimentern, also die 1760 umgewandelten Milizeinheiten, standen 94 Offiziere bürgerlicher Herkunft gerade einmal 16 Adeligen gegenüber und zwei der sieben Regimentschefs waren ebenfalls bürgerlich⁷⁵. Wobei Offiziere bürgerlicher Herkunft im Laufe ihres Dienstes in den Adelsstand erhoben wurden.

Ohne hier exakte Zahlen nennen zu können, war der Anteil von Landeskindern im Offizierskorps, nicht anders als bei den Gemeinen, im hessischen Militär dementsprechend gross⁷⁶. Dies trifft auf die regulären Regimenter ebenso zu, wie selbstverständlich insbesondere auf die Milizeinheiten bzw. Garnisonsregimenter. Erst als es ab 1776/77 schwierig wurde, den Rekrutenbedarf für den Amerikafeldzug zu decken, begann man verstärkt mit der Werbung von «Ausländern», die bei Kriegsende rund ein Drittel der hessischen Truppe stellten⁷⁷. Insgesamt lässt aber feststellen, dass Hessen-Kassel zweifellos der prozentual und strukturell als *«der militärischste [Staat] von ganz Deutschland [zu gelten hat]; [und] seine Bauern sind nicht nur alle exerziert, sondern auch immer in die ganze weite Welt marschfertig [waren]»*, wie es der gerade zitierte Johann Kaspar Riesbeck auf den Punkt brachte⁷⁸.

5 | ERGEBNISSE UND AUSBLICK

Aus den nur grob skizzierten Befunden lassen sich einige Ergebnisse zur langfristigen Rolle des Defensionswesens und der Entwicklung des «Hessian Mercenary State» in der zweiten Hälfte der Frühen Neuzeit festhalten.

Erstens: Trotz der tiefen Einschnitte in die Organisation und die Struktur des hessischen Militärapparates im Verlaufe des Dreissigjährigen Krieges lässt sich eine deutliche Kontinuitätslinie vom spätmittelalterlichen Lehnsaufgebot und dem Landesaufgebot unter Landgraf Philipp dem Grossmütigen über das Mauritianische Defensionswerk bis hin zur Landmiliz der Napoleonischen Zeit ziehen. Der Landausschuss diente zu allen Zeiten einer Einübung der männlichen Bevölkerung in das Waffenhandwerk und war wichtigstes Rekrutierungspool für die hessischen Soldtruppen in den Kriegen der Reformationszeit, des Dreissigjährigen Krieges sowie für das stehende Heer des späten 17. und 18. Jahrhunderts.

Zweitens: Während etwa Brandenburg-Preussen die ländliche Bevölkerung zum Aufbau eines stehenden Militärapparates als entscheidendes Instrument für seine expansive Machtpolitik heranzog, war das Militär in Hessen-Kassel hingegen vorrangig ein im Grunde fiskalisches und innenpolitisches Instrument, das praktisch nie zur Durchsetzung aussen-, dynastie- oder machtpolitischer Interessen eingesetzt wurde⁷⁹. In ihrem

Selbstverständnis und auch wohl in legitimatorischer Absicht sahen sich die Landgrafen zwar insbesondere in den «Alliances» mit den Seemächten England und den Niederlanden, die freilich formaljuristisch lediglich Subsidienvträge waren, stets auch in der ruhmreichen Tradition als Vorkämpfer und Verteidiger des Protestantismus⁸⁰. Auf den Punkt brachte das merkantil-ökonomische Interesse Landgraf Wilhelm VIII. während des Österreichischen Erbfolgekrieges als die hessischen Truppen auf beiden Seiten, also in englischem und in bayerisch-französischem Sold kämpften. In der militärisch kritischen Situation im Frühjahr 1745 teilte er seinem ehemaligen Erzieher und Staatsminister August Moritz von Donop in Anspielung auf das spanische Silber aus Peru mit, dass die hessischen Truppen unbedingt geschont und erhalten werden müssten, denn «*ce corps de troupes fait notre Pérou; en le perdant nous perdons toutes nos ressources*⁸¹.»

Drittens: Die gesamte Bevölkerung, von den bäuerlichen Untertanen, die die Masse der einfachen Soldaten stellten, bis zum städtischen Bürgertum und der lokalen Adelselite, aus denen sich das Offizierskorps rekrutierte, war seit den 1670er und 1680er-Jahren mehr oder weniger in das Subsidiengeschäft eingebunden und profitierte in unterschiedlichem Masse auch davon. Freilich ging es ersteren nicht selten um die bloße Subsistenzsicherung – wenngleich es hier insbesondere bei besser bezahlten «Auslandseinsätzen» auch zu ansehnlichen Ersparnissen kommen konnte⁸² –, während sich für die zweite Gruppe damit auch Karrierechancen und Reputationsgewinn verbanden⁸³. Für die Offiziere, speziell die Regimentskommandeure, ist neben dem Sold auch ein unmittelbarer ökonomischer Gewinn aus der Regimentswirtschaft zu vermuten. Das heisst, ganz wie bei den hessischen Beamtenfamilien, kann auch im Bereich des Militärs gleichsam von einem «Mitunternehmertum»⁸⁴ gesprochen werden, das den Militärstaat erhielt⁸⁵.

Viertens: Aus dem Gesagten ergibt sich, dass bis in die 1780er Jahre praktisch keine interne Opposition gegen dieses Militärsystem laut wurde, was nicht nur an der vergleichsweise milden Zensur in Kassel gelegen haben kann. Dass diese spezifische Form des landesherrlichen Militärunternehmertums im Grunde auch von den einfachen Soldaten mitgetragen wurde, zeigen etwa die Desertionsraten, die selbst während des immerhin achtjährigen Amerikaeinsatzes, bedeutend niedriger lagen, als etwa in der preussischen Armee in Friedenszeiten⁸⁶. Auch die bereitwillige Auskunft der Veteranen über ihre «Fremden Dienste» darf als gewisse Zustimmung verstanden werden. Kurz nach seiner Ankunft in Kassel schrieb der bereits zitierte Johannes von Müller 1781: «*Fast kein Bauer, der nicht [ohne Stolz] zu erzählen wüßte, wie er oder einer seiner Väter in diesem Jahrhundert, auf Sicilien oder Morea oder in America, in Flandern oder Ungarn oder Deutschland gestritten, und Morosini oder Eugen oder Moritz oder Ferdinand kennen gelernt habe*⁸⁷.» Es dürfte auch kein Zufall sein, dass in der bäuerlichen Tracht in Hessen, die sich wesentlich in der zweiten Hälfte des 18. und der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts entwickelt hat, zentrale Teile der militärischen Uniform –

Dreispitz, Rock, Gamasche etc. – wiederfinden. Bei einer grundsätzlich ablehnenden Haltung der Landbevölkerung gegenüber dem Militär würde man eher das Gegenteil erwarten⁸⁸.

Allerdings – und dies gilt es insbesondere in vergleichender Perspektive festzuhalten – sollte für die relativ breite Akzeptanz der Solddienste selbstverständlich nicht eine besondere Neigung zum Kriegerischen in Anschlag gebracht werden. Vielmehr ist davon auszugehen, dass es die existentielle Notlage, insbesondere der ländlichen Bevölkerung war, die die «junge Mannschaft» in den Militärdienst zwang. In vielerlei Hinsicht mag der Vergleich hinken, aber bei einer gewissen Abstraktion gewinnt man den Eindruck, dass in der Landgrafschaft Hessen ab den 1670er-Jahren ein organisierter Export von «Dienstleistenden in Sachen Militärwesen» stattfand, wie wir ihn etwa aus der Innerschweiz oder dem Wallis schon lange vorher beobachten konnten⁸⁹. Die strukturellen Voraussetzungen und organisatorischen Parallelen sind evident. Die genannten Regionen weisen lediglich eine vergleichsweise kleingliedrige Landwirtschaft in Grenzertragsregionen auf, die eine wachsende Bevölkerung auf Dauer nicht versorgen konnte. Die Konsequenz waren Auswanderung oder eben periodische Wanderarbeit, worunter der Solddienst im Ausland im Grunde nur eine Form darstellte. Dank des finanziellen und machtpolitischen Potentials, das sich dabei eröffnete, waren die lokalen bzw. regionalen Herrschaftseliten daran beteiligt, teils in der Organisation, teils im aktiven Dienst. Dies trifft für den landsässigen hessischen Adel ebenso zu wie für die führenden Familien in den Schweizer und Walliser Gemeinden.

Es dürfte auch kein Zufall sein, dass die Mittelgebirgszone in Hessen ebenso wie die Innerschweiz und das Wallis jene Regionen waren, aus denen sich nach dem Ende der «Fremden Dienste» die Auswandererströme nach Amerika⁹⁰, bzw. in die entstehenden Industriezentren ergossen, falls sich nicht durch frühindustrielle Betriebe, meist in der Textilbranche, Verdienstmöglichkeiten in der Region selbst entwickelten⁹¹.

DIE SUBSIDIENVERTRÄGE DER LANDGRAFEN VON HESSEN-KASSEL

Datum	Vertragspartner	Truppenzahl	Dauer
1677, Ende Mai	Dänemark	1600 (Inf.) 4 Kompanien (Kav.)	
1678, 27. April	Dänemark	1300 (Inf.) 2 Kompanien (Kav.); oder 1500 (Inf.)	1 Jahr
1684, 4. April	Spanien	1000 (Inf.) 500 (Kav.)	
1687, 31. März	Republik Venedig	1000	2 Jahre
1688	Generalstaaten	3400 (Inf. und Kav.)	[Bis Kriegsende, s. 1694, 16. Januar]
1694, 16. Januar	Generalstaaten	1200 (Inf.) [Aufstockung der Truppen von 1688]	Bis Kriegsende
1694, 4./14. November	Großbritannien		
1701, 24. April	Generalstaaten	1000 (Inf.)	
1701, 24. April	Generalstaaten	1000 (Inf.)	1 Jahr
1702, 5. Januar	Generalstaaten	492 (Inf.)	1 Jahr
1702, 7. Februar	Generalstaaten; Großbritannien	3000 (Inf.) 1000 (Kav.)	6 Jahre
1702, 10. April	Generalstaaten; Großbritannien	9000 (Inf.)	
1703, 31. März	Großbritannien; Generalstaaten		
1706, 20. Mai	Großbritannien; Generalstaaten	11070 (Inf. und Kav.) [Truppen der Verträge von 1702 und 1703 sowie zusätzlich 1 Bat. Inf. und 4 Esk. Kav.]	1 Jahr
1707, 7. März	Großbritannien; Generalstaaten	[Erweiterung am 25. März 1707 um 2 Reg. Kav.]	9 Monate [Verlängerung des Vertrages vom 20. Mai 1706]
1708, 17. April	Großbritannien; Generalstaaten	9000 [Wieder in Kraft treten und Erneuerung der Verträge vom 10. April 1702 und 31. März 1703]	
1717, 15. März	Kaiser	2300	3 Jahre
1726, 12. März	Großbritannien	8000 (Inf.) 4000 (Kav.)	
1733, 11. Mai	Kaiser	3200 unterzeichnet 1734, 17. März)	
1740, 9. Mai (ratif. 9. Juni)	Großbritannien	4800 (Inf.) 1200 (Kav.)	4 Jahre

1742, 2. März	Kaiser	3000 (Inf. und Kav.)	
1743, 23. März	Preußen	2000 (Inf.) 1000 (Kav.)	
1744, 13. Juni	Kaiser	6000 [Erneuerung des Vertrages vom 2. März 1742; Damit insgesamt 9000 Mann verkauft]	Bis drei Jahre nach Friedensschluss
1744, 27. Juli	Preußen	[Erneuerung des Vertrages vom 23. März 1743]	
1745, 16. Juni	Großbritannien	6000	4 Jahre
1747, 14. Juni	Generalstaaten	3400	
1755, 18. Juni	Großbritannien	8000 (8 Bat. Inf. und 3 Reg. Kav.) in Bereitschaft; Aufstockung im Kriegsfall auf 12000	4 Jahre
1759, 17. Januar	Großbritannien	Erneuerung des Vertrages vom 18. Juni 1755	
1759, 9. November	Großbritannien	Erneuerung des Vertrages vom 17. Januar 1759; Erhöhung der Truppenzahl auf 6992	
1760, 1. April	Großbritannien	3392	
1776, 15. Januar	Großbritannien	12000 (4 Bat. Grenadiere, 15 Bat. Inf., 2 Komp. Jäger)	(Rückrufrecht des Landgrafen nach 4 Jahren)
1787, 28. September	Großbritannien	12000	4 Jahre
1793, 10. April	Großbritannien	8000	3 Jahre
1793, 23. August	Großbritannien	4000 [Ergänzung des Vertrages vom 10. April 1793]	
1794, 23. März	Großbritannien	2 Bat. Artillerie (535 Mann und 719 Pferde) [Ergänzung der Verträge vom 10. April 1793 und 23. August 1793]	
1809, 20. März	Österreich	10000 bis 12000	
1815, 15. Juli	Großbritannien	7500	Bis Kriegsende

Quellen: LOSCH Philipp, *Soldatenhandel*. Mit einem Verzeichnis der Hessen-Kasselischen Subsidienverträge und einer Bibliographie, Kassel 1933 und TAYLOR Peter K., *Indentured to Liberty. Peasant Life and the Hessian Military State, 1688 – 1815*, Ithaca 1994, S. 24-25.

ANMERKUNGEN

¹ An dieser Stelle sei nur pauschal auf die wichtigsten neueren Monographien zu diesem Thema hingewiesen: AUERBACH Inge, *Die Hessen in Amerika 1776 – 1783*, (Quellen und Forschungen zur hessischen Geschichte, Bd. 105), Darmstadt und Marburg 1996; ATWOOD Rodney, *The Hessians. Mercenaries from Hessen-Kassel in the American Revolution*, Cambridge 1980. Zum Einstieg in das Thema bietet sich nach wie vor an: WOLFF Fritz, *Hessen und die amerikanische Revolution. Frankfurt am Main – Staatliche Landesbildstelle Hessen* (Beiheft zur Farblichtbildreihe der Staatlichen Landesbildstelle Hessen, Bd. 101), Frankfurt 1980; AUERBACH Inge; KLÜSSENDORF Niklot; WOLFF Fritz, *Hessen und die Amerikanische Revolution 1776. Ausstellung der hessischen Staatsarchive zum Hessantag 1976*, Marburg 1976.

² Die bekannteste Kritik stammt angeblich von Mirabeau. MIRABEAU Honoré Gabriel, «Avis aux Hessois et Autres Peuples de l'Allemagne vendues par leurs Princes à l'Angleterre», Kleve 1777, in: *Proceedings of the American Philosophical Society* 39 (1900), S. 150 – 154. Dazu ECHEVERRIA Durand, «The Sale of the Hessians. Was Benjamin Franklin the Author?», *Proceedings of the American Philosophical Society* 98 (1954), S. 427 – 431.

³ Zur historiographischen Debatte vgl. etwa KAPP Friedrich, «Friedrich II. und die neuere Geschichtsschreibung. Ein Beitrag zur Widerlegung der Märchen über angeblichen Soldatenhandel hessischer Fürsten», *Historische Zeitschrift* 42 (1879), S. 304 – 330; LOWELL Edward J., *The Hessians and the Other German Auxiliaries of Great Britain in the Revolutionary War*, New York 1884, dt. übers. Braunschweig und Leipzig 1901; PRESER Carl, «Der angebliche Verkauf der Hessen nach Amerika», *Allgemeine Militärzeitung* 65 (1890), S. 410 – 413, 418 f., 426 ff., 434 ff., 442 ff., 450 ff. und 458 ff.

⁴ LOSCH Philipp, *Soldatenhandel. Mit einem Verzeichnis der Hessen-Kasselischen Subsidienverträge und einer Bibliographie*, Kassel 1933; TAYLOR Peter K., *Indentured to Liberty. Peasant Life and the Hessian Military State, 1688 – 1815*, Ithaca 1994; und vor allem WILSON Peter H., «The German „Soldier Trade“ of the Seventeenth and Eighteenth Centuries: A Reassessment», *The International History Review* 18 (1996), S. 757 – 792.

⁵ GRÄF Holger Th., «Landesdefension oder «Fundamentalmilitarisierung»? Das hessische Defensionswerk unter Landgraf Moritz (1592 – 1627) und die Folgen», in: Bergien Rüdiger; Pröve, Ralf (Hg.), *Umstrittene Sicherheit. Bewaffnung der Bevölkerung, alternative Wehrformen und Transformation politischer Systeme in der Neuzeit*, erscheint Potsdam 2010. Vgl. auch WILSON Peter, «Prusso-German social militarisation reconsidered», in: Luh, Jürgen; Czech, Vinzenz; Becker, Bert (Hg.), *Preußen, Deutschland und Europa 1701 bis 2001* (Baltic Studies 8), Groningen 2003, S. 355 – 384, hier S. 373.

⁶ TAYLOR (wie Anm. 4), S. 24 f.

⁷ *Pars pro toto* vgl. etwa die militärtheoretische Handschrift des Pfarrers Augustinus von Steuben: Murhardsche Bibliothek Kassel, Ms Hass 4° Nr. 74, *Miles Perpetuus oder die beständig auff dem Beinen stehende Hessische Armee, dem durchlauchtigsten Fürsten und Herren Carl Landgraffen zu Hessen*, ca. 1723/25.

⁸ INGRAO Charles W., *The Hessian Mercenary State. Ideas, Institutions, and Reform under Frederick II, 1760 – 1785*, Cambridge 1987.

⁹ VON MÜLLER Johannes, *Sämmtliche Werke*, 27 Bde., in 15 Bde., Tübingen 1810 – 1819, hier Bd. 14, S. 232.

¹⁰ LASCH Manfred, *Untersuchungen über Bevölkerung und Wirtschaft der Landgrafschaft Hessen-Kassel und der Stadt Kassel vom 30jährigen Krieg bis zum Tode Landgraf Karls 1730: ein Beitrag zur Geschichte des deutschen Merkantilismus* (Hessische Forschungen zur geschichtlichen Landes- und Volkskunde 9), Kassel 1969, S. 335 ff.; und insbesondere MÖKER Ulrich, *Entwicklungstheorie und geschichtliche Wirtschaft. Makroökonomische Erklärungen wirtschaftlicher Zustände und Entwicklungen der Landgrafschaft Hessen-Kassel vom 16. bis zum 19. Jahrhundert*, Marburg 1971.

¹¹ Vgl. SCHULZE Winfried, «Die deutschen Landesdefensionen im 16. und 17. Jahrhundert», in: Johannes Kunisch (Hg.), *Staatsverfassung und Heeresverfassung in der europäischen Geschichte der frühen Neuzeit*, Berlin 1986, S. 129 – 149; SCHNITTER Helmut, *Volk und Landesdefension. Volksaufgebote, Defensionswerke, Landmilizen in den deutschen Territorien vom 15. bis zum 18. Jahrhundert*, Berlin 1977.

¹² OESTREICH Gerhard, «Zur Heeresverfassung der deutschen Territorien von 1500 – 1800. Ein Versuch vergleichender Betrachtung», in: Ders., *Geist und Gestalt des frühmodernen Staates*, Berlin 1969, S. 290 – 310.

¹³ Vgl. Aulinger Rosemarie; ELTZ Erwein; MACHOCZEK Ursula (Bearb.), *Der Reichstag zu Augsburg 1555*, 4 Teilbände (Deutsche Reichstagsakten. Jüngere Reihe, Deutsche Reichstagsakten unter Kaiser Karl V., Bd. 20), 2009.

¹⁴ Vgl. dazu jetzt: NEYMEYR, Barbara; SCHMIDT, Jochen; ZIMMERMANN, Bernhard (Hg.), *Stoizismus in der europäischen Philosophie, Literatur, Kunst und Politik. Eine Kulturgeschichte von der Antike bis zur Moderne*, 2 Bde., Berlin, New York 2008.

¹⁵ OESTREICH Gerhard, «Der römische Stoizismus und die oranische Heeresreform», in: Ders., (wie Anm. 12), S. 11 – 34; Hahlweg, Werner (Hg.), *Die Heeresreform der Oranier: Das Kriegsbuch des Grafen Johann von Nassau-Siegen* (Veröffentlichungen der Historischen Kommission für Nassau 20) Wiesbaden 1973. Zu Hessen-Kassel vgl. Philippi Hans (Bearb.), *Bestand 4: Politische Akten nach Philipp d. Gr. 1567 – 1821. Abteilung h: Kriegssachen 1592 – 1806/14*, Marburg 1981, S. 7 f. Von den älteren Werken ist zu nennen: VON SODENSTERN Arthur, *Die Anfänge des stehenden Heeres in der Landgrafschaft Hessen-Kassel und dessen Formationen bis zum Ende des dreissigjährigen Krieges*, Cassel 1867. Eine nützliche Materialsammlung liefert LAMPRECHT Herbert, *Musterungen, Einquartierungen und Kriegssteuern unter Landgraf Moritz in Niederhessen: 1592 – 1627*, Frankfurt am Main 1988.

¹⁶ Zuletzt HOCHEDLINGER Michael, «Der gewaffnete Doppeladler. Ständische Landesdefension, Stehendes Heer und «Staatsverdichtung» in der frühneuzeitlichen Habsburgermonarchie», in: Mat'a, Petr; Winkelbauer, Thomas (Hg.), *Die Habsburgermonarchie 1620 bis 1740. Leistungen und Grenzen des Absolutismusparadigmas* (Forschungen zur Geschichte und Kultur des östlichen Mitteleuropa 24), Stuttgart 2006, S. 217 – 250.

¹⁷ Murhardsche und Landesbibliothek Kassel, Ms Math. 2° 14, «Eigenhändiges Sendschreiben des Herren Landgrafen Moritz (...) betreffend die Einrichtung einer neuen Landmiliz (Landwehr), genannt Ausschuß», (1601), S. 17 – 26.

¹⁸ Zitat bei SCHULZE (wie Anm. 11), S. 138. Vgl. auch VON WALLHAUSEN Johann Jakob, *Kriegskunst zu Fuß, zu hochnötigstem Nutzen und Besten nicht allein allen ankommenden Soldaten, sondern auch in Abrichtung eines gemeinen Landvolcks und Ausschuß* (Hervorhebung vom Erf.) in *Fürtstenthümern und Stätte*, Oppenheim 1615, Frankfurt a. M. 1630².

¹⁹ Zum Defensionswesen vgl. PÜHRINGER Andrea, «(...) nach äussersten Kröfftten best möglichsten Widerstandt zu thun. Landstände, Militär und Finanzen im Land ob der Enns», in: Rauscher, Peter (Hg.), *Kriegführung und Staatsfinanzen. Die Habsburgermonarchie und das Heilige Römische Reich vom Dreißigjährigen Krieg bis zum Ende des habsburgischen Kaisertums 1740*, Wien 2010.

²⁰ THIES Gunter, *Territorialstaat und Landesverteidigung. Das Landesdefensionswerk in Hessen-Kassel unter Landgraf Moritz (1592 – 1627)*, (Quellen und Forschungen zur hessischen Geschichte 23), Darmstadt und Kassel 1973, S. 237.

²¹ PREUSS Heike, *Söldnerführer unter Landgraf Philipp dem Großmütigen von Hessen (1518 – 1567). Aufbau und Verwaltung einer personalen Friedensorganisation in «Kriegssachen»*, (Quellen und Forschungen zur hessischen Geschichte 30), Darmstadt/Kassel 1975, S. 568.

²² Vgl. z. B. BURSCHEL Peter, *Söldner im Nordwestdeutschland des 16. und 17. Jahrhunderts* (Veröffentlichungen des Max-Planck-Instituts für Geschichte 113), Göttingen 1994.

- ²³ PREUSS (wie Anm. 21), S. 477 – 480; Breimesser Helmut (Hg.), *Lebensbeschreibung des Schärtlin von Burtenbach und Burkhard Stickels Tagebuch* (Schwäbische Lebensläufe 11), Heidenheim 1972.
- ²⁴ SCHLEE Ernst, «Zur Geschichte des hessischen Kriegswesens. Die Zeit bis auf Moritz den Gelehrten», in: *Zeitschrift des Vereins für Hessische Geschichte und Landeskunde* 11 (1867), S. 93 – 160, hier S. 158.
- ²⁵ SCHLEE (wie Anm. 24), S. 125. Vgl. auch HEYD Ludwig F., *Die Schlacht bei Laufen den 12. und 13. Mai 1534*, Stuttgart 1834.
- ²⁶ Vgl. etwa PRÖVE Ralf, *Stehendes Heer und städtische Gesellschaft im 18. Jahrhundert. Göttingen und seine Militärbevölkerung 1713 – 1756* (Beiträge zur Militärgeschichte 47), München 1995, S. 276 – 297, 319 – 320 und 323.
- ²⁷ THIES (wie Anm. 20), S. 154 und S. 157.
- ²⁸ THIES (wie Anm. 20), S. 139 – 140.
- ²⁹ *Genealogisches Taschenbuch der Adeligen Häuser (Alter Adel und Briefadel)*, Bd. 20, Gotha 1928, S. 611.
- ³⁰ Zu ihm GRÄF Holger Th.; HAUNERT Lena, «Briefe von meinen Freunden, besonders aus America. Die Korrespondenz des hessischen Kriegsrates Georg Ernst von Gilsa (1772-1786) – Editionsprojekt», *Militär und Gesellschaft in der Frühen Neuzeit* 12 (2008), Heft 1, S. 58 – 66.
- ³¹ Dieses Phänomen ist etwa auch bei den Soldregimentern und dem Landesaufgebot im Wallis zu beobachten. Vgl. die Arbeiten von STEFFEN Hans, «Die soziale und wirtschaftliche Bedeutung der Stockalperschen Solddienste», in: Carlen, Louis; Imboden, Gabriel (Hg.), *Wirtschaft des alpinen Raums im 17. Jahrhundert* (Schriften des Stockalperarchivs 40), Brig 1988, S. 179 – 203; WALPEN Robert, «Das Wehrwesen in der Landschaft Wallis des 17. Jahrhunderts», in: Carlen, Louis; Imboden, Gabriel (Hg.), *Kaspar Jodok von Stockalper und das Wallis* (Veröffentlichungen des Forschungsinstituts zur Geschichte des Alpenraums 1), Brig 1988, S. 71 – 117, hier besonders S. 99 – 100.
- ³² THIES (wie Anm. 20), S. 167 – 170.
- ³³ BÖHME Hans-Georg, *Zur Wehrverfassung in Hessen-Kassel im 18. Jahrhundert bis zum Siebenjährigen Kriege*, Kassel 1954, S. 13.
- ³⁴ Hessisches Staatsarchiv Marburg, fortan StAMr, Best. 4a 40, 13.
- ³⁵ Zitat nach SCHULZE (wie Anm. 11), S. 143.
- ³⁶ Zitat aus von WALLHAUSEN Johann Jakob, *Programma Scholae Militaris ex veteri veterum Romanorum institutio laudatissimo noviter institutae ac restitutae. Das ist Öffentliches Außschreiben Von wegen Einer neuen Kriegsschulen (...) welche (...) Durch Johann Jacobi von Wallhausen (...) zu Siegen In der Graffschafft Nassaw hienechts wirdt auff- und angerichtet werden*, Frankfurt 1616 (Exemplar in der Hess. Landesbibliothek Wiesbaden); dazu Schulze (wie Anm. 11), S. 144.
- ³⁷ Vgl. THIES (wie Anm. 20), S. 56 – 66.
- ³⁸ Vgl. dazu GRÄF Holger Th., «The Collegium Mauritianum in Hesse-Kassel and the Making of Calvinist Diplomacy», *Sixteenth Century Journal* 28 (1997), S. 1167 – 1180.
- ³⁹ SENDSCHREIBEN (wie Anm. 17), S. 56.
- ⁴⁰ DILICH Wilhelm, *Hessische Chronica*, Kassel 1605, S. 14 und 17. Zur Verbreitung und Bedeutung dieses Werkes für das hessische Geschichtsbild vgl. FUCHS Thomas, *Traditionsstiftung und Erinnerungspolitik. Geschichtsschreibung in Hessen in der Frühen Neuzeit*, Kassel 2002, S. 159 – 179.
- ⁴¹ PRESER Carl, «Ueber die angeblich nach Amerika verkauften Hessen», *Hessenland. Zeitschrift für Hessische Geschichte und Literatur* 2 (1888), S. 4-7, 24-27, 36 ff., 50 ff., 68 ff., hier S. 24.
- ⁴² Die einschlägigen Arbeiten bibliografisch erfasst in: Demandt, Karl E. (Bearb.), *Schrifttum zur Geschichte und geschichtlichen Landeskunde von Hessen*, Bd. 1 (Veröffentlichungen der Historischen Kommission für Nassau 17), Wiesbaden 1965, S. 396 – 400.
- ⁴³ Vgl. DE VALLIÈRE Paul, *Treue und Ehre. Geschichte der Schweizer in fremden Diensten*, Lausanne 1940, S. 45 ff.

⁴⁴ THIES (wie Anm. 20), S. 213 – 226.

⁴⁵ Vgl. SCHNITTER (wie Anm. 11), S. 87 und 128 ff.

⁴⁶ Vgl. Hollenberg, Günter (Hg.), *Hessische Landtagsabschiede 1605 – 1647* (Veröffentlichungen der Historischen Kommission für Hessen 48,10), Marburg 2007, insbesondere die Nrn. 33 u. 35 ff.; und ders., «Landstände und Militär in Hessen-Kassel», in: *Hessisches Jahrbuch für Landesgeschichte* 34 (1984), S. 101 – 127, hier S. 103.

⁴⁷ SCHULZE (wie Anm. 11), S. 144.

⁴⁸ Vgl. THIES (wie Anm. 20), S. 137 – 143. Ein Beispiel GRÄF, Holger Th., «Caspar von Widmarckter – eine biographische Skizze», in: Ders. (Hg.), *Söldnerleben am Vorabend des Dreißigjährigen Krieges: Lebenslauf und Kriegstagebuch 1617 des hessischen Obristen Caspar von Widmarckter* (Beiträge zur Hessischen Geschichte 16), Marburg 2000, S. 7 – 14.

⁴⁹ HOLLENBERG, Günter (Hg.), *Hessische Landtagsabschiede 1526-1603* (Veröffentlichungen der Historischen Kommission für Hessen 48,5), Marburg 1994, S. 28. Vgl. auch VON FRIEDEBURG Robert, «Widerstandsrecht und Landespatritismus: Territorialstaatsbildung und Patriotenpflichten in den

Auseinandersetzungen der niederhessischen Stände mit Landgräfin Amelie Elisabeth und Landgraf Wilhelm VI. von Hessen-Kassel 1647 – 1653», in: De Benedictis, Angela ; Lingens, Karl-Heinz (Hg.), *Wissen, Gewissen und Wissenschaft im Widerstandsrecht (16. – 18. Jh.)*, (Studien zur europäischen Rechtsgeschichte 165), Frankfurt am Main 2003, 267 – 326.

⁵⁰ THIES (wie Anm. 20), S. 167 – 170.

⁵¹ HOLLENBERG, Günter (Hg.), *Hessen-Kasselische Landtagsabschiede 1649-1798* (Veröffentlichungen der Historischen Kommission für Hessen 48,3), Marburg 1994, S. XXXIII und XLIX und ders., (wie Anm. 46); Landstände, S. 103.

⁵² PETRI Gerhard, *Das Militärwesen von Hessen-Kassel in der Zeit Landgraf Wilhelms V. und der Landgräfin Amalie Elisabeth 1627-1649*, Bonn 1996, S. 150.

⁵³ StAMr Bestand 17: Landgräfllich Hessische Regierung Kassel, I. Alte Kasseler Räte, Nr. 1111 und Nr. 5208.

⁵⁴ Vgl. zu ihm demnächst: WUNDER Dieter, «Neuer Adel und Alter Adel in der Landgrafschaft Hessen-Kassel und im Kanton Rhön-Werra der fränkischen Reichsritterschaft (1650 – 1750) – Integration und Exklusivität», in: Conze, Eckart; Jendorff, Alexander; Wunder, Heide (Hg.), *Adel in Hessen* (Veröffentlichungen der Historischen Kommission für Hessen), erscheint Marburg 2010, S. 179 – 208, hier S. 180 ff.

⁵⁵ PETRI (wie Am. 52), S. 174 f.

⁵⁶ Vgl. StAMr 304 Nr. 514, Ausschreiben vom 2. Oktober 1651.

⁵⁷ In der zu Hessen-Darmstadt gehörigen Grafschaft Katzenelnbogen wurde bereits 1649 und 1655 im kasselschen Sontra gemustert. Vgl. Hessisches Staatsarchiv Darmstadt, Abt. IX, 2, Konv. 14, Fasc. 5, KUNZ Rudolf, «Die Musterungslisten der Obergrafschaft Katzenelnbogen aus dem Jahre 1649», *Hessische Familienkunde* 4 (1959), Sp. 329 – 334; und StAMr Bestand 17, I, Nr. 1083, SIPPEL Wilm, «Das Mannschaftsregister des Amtes Sontra 1655», *Hessische Familienkunde* 6 (1962), Sp. 79 – 82.

⁵⁸ StAMr Bestand 17, I, Nr. 1116.

⁵⁹ HOLLENBERG (wie Anm. 51) *Landtagsabschiede*; zuletzt umfassend MARUHN, Armand, *Necessitäres Regiment und fundamentalgesetzlicher Ausgleich. Der hessische Ständekonflikt 1646 – 1655* (Quellen und Forschungen zur hessischen Geschichte 139), Darmstadt und Marburg 2004.

⁶⁰ PETRI (wie Anm. 52), S. 174. Vgl. VON DITFURTH, Maximilian, «Die hessen-kasselsche Kriegsmacht unter dem Landgrafen Karl bis zum Frieden von Ryswick 1687 (...)», *Zeitschrift des Vereins für Hessische Geschichte und Landeskunde* 8 (1860), S. 109-216. Zum Vergleich der hessischen Militärpolitik und Entwicklung des Heeres mit anderen Territorien unentbehrlich: WILSON Peter, *German armies. War and German politics 1648-1806*, London 1998.

⁶¹ Vgl. etwa die Rechnungen und Mannschaftsrollen der hessischen Kompanien im Türkenkrieg von 1663-64, StAMr Best. 4 h, Kriegssachen, Nr. 2516. Die bei Gelegenheit der von dem Oberrheinischen Kreis ausschreibenden Fürsten vorgehabte Reichsdefention vorgenommene Musterung des Ausschusses (...), Best. 4 h, Kriegssachen, Nr. 2154.

⁶² Das Zitat lautet vollständig «Die beträchtliche, volkreiche und fruchtbare hessischen Staaten sind von den ältesten Zeiten her eine berühmte Kriegspflanzschule der größten und verewigten Kriegshelden, auch der tapfersten Soldaten gewesen.» Es stammt bezeichnenderweise von dem seit 1754 in Marburg lehrenden Professor der Rechts-, Policey- und Staatswissenschaften Hofmann, Johann Andreas (1716 – 1795): ANDREAS Johann, *Abhandlung von dem vormaligen und heutigen Kriegstaate [...] so in Deutschland als in Hessen besonders*, 2 Bde., Lemgo 1769, Bd. 1, S. 21.

⁶³ INGRAO (wie Anm. 8).

⁶⁴ TAYLOR (wie Anm. 4), S. 67 und 78.

⁶⁵ TAYLOR (wie Anm. 4), S. 109.

⁶⁶ PEDLOW Gregory W., *The survival of the Hessian nobility, 1770 – 1870*, Princeton 1988, S. 147.

⁶⁷ GÖSE Frank, *Rittergut – Garnison – Residenz. Studien zur Sozialstruktur und politischen Wirksamkeit des brandenburgischen Adels 1648 – 1763*, Berlin 2005, S. 223 und 496 f.

⁶⁸ CORVISIER André, *Armées et sociétés en Europe de 1494 à 1789*, Paris 1976, S. 126.

⁶⁹ Murhardsche und Landesbibliothek Kassel 8° Ms. Hass. 16a, BOPP Heinrich Christian Ernst, *Fehler, Missbräuche und Verbesserungen in Hessen*.

⁷⁰ Vgl. GRÄF Holger Th., «Gilsa und der Amerikanische Unabhängigkeitskrieg (1776-1783)», in: von Gilsa, Friedrich-Wilhelm; Scherb, Rainer (Red.), *1209 Gilsa 2009. Mosaiksteine einer 800jährigen Dorfgeschichte*, Schwalmstadt-Treysa 2009, S. 188 – 202. Der gegenüber der Subsidienpolitik des Landgrafen verhalten kritische, aus dem damals mainzischen Höchst am Main stammende, Zeitgenosse Johann Kaspar Riesbeck (1754 – 1786) ging davon aus, dass das «Land (...) den sechsten Teil seiner schätzbarsten Einwohner durch den Bostoner Teebrand verloren» hatte und die Landgrafschaft Hessen-Kassel galt ihm als «der militärischste [Staat] von ganz Deutschland; seine Bauern sind nicht nur alle exerziert, sondern auch immer in die ganze weite Welt marschfertig.» Vgl. RIESBECK Johann Kaspar, *Briefe eines reisenden Franzosen über Deutschland an seinen Bruder zu Paris*, Zürich 1783, Neuauflage bearb. und hgg. von Wolfgang Gerlach, Stuttgart 1967, S. 252.

⁷¹ Vgl. die einschlägige Überlieferung in StAMr Best. 4 h Nrn. 4185, und besonders 3722 sowie 3293 – 3295.

⁷² DEMANDT Karl E., *Geschichte Hessens*, 2. Aufl. Kassel 1980, S. 283, vermutet hier ein Vorbild für die «Scharnhorst-Gneisenauischen Schöpfungen auf diesem Gebiet». Angesichts der Tatsache, dass die preussische Kriegs- und Domänenkammer Hamm in diesem Jahr um die Mitteilung der Verfassung der hessischen Landmiliz bat, erscheint dies als durchaus plausibel; vgl. StAMr Best. 4 h Nr. 3204.

⁷³ BÖHME (wie Anm. 33), S. 24

⁷⁴ Zahlen nach CORVISIER (wie Anm. 68), S. 169, 183.

⁷⁵ BÖHME (wie Anm. 33), S. 25.

⁷⁶ BÖHME (wie Anm. 33), S. 23.

⁷⁷ ATWOOD (wie Anm. 1), S. 207 – 215.

⁷⁸ RIESBECK (wie Anm. 70), S. 251.

⁷⁹ LASCH (wie Anm. 10), S. 335 ff. und insbesondere MÖKER Ulrich, *Entwicklungstheorie und geschichtliche Wirtschaft. Makroökonomische Erklärungen wirtschaftlicher Zustände und Entwicklungen der Landgrafschaft Hessen-Kassel vom 16. bis zum 19. Jahrhundert*, Marburg 1971.

⁸⁰ VON BOTH Wolf; VOGEL Hans, *Landgraf Wilhelm VIII. von Hessen-Kassel. Ein Fürst der Rokokozeit* (Veröffentlichungen der Historischen Kommission für Hessen und Waldeck 27,1), München und Berlin 1964, S. 11.

⁸¹ Zitiert nach VON RAUCH Moritz, «Politik Hessen-Kassels im Österreichischen Erbfolgekrieg bis zum Dresdner Frieden», *Zeitschrift des Vereins für hessische Geschichte und Landeskunde* 33 (1898), S. 1 – 138, hier S. 122, Anm. 1.

⁸² Vgl. etwa FISCHER Joachim, «Eiserngespartes aus Amerika 1776 – 1783», in: Banasch, Hermann; Lachmann, Hans-Peter (Hg.), *Aus Geschichte und ihren Hilfswissenschaften. Festschrift für Walter Heinemeyer* (Veröffentlichungen der Historischen Kommission für Hessen 40), Marburg 1980, S. 741 – 756; CLASSEN Albrecht, «Hessische und braunschweigische Soldaten in Virginia», *Zeitschrift für hessische Geschichte und Landeskunde* 91 (1986), S. 81 – 93, hier S. 82.

⁸³ INGRAO (wie Anm. 8), S. 130.

⁸⁴ MORAW Peter, «Die Mitte Hessens vom 17. bis zum 20. Jahrhundert», in: Kaiser, Gerhard R.; Kurz, Gerhard (Hg.), *Literarisches Leben in Oberhessen* (Giessener Diskurse 11), Giessen 1993, S. 9 – 32, hier S. 16.

⁸⁵ TAYLOR (wie Anm. 4), S. 207 f.

⁸⁶ Vgl. die Zahlen bei SIKORA Michael, *Disziplin und Desertion. Strukturprobleme militärischer Organisation im 18. Jahrhundert* (Historische Forschungen 57), Berlin 1996, S. 71 – 78; ATWOOD (wie Anm. 1), S. 192 – 206; CLASSEN (wie Anm. 82), S. 85.

⁸⁷ Müller, Johann Georg (Hg.), *Johannes von Müllers Biographische Denkwürdigkeiten*, 2. Teil, Stuttgart und Tübingen 1834, S. 45.

⁸⁸ Leider fehlen bislang hierzu empirische Studien. Vgl. aber zu den langfristigen Folgen WINDMÜLLER Sonja, «Volksparaden. Kulturwissenschaftliche Annäherungen an das Militärische im Festzug», *Hessische Blätter für Volks- und Kulturforschung* 36 (2001), S. 11 – 38. Ich danke Herrn Prof. Dr. Siegfried Becker, Institut für Europäische Ethnologie, Marburg, für seine Hinweise.

⁸⁹ Vgl. die einschlägigen Arbeiten in Furrer Norbert et al. (Hg.), *Gente ferocissima. Mercenariat et société en Suisse (XV^e – XIX^e siècle), Solddienst und Gesellschaft in der Schweiz (15. – 19. Jahrhundert)*, *Recueil à Alain Dubois*, Zurich 1997.

⁹⁰ Gewissermassen eine Mischform von Solddienst und Auswanderung stellt die Migrationswelle aus dem damaligen Grossherzogtum Hessen nach Südamerika zwischen 1824 und 1826 dar. Damals sollen rund 10000 Einwohner, rund 2 % der Gesamtbevölkerung, der Werbung des brasilianischen Kaisers Dom Pedro I. gefolgt sein, der Siedler und vor allem Soldaten für seine Armee suchte. Vgl. RICHTER Hans, «Hessen und die Auswanderung 1815-1855», *Mitteilungen des Oberhessischen Geschichtsvereins N.F.* 32 (1934), S. 49-139; FRANZ Eckhart G., WOLF Chr., «Die Visitation der wetterauischen Landratsbezirke durch den Großherzoglichen Staatsminister Karl Ludwig von Grolmann 1815/26», *Wetterauer Geschichtsblätter* 27 (1978), S. 65 – 100.

⁹¹ Vgl. zu DASCHER Otfried, *Das Textilgewerbe in Hessen-Kassel vom 16. bis 19. Jahrhundert* (Veröffentlichungen der Historischen Kommission für Hessen 28), Marburg 1968; BRAUN Rudolf, *Das ausgehende Ancien Régime in der Schweiz. Aufriss einer sozial- und Wirtschaftsgeschichte des 18. Jahrhunderts*, Zürich 1984.



Urs Graf: Lansquenet allemand vers 1515. (Cabinet des estampes, Bâle)

DIE «FRAU HAUPTMANNIN» ALS SCHALTSTELLE FÜR REKRUTENWERBUNGEN, GELDTRANSFER UND INFORMATIONSAUSTAUSCH. GESCHÄFTLICHE TÄTIGKEITEN WEIBLICHER ANGEHÖRIGER DER ZUGER ZURLAUBEN IM FAMILIENEIGENEN SOLDDIENST- UNTERNEHMEN UM 1700¹

Nathalie Büsser

Solddienst und Militärunternehmertum stellen für die Eidgenossenschaft des ausgehenden Spätmittelalters und der Frühen Neuzeit einen bedeutenden Wirtschaftszweig dar, der – nebenbei bemerkt – auch beträchtliches symbolisches Kapital generierte. Zwar nahm sich die gesamtwirtschaftliche Bedeutung der Fremden Dienste für die Eidgenossenschaft bescheiden aus, doch für den kleinen Kreis der führenden Geschlechter in den Länderorten war das Militärunternehmertum die Hauptressource für ihren Reichtum und ihre politische Vormachtstellung².

Betrachtet man das frühneuzeitliche Solddienstwesen unter dem Aspekt der Dienstleistungen, müssen zwei verschiedene Ebenen unterschieden werden: Eine Dienstleistung erbrachte auf der einen Seite der Söldner, der sich als ganzer Mensch mit all seinen Fertigkeiten – dies im Gegensatz zu «modernen» Dienstleistungen als «ein von der Persönlichkeit losgelöstes, objektives Einzelprodukt»³ – gegen eine Geldentschädigung einem Soldunternehmer anbot. Bis ein Mann jedoch angeworben, zu seiner Kompanie in der Fremde geführt und schliesslich als Söldner irgendwann einmal zum Einsatz gelangt war, war ein erheblicher Organisationsaufwand zu bewältigen. Eine Organisationsleistung oder eben unternehmensbezogene Dienstleistung⁴, die auf der anderen Seite vom Militärunternehmer erbracht wurde. Er bot als privatwirtschaftlicher Soldunternehmer den Herrschaftsträgern beziehungsweise Kriegsherren Truppen gegen Bezahlung an⁵.

Der Fokus dieses Artikels liegt auf der Ebene des Militärunternehmers als Produzent⁶ und Anbieter von Dienstleistungen. Im Vordergrund stehen Fragen der unternehmerischen Organisation: Wie funktionierte ein im Soldwesen tätiges familiäres Dienstleistungsunternehmen in der Innerschweiz um 1700? Und im Speziellen: Welchen Anteil hatten die weiblichen Angehörigen in der Heimat an der Produktion dieser Dienstleistung?

Als spezifische Organisationsform dieser Dienstleistungsbranche, die sich des Exports von Arbeitskräften annahm, bildete sich im 17. Jahrhundert das erbliche Familien-

respektive Verwandtschaftsunternehmen heraus. Der Familienverband wurde zu einem eigentlichen Unternehmen, worin fast jedes Mitglied in irgendeiner Weise eingebunden war.

Wollte ein hiesiges Häuptergeschlecht im Soldgeschäft erfolgreich sein, so musste es gegen aussen wie innen kollektive Strategien verfolgen. Dies bedingte innerhalb der Familie eine Hierarchie und damit eine vorgegebene Arbeitsteilung, die für die einzelnen Personen mit mangelnden Wahlmöglichkeiten bezüglich Zivilstand und Beruf sowie mit Verzicht und Ungleichheiten verbunden war⁷. Welche Funktionen die weiblichen Exponentinnen in derartigen Familienorganisationen einnahmen, blieb innerhalb der Forschung bislang weit gehend unbeachtet⁸. Völlig zu Unrecht, denn für das Geschlecht der Zuger Soldunternehmerfamilie Zurlauben kann gezeigt werden, wie zentral die Mitwirkung von Frauen als Dienstleistungsproduzentinnen war und was die vorgegebene innerfamiliäre Arbeitsteilung auch für sie bedeuten konnte.

1 | DIE RAHMENBEDINGUNGEN GESCHÄFTLICHER HANDLUNGSFELDER VON FRAUEN

Der Rahmen der geschäftlichen Handlungsfelder von Frauen im familiären Dienstleistungsbetrieb wurde durch zwei wesentliche Faktoren abgesteckt, die sie von den männlichen Verwandten klar unterschieden: erstens durch ihre rechtlich schlechtere Stellung und zweitens durch ihre geringere räumliche Mobilität. Als Kompaniebesitzer, Hauptleute, Inhaber öffentlicher Ämter und Gesandte waren männliche Familienmitglieder oft unterwegs, einige lebten zum Teil jahrelang im Ausland. Ihre Gattinnen, Schwestern und Mütter dagegen hielten sich vornehmlich zu Hause, am Wohnsitz der Familie auf. So waren sie dazu prädestiniert, dort eine Art ständige Geschäftsniederlassung zu unterhalten.

Hinzu kamen schliesslich ein dritter und vierter Faktor, die über die Art und das Ausmass der Geschäftstätigkeit dieser Frauen bestimmten: nämlich drittens ihr Zivilstand sowie der Status und die Position ihres allfälligen Ehemannes und viertens ihre persönliche Eignung wie auch ihre unternehmerischen Fähigkeiten. Dazu zählten etwa Fremdsprachenkenntnisse, Fertigkeiten im Rechnungswesen, Geschäftstüchtigkeit und Durchsetzungsvermögen⁹.

Das Beispiel zweier Zurlauben-Schwestern macht deutlich, in welchen unternehmerischen Bereichen weibliche Angehörige von Soldunternehmern tätig sein konnten. Die Überreste des geschäftlichen Nachrichtentransfers zwischen den Verwandten im In- und Ausland sowie weiteren Akteuren bilden eine wichtige Quellengrundlage zur Rekonstruktion der Geschäftsaktivitäten dieser Frauen im Raum Zug. Erhalten geblieben sind unter anderem über 70 Briefe des in französischen Diensten stehenden Militärunternehmers Beat Heinrich Josef Zurlauben (1663-1706), die er zwischen 1690 und

1703 seiner in Zug lebenden Schwester Maria Jakoea Zurlauben (1658-1716) schickte, einer verheirateten Andermatt. Überliefert sind ferner Wirtschaftsquellen: darunter etwa Abrechnungen im Zusammenhang mit Werbungen. Alle Quellen stammen aus der Sammlung Zurlaubiana, dem Familiennachlass des Zurlauben-Geschlechts¹⁰.

2 | DIE «FRAU HAUPTMANNIN» ALS WERBERIN UND KOORDINATORIN DER REKRUTIERUNGEN

Die bereits angesprochene Maria Jakoea Zurlauben – auch «Frau Hauptmannin»¹¹ genannt – unterhielt in Zug ein eigentliches Werbebüro für ihren Bruder Beat Heinrich Josef. Er besetzte in Frankreich hohe militärische Chargen und besass mehrere Kompanien. Bei seiner Schwester in Zug liefen viele, für die Versorgung der Kompanien mit Rekruten wichtige Fäden zusammen. Die «Frau Hauptmannin» bildete einen eigentlichen Umschlagplatz für die zentralen Ressourcen im Soldgeschäft: nämlich Rekruten, Geld und Informationen.

Zu ihrem Hauptaufgabenbereich gehörte das Werbegeschäft. Sie koordinierte die Werbungen für die Kompanien ihres Bruders. Eine gut funktionierende Werbeorganisation in der Heimat war für einen Soldunternehmer unverzichtbar, denn konnte er den Mannschaftsbestand seiner Kompanie im Ausland nicht rechtzeitig zur monatlichen Musterrückführung hin vervollständigen, musste er mit empfindlichen Einnahmenverlusten rechnen.

Dienstleistungen innerhalb eines Soldunternehmens zu produzieren hiess vor allem eines: Kommunikation. Die Basis einer erfolgreichen Geschäftstätigkeit mit ausreichendem Rekrutennachschub bildeten eine gute Koordination und ein reger Informationsaustausch zwischen dem Unternehmer im Ausland und seiner in Zug lebenden Schwester. Die Ausbildung zunehmend regelmässiger und schnellerer Postverbindungen seit dem 16. Jahrhundert auf dem Kontinent – innerhalb der Eidgenossenschaft wurde das Post- und Botennetz jedoch erst im 17./18. Jahrhundert dichter – ermöglichte einen einigermaßen funktionierenden Nachrichtenaustausch. Die Einführung des regelmässigen, einem vorgegebenen Fahrplan unterliegenden Postverkehrs machte den Zeitbedarf zur Überwindung einer bestimmten Distanz berechenbar. Derartiger Post- und Botenkurse mit festen Abgangs- und Ankunftszeiten, im Französischen als «ordinaire» und im Deutschen als «Ordinari» bezeichnet, bedienten sich auch die Zurlauben. Dank dieser postalischen Innovationen wurde auch ihr unternehmerisches Tun planbarer¹².

Die Bestellung einer Rekrutenlieferung aus der Fremde erfolgte also brieflich, indem Beat Heinrich Josef Zurlauben seiner Schwester und Werberin etwa lapidar auftragte: «Faites moy donc de beaux hommes»¹³ – sie solle ihm gut gebaute Männer anwerben. Wie sie dabei genau vorzugehen hatte, wurde meist nicht verschriftlicht, da es für beide selbstverständlich war. Erwiesenermaßen wirkte die Briefadressatin einerseits selbst

als Anlaufstelle für Männer, die sich zum Dienst verpflichten wollten, und deshalb bei der «Frau Hauptmannin» vorstellig wurden. So wurde sie etwa von Thomas Furrer aus Niederschongau aufgesucht, der sich erneut von den Zurlauben engagieren lassen wollte. Maria Jakobe Zurlauben dokumentierte diesen Vorgang in einer Rechnung, worin sie die für den Söldner getätigten Ausgaben aufführte: «1705 den 25 octobre hat Thomas Furrer von Niederschongen wider dienst genomen, hat an geld von mir empfangen 14 sols¹⁴.» Das Papier belegt, dass auch Frauen selbst Handgeld¹⁵ austeilten und mit Söldnern rechtmässige Dienstverträge abschliessen konnten. Maria Jakobe Zurlauben war wohl eine bekannte Figur im lokalen Werbegeschäft, an die sich öfters Dienstwillige, möglicherweise ausserhalb von Zeiten intensiver Werbeaktivitäten, wandten und so engagiert wurden¹⁶.

Andererseits konnte Maria Jakobe Zurlauben auf ein Netz von Anwerbern und auf im Land umherziehende Kompanieangehörige zurückgreifen. Die Verhandlungen betreffend Art und Höhe der Entlohnung solcher Helfer führte sie zuweilen auch¹⁷. Maria Jakobe fungierte als Schaltstelle für den Informationsaustausch zwischen ihrem Bruder in der Fremde und diesen teils mobilen Werbern. Sie gab den Werbern die Anweisungen ihres Bruders weiter, kontrollierte deren Aktivitäten und berichtete davon wiederum nach Frankreich¹⁸. Der Zugang zu aktuellen Nachrichten bezüglich des Standes an in der Heimat geworbenen Soldaten¹⁹, unterwegs desertierten oder erkrankten Männern und schliesslich bei der Kompanie angekommenen Rekruten²⁰ stellte für Maria Jakobe wie für ihren Bruder in Frankreich die Voraussetzung für weitere geschäftliche Entscheidungen dar. Als Koordinatorin und mutmassliche Verantwortliche des Werbegeschäfts vor Ort musste sie deswegen stets gut informiert sein über den Stand der laufenden Werbung und diesen Beat Heinrich Josef Zurlauben übermitteln. Sie verfügte über die dafür notwendigen Kontakte, und sie konnte beurteilen, welche Rekruten man in welcher Kompanie und Charge einsetzen konnte²¹.

Sobald schliesslich genügend Rekruten geworben und fähige Führer vorhanden waren, veranlasste Maria Jakobe Zurlauben deren Abreise zur Kompanie. Wie das vor sich ging, kann einer Erklärung eines gewissen Müller, Werber der Kompanie Zurlauben, entnommen werden. Müller bezeugte 1706, «d'avoir pris douze hommes au pays de recrue, que madame Andermat a mis entre mes mains pour les condu[i]re dans la compagnie²²» von Beat Heinrich Josef Zurlauben. Maria Jakobe Zurlauben übergab ihm zwölf Rekruten, die er zur Kompanie von Beat Heinrich Josef führen sollte. Weiter versicherte Müller: «Et la dite dame Andermat a fourni l'argent pour lever la dite recrue, elle m'a aussi donné 216 l pour conduire la dite recrue audite regiment²³.» Maria Jakobe stellte das Geld, um die Recrue (eine Gruppe Rekrutierter) auszuheben, zur Verfügung und händigte Müller für deren Transport 216 Livres aus.

Die Rekrutentransporte erforderten ein ganzes Bündel an Organisationsleistungen. War eine genügende Anzahl Männer angeworben, so sollte diese möglichst rasch abreisen, denn ihr Aufenthalt im Land verursachte etwa im Wirtshaus hohe Kosten. Voraus-

setzung für die Abreise waren jedoch die Anwesenheit genügender fähiger und zuverlässiger Führer, ausreichend Geld und die nötigen Durchzugsbewilligungen²⁴.

Aus dem geschäftlichen Briefverkehr wird gut ersichtlich, dass die erfolgreiche Rekrutierung von Soldaten primär die Bewältigung von Knappheiten verschiedenster Art bedeutete. Knapp war um 1700 das Angebot an brauchbaren solddienstwilligen Eidgenossen. Knapp war zudem das Geld der Soldunternehmer. Werbungen waren kapitalintensive Unterfangen, wofür Militärunternehmer innert kurzer Zeit beträchtliche Summen an Bargeld bereitstellen mussten²⁵.

Maria Jakobea Zurlauben beziehungsweise Madame Andermatt erhielt das nötige Kapital grösstenteils in Form von Wechselbriefen als Mittel des bargeldlosen Zahlungstransfers von ihrem Bruder in Frankreich zugestellt²⁶. Auch in Sachen Kapitaltransfer übte die «Frau Hauptmannin» eine Drehscheibenfunktion aus: Sie nahm die meist recht hohen Beträge entgegen und war für die Feindistribution vor Ort zuständig. Sie bezahlte damit Wirtshausrechnungen, Handgelder, Werberlöhne, die Führer von Rekrutentransporten und Vorschüsse für deren Ausgaben während der Reise²⁷.

Die Zirkulation hoher Geldsummen im Rahmen einer Werbung erforderte – selbst innerhalb einer Familie – Kontrolle. Maria Jakobea Zurlauben führte deshalb eine eigene Buchhaltung zur Selbst- wie auch zur Fremdkontrolle. Erhalten geblieben sind einige Abrechnungen aus ihrer Feder, worin sie fein säuberlich festhielt, wie viel Geld sie für die einzelnen geworbenen Söldner zu welchem Zweck ausgegeben hatte. Für den 1704 verpflichteten Söldner Jakob von Aa, um ein Beispiel herauszugreifen, notierte sie die entstandenen Unkosten für Handgeld, Wirtshaus und für ein neues Paar Schuhe. Zu guter Letzt war er desertiert, weshalb sie ihm noch ihre Auslagen für die Fahndung verrechnete²⁸. Insgesamt stand Jakob von Aa bei seinem Kompaniehauptmann, so ist der Rechnung zu entnehmen, bereits zu Dienstbeginn mit stattlichen 73 Livres in der Kreide. Maria Jakobea Zurlauben sandte diese Buchhaltungsunterlagen anschliessend den Kompanieoberen in Frankreich zu, die die Papiere in ihre Rödel integrierten.

3 | DIE KOMPANIEVERWALTUNG IN DER HAND DER EHEFRAU

Die geschäftstüchtige Maria Jakobea Zurlauben war kein Einzelfall. Innerhalb ihrer Generation wird in den Quellen eine weitere Frau fassbar, die im familieneigenen Dienstleistungsunternehmen wirkte. Es war ihre Schwester Maria Barbara Zurlauben (1660-1724), die ihren Cousin Beat Jakob II. Zurlauben (1660-1717) geheiratet hat, den damals mächtigsten Vertreter des Geschlechts. Maria Barbara Zurlauben wohnte ebenfalls in Zug, im Weingartenhof, dem repräsentativen Wohnsitz der zweiten Linie des Zurlauben-Geschlechts, und war in die Werbungen involviert. Sie verpflichtete persönlich Rekruten, verhandelte mit ihnen über die Anstellungsbedingungen und stellte

Dienstverträge aus²⁹. Sie beglich Rechnungen und dokumentierte ihre getätigten Ausgaben³⁰. So weit unterschied sich ihr geschäftliches Tätigkeitsfeld nicht wesentlich von demjenigen ihrer Schwester.

Die Differenz zwischen den beiden Frauen machten jedoch, wie bereits eingangs im Zusammenhang mit den Rahmenbedingungen angesprochen, der Zivilstand und der gesellschaftliche Status des Ehemannes aus. Maria Jakobea Zurlaubens Gatte Ägid Franz Andermatt (1667-1705) verfügte kaum über grosses Vermögen und Einfluss. Als Offizier hielt er sich meist im Ausland auf, wo er vermutlich bis zu seinem Tod in Kompanien der Zurlauben diente. Sein Versuch, als «*le plus ancien officier du canton*» 1704 die Kompanie eines verstorbenen Zurlauben zugeteilt zu erhalten, scheiterte.³¹

Maria Barbaras Gatte Beat Jakob II. Zurlauben dagegen gehörte zur politischen Führungsgruppe des Orts, er war Gesandter, Pensionenausteiler, Landvogt, im Handel tätig und Besitzer mehrerer Soldkompanien.³² Seine soziale Stellung brachte eine rege Reisetätigkeit und zu Hause eine Flut ein- wie abgehender Korrespondenz mit sich. Während seiner teils monatelangen Abwesenheit war es mitunter seine Gattin Maria Barbara, welche die anfallenden Geschäfte erledigte und die heimische Geschäftsstelle besetzte. Sie war für die Aufrechterhaltung des Informationsflusses verantwortlich, indem sie die eingehende Post entgegennahm, öffnete und wenn nötig beantwortete³³.

Ein Teil der eintreffenden Briefe betraf die Verwaltung der Kompanien und war an Maria Barbara Zurlauben persönlich adressiert. Erstaunlich ist, dass sich die Kompanieoberen mit Maria Barbara über verschiedenste Fragen der Kompanieführung und – verwaltung austauschten, wie sie dies sonst mit Beat Jakob II. taten. Ebenso richteten sie die monatlichen Buchhaltungsauszüge sowie die Berichte zum Zustand der Einheit und über aktuelle Probleme an die «Frau Landammannin»³⁴. Unterleutnant Felix Utiger korrespondierte mit ihr über Personalfragen, informierte über den Stand von Transferverhandlungen – es ging um mögliche Zuzüge aus anderen Kompanien und Abgänge eigener Soldaten – und riet ihr, einem Kompaniemitglied Heimurlaub zu gewähren: «*Funde hingegen meinerseiths nicht übell, wann sie den Jacob Utiger disen frühling wurden nacher haus lassen, dann ich zweiffle nicht dar [an], er nicht werde (...) widerumb nacher compagnie kommen (...), jedoch alles nach jhrem eignen wihlen*³⁵.» Utiger sicherte sich auch persönlich bei Maria Barbara Zurlauben ab, ob er dem Beschluss, einem Soldaten den Abschied zu geben, auch wirklich Folge leisten solle: «*Jedoch ich nichts thuon wollte, sondern jhre eigene ordre zue vor erwarthen* (...)»³⁶.

Maria Barbara Zurlauben begegnet uns hier in den Quellen in der Rolle einer Kompanieinhaberin, die von den Offizieren auch so wahrgenommen wurde. Ziemlich sicher verfügte sie dabei über einen beträchtlichen Entscheidungs- und Handlungsspielraum, denn Rückfragen bei ihrem Mann im Ausland wären innerhalb nützlicher Frist gar nicht zu bewerkstelligen gewesen. Um die Kompanieverwaltung in Eigenregie zu führen, muss Maria Barbara zweifellos über profunde Kenntnisse des Solddienstwesens verfügt haben. Dies bedingte, dass sie auch sonst, bei Anwesenheit ihres Gatten, laufend in die

Vorgänge rund um die Kompanien eingeweiht war. Vor diesem Hintergrund ist es durchaus vorstellbar, dass es zu ihrem Alltag gehörte, im familiären Soldunternehmen ihrem Mann zur Hand zu gehen. Man kann also keineswegs vorschnell von geschlechtsspezifischen Handlungsfeldern und von einer strikten Arbeitsteilung zwischen Mann und Frau ausgehen.

4 | FAZIT

Das Beispiel der beiden Zurlauben-Schwestern belegt, welche Bedeutung weibliche Verwandte innerhalb eines familieneigenen Soldgeschäfts als Dienstleistungsunternehmen haben konnten, das für fremde Grossmächte einheimische Arbeitskräfte rekrutierte. Die beiden Frauen erbrachten eine intermediäre Vorleistung, die für die Produktion des Dienstleistungsguts (Output) – nämlich Söldnern respektive militärischer Schlagkraft – erforderlich war. Sie waren damit ein Teil des Inputs, indem sie für die Erstellung der Dienstleistung den Produktionsfaktor Arbeit und – beispielsweise in der Form von Vorschüssen für Werber – zuweilen auch eigenes Kapital³⁷ als zweiten Produktionsfaktor beisteuerten. Sie erbrachten damit eine unternehmensbezogene Dienstleistung, einen Inputfaktor³⁸.

ANMERKUNGEN

¹ Dieser Artikel ist erstmals erschienen im Sammelband von Gilomen, Hans-Jörg; Müller, Margrit; Tissot, Laurent (Hg.), *Dienstleistungen. Expansion und Transformation des «dritten Sektors» (15.-20. Jahrhundert)/Les services. Essor et transformation du «secteur tertiaire» (XV^e – XX^e siècles)* (Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte 22), Zürich 2007, S. 143 – 153. Der Text basiert auf den Ergebnissen meiner Lizentiatsarbeit zum Thema «*Frauen im Soldunternehmertum. Geschäftliche Handlungsfelder von weiblichen Familienangehörigen der Zuger Zurlauben um 1700*», Zürich 2004. Manusk. Im Rahmen einer Dissertation untersuche ich das Thema derzeit vertieft.

² Peyer schätzt, dass Ende des 15. Jahrhunderts die fremden Dienste (Verdienste der Söldner und Offiziere, Unternehmervgewinne, Pensionen) rund 6 Prozent des Volkseinkommens ausgemacht hätten. Um 1700 hingegen hätten die direkten Einnahmen (nur die Gewinne, die Verluste nicht eingerechnet) aus dem Solddienstgeschäft nur noch 0,8 Prozent betragen. Vgl. PEYER Hans Conrad, «Die wirtschaftliche Bedeutung der fremden Dienste für die Schweiz vom 15. bis 18. Jahrhundert», in: Schmugge, Ludwig; Sablonier, Roger; Wanner, Konrad (Hg.), *Könige, Stadt und Kapital*, Zürich 1982, S. 219-231, 230. Anzuführen bleibt, dass das Soldgeschäft nicht nur mit gigantischen Gewinnen, sondern zuweilen auch mit ebenso enormen Verlusten verbunden war. Zum Fall des spektakulären Konkurses eines Solothurner Söldnerführers: MEYER Erich, *Solothurnische Geschichte in Einzelbildern. Vom Solddienstpatriziat zum Landesstreik*, Olten 2002, S. 21-68.

³ Vgl. NERDINGER Friedemann W., *Zur Psychologie der Dienstleistung. Theoretische und empirische Studien zu einem wirtschaftspsychologischen Forschungsgebiet* (Betriebswissenschaftliche Abhandlungen, NF, 96), Stuttgart 1994, S. 45.

⁴ Zur Kategorisierung von Dienstleistungen wird u. a. zwischen Dienstleistungen als Input (Produktionsfaktor) oder Output (fertiges Konsumgut) unterschieden. Die Dienstleistung als Input – auch als unternehmensbezogene Dienstleistung bezeichnet – ist ein Inputfaktor für die übrige Waren- und Dienstleistungsproduktion. Dabei handelt es sich um eine intermediäre Vorleistung, die für die Herstellung eines Guts oder die Verbesserung seiner Qualität vonnöten ist. Vgl. dazu auch: LOHEIDE Boris, *Service oder Self-Service. Die Bundesrepublik Deutschland als Dienstleistungsgesellschaft*, Diplomarbeit, Köln 2004, S. 13 f. Greifbar unter: www.wiso.uni-koeln.de/wigeschi/diplarb/DiplomarbeitLoheide.pdf.

⁵ Grundlegend zum Typus des frühneuzeitlichen Militärunternehmers: REDLICH Fritz, *The German Military Enterpriser and his Work Force. A Study in European Economic and Social History* (Vierteljahrsschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, Beih. 47 u. 48), Wiesbaden 1964-1965. Ferner z. B. SUTER Hermann, *Innerschweizerisches Militär-Unternehmertum im 18. Jahrhundert* (Mitteilungen der Antiquarischen Gesellschaft in Zürich 45/3), Diss., Zürich 1971, bes. S. VII; ROMER Hermann, *Militärunternehmer*, www.sn1.ch/dhs/externe/protect/textes/D24643.html (30. 10. 2003); ZURFLUH Anselm, «Sebastian Peregrin Zwyer von Evebach (1597–1661). Ein eidgenössischer Solddienstunternehmer», in: Furrer, Norbert et al. (Hg.), *Gente ferocissima. Mercenariat et société en Suisse (XVe-XIXe siècle). Solddienst und Gesellschaft in der Schweiz (15. – 19. Jahrhundert)* (Festschrift für Alain Dubois), Zurich 1997, S. 17-30.

⁶ Der Begriff Produktion wird in der wirtschaftswissenschaftlichen Terminologie «für alle Prozesse verwendet, die ein ökonomisches Gut herstellen – unabhängig davon, ob dieses Gut materiell oder immateriell ist. Begrifflich ist daher auch die Arbeit eines Masseurs ein Produktionsprozess, und die Massage ist im ökonomischen Sinne ein Produkt.» HÄUSSERMANN Hartmut; SIEBEL Walter, *Dienstleistungsgesellschaften* (Edition Suhrkamp, NF, 964), Frankfurt a. M. 1995, S. 19, Anm. 1.

⁷ Vgl. dazu SCHLÄPPI Daniel, «In allem Übrigen werden sich die Gesandten zu verhalten wissen. Akteure der eidgenössischen Aussenpolitik des 17. Jahrhunderts. Strukturen, Ziele und Strategien am Beispiel der Familie Zurlauben von Zug», *Der Geschichtsfreund* 151 (1998), S. 5-90, bes. S. 64. Ferner zu kollektiven Strategien von Magistraten- und Militärunternehmerfamilien: KÄLIN Urs, *Die Urner Magistratenfamilien. Herrschaft, ökonomische Lage und Lebensstil einer ländlichen Oberschicht, 1700-1850*, Diss., Zürich 1991; ders., «Salz, Sold und Pensionen. Zum Einfluss Frankreichs auf die politische Struktur der innerschweizerischen Landsgemeindedemokratien im 18. Jahrhundert», *Der Geschichtsfreund* 149 (1996), S. 105-124, hier 119 f.; ders., «Die fremden Dienste in gesellschaftsgeschichtlicher Perspektive. Das Innerschweizer Militärunternehmertum im 18. Jahrhundert», in: Furrer et al. (wie Anm. 5), *Gente ferocissima*, S. 279-287, hier 283 f.

⁸ Ein Hinweis auf im Soldunternehmertum tätige Frauen findet sich bei: ALLEMANN Gustav, *Söldnerwerbungen im Kanton Solothurn von 1600 – 1723*, Diss., Solothurn 1946. Allemann erwähnt, dass nach den 1670er-Jahren v. a. Familienangehörige, «nicht selten die Frau Hauptmann», für die Werbungen zuständig gewesen seien (S. 141, ferner S. 167). Diese Frauen hätten zu Hause ein Werbebüro geführt und seien entsprechend honoriert worden. Allemann geht aber nicht näher darauf ein (S. 125). Zum Briefwechsel zwischen Frauen und ihrem als Soldunternehmer im Ausland tätigen Mann findet sich in der hiesigen Forschungsliteratur ein Aufsatz: RIEDMATTEN Louise de, «Lettres à l'absent bien-aimé. Essai sur la correspondance de Jeanne Barbe Preux à son mari, Gaspard Antoine Quartéry, capitaine en Sardaigne», in: Furrer et al. (wie Anm. 5), S. 41-59, bes. S. 52 f., 58 f. De Riedmatten hat die Korrespondenz eines Walliser Hauptmanns und Kompanieinhabers in sardischen Diensten und seiner Gattin in der Heimat in der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts untersucht und dabei nach dem Umgang der Frau mit der langen Abwesenheit ihres Mannes gefragt. De Riedmatten gelangt jedoch, verglichen mit dem Befund aus den Quellen der Zurlauben, zu einem anderen Schluss. Jeanne Barbe Preux' Aufgabe habe neben der Kindererziehung vor allem darin bestanden, den abwesenden Gaspard

Antoine Quartéry zu ersetzen. Das hiess erstens, dass sie getreu seinen Vorgaben für die Führung des Haushalts und die Verwaltung der Güter zuständig gewesen sei. Im Militärunternehmen Quartérys, so de Riedmatten, «*dans ce monde d'hommes et de guerres*», habe Jeanne Barbe keinen Platz gehabt. Die Autorin schlussfolgert, Preux' Rolle in der Kompanieverwaltung sei zu Lebzeiten ihres Mannes vermutlich nicht wesentlich gewesen. Erst nach dem Tod Quartérys habe sie ihn an der Spitze der Haushaltung und der Kompanie ersetzen müssen, bis der Erbe alt genug gewesen sei.

⁹ Vgl. zu den massgebenden Faktoren, um im Soldgeschäft zu reüssieren, auch die Publikationen von KÄLIN (wie Anm. 7) und von ZURFLUH (wie Anm. 5).

¹⁰ Der Zurlauben'sche Familiennachlass liegt in der Aargauischen Kantonsbibliothek (KBAG) und umfasst neben einer Bibliothek mit gedruckten Bänden auch rund 350 Manuskriptsammelbände. Ein Teil dieser Manuskriptsammelbände bildet die Abteilung der «Acta Helvetica, Gallica, Germanica, Hispanica, Sabaudica necnon Stemmatibus Zur-Laubiani», woraus die meisten in der vorliegenden Arbeit untersuchten Quellen stammen. Die Acta Helvetica bestehen aus insgesamt 186 Bänden, die seit 1973 erschlossen werden. Mittlerweile sind 143 Bände in der Edition erschienen. Aargauische Kantonsbibliothek (Hg.), *Regesten und Register zu den Acta Helvetica, Gallica, Hispanica, Sabaudica etc. necnon genealogica stemmatibus Zur-Laubiani. Sammlung Zurlauben*, bearb. v. Urs Ammacher et al., Aarau 1976 ff. (zit. AH). Nicht edierte Quellen aus dem «Acta Helvetica»-Bestand werden mit der Archivsignatur MsZF 1: 1-186 zitiert. Grundlegend zur Familie Zurlauben und zu ihrem Nachlass: MEIER, Kurt-Werner, *Die Zurlaubiana. Werden – Besitzer – Analysen. Eine Zuger Familiensammlung, Grundstock der Aargauischen Kantonsbibliothek*, 2 Bde., Diss., Aarau 1981.

¹¹ In den Quellen uneinheitliche Schreibweise: z. B. in AH 97/200 (17. 3. 1706) als «*frauwhaubtmäin*» oder in AH 139/3 (vor 5. 2. 1705) als «*frauwhaubtmani*» bezeichnet.

¹² Dazu etwa: GLAUSER Fritz, «Kommunikation und Innovation im 16. Jahrhundert. Zu den Anfängen der Post in der Schweiz», *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte* 53 (2003), S. 1-33, hier 9 f. Zur Postorganisation der spanischen Grossmacht und zu den Kommunikationszentren Mailand und Luzern als Sitz von Spaniens Gesandtschaft: BOLZERN Rudolf, *Spanien, Mailand und die katholische Eidgenossenschaft. Militärische, wirtschaftliche und politische Beziehungen zur Zeit des Gesandten Alfons Casati (1594-1621)* (Luzerner Historische Veröffentlichungen 16), Diss., Luzern 1982, S. 31-49. Der Versand eines Briefs von Zug nach Paris dauerte um 1700 in der Regel acht, neun Tage. Vgl. KBAG, MsZF 1: 176/291 (19. 6. [-]).

¹³ KBAG, MsZF 1: 184/189 (28. 5. 1701). Von ähnlichem Wortlaut: MsZF 1: 166/22 (4. 3. 1699), MsZF 1: 176/22 (4. 1. 1702), MsZF 1: 184/189 (28. 5. 1701).

¹⁴ AH 98/139 (1705).

¹⁵ Das Handgeld, die klingende Münze, war ein wirkungsvolles Lockmittel, um Rekruten zur Dienstnahme zu bewegen, und stellte zugleich das äussere Zeichen des Dienstvertrages dar. ALLEMANN (wie Anm. 8), S. 142.

¹⁶ Überliefert ist ein zweiter derartiger Fall. Maria Jakobea Zurlauben berichtete ihrem Bruder Beat Heinrich Josef Zurlauben, aus Savoyen sei «*un homme de Baar*» angekommen, «*qui veut prendre party*». KBAG, MsZF 1: 175/126 (21. 9. 1701). Ihr Bruder antwortete: «*Vous ferez fort bien de l'engager et tout ceux, que vous pourrez.*» Ebd.

¹⁷ AH 130/73 (12. 1. 1702); KBAG, MsZF 1: 181/143 (2 [7]. 3. 170 [1]).

¹⁸ Beispielsweise: AH 100/94 (17. 3. 1699), AH 130/73 (12. 1. 1702); KBAG, MsZF 1: 166/22 (4. 3. 1699), MsZF 1: 184/102 (2. 3. 1699).

¹⁹ AH 85/15 (31. 1. 1703), AH 100/94 (17. 3. 1699); KBAG, MsZF 1: 166/22 (4. 3. 1699), MsZF 1: 176/181 (21. 3. 1703), MsZF 1: 184/99 (14. 7. [-]).

²⁰ Beat Heinrich Josef hielt seine Schwester brieflich auf dem Laufenden, wie viele Rekruten bis wann spätestens bei der Kompanie angelangt sein müssten, wie viele inzwischen schon angekommen seien bzw. wie viele er deshalb noch benötigte und wie viele unterwegs desertiert oder erkrankt seien. Vgl. z.

B. AH 20/209 (9. 2. 1703), AH 48/48 (10. 9. [1701]), AH 85/122 (25. 1. 1702), AH 88/83 (6. 5. 1701); KBAG, MsZF 1: 184/189 (16. 6. 1701).

²¹ AH 85/15 (31. 1. 1703), AH 100/94 (17. 3. 1699); KBAG, MsZF 1: 166/22 (4. 3. 1699), MsZF 1: 176/181 (21. 3. 1703), MsZF 1: 184/99 (14. 7. [-]).

²² AH 80/136 (28. 9. 1706).

²³ Ebd.

²⁴ AH 85/15 (31. 1. 1703), AH 100/94 (17. 3. 1699), AH 130/73 (12. 1. 1702); KBAG, MsZF 1: 176/292 (20. 6. 170 [2]).

²⁵ Allgemein zur Organisationsleistung, die innerhalb eines privatwirtschaftlichen Soldunternehmens erbracht werden musste: KÄLIN, (wie Anm. 7); Dienste S. 282.

²⁶ Ein von Beat Heinrich Josef Zurlauben in Paris zugunsten von Maria Jakobea Zurlauben ausgestellter Wechselbrief über 300 Livres ist erhalten geblieben: AH 92/98 (5. 12. 1701).

²⁷ Auf Maria Jakobea Zurlauben ausgestellte Wirtshausrechnungen: AH 87/15 (20. 9. 1705), AH 87/110 (31. 1. 1706), AH 97/20 (1705), AH 97/140 (11. 1. 1706), AH 97/167 (24. 6. 1706), AH 97/200 (17. 3. 1706), AH 97/205 (ca. Juni 1706), AH 139/3 (vor 5. 2. 1705), AH 139/4 (22. 2. 1705), AH 142/154 (1705). Handgelder, Entschädigung von Werbern: AH 98/168 (nach April 1706). Zur Versorgung von Rekruten-Führern mit Geld: AH 85/12 (7. 2. 1701).

²⁸ AH 98/51 (15. 12. 1704).

²⁹ AH 83/38 (28. 1. 1708).

³⁰ AH 123/8 (1703).

³¹ AH 141/106 (nach 29. 9. 1704), Bittgesuch von Ägid Franz Andermatt zuhanden des Colonel général des Suisses et Grisons. Im Nachlass der Zurlauben finden sich sehr wenig Quellen zur Person Andermatts, der aus dem zugerischen Baar stammte. Es existieren weder ein Ehekontrakt noch Briefe zwischen ihm und seiner Frau Maria Jakobea Zurlauben. Insgesamt dürfte Andermatts Stellung innerhalb der Familie Zurlauben relativ schwach gewesen sein, sein Status scheint wesentlich von der Gunst seiner Schwäger abhängig gewesen zu sein – darunter Beat Heinrich Josef Zurlauben, der ihm in einer seiner Kompanien eine Hauptmannstelle verschaffte. Über die Gründe von Andermatts Ableben ist nichts bekannt. Vgl. BÜSSER (wie Anm. 1); Kap. 8.2.2.

³² Zur Person von Beat Jakob II. Zurlauben: MEIER (wie Anm. 10); Zurlaubiana, Bd. 2, S. 945 – 949.

³³ Beispielsweise AH 72/129 (20. 10. 1704).

³⁴ AH 86/41 (26. 2. 1707).

³⁵ Ebd.

³⁶ Ebd.

³⁷ Vgl. AH 82/18 (17. 12. 1695). Zudem AH 80/136 (28. 9. 1706) bzw. die bereits erwähnte Erklärung des Werbers Müller, worin er bestätigt, von Maria Jakobea Zurlauben 216 Livres erhalten zu haben für die Reise mit den Rekruten nach Frankreich. Diesen Betrag muss sie wohl aus der eigenen Tasche bezahlt haben, denn die Erklärung Müllers benötigte sie höchst wahrscheinlich nach dem Tod ihres Bruders Beat Heinrich Josef, um gegenüber den neuen Inhabern von dessen Kompanie dieses Geld wieder einzufordern.

³⁸ Vgl. LOHEIDE (wie Anm. 4), S. 10, 13 f.



↑ 1508, des mercenaires suisses traversent les Alpes.
(Chronique Diebold Schilling)

→ 1480, accueil des mercenaires suisses par le roi
Louis XI à Châlons. (Chronique Diebold Schilling)

↓ Bellinzona, un des enjeux des guerres d'Italie pour
les Confédérés. (Alfred Blattner, FSSH, Bâle)





Lucerne, 1495. *L'ambassadeur français de Baissey apporte l'argent des soldes payées par le roi Charles VIII.*
(Zentralbibliothek, Luzern)



↑ Le chevalier Walter von Roll d'Uri conduit aux Pays-Bas le contingent catholique accordé à l'empereur Philippe II. (Chronique Wickiana)

↓ Les drapeaux des régiments suisses au service de France sous Louis XV. (Figurines collection Felix Keller)





Quelques uniformes des régiments suisses au service étranger. (Source D.R.)



↑ 1775, enseigne et drapeau du régiment de Kalbermat-
ten. (Bibliothèque Am Guisanplatz, Berne)



→ Drapeau et porte-drapeau du régiment de Diesbach
au service de France. (Musée des Suisses dans le
monde, Penthes)

→ Hallebardier des Cent-Suisses de la Garde sous Louis
XII. (Lithographie Marbot, Musée des Suisses dans le
monde, Penthes)



PREMIER BATAILLON			CAPITAINES		
Chef de Bataillon	Adjoints	Secrétaires	Chef de Bataillon	Adjoints	Secrétaires
Malsche Pallant Duvall Schneider Moser Marschall Ruge de Binsch de Binsch	Tschirch Paul Schmitt Ruppert Rud. Fischer Hennrich Mehner Lutzel	Johann Koller H. J. J. J. de Tschirch Gross de Binsch H. J. J. J. Sch. G. G. B. G. G.	Gebhardt K. J. J. J. K. J. J. J. K. J. J. J. K. J. J. J. K. J. J. J. K. J. J. J. K. J. J. J.	K. J. J. J. K. J. J. J. K. J. J. J. K. J. J. J. K. J. J. J. K. J. J. J. K. J. J. J. K. J. J. J.	K. J. J. J. K. J. J. J. K. J. J. J. K. J. J. J. K. J. J. J. K. J. J. J. K. J. J. J. K. J. J. J.
Capitaine Aide Major: Le Capitaine de Binsch			Capitaine Aide Major: Le Capitaine de Binsch		
Sous Aide Major: Le Capitaine de Binsch			Sous Aide Major: Le Capitaine de Binsch		
Bourgeois: Le Capitaine de Binsch			Bourgeois: Le Capitaine de Binsch		
Sergent: Le Capitaine de Binsch			Sergent: Le Capitaine de Binsch		
Sous Aide Major: Le Capitaine de Binsch			Sous Aide Major: Le Capitaine de Binsch		
Bourgeois: Le Capitaine de Binsch			Bourgeois: Le Capitaine de Binsch		
Sergent: Le Capitaine de Binsch			Sergent: Le Capitaine de Binsch		

Principauté épiscopale de Bâle, officiers et cadres du régiment d'Eptingen – Reinach au service de France.
(Archives ancien Evêché de Bâle, Porrentruy)



↑ Uniformes et drapeaux de quelques contingents chargés de la défense de leur Canton. La belle allure ne saurait cacher que les armées de plusieurs Cantons sont militairement peu crédibles... (Source D.R.)

↓ 1775, lieutenant du régiment de Kalbermatten au service de la Sardaigne.



↓ 1780, régiment des Gardes suisses au service de Naples (royaume des Deux-Siciles). Au premier plan, capitaine de grenadiers. (Musée national, Zurich)





*Porcelaines de
Nymphenburg*

← 1798, tambour à
cheval des dragons
rouges bernois.



← 1762, fusilier du
régiment d'Erlach
au service de France.

← 1770-1786, officier
de dragons bernois.

*Les uniformes des
troupes bernoises et
des régiments au service
étranger se ressem-
blent... (Photo Hervé
de Weck)*

ENTRE PARENTÈLE ET CLIENTÈLE,
L'EXEMPLE DE LA CRÉATION ET DE L'APOGÉE
D'UN RÉSEAU DE SOLIDARITÉS :
LA FAMILLE DE CHANDIEU
AU SERVICE DE FRANCE (1640-1728).
ÉTAT D'UNE RECHERCHE EN COURS

François Cojonnex

Le 14 janvier 1701, Louis XIV attribue à Charles de Chandieu le régiment bernois Manuel, du nom de son défunt propriétaire, l'un des plus anciens régiments suisses au service de France. Le régiment Manuel a été levé en 1671 et, selon les articles 1 et 8 de la capitulation conclue entre la France et Berne, seul un bourgeois de Berne pouvait être colonel de ce régiment. Par cette promotion, Chandieu brûle la politesse à Jean-Rodolphe May, bourgeois de Berne, pourtant soutenu par son Canton.

La promotion de Chandieu est le résultat de deux actions distinctes, tout d'abord l'action curiale et clientélaire, c'est-à-dire l'activation par Chandieu de son réseau clientélaire. Il va solliciter plusieurs puissants personnages de la cour de France, comme le duc du Maine ou encore le duc de Villeroy, afin d'obtenir le régiment. Puis une action politique qui est l'aboutissement d'une série de tensions aussi bien économiques que politiques, le résultat d'une guerre larvée, que se livrent la France et Berne depuis plus de trente ans¹.

Cette nomination est sans aucun doute l'événement le plus important dans la carrière de Charles de Chandieu, pourtant ce ne sont pas les ressorts politiques de cette affaire qui vont nous intéresser mais les appuis et la clientèle qui ont soutenu Chandieu lors de sa promotion. Nous nous attacherons donc à démontrer les différentes composantes de ce réseau et sa formation. Cependant avant d'entrer dans le vif du sujet, il convient de rappeler que le cas Chandieu permet d'investiguer les notions de solidarité et de clientèle. Aussi, afin de mieux saisir les différentes composantes d'un réseau, nous avons élaboré des définitions opérationnelles, issues de nos réflexions sur le sujet.

La solidarité est le lien qui unit, à des degrés de dépendances et d'intérêts variables, des individus entre eux. Elle s'exprime au travers de liens familiaux et extra-familiaux. Les liens familiaux, établis sur la parenté du sang ou de l'alliance, sont certainement les plus solides. La famille est le premier endroit où s'exerce la solidarité. Les membres les mieux placés d'une maison se doivent de favoriser et de soutenir les leurs qui, en retour, sont les premiers appuis sur lesquels ils peuvent compter. Ainsi la notion de parenté recoupe celle de clientèle.

La clientèle est le lien qui unit un groupe de personnes à un puissant, justifié par une prévalence d'intérêt; elle ne possède pas, dans certains cas, de caractère durable. Par rapport aux liens qui résultent de la naissance, de l'appartenance à un lignage, les liens extra-familiaux relèvent de l'attachement à une personne. Dans le cas de Chandieu, les solidarités extra-familiales sont celles qui, pour l'instant, ont retenu le plus notre attention grâce à des sources plus abondantes. Dans ce type de solidarité, il convient de distinguer la relation de clientèle et une relation d'amitié. Au XVII^e siècle, l'amitié est au centre de la vie politique et sociale et se définit comme une relation privilégiée unissant étroitement deux individus dans un rapport affectif exclusif.

Mais souvent amitié et intérêt se conjuguent, et on se trouve alors très proche de la relation de clientèle. Pourtant lorsqu'on évoque la notion de clientèle, on parle des liens entre un patron et son client, non pas de relations entre amis.

1 | UNE CARRIÈRE, UN RÉSEAU

Avant de nous pencher sur le réseau de Charles de Chandieu, il convient de s'intéresser brièvement à la carrière de son père, Paul de Chandieu (1622-1685). Paul est l'un des huit enfants de Esaïe de Chandieu et de Marie de Dortans². En l'état actuel de nos recherches, nous savons peu de choses sur Paul de Chandieu. Il entre au service de France, probablement à la suite de son frère aîné Albert (1618-1675) dans les années 1640. En 1646, il est capitaine au régiment de Praroman, trois ans plus tard il passe au régiment de Reynold. En 1650, il achète la demi-compagnie de Wattenville à Charlotte de Wattenville. Cette demi-compagnie est tout d'abord attachée au régiment de Molondin, et ce n'est que le 14 avril 1651 qu'elle entre dans le régiment des Gardes-Suisses. Paul de Chandieu obtient cinq ans plus tard (1656) de la faire avouer par le Canton de Berne. Il poursuit vraisemblablement sa carrière dans les Gardes-Suisses jusqu'en 1669, date à laquelle, de toute évidence, il dispose de sa demi-compagnie en faveur de son fils aîné Samuel de Chandieu (1657-1679). Le régiment des Gardes-Suisses est engagé en Flandres pendant la guerre de Hollande (1672-1678). L'année 1677 est marquée par une série d'assauts et de sièges, dont celui de Saint-Ghislain au mois de décembre, au cours duquel Samuel de Chandieu est grièvement blessé. Il meurt à Paris en 1679 des suites de ses blessures.

PIERRE STOPPA

Charles naît à Lausanne le 24 novembre 1658. Il est le second fils de Paul et de Louise de Chandieu. A dix-sept ans, il entre comme enseigne dans la compagnie franche de Stoppa. Le choix de cette compagnie n'est pas anodin. En effet Paul de Chandieu, père de Charles, entretient d'étroits contacts avec la famille Stoppa, notamment avec

Jean-Baptiste Stoppa, frère du tout-puissant Pierre Stoppa³, colonel-général des Suisses et Grisons durant la minorité du duc du Maine.

Par son rang, Pierre Stoppa est l'un des personnages incontournables du service de France. Si incontournable, qu'après le décès de son fils aîné Samuel, Paul écrit à ses fils et les invite à continuer leur sollicitation au puissant Stoppa, car dit-il, *« je me fie si fort à Monsieur Stoppa que je ne puis m'empêcher d'en attendre votre avancement. C'est cette confiance qui m'a empêché de me mettre en chemin. Car autrement je n'aurais pas hésité un moment, quel temps qu'il fasse et en quel état⁴. »* Et Paul de Chandieu agit en homme éclairé, car le sort de la demi-compagnie de Chandieu est de disparaître. En effet, dans une lettre au Roi, Louvois propose de coupler la demi-compagnie Chandieu à une autre afin d'en faire une seule, pourtant l'avis de Louvois n'est pas suivi et, après l'intervention de Pierre Stoppa, la demi-compagnie Chandieu aux Gardes passe de Samuel à Charles de Chandieu.

Stoppa joue un rôle-clé dans le dispositif clientélaire des Chandieu, c'est lui qui, par exemple, signe, avec son frère Jean-Baptiste, le contrat de mariage de Charles de Chandieu⁵. C'est également Pierre Stoppa qui propose une alliance à Esaïe de Chandieu, frère de Charles, avec la fille unique du lieutenant-colonel Jean-Henri Oberkan. A ce stade de nos recherches, nous ne possédons que peu d'informations sur Pierre Stoppa. Une plongée dans les archives françaises est incontournable, afin de mieux connaître ce personnage.

LE DUC DU MAINE

Héritier, à la mort de son frère Samuel, de la demi-compagnie Chandieu aux Gardes, Charles la commande pendant la guerre de la Ligue d'Augsbourg (1689-1697). Il participe à l'attaque de Walcourt le 27 août 1689, puis à la bataille de Fleurus en juillet 1690. C'est au cours de cette campagne, selon toute vraisemblance, que Chandieu fait la connaissance de Louis-Auguste de Bourbon, duc du Maine (1670-1736). Fils adultérin de Louis XIV et de Françoise-Athénaïs de Montespan, le duc du Maine est nommé à l'âge de trois ans colonel-général des Suisses et Grisons, mais l'exercice effectif de cette charge est assuré jusqu'à sa mort par Pierre Stoppa.

Le 24 novembre 1688, le Roi nomme le duc du Maine, mestre de camp de cavalerie, et l'autorise à faire ses premières armes à Philippsbourg aux côtés de Monseigneur⁶. Revêtu de la qualité de maréchal de camp, le duc participe comme Chandieu à la bataille de Fleurus. Faute de documents, nous ne pouvons pas établir avec certitude la date de leur première rencontre. La première lettre du duc du Maine à Charles de Chandieu est adressée du camp de Morselé en Flandres et datée du 20 octobre 1690. Le duc remercie Chandieu de lui donner de ses nouvelles et ajoute: *« J'espère que vous avez toujours pour moi les sentiments que vous me marquez, et vous devez compter aussi que je serai toujours ravi de pouvoir vous donner des marques de l'estime que j'ai pour vous, et du cas que je fais de votre amitié⁷. »* A partir de cette date Chandieu devient le client d'un

des seigneurs les plus puissants de France. Ces relations, client-patron, sont l'une des structures essentielles de la société du XVII^e siècle, où une carrière ne peut se construire sans appuis.

En effet, dans l'article qu'elle consacre aux entrepreneurs militaires, Anne-Lise Head-König⁸ souligne combien il est important pour un client d'assurer son avenir et celui des siens, par la fréquentation d'un patron puissant et bien disposé: «*Tout individu qui gravite dans la société militaire doit mettre sur pied des relations susceptibles d'accroître ses chances*⁹.» Elle distingue deux types de rapports, qui tendent vers un même but: «*en premier lieu, faciliter l'accès à un poste de commandement et, en second lieu, s'y maintenir*¹⁰.» La meilleure illustration de la réussite des Chandieu dans l'entreprise militaire, est la conservation dans cette famille de la demi-compagnie aux Gardes-Suisses montée par Paul de Chandieu, père de Charles, comme nous le verrons plus tard.

Le 26 mars 1691, le Roi, satisfait de l'investissement de Mons, donne rang de colonel à tous les capitaines des Gardes-Suisses. Chandieu participe ensuite au siège et à la prise de la ville de Namur le 3 juin 1692, puis combat à Steinkerque. Le 29 juillet 1693, il sert sous les ordres du maréchal de Luxembourg à la bataille de Neerwinden. C'est cette même année que Chandieu sollicite une grâce du duc du Maine, nous ignorons tout de la nature de celle-ci, mais la réponse du duc mérite notre attention: «*Si je n'avais pas déjà fait mon devoir sur ce qui nous regarde avant que d'avoir reçu votre lettre, je n'aurais pas tant tardé à vous y faire réponse. J'ai mandé à M. Stoppa que l'occasion était belle pour faire voir si on pouvait se fier à votre parole; il ne m'a point fait de réponse à cette lettre, mais il me mandait quelques jours auparavant que le roi attendrait la mort ou la guérison de plusieurs officiers des plus blessés avant que de remplir les places vacantes. Je souhaite et j'espère que vous aurez toute sorte de satisfaction, au moins puisse vous assurer que j'y ferai tout mon possible*¹¹.»

Le duc du Maine, pourvu de la charge de colonel-général des Suisses et Grisons mais ne l'exerçant pas, correspond activement avec Pierre Stoppa, échangeant des informations sur les places vacantes des troupes suisses. Sans doute est-il formé depuis sa majorité par Stoppa en vue de la future prise en charge de ses fonctions. Il cherche à éprouver la parole de Chandieu. Pourquoi? Charles de Chandieu demande-t-il de l'avancement? Il ne l'obtient pas cette année-là, mais trois ans plus tard, le 3 janvier 1696, avec le grade de brigadier.

En 1697, la demi-compagnie Chandieu est employée à l'armée de Flandres sous les ordres du maréchal de Villeroy. L'année suivante les Gardes-Suisses sont au camp de Compiègne sous les ordres du duc de Bourgogne. L'année 1699 permet au duc du Maine de mettre à l'épreuve Charles de Chandieu. C'est en effet cette année-là que s'ouvre l'affaire dite de Neuchâtel¹².

L'affaire de Neuchâtel est extrêmement intéressante pour notre propos, car elle illustre à merveille l'implication clientélaire de Chandieu dans le réseau du duc du Maine. En effet celui-ci décide d'envoyer Chandieu en mission à Neuchâtel afin de surveiller

l'avancée du prince de Conti qui brigue la succession de la princesse de Nemours, princesse souveraine de Neuchâtel. Le duc du Maine manifeste, dans une de ses lettres à Chandieu, l'intérêt qu'il porte au succès de l'entreprise de son cousin Conti et lui recommande de lui rapporter les moindres détails¹³. Chandieu écrit donc régulièrement au duc du Maine afin de le tenir informé de la situation. Mais le duc se plaint du manque de régularité des lettres de Charles de Chandieu et le lui reproche: «*Quand Monsieur le prince de Conti fut prêt à partir pour se rendre à Neuchâtel, vous jugeâtes par la lettre que je vous envoyai de l'intérêt que je prends au succès de ses affaires, cependant je vois avec peine que vous ne me faites aucune part de ce qui se passe et que des personnes en qui j'ai moins de confiance qu'en vous s'en font un plaisir de m'instruire. Vous ne devez pourtant pas ignorer certains détails auxquels vous ou vos parents devez avoir part, et vous pourriez vous faire ici un mérite de leurs services si vous preniez plus de soin de m'informer*¹⁴. »

Pourtant rapidement à Neuchâtel, Berne met des bâtons dans les roues du prétendant français et la probabilité de voir un prince français souverain de Neuchâtel s'émousse rapidement. L'intérêt du duc du Maine décroît également et, quatre mois après son départ de Paris, Chandieu rentre à la cour avec l'entourage du prince de Conti. Nous sommes alors au mois de mai 1699 et, moins de deux ans plus tard, Charles de Chandieu sera devenu le premier Vaudois à commander un régiment bernois.

L'AFFAIRE CHANDIEU

La nomination de Charles de Chandieu résulte de deux actions distinctes, l'une politique et l'autre clientélaire. Les relations entre Berne et la France connaissent dans le dernier quart du XVII^e siècle une dégradation progressive dont le paroxysme se situe au moment de la Révocation de l'Edit de Nantes. Au mois d'octobre 1685, Louis XIV décide de révoquer l'Edit de Nantes, provoquant ainsi l'exode de plusieurs milliers de huguenots qui vont transiter en grande partie par le territoire bernois; plusieurs milliers y trouvent refuge. Dès lors le gouvernement bernois va mener une politique clairement hostile à la France, en favorisant le service étranger auprès des Provinces-Unies. Un pas décisif est franchi en février 1690 avec la loi dite de «l'Inégalité de service» qui interdit aux fils et gendres des membres du Petit Conseil de Berne d'entrer au service de France en qualité de capitaines.

C'est dans ce contexte tendu que survient au début mois d'octobre 1699 l'annonce de la maladie d'Albert Manuel, colonel-propriétaire du plus ancien régiment suisse au service de France. Sa mort programmée et sa succession vont susciter toutes les convoitises. L'interminable agonie du colonel Manuel va permettre une longue réflexion sur le sort du régiment après le décès de son propriétaire. Ainsi Pierre Stoppa, sur une idée du marquis de Puysieux, propose à Louis XIV de ne pas attribuer le régiment Manuel après la mort de son propriétaire mais d'attendre, afin de voir si Berne modifie son attitude à l'égard de la France. A la mort d'Albert Manuel, le 18 juin 1700, Puysieux

réitère son conseil de ne pas effectuer de nomination. De plus, il invite le Roi à donner, le moment venu, le régiment vacant au lieutenant-colonel Jean-Rodolphe May, successeur désigné de Manuel et activement soutenu par Berne. La stratégie de l'ambassadeur Puitsieux va se révéler payante car, quelques jours plus tard, Berne accorde des recrues pour le service de France à trois de ses compagnies. Deux jours après, le gouvernement bernois accepte une convention sur la solde des troupes au service de France, que le Corps helvétique avait déjà ratifiée deux ans plus tôt. Dès lors plus rien ne semble s'opposer à la promotion de Jean-Rodolphe May à la tête du régiment Manuel. Pourtant, d'autres officiers suisses convoitent ce prestigieux régiment et, parmi eux, Charles de Chandieu, bien décidé à ne pas laisser passer son tour.

Charles de Chandieu possède de puissantes relations, il est l'un des nombreux clients du duc du Maine. Il est également celui du duc de Villeroy, rencontré à Neuchâtel en 1699. Nicolas Louis de Neufville, duc de Villeroy (1663-1734) est le fils de François de Villeroy, maréchal de France, proche de Louis XIV et de Mme de Maintenon. Mais Nicolas Louis de Villeroy est également le beau-fils du tout puissant ministre de la guerre, le marquis de Louvois, dont il épouse la fille en 1694. Villeroy est à n'en pas douter, de par ses attaches familiales et son propre réseau, un personnage influent à la cour de France.

Au début du mois de janvier 1701, Pierre Stoppa meurt à Paris. Sa mort fait vaquer trois charges militaires importantes, et ouvre une succession encore plus alléchante que celle de feu le colonel Manuel. Le 11 janvier, Louis XIV nomme Maurice Wagner, colonel du régiment des Gardes-Suisses. Le lendemain, le duc du Maine prend officiellement possession de sa charge de colonel-général des Suisses et Grisons. Le même jour, le neveu de Pierre Stoppa reçoit la compagnie de son oncle aux Gardes. Il reste alors à attribuer la lieutenance-colonelle du régiment des Gardes-Suisses, possédée jusqu'alors par Maurice Wagner, et le régiment Manuel. Durant les premiers jours de janvier 1701, Charles de Chandieu essaie par tous les moyens de tirer son épingle du jeu. Il sollicite le duc de Villeroy, celui-ci lui répond : *« M. le duc du Maine, chez qui j'ai été ce matin, qui m'a dit que je pouvais vous mander toute l'estime particulière qu'il faisait de vous, (...), qu'il ne pouvait rien dire de positif mais que si vous n'aviez pas toute satisfaction que vous pourriez de tirer de cette conjoncture-ci qu'on songerait d'ailleurs à vous rendre content, voilà les propres paroles de M. le duc du Maine¹⁵. »* Trois jours plus tard, le 14 janvier 1701, Louis XIV attribue la lieutenance-colonelle du régiment des Gardes-Suisses à François Nicolas Albert de Castella, et le régiment Manuel à Charles de Chandieu. Jean-Rodolphe May, candidat malheureux, doit se contenter d'une commission de colonel.

Le choix de Chandieu ne manque pas de nous étonner. Quelques mémorialistes ont tenté d'expliquer cette nomination sans toutefois y parvenir pleinement. Le seul à nous offrir un éclairage complet des faits est Louis-Constantin de Bourbon-Maine, prince de Dombes (1700-1755), fils du duc du Maine, et son successeur à la charge de colonel-

général des Suisses et Grisons. Il évoque deux raisons qui ont motivé la nomination de Chandieu, tout d'abord son appartenance confessionnelle. Chandieu ne pouvait pas prétendre à la lieutenance-colonelle des Gardes-Suisses, le Roi refusant d'offrir un poste aussi élevé à un officier protestant. Puis, il insiste sur la volonté royale de mortifier, malgré tout, le gouvernement bernois en attribuant le régiment Manuel à un sujet de LL. EE.

La colère de Berne est à craindre, mais elle demeure mesurée, grâce au talent de l'ambassadeur de France, le marquis de Puisieux. Et les esprits échauffés retrouvent rapidement leur calme. Ainsi au début du mois de février 1701, Berne autorise Chandieu à recruter pour sa demi-compagnie aux Gardes, ce qui lui avait été refusé dans un premier temps. Pourtant à Berne, malgré le fait que Chandieu s'en défende, personne n'est dupe de l'intrigue qui a été menée pour l'obtention du régiment Manuel. La Commission d'Etat, chargée d'examiner l'affaire Chandieu, souligne l'activité souterraine de Chandieu, sans toutefois pouvoir prouver sa culpabilité. Elle relève également les puissantes protections dont bénéficie Chandieu dans l'entourage royal, car elle l'affirme dans sa conclusion: «(...) *cela apparaîtrait étrange si l'on bravait le Roi dans la personne de Monsieur de Villars*¹⁶.» Elle conclut donc, faute de preuves et par crainte du puissant voisin, à la bonne foi de Chandieu, en prononçant un non-lieu.

LA DEMI-COMPAGNIE CHANDIEU AUX GARDES-SUISSES

L'un des exemples les plus frappant de l'attachement clientélaire du duc du Maine à Chandieu, est la conservation dans la famille Chandieu de la demi-compagnie aux Gardes. Charles de Chandieu a toujours eu comme objectif prioritaire le maintien dans sa famille de sa demi-compagnie. Bien sûr, il aspire à un avancement, mais il demande avant tout et sans condition de pouvoir garder sa demi-compagnie aux Gardes-Suisses¹⁷. Après la nomination de Chandieu comme colonel du régiment Manuel, le marquis de Puisieux propose au duc du Maine de placer le lieutenant Sinner comme commandant de la demi-compagnie Chandieu¹⁸. Le duc du Maine refuse mais promet à Puisieux de se souvenir de sa requête et de placer le moment venu un Bernois à la tête de la demi-compagnie Chandieu¹⁹. Le duc tient promesse: le 25 décembre 1704, Sigismond Graviset, bourgeois de Berne, obtient une commission de capitaine afin de commander la demi-compagnie Chandieu²⁰, le fils de Charles, Paul-Louis²¹, étant trop jeune pour succéder à son père. Après la mort du capitaine Graviset au début de l'année 1710, Louis XIV rend la demi-compagnie Chandieu à Charles de Chandieu, afin qu'il puisse en disposer en faveur de son fils aîné Paul-Louis. Le 20 septembre 1710, Paul-Louis de Chandieu reçoit le grade de capitaine et le commandement de la demi-compagnie paternelle²². Dans le courrier annonçant la promotion de Paul-Louis, le duc du Maine, au nom du Roi, demande à Chandieu de se porter garant par écrit du bon soin et de l'entretien de sa demi-compagnie. Chandieu s'acquitte volontiers de cette requête. Dans la réponse qu'il lui donne à son engagement, le duc du Maine revient sur la grâce du

Roi: « *Ce que Sa Majesté vient de faire en cette occasion marque assez la considération qu'elle a pour vous pour que vous ayez l'esprit en repos sur la façon dont elle disposerait de votre compagnie aux Gardes si celui de vos fils qui en est présentement le titulaire venait à manquer. C'était cependant pour vous rendre le tout encore plus certain que je vous avais proposé de vous contenter pour celui-ci d'une simple commission de capitaine seulement pour commander la dite compagnie, d'ailleurs comme je ne doute pas que vous ne mettiez le plus tôt que vous pouvez vos autres enfants dans le service et qu'ils n'y méritent les mêmes choses que l'aîné*²³. »

La prudence du duc du Maine est frappante et étrangement prémonitoire. En effet, en 1712, quelques mois après le refus du Roi de le nommer lieutenant-général²⁴, Charles de Chandieu perd au mois de juillet, son fils Paul-Louis²⁵. Plus de neuf mois vont s'écouler avant que Chandieu ne décide de trouver un remplaçant à son fils défunt. Une nouvelle fois il ne peut désigner l'un de ses fils, car ils sont trop jeunes. Au mois de mars 1713, suite à la recommandation pressante du duc du Maine, son choix se porte sur Etienne Sigismond de Tavel²⁶, son neveu²⁷. Ce dernier possède l'avantage de descendre de Paul de Chandieu, par sa mère, et d'appartenir par son père, à la bourgeoisie de Berne. Le capitaine de Tavel va commander la demi-compagnie de son oncle jusqu'en août 1717, date à laquelle il passe le témoin à son cousin Charles II de Chandieu (1695-1737). La demi-compagnie Chandieu aux Gardes restera dans la famille de Charles jusqu'à Esaïe de Chandieu, son dernier fils, en 1763.

L'«AFFAIRE» DES LÉGITIMÉS

Nous avons parlé de clientélisme, en exposant le lien unissant Charles de Chandieu et Louis-Auguste de Bourbon. Rappelons l'une des caractéristiques de ce type de rapport: il fonctionne sur la réciprocité. Nous avons pu constater l'attachement du duc du Maine pour son client et les bénéfices que celui-ci en tire. Qu'en est-il des services rendus au duc? Nous avons déjà évoqué la mission de Chandieu à Neuchâtel, envoyé par le colonel-général des Suisses et Grisons à la suite du prince de Conti, et fidèle rapporteur du périple princier. En 1717, Charles de Chandieu prouve une nouvelle fois sa reconnaissance envers le duc du Maine. En effet, il joue un rôle assez obscur dans une affaire qui secoue les débuts de la Régence et voit l'effondrement définitif de la toute-puissance du duc du Maine: le procès opposant les princes du sang aux princes légitimés.

Il convient d'abord de rappeler le contexte de cette lutte qui déchire la famille royale. De son vivant, Louis XIV n'a jamais caché son attachement profond pour ses enfants adultérins. Légitimés dès leur naissance, les enfants du Roi sont comblés d'honneurs tout au long du règne de leur père. Parallèlement à cette avalanche de bienfaits, le duc du Maine et son frère, le comte de Toulouse, sont de plus en plus intégrés dans la vie de la cour. Le 5 mai 1694, Louis XIV accorde au duc du Maine et au comte de Toulouse, rang et préséance immédiatement après les princes du sang. Le crédit du duc du Maine dans les dix dernières années du règne de son père est alors immense. Il fait parti des

cercles les plus étroits de la cour, bénéficiant à toute heure de ses entrées chez le Roi. L'affection de celui-ci pour ses enfants adultérins et la série de deuils qui frappe la famille royale entre 1711-1714²⁸ vont conduire Louis XIV à modifier la loi fondamentale de succession du royaume. Au mois de juillet 1714, par un édit royal, il déclare le duc du Maine et le comte de Toulouse aptes à la succession à la couronne ainsi que leurs descendants légitimes.

Louis XIV ne s'arrête pas là; le 23 mai 1715, par une déclaration, il confère au duc du Maine et au comte de Toulouse la qualité de princes du sang. Dans un même temps, par un testament, il organise la future Régence. Il donne au duc du Maine la garde du jeune Roi, en lui confiant la Surintendance de l'éducation du futur Louis XV, ainsi que le commandement de la Maison militaire du Roi. La Régence est confiée à son neveu Philippe II d'Orléans, assisté d'un conseil de Régence, qui comprend entre autres le duc du Maine et le comte de Toulouse. Le 2 septembre 1715, le lendemain de la mort de Louis XIV, le duc d'Orléans obtient pourtant du Parlement de Paris qu'il casse le testament du Roi. Le Régent oblige alors le duc du Maine à abandonner le commandement de la Maison militaire du Roi, et le sort semble s'acharner sur les princes légitimés.

Aux mois d'août 1716 et juillet 1717, Louis Henri de Bourbon, prince de Condé et duc de Bourbon (1692-1740), dit «Monsieur le duc», et Louis Armand II, prince de Conti (1695-1727), déposent deux requêtes devant le Roi et le Parlement de Paris, afin d'annuler l'édit de juillet 1714 et la déclaration du 23 mai 1715. La guerre est ouverte entre les princes légitimés et les princes du sang. Au mois de janvier 1717, à la suite de la première requête des princes de Condé et de Conti déposée devant le Roi, le duc du Maine en appelle à Chandieu: *«Je vous suis très obligé, Monsieur, du bon usage que vous avez fait de mon second mémoire et du vif intérêt que vous paraissez prendre de ce qui me touche. Vous entendrez parler au premier jour d'une longue réponse de Monsieur le Duc, qui sera bientôt suivie d'une autre, qui à ce que j'espère ne sera trouvée moins belle que les précédentes pièces que nous avons données au public²⁹.»* Charles de Chandieu embrasse la cause des princes légitimés en relayant leur action et en soutenant leurs droits dans le Pays de Vaud. Son aide est active car, quelques mois plus tard, le 6 mars 1717, le duc du Maine, à la fin d'une lettre de service, lui adresse ces mots: *«Je joins ici six exemplaires d'une requête que mon frère et moi avons présentée au Roi le 28 février dernier; je vous prie d'en distribuer dans votre pays à ceux que vous jugerez à propos³⁰.»*

Pourtant au mois de juillet 1717, après la seconde requête des princes du sang devant le Parlement de Paris, un édit royal révoque et annule l'édit de juillet 1714 et la déclaration de mai 1715. Une année plus tard, le 26 août 1718, un Conseil de Régence et un lit de justice au Parlement annulent les lettres patentes de 1694, créant pour les *Légitimés* un rang intermédiaire entre princes du sang, ducs et pairs. Le duc du Maine et le comte de Toulouse sont réduits au rang de leurs pairies. De plus, la Surintendance de l'éducation du Roi est retirée au duc du Maine au profit du duc de Bourbon. Chandieu écrit au

duc pour lui témoigner son attachement et sa fidélité dans ces circonstances, voici la réponse du duc: «*Je connais depuis longtemps, Monsieur, les sentiments dans lesquels vous êtes pour moi et je vous assure que je profiterai toujours avec joie des occasions qui pourront m'en faire mériter la continuation*³¹.» Ainsi en l'espace de trois ans, l'élévation des princes légitimés voulue par Louis XIV est complètement détruite. C'est alors que se décide la conspiration dite de Cellamare³², visant à transférer la régence de France au roi d'Espagne, Philippe V. Mais le complot est découvert, le duc et la duchesse du Maine arrêtés. Le duc, privé de ses charges, est incarcéré à la forteresse de Doullens. Nous ignorons si Chandieu a pris une part quelconque à cette conspiration. Nous nous permettons d'en douter car, durant toute la période de disgrâce du duc du Maine, il n'a jamais été inquiété. En janvier 1719, la charge de colonel-général des Suisses et Grisons est confiée provisoirement à François de Reynold (1642-1722), colonel des Gardes-Suisses. Une année après, le duc du Maine est libéré et se retire au château de Clagny près de Versailles. Le 22 juin 1721, il rentre finalement en possession de ses charges.

2 | UNE FAMILLE, UN RÉSEAU

Une carrière au service de France ne se construit pas seulement en s'appuyant sur de puissants patrons, l'entourage et la famille jouent également un grand rôle dans la promotion et l'avancement au service. La famille de Chandieu est originaire du Dauphiné et du Mâconnais en France. Sa figure la plus célèbre est l'arrière-grand-père de Charles, Antoine de Chandieu (1534-1591), dit Sadeel (chant de Dieu en hébreux). C'est lui qui va fixer la famille de Chandieu dans le Pays de Vaud. Antoine avait épousé, le 20 juin 1563, Françoise de Felins, dame de Folleville, dont il eut treize enfants. L'un d'eux, Esaïe de Chandieu (1576-1646), seigneur de Chabottes, grand-père de Charles, est le fondateur de la branche cadette de la famille. Il épouse le 1^{er} avril 1614, Marie de Dortans, dame de L'Isle, fille et héritière d'Albert de Dortans, seigneur de L'Isle, Villars-Bozon, La Coudre et Gollion. C'est grâce à ce mariage que la seigneurie de L'Isle va entrer dans la famille Chandieu.

Paul de Chandieu (1622-1685), l'un de leurs huit enfants, épouse Louise Polier (1630-1687). Cette jeune femme est la fille de Jean-Pierre Polier et de Bénigne de Saumaise. Jean-Pierre Polier est seigneur de Bottens, lieutenant-colonel des milices du Pays de Vaud, bourgmestre de Lausanne en 1655. Quant à Bénigne de Saumaise, elle est la fille de Claude de Saumaise, premier conseiller au Parlement de Dijon. Louise avait épousé en premières noces, en 1646, Sébastien de Praroman, seigneur de Corcelles, Chapelle, et banneret de Lausanne.

LA FAMILLE POLIER

Par cette alliance, Paul entre dans la famille Polier. Cette famille, originaire de Rouergue, s'installe à Lausanne aux alentours de 1553 puis, comme les Chandieu, entre au service de France. C'est au service que Paul de Chandieu fait la connaissance d'Etienne Polier de Bottens. Il est difficile de connaître avec précision la date de leur première rencontre mais nous avons trouvé dans la correspondance d'Etienne Polier une lettre envoyée à Paul au mois de janvier 1651. Dans cette lettre, Etienne remercie Paul des nouvelles données et l'assure de son amitié: «*Tout ce que je puis c'est de vous dire que l'inclination que j'ai à vous chérir et à vous servir est très entière, et que je ne saurais avoir plus de joie que de vous le pouvoir témoigner par effet*³³. » L'amitié que se portent les deux hommes a sans doute permis l'alliance entre les familles, si bien que Paul épouse la demi-sœur d'Etienne Polier, Louise, le 19 octobre 1652.

L'oncle Polier, comme il convient dès lors de l'appeler, va jouer un rôle important dans l'avancement et l'installation de ses neveux Chandieu. C'est par exemple auprès de lui que Paul dirige ses fils, en vue de la conservation de la demi-compagnie Chandieu aux Gardes, après la mort de son fils aîné: «*Monsieur Polier est parti de Heidelberg pour Paris ce qui pourrait s'il en est besoin vous servir auprès de Madame*³⁴. » Etienne Polier a le privilège de côtoyer un membre éminent de la famille royale, Madame, belle-sœur du Louis XIV. Après une carrière au service de France, Polier devient en 1657 écuyer de l'Electeur palatin Karl-Ludwig de Bavière, puis il est nommé en 1663 conseiller de l'Electeur et premier écuyer et surintendant de la maison de la fille de l'Electeur, Charlotte-Elisabeth (1652-1722), future duchesse d'Orléans. En 1671, lors du mariage entre Charlotte-Elisabeth et Philippe, duc d'Orléans, frère de Louis XIV, Polier fait parti des *bagages* de la princesse et la suit en France. Il joue alors auprès de la duchesse d'Orléans un rôle important, possédant ses entrées au Palais-Royal et l'oreille de Madame. Grâce à cette position stratégique, il va pouvoir aider à l'établissement de ses neveux. C'est à Etienne Polier que sa demi-sœur, Louise, veuve depuis peu, donne la procuration pour le mariage de Charles de Chandieu et Catherine Gaudicher d'Aversé, elle écrit: «*Je vous supplie de faire examiner les remarques sur les articles du traité de mariage que je vous envoie, par quelque avocat, (...), après quoi je remets le tout absolument à votre prudence, vous priant d'assister de ma part au contrat de mariage*³⁵. » C'est donc tout naturellement que Polier signe le contrat de mariage du jeune couple au côté de Pierre Stoppa.

CHARLES DE CHANDIEU ET SA BELLE-FAMILLE

Une autre expression de la solidarité familiale chez les Chandieu se trouve dans l'investissement de Charles à *sauver* des membres de la famille de son épouse persécutés en France à cause de leur religion. Quelques mois après le mariage de Charles de Chandieu et de Catherine Gaudicher, le 22 octobre 1685, Louis XIV révoque l'Edit de

Nantes par l'Edit de Fontainebleau. L'une des conséquences de cette révocation est l'exode de plusieurs milliers de protestants, fuyant les conversions forcées et d'autres persécutions. La famille maternelle de Catherine de Chandieu est un exemple assez édifiant des conséquences de la Révocation de l'Edit de Nantes. Ainsi sur les dix enfants de Georges et d'Elisabeth Le Clerc de Juigné, les deux aînés, Jacques et Urbain, abjurèrent le protestantisme, Jacques y gagne le titre de marquis et une pension de mille livres. Par contre, les cadets ont des destins sensiblement différents, Philippe, sieur de Vrigny, est enfermé à la Bastille puis transféré au château d'Angers en 1687, Georges, sieur de Villiers, meurt en prison en 1686. Leur sœur Anne, épouse de Benjamin de Lisle du Gast, fuit en Hollande en compagnie de sa nièce Anne, fille de Jacques Le Clerc de Juigné.

Il est important de relever la situation paradoxale dans laquelle se trouve Charles de Chandieu. Au moment où la liberté de conscience est révoquée, Louis XIV prend soin par une ordonnance du 12 février 1687, de ne pas porter atteinte aux convictions de ses troupes protestantes. Malgré son statut d'officier suisse au service de France, Charles de Chandieu se trouve, par ses liens familiaux, au centre de la répression touchant ses coreligionnaires. Rapidement, il va s'impliquer dans l'évasion de certains membres de sa famille, ou du moins permettre un échange de correspondance entre les familles séparées. Dans une lettre à sa mère, il évoque son rôle de *passer* : « *M. de Saumaise me mande que les dragons allaient arriver en Bourgogne, et me prie très instamment de faire repasser David chez lui, ce que l'on ne peut lui refuser*³⁶. » C'est pourtant Jean de Sacconay (1646-1729), alors capitaine d'une compagnie dans le régiment Jeune-Stoppa, qui facilite la fuite de la belle-mère et de la belle-sœur de Charles de Chandieu en Suisse. Les deux femmes trouveront ensuite refuge en Brandebourg.

Malgré l'éloignement, la famille de Chandieu demeure en contact avec les Gaudicher d'Aversé et les Le Clerc de Juigné. Le troisième fils de Charles et de Catherine de Chandieu, Benjamin (1701-1784), a comme marraine Marie-Andrianne Gaudicher, sa tante, comme parrain Benjamin Le Clerc de Juigné, sieur de Verdelle, oncle de Catherine de Chandieu. Deux des filles de Benjamin de Chandieu et de Charlotte de Montrond auront également comme marraines Marie-Andrianne et Elisabeth Gaudicher d'Aversé.

La famille est donc l'un des premiers endroits où s'exerce la solidarité. En l'état actuel de nos recherches, nous devons nous contenter des quelques indices que nous avons présentés dans cette communication. Nous investiguons actuellement la correspondance entre Charles de Chandieu et son épouse. Elle révèle des relations intéressantes et réellement modernes entre les époux.

3 | CONCLUSION

Le fait le plus évocateur dans le parcours de Charles de Chandieu est sa nomination à la tête du régiment bernois Manuel. Jamais aucun sujet de LL. EE. n'était parvenu à brûler la politesse à un bourgeois de Berne, soutenu de surcroît par son Canton. Chandieu va réussir cet exploit, mais il faut démystifier cette invraisemblable promotion et surtout ne pas se laisser aller à des considérations trop vaudoises. Par ses puissantes protections, par son parcours au service de la France, Charles de Chandieu mérite incontestablement l'intérêt des historiens. Client de l'un des personnages les plus influents de la cour vieillissante de Louis XIV, Chandieu est le témoin privilégié d'une époque qui se meurt avec le Roi-Soleil.

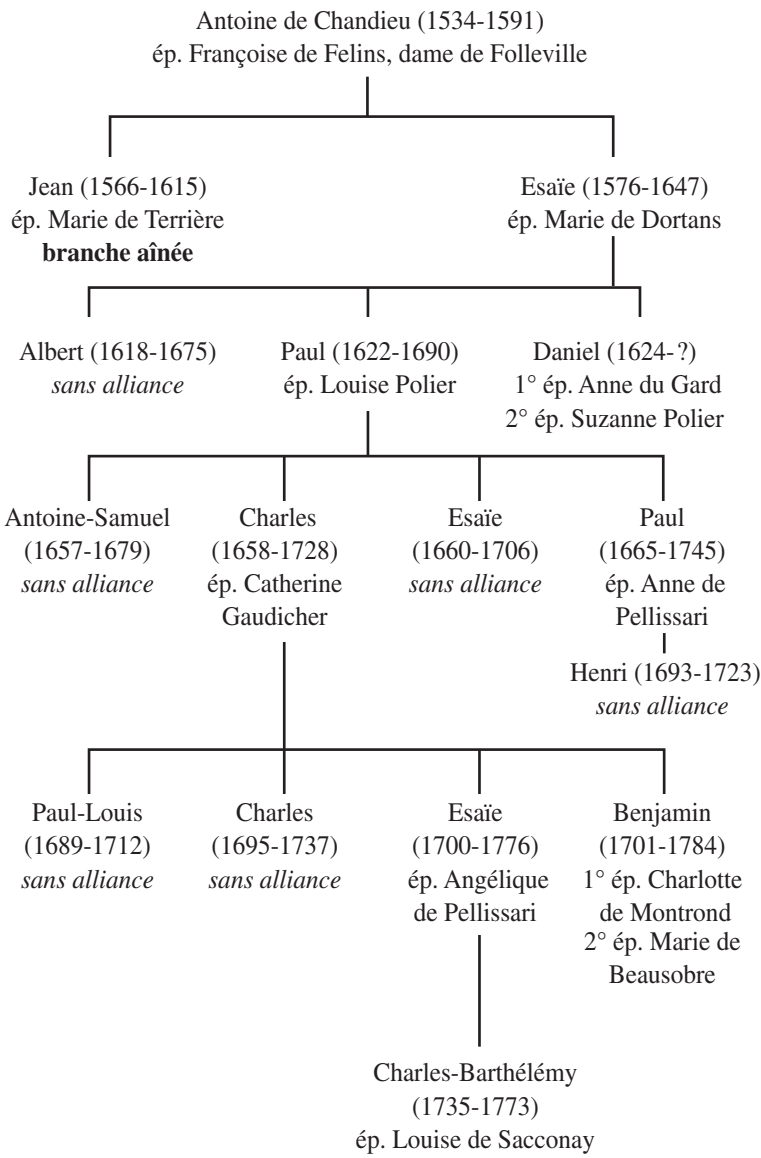
Cette promotion, si étonnante soit-elle, l'activité de la famille Chandieu au service de France par extension nous permet d'avoir un excellent angle d'approche pour l'étude de la constitution de réseaux et de la pérennité des clientèles. Toutefois il reste encore de nombreux points à exhumier et à développer, en particulier le rôle joué par le père de Charles, Paul, dans la création quasiment *ex nihilo* du réseau Chandieu, mais également les stratégies matrimoniales mises en place par la famille, en particulier les liens unissant Charles de Chandieu et son épouse, Catherine Gaudicher d'Aversé.

Ainsi entre histoire sociale et histoire militaire, l'étude de la famille de Chandieu nous propose une vraie réflexion sur la dynamique clientélaire et la transmission des charges sous l'Ancien Régime.



Charles de Chandieu (1659-1728). (Portrait de Rigaud)

Généalogie simplifiée de la branche cadette de la famille de Chandieu



NOTES

¹ Pour en savoir plus à ce sujet: COJONNEX François, *Charles de Chandieu (1658-1728), un Vaudois à la tête d'un régiment bernois*, Pully, 2006.

² Cf. Annexe – Généalogie simplifiée de la branche cadette de la famille de Chandieu.

³ Pierre Stoppa (1621-1701). Officier suisse originaire des Grisons. En 1685, il est nommé colonel-commandant du régiment des Gardes-Suisses. Louis XIV le charge de plusieurs missions de recrutement de troupes auprès des cantons suisses (1671-1672). Il assure la charge de colonel-général des Suisses et Grisons durant la minorité du duc du Maine. Stoppa possède également une compagnie dans le régiment des Gardes-Suisses.

⁴ Archives cantonales vaudoises, P Charrière de Sévery, Ba 2032, Paul de Chandieu à Esaïe de Chandieu-Corcelles, 25 septembre 1679.

⁵ ACV, PP 705/4/3, Contrat de mariage entre Charles de Chandieu et Catherine Gaudicher d'Aversé, 2 juillet 1685.

⁶ Louis de France, dit Monseigneur (1661-1711). Fils aîné de Louis XIV et de Marie-Thérèse d'Autriche.

⁷ ACV, P Charrière de Sévery, Ba 1637, Maine à Chandieu, 20 octobre 1690.

⁸ HEAD-KÖNIG Anne-Lise, «L'ascension des entrepreneurs militaires. Jost Brendlé, lieutenant-général au service de France», in: Geiger, Gérard (dir.), *1291-1991, l'économie suisse: histoire en trois actes*, Saint-Sulpice, 1991, pp. 80-84.

⁹ HEAD-KÖNIG, cf. note 7, p. 80.

¹⁰ HEAD-KÖNIG, cf. note 7, p. 82.

¹¹ ACV, P Charrière de Sévery, Ba 1638, Maine à Chandieu, 28 août 1693.

¹² Pour plus de détails: COJONNEX François, «1699, un émissaire du duc du Maine à Neuchâtel, Charles de Chandieu (1658-1728)», *Revue historique neuchâteloise* n°4 (2007), pp. 231-243.

¹³ ACV, P Charrière de Sévery, Ba 1639, Maine à Chandieu, 9 mars 1699.

¹⁴ ACV, cf. note 11.

¹⁵ ACV, P Charrière de Sévery, Ba 1871, Villeroy à Chandieu, 11 janvier 1701.

¹⁶ Archives d'Etat de Berne, Frankreich Bücher, rapport de la Commission d'Etat, 27 novembre 1703, p. 170.

¹⁷ «J'ai bien expliqué à M. de Barbezieux que la demande que vous faisiez de ce régiment [le régiment Manuel] était conditionnelle et que c'était en conservant votre demi-compagnie aux Gardes.» ACV, P Charrière de Sévery, Ba 1870, Villeroy à Chandieu, 10 juillet 1700.

¹⁸ Archives du Ministère des Affaires étrangères, correspondance diplomatique, n° 130, p. 130, Puisieulx à Maine, 1^{er} mars 1701.

¹⁹ Service historique de l'armée de Terre, «Lettres les plus importantes concernant les Suisses», copies de lettres adressées par le colonel-général, principalement à des officiers. Premier registre, pp. 18-19, Maine à Puisieulx, 12 mars 1701.

²⁰ SHAT, Suisses: mémoires sur toutes les troupes suisses qui sont au service du roi. Etat par régiment depuis l'année 1702, compagnies et demi-compagnies (1702-1744), p. 8.

²¹ Paul-Louis de Chandieu (1689-1712). Fils aîné de Charles de Chandieu et de Catherine Gaudicher d'Aversé, il entre au service de France en juillet 1706 comme enseigne. Il est promu sous-lieutenant le 27 septembre 1706, puis second-lieutenant le 15 janvier 1709. Il meurt au château de L'Isle en juillet 1712, à l'âge de 23 ans.

²² SHAT, «Lettres les plus importantes concernant les Suisses», copies de lettres adressées par le colonel-général, principalement à des officiers. Second registre, Maine à Chandieu, 20 septembre 1710.

²³ SHAT, cf. note 20, Maine à Chandieu, 26 septembre 1710.

²⁴ SHAT, «Mémoires d'ancienneté de service des officiers suisses qui espèrent au cas qu'il plaise au Roi de faire une promotion d'officiers généraux», 16 mars 1712.

²⁵ ACV, P Charrière de Sévery, Ba 1707, Maine à Chandieu, 16 juillet 1712.

²⁶ SHAT, «Lettres les plus importantes concernant les Suisses», copies de lettres adressées par le colonel-général, principalement à des officiers. Troisième registre, Maine à Chandieu, 1^{er} mars 1713.

²⁷ Etienne Sigismond de Tavel (1687-1755). Il est le fils de Marie de Chandieu, fille de Paul de Chandieu et de Louise Polier, et de Jean Rodolphe de Tavel. A son retour en Suisse, il est nommé bailli de Vevey par Berne.

²⁸ En moins d'un an, le Roi va perdre son fils, Monseigneur (1711), sa petite-fille, la duchesse de Bourgogne (1712), son petit-fils le duc de Bourgogne (1712), son arrière-petit-fils, le duc de Bretagne (1712). Sans parler de la mort de son autre petit-fils, le duc de Berry (1714), et du fils de ce dernier, le duc d'Alençon (1713).

²⁹ ACV, P Charrière de Sévery, Ba 1753, Maine à Chandieu, 24 janvier 1717.

³⁰ ACV, P Charrière de Sévery, Ba 1755, Maine à Chandieu, 6 mars 1717.

³¹ ACV, P Charrière de Sévery, Ba 1764, Maine à Chandieu, 26 septembre 1718.

³² Du nom de l'ambassadeur d'Espagne en France, Antonio del Giudice, duc de Giovenazzo, prince de Cellamare (1657-1733), et principal instigateur, avec la duchesse du Maine, de la conspiration.

³³ ACV, P Charrière de Sévery, Ba 531, Etienne Polier de Bottens à Paul de Chandieu, 2 janvier 1651.

³⁴ ACV, P Charrière de Sévery, Ba 2032, Paul de Chandieu à Esaïe de Chandieu-Corcelles, 25 septembre 1679.

³⁵ Bibliothèque cantonale universitaire (BCU VD), fonds Polier, IS 2058, Louise de Chandieu, née Polier à Etienne Polier de Bottens, 2 juillet 1685.

³⁶ ACV, P Charrière de Sévery, Ba 1338, Charles de Chandieu à Louise de Chandieu, née Polier, 17 octobre 1685.



Le château de L'Isle en 2010. (Photo Hervé de Weck)

A QUI PROFITAIT LE SERVICE ÉTRANGER ?

UNE ÉTUDE DE LA RÉPARTITION DES PENSIONS EN VALAIS AU XVI^e SIÈCLE

Louiselle Gally-de Riedmatten

Les Valaisans, à l'image des Confédérés, avaient pour habitude de monnayer leurs services et prestations militaires aux puissances qui les sollicitaient. Ces versements d'argent étranger, appelés aussi pensions ou gratifications, représentaient, en quelque sorte, la « *rançon du sang versé* ».

Dès le XVI^e siècle, l'argent étranger afflua en Valais en même temps que le pays recrutait pour les grandes puissances : les pensions françaises, milanaises et papales s'accumulèrent entre les mains de l'évêque Mathieu Schiner ou de son opposant, Georges Supersaxo. Certes, ces sommes étaient destinées à payer, armer et entretenir les capitaines et les soldats valaisans au service de l'étranger, mais surtout à approcher et à séduire d'importants personnages pour créer un réseau d'influence dans le pays. Or la multiplicité des pensions étrangères au début du siècle engendra en Valais une véritable guerre de clans, opposant ceux qui recevaient l'argent de Milan et du pape à ceux qui étaient payés par la France¹.

La Paix perpétuelle de 1516 et la capitulation militaire de 1521 changèrent radicalement cette situation, puisqu'elles instaurèrent le monopole du service de France dans le pays ; désormais, les sommes versées pour le service étranger seraient principalement françaises. Mais cette apparente simplicité s'avéra, dans les faits, bien plus complexe puisque ces sommes d'argent revêtirent rapidement différentes formes : les pensions de paix et d'alliance, mais aussi les pensions d'écoliers, ou celles par rôle, particulières ou à volonté. Enfin, à l'argent français vint s'ajouter la pension ducale, instituée par le traité du 1^{er} mai 1528 et la capitulation militaire du 4 mars 1569, passés entre les Valaisans et le duc de Savoie.

De toute évidence, le Valais percevait au XVI^e siècle un apport d'argent étranger important dont l'impact ne pouvait être anodin dans un pays où les liquidités étaient denrée rare. Pour appréhender ce phénomène, il convient de se pencher sur la nature de ces différentes pensions et les objectifs qu'elles poursuivaient, mais aussi sur la fréquence des versements, les montants et, bien entendu, l'utilisation de cet argent.

1 | BREF APERÇU POLITIQUE DU VALAIS AU XVI^e SIÈCLE

Cependant, avant d'entrer dans le vif du sujet, il nous faut brièvement présenter l'organisation politique du Valais au XVI^e siècle, afin de saisir les véritables enjeux des pensions étrangères.

Si l'évêque de Sion était le chef spirituel et temporel du pays, il avait été contraint, au fil des siècles de céder une partie de sa souveraineté aux dizains, au nombre de sept, et à la Diète, présidée par un grand bailli. Les dizains représentaient, en fait, les sept communes les plus puissantes du pays, qui étaient parvenues à s'émanciper de la tutelle du épiscopale: Sion, Sierre, Loèche, Rarogne, Viège, Brigue et Conches². Les dizains avaient une organisation territoriale propre (voir carte n° 1) et jouissaient d'une grande liberté politique: ils formaient de petites républiques autonomes, chacune possédant son sceau et sa bannière, ses particularités juridiques, envoyant ses propres députés siéger à la Diète et pouvant même conclure des traités et des alliances avec des puissances voisines. Les *patriotes*, terme qui désignait, au XVI^e siècle du moins, les individus en lutte contre le pouvoir temporel des évêques constituaient la classe politique qui gouvernait les communes et les dizains³.

A l'image des cantons suisses, les dizains valaisans formaient une confédération et se réunissaient régulièrement en Diète pour discuter des affaires du pays⁴. Au commencement, cette institution était un lieu de dialogue et de consultation entre l'évêque et ses sujets mais, avec le temps, elle devint le siège de l'opposition au prince. Seul habilité à convoquer et présider la Diète, l'évêque nomma dès le XIII^e siècle un officier, son *alter ego* temporel en quelque sorte, pour le seconder dans ses tâches: le grand bailli ou *Landeshauptmann*⁵. Au XVI^e siècle, ce haut fonctionnaire s'était affranchi de l'autorité de l'évêque pour devenir son concurrent direct et le personnage central du gouvernement. Ajoutons que la Diète se réunissait deux fois dans l'année, en mai et en décembre. Entre ces assemblées, le prince-évêque, ensuite le grand bailli avaient le pouvoir de convoquer des *diétines* pour traiter les problèmes urgents.

Siégeaient donc à la Diète l'évêque, le grand bailli, le chapitre, ainsi que les députés des dizains, dont le nombre variait en fonction du nombre de communes. Ces derniers avaient pour mission de transmettre la volonté de leurs communes: les décisions à la Diète étaient alors prises *ad referendum*, autrement dit sous réserve de l'approbation des communes. Quant à l'unanimité, elle était requise pour les affaires importantes⁶. Toutefois la prise de décision à la majorité des voix s'imposa peu à peu au XVI^e, limitant ainsi le pouvoir des communes.

De retour chez eux, les députés rendaient compte à leurs communes des discussions et des propositions faites au cours de l'assemblée à l'aide des recès de la Diète, *Abscheid* ou *Landrats-Abschiede* en allemand⁷. A vrai dire, les recès de la Diète valaisanne n'étaient pas *stricto sensu* les procès-verbaux des délibérations du gouvernement mais

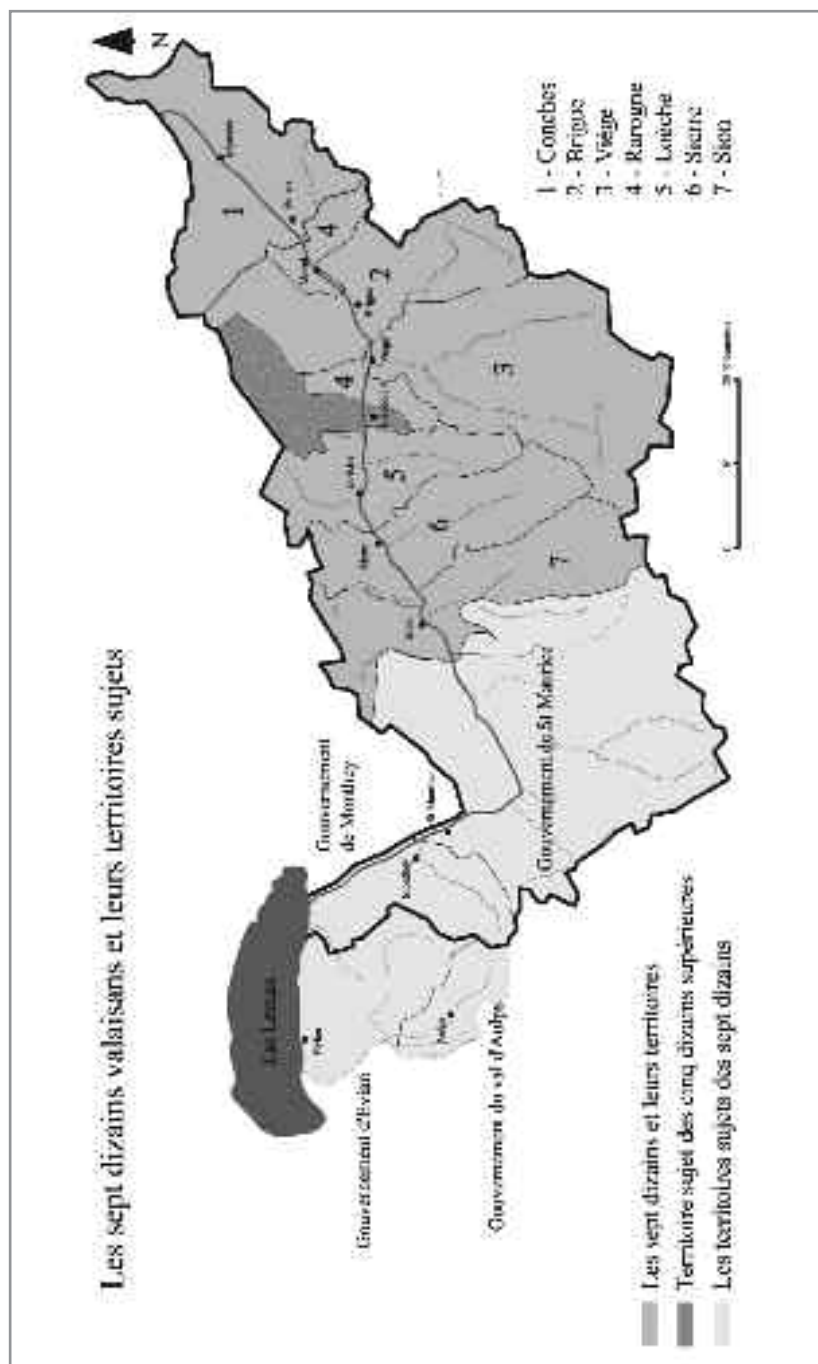
plutôt des aide-mémoire qui détaillaient certains sujets, souvent les plus litigieux, ce qui explique le ton étrangement elliptique de cette source. Malgré tout, les recès de la Diète sont une source essentielle, voire la source la plus importante et la plus complète, pour ce qui concerne l'étude des pensions étrangères en Valais.

Face à l'évêque, la Diète formait un bloc compact et soudé, communes et *patriotes* poursuivant alors un seul et même but : dépouiller le prince de sa puissance temporelle. En revanche, vis-à-vis des dizains, cette institution était de peu de poids, ces derniers lui déniaient catégoriquement tout droit d'immixtion dans leurs affaires internes. Les liens qui unissaient les dizains entre eux étaient donc extrêmement lâches. Seules les communes étaient souveraines, pouvant sceller des alliances avec certaines puissances étrangères sans l'accord du pays dans son ensemble et approuver ou rejeter toute décision de la Diète⁸.

Il ne nous appartient pas de détailler ici les différentes étapes de la lutte acharnée des communes contre le prince et son pouvoir temporel. Notons toutefois, qu'en matière de service étranger, l'évêque perdit dès le XVI^e siècle, après la mort de Mathieu Schiner, tout pouvoir en la matière : bien qu'il était toujours consulté sur les capitulations passées avec l'étranger et sur les levées, son avis, en réalité, comptait peu. Nous en voulons pour preuve l'intervention de l'évêque Adrien I^{er} de Riedmatten qui, lors de la Diète du 11 août 1543, tenta de faire interdire un recrutement pour le compte du roi de France, François I^{er}; les *patriotes* lui opposèrent une fin de non recevoir courtoise mais ferme, rappelant au passage que le prince-évêque n'était pas compris dans l'alliance scellée avec cette puissance, au contraire du grand bailli⁹.

Sur le plan territorial, le pays se divisait de la manière suivante : d'un côté les sept dizains, s'étendant le long du Rhône jusqu'à la Morge (carte n° 1), et de l'autre les territoires sujets, tels Lötschen et Bas-Châtillon, sujets des cinq dizains supérieurs, et le Bas-Valais, sujet des sept dizains.

La conquête du Bas-Valais débuta au XV^e siècle, à la veille des guerres de Bourgogne. Les Valaisans, aidés par les Bernois, arrachèrent à la Savoie les territoires situés entre Massongex et la Morge de Conthey et, en décembre 1476, la Diète proclama que tout le territoire conquis jusqu'au défilé de Saint-Maurice serait désormais incorporé à perpétuité au pays¹⁰. Cette conquête se poursuivit en 1536, lorsque les Valaisans envahirent la rive gauche du Léman jusqu'à la Dranse de Thonon et, malgré les protestations du duc de Savoie, gardèrent ces territoires qu'ils divisèrent en trois gouvernements : Evian, Monthey et le val d'Aulps. La Diète nommait alors des gouverneurs – en poste pour deux ans seulement et élus à tour de rôle dans les différents dizains – pour administrer ces territoires, ainsi que celui de Saint-Maurice. Finalement, par le traité de Thonon signé le 4 mars 1569, le Valais rétrocéda à la Savoie les gouvernements d'Evian et du val d'Aulps mais conserva celui de Monthey avec Le Bouveret et ainsi, un accès au lac Léman. Dès lors, les frontières du pays furent définitives.



Carte élaborée d'après les cartes qui figurent dans Fibicher, Arthur, *Walliser Geschichte*, Bd. 3.1: «Die Neuzeit. Ereignisse und Entwicklungen», pp. 10 et 31.

2 | LES PENSIONS FRANÇAISES

Les pensions françaises versées au Valais au XVI^e siècle étaient de trois sortes : les pensions de paix et d'alliance, les pensions d'écoliers, enfin les pensions par rôle, particulières et à volonté.

LES PENSIONS DE PAIX ET D'ALLIANCE

La pension de paix fut mentionnée la première fois dans le traité de 1474, passé entre Louis XI et les Confédérés, par lequel le souverain proposait à ses alliés de leur verser tous les ans, et jusqu'à son décès, la somme de 20000 florins du Rhin en la ville de Lyon. Cette pension avait pour but de sceller et de confirmer l'entente politique entre les deux parties et son usage se poursuivit sous Charles VIII et Louis XII.

En Valais, la pension de paix apparut plus tardivement, lors d'un premier traité conclu le 9 mai 1500 entre Louis XII et les dizains, où le roi promettait aux Valaisans les mêmes avantages financiers qu'aux cantons, sans pour autant préciser le montant de la dite pension de paix. En réalité, cette alliance jamais ratifiée par le prince-évêque, demeura lettre morte¹¹. En 1510, Louis XII revint à la charge, proposant au pays une nouvelle alliance et s'engageant à verser une pension annuelle de 2000 francs à ses alliés. Mais une fois encore, ce traité, négocié dans un contexte de tension extrême entre les dizains et leur évêque et ratifié seulement par Viège, Conches et Brigue sous l'impulsion de Georges Supersaxo, demeura sans effets¹². Cela ne signifie nullement qu'aucun argent français ne circulait alors dans le pays, au contraire, mais plutôt que les pensions ne furent pas versées officiellement aux dizains, comme le prévoyait le traité. Ce fut véritablement la Paix perpétuelle de 1516 qui instaura de manière durable le versement de la pension de paix en Valais : l'article 10 stipulait clairement que le pays recevrait désormais de la France un montant de 2000 francs, versé tous les ans à la Chandeleur en la ville de Lyon¹³.

Quant à la pension d'alliance, si certains cantons avaient bénéficié auparavant de cette faveur particulière, elle ne fut instaurée en Valais qu'avec la capitulation du 5 mai 1521, passée avec François I^{er} : elle s'élevait à 1000 francs et consacrait l'alliance militaire qui existait entre les deux alliés¹⁴.

Ainsi, les pensions de paix et d'alliance, appelées aussi pensions générales, étaient des sommes d'argent officiellement prévues par les traités politiques et militaires conclus entre la France et les dizains, dont le montant annuel, pour le Valais, s'élevait à 3000 francs. Le trésor français ne dissociait pas ces deux pensions et les versait ensemble.

LA FRÉQUENCE DES VERSEMENTS

En théorie, les pensions de paix et d'alliance étaient échues chaque année à la Chandeleur. Dans la réalité, les paiements avaient souvent du retard. Parfois même, ils

n'arrivaient jamais: sur quatre-vingts ans de versements, soit de 1522 à 1602, on compte trente années durant lesquelles les Valaisans ne reçurent aucun argent français. Mais ce chiffre ne signifie pas grand-chose, car les recès de la Diète valaisanne ne sont pas complètement fiables. Il est tout à fait envisageable qu'ils aient passé sous silence certains arrivages d'argent. En outre, la France versa parfois plusieurs pensions la même année, afin de combler sa dette. Quoiqu'il en soit, la fréquence des versements des pensions de paix et d'alliance dépendait étroitement de l'état du trésor royal et de la stabilité politique de la France.

A titre d'exemple, les premières cessations des paiements survinrent entre 1524 et 1525 puis entre 1528 et 1533, années qui correspondent à la capture de François I^{er} devant Pavie, le 24 février 1525, et aux grandes difficultés que rencontra la France pour s'acquitter de la rançon.

Mais l'interruption la plus importante se produisit en 1588 et dura jusqu'en 1601, soit quatorze ans: elle s'explique par la faillite du trésor royal, épuisé par les guerres de Religion. Sans compter que le meurtre des Guise, en décembre 1588, suivi de celui d'Henri III, en août 1589, plongea le royaume de France dans un profond chaos. Si le Valais se rangea rapidement du côté d'Henri IV, il fallut tout de même attendre 1602, l'année du renouvellement de l'alliance franco-suisse, pour que les versements des pensions de paix et d'alliance reprennent; cette année-là le roi, pour montrer sa bonne volonté et son désir de renouer avec les dizains, versa d'un coup trois annuités de la pension.

Comment les dizains réagissaient-ils, lorsque l'argent venait à manquer et que la dette royale se creusait? Assez calmement, serions-nous tentée de répondre. Le pays, en effet, n'était pas dépendant des pensions de paix et d'alliance françaises. Il n'avait engagé aucune grosse dépense qui ne pouvait être financée que par cette seule entrée d'argent, comme nous le verrons plus loin. La Diète distribuait l'argent quand il y en avait et quand il manquait, elle attendait patiemment le bon vouloir de la France: de toute évidence, les dizains pouvaient facilement se passer du confort des pensions.

Il serait cependant erroné d'en déduire que le Valais était absolument passif dans la gestion de ses pensions impayées. Le pays savait, dans certaines situations bien particulières, montrer son impatience et réclamer son dû. Ainsi, en 1574, lorsque la Diète apprit que la grande majorité des Confédérés avait reçu la pension, à l'exception du Valais, elle fit connaître son vif mécontentement au roi, accusant même, à mots couverts, l'ambassadeur de France de retenir le paiement destiné au pays. En effet, les dizains supportaient difficilement de ne pas être traités à l'égal des cantons; très pointilleux sur ce sujet, ils n'hésitaient pas à donner de la voix lorsque cela se produisait.

La Diète valaisanne profitait généralement des discussions préliminaires aux renouvellements de l'alliance franco-suisse – qui se tinrent en 1549, 1564, 1582 et 1602 – pour exposer ses exigences et réclamer son argent. Cependant, dans ce domaine, les dizains

s'alignaient toujours sur la politique des Confédérés, sans jamais s'en désolidariser, exigeant, contestant et approuvant avec eux. Certes, un petit pays comme le Valais avait plus de chance de faire entendre sa voix en s'unissant à celles de ses alliés suisses. Mais cette attitude démontrait aussi que l'argent français était loin d'être un enjeu majeur pour le pays, au contraire du sel, domaine dans lequel les dizains savaient se montrer autrement plus combatifs. La Diète affirma même, à plusieurs reprises, que les privilèges relatifs au commerce du sel de France (inscrits également dans la Paix Perpétuelle de 1516 et la capitulation militaire de 1521) justifiaient à eux seuls l'attachement du pays à l'alliance française, bien plus que les pensions de paix et d'alliance, qui ne représentaient au final, que peu d'intérêt pour le peuple valaisan.

Pourquoi une telle disparité entre les deux avantages économiques qui découlaient du service de France, le sel et les pensions ? Tout simplement parce que le Valais était dépendant du sel de France¹⁵ et non des pensions françaises, ce qui donnait au sel un poids immense dans le pays, influant sur les relations intérieures et extérieures des dizains ; les pensions de paix et d'alliance, n'étant pas vitales pour le pays, ne jouissaient pas d'un tel pouvoir.

L'étude de la fréquence des versements des pensions de paix et d'alliance en Valais, au XVI^e siècle, est pratiquement identique à celle dressée par Martin Körner pour les Confédérés à la même époque¹⁶ : en matière de réception de l'argent français, le Valais était, à l'évidence, traité à l'égal des cantons. Il apparaît donc que le début des guerres de Religion influa peu sur le paiement des pensions, puisque la France parvint plus ou moins à remplir ses engagements financiers jusqu'en 1588 ; en revanche, la fin du siècle s'avéra plus difficile, puisque le Valais n'obtint plus aucun argent. L'arrêt des versements des pensions de paix et d'alliance ne pesa pas directement sur le service de France, plutôt florissant à cette époque, comme le prouve le grand nombre de capitaines valaisans qui servirent Henri IV dans le régiment Arregger et dans d'autres régiments suisses.

LES MONTANTS

Les pensions de paix et d'alliance s'élevaient à 3000 francs. Le franc était une monnaie de compte, autrement dit une monnaie de référence destinée à convertir des sommes dans une même unité, à une époque où de nombreuses valeurs étaient en circulation. La monnaie de compte permettait donc d'homogénéiser les opérations financières et, sur le plan international, de faciliter, de garantir la valeur des paiements en les soustrayant aux fluctuations du marché monétaire¹⁷. Concrètement, la pension de paix et d'alliance était convertie en différentes monnaies, or ou argent, suivant l'époque. Ainsi, les montants des pensions de paix et d'alliance versées par la France aux dizains au cours du XVI^e siècle peuvent se diviser en trois périodes distinctes.

La première, qui s'étend de 1522 à 1559, confirme la primauté incontestée de la couronne, monnaie or appelée également *couronne soleil*, ainsi que sa dévaluation constante. En 1522, les 3000 francs promis par la France équivalaient à 1500 couronnes; douze ans plus tard, en 1534, les pensions françaises ne valaient plus que 1300 couronnes et 15 gros. La Diète valaisanne imputa cette baisse aux ambassadeurs français qui, pour une raison inconnue, décidèrent à cette époque de retenir 5 gros par couronne, soit de soustraire des pensions françaises la somme de 170 couronnes. Les Confédérés, mécontents, menacèrent d'invoquer le droit si le roi maintenait cette retenue et le Valais se dit prêt à faire cause commune avec eux. Mais cela n'eut pas grand effet puisque, l'année suivante, les autorités françaises opérèrent une nouvelle retenue de 167 couronnes, portant la somme des pensions françaises à 1333 couronnes¹⁸. Les choses s'aggravèrent encore en 1550, le montant des pensions passant alors à 1304 couronnes. Cette situation s'expliquait principalement par la dépréciation de la monnaie de compte, autrement dit par le fait que le pouvoir royal augmentait toujours plus la valeur en livres des pièces réelles (écus, louis, etc.), de telle sorte « *qu'il fallait moins de métal pour s'acquitter d'une dette contractée en livres*¹⁹. » De fait, la France versait au Valais de moins en moins de métal pour s'acquitter de son dû comme le prouve les montants de 1577 et 1579: ces années-là, les pensions s'élevèrent à 1071 *couronnes soleil*, soit une perte conséquente par rapport au début du siècle.

La deuxième phase annonce l'arrivée des monnaies d'argent. En 1559, les montants des pensions de France s'éleva à 1371 couronnes et 92 *dicks*, traduction allemande de gros, monnaie d'argent créée par Louis XI: c'était la première fois qu'un appoint en monnaie d'argent aussi important faisait son apparition dans le versement des pensions. Les années suivantes confirmèrent cette tendance. Cette situation reflétait la primauté de l'argent qui sévissait en France, à cette époque. L'on peut donc en déduire que les ambassadeurs français, en charge des paiements, avaient plus de monnaies d'argent qu'auparavant à leur disposition, tandis que les monnaies d'or se faisaient rares²⁰. Les monnaies d'argent réapparurent vers la fin du siècle puisqu'en 1582, une partie de la somme des pensions fut acquittée avec des *francs frappés*, monnaie d'argent fabriquée sous Henri III et qui témoignait, une fois encore, de l'affluence du métal blanc en France.

Quant à la troisième période, elle marque l'apparition de monnaies étrangères, en or comme en argent, dans les paiements des pensions de paix et d'alliance. Les *couronnes pistolet*, monnaie d'or espagnole, furent mentionnées pour la première fois dans le versement des pensions de 1562. Leur présence témoignait de la difficulté, pour la France, de s'approvisionner en or et de l'afflux de monnaies étrangères venant concurrencer l'écu d'or²¹. En 1567, 2500 couronnes et 34 gros furent versés pour deux années consécutives, les couronnes étant qualifiées de *couronnes pistolet*. Or il se trouvait, dans cette somme, beaucoup de monnaies portugaises. Pour éviter que l'on rejetât cet argent étranger, et sans doute inconnu dans le pays, le gouvernement valaisan proclama que

les *dicks* portugais devaient être acceptés au même titre que les *dicks* français, puisqu'ils étaient de même valeur²². L'importante circulation de monnaies étrangères en France se retrouvait donc dans les paiements des pensions de paix et d'alliance.

Ce tour d'horizon démontre que les montants des pensions de paix et d'alliance versées aux dizains valaisans reflétaient la situation monétaire française, ce qui, au demeurant, paraît tout à fait logique. Si le montant de ces pensions en monnaie de compte ne varia jamais au cours du XVI^e siècle, pour le Valais du moins²³, ce même montant, une fois converti en monnaies réelles, ne cessa de se modifier et de diminuer tout au long du siècle. Ce phénomène s'explique principalement par la dépréciation de la monnaie de compte, phénomène récurrent qui s'accrut en 1574 avec, pour conséquence, un allègement certain de la charge financière pour les rois de France et toujours moins d'argent pour le Valais. Les autorités valaisannes tentèrent de lutter contre cette situation en exigeant, par exemple, le versement des pensions françaises en monnaies fortes uniquement et en prônant un retour aux monnaies d'or, telles les *couronnes soleil*. Mais ces mesures ne rencontrèrent guère de succès à une époque où l'argent inondait le marché monétaire français et européen.

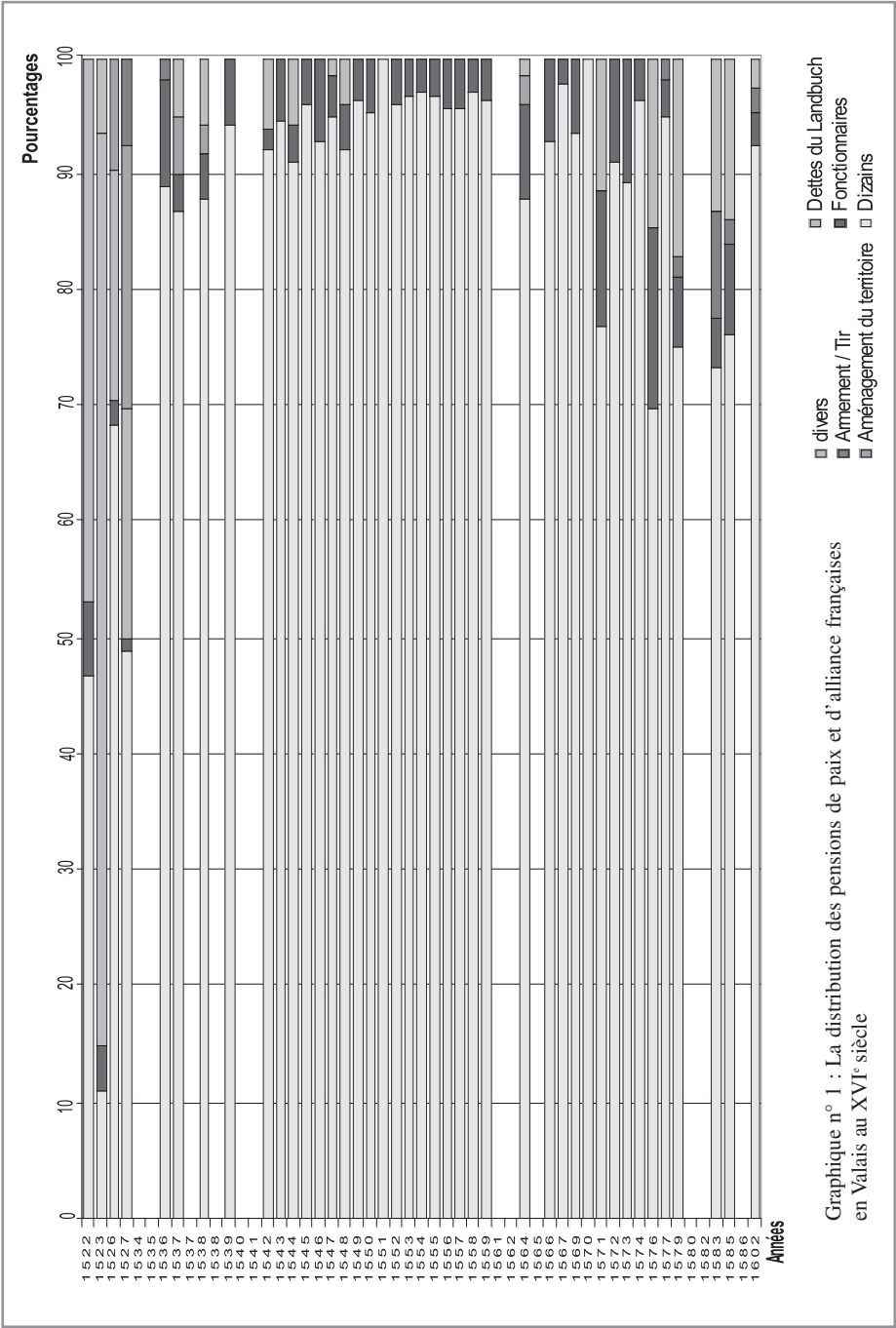
Quoiqu'il en soit, l'étude des montants des pensions de paix et d'alliance dit peu de choses sur la valeur réelle de cet argent, autrement dit sur ce que le pays pouvait véritablement entreprendre avec ces sommes. Seule l'étude de la distribution des pensions françaises peut répondre à cette question.

LA DISTRIBUTION

Nous avons voulu représenter graphiquement la répartition des pensions de paix et d'alliance françaises en Valais (graphique n° 1). Pour ce faire, nous avons placé en abscisse les années au cours desquelles l'argent français fut versé et en ordonnée les montants des pensions en pourcentages. Ce système permet d'éviter d'avoir à comparer l'incomparable, autrement dit les montants des pensions françaises, souvent différents, en raison de la multiplicité des monnaies utilisées²⁴.

Lorsque les pensions de paix et d'alliance arrivaient en Valais, la Diète payait en premier lieu les fonctionnaires de l'Etat, remboursait ses dettes, réglait quelques affaires en cours et, finalement, distribuait le reste de l'argent aux dizains. Les sommes perçues par les dizains variaient donc en fonction des années et des besoins financiers de l'Etat.

La représentation graphique de la répartition des pensions de paix et d'alliance françaises en Valais a le mérite d'être claire: la grande majorité des pensions de paix et d'alliance revenait effectivement aux sept dizains. Cela s'explique par le fait que, le Valais n'étant pas un Etat centralisé, il ne possédait pas de Trésor. En conséquence, l'argent reçu n'était pas thésaurisé mais immédiatement redistribué aux principaux destinataires qu'étaient les dizains.



Malheureusement, les recès ne disent rien de la façon dont les dizains utilisaient l'argent français, car ces derniers n'avaient aucun compte à rendre à la Diète quant à la gestion de leurs finances. Nous ne savons donc pas comment ils dépensaient cet argent, s'ils étaient satisfaits des sommes reçues et s'ils se plaignaient lorsqu'elles venaient à manquer. Il semblerait, cependant, qu'au cours du siècle certains dizains aient affirmé vouloir renoncer à l'argent français²⁵. Mais ces déclarations ne furent suivies d'aucun effet, car ils tenaient, malgré tout, au privilège des pensions. A titre d'exemple, lorsque les communes d'Ernen et de Munster se soulevèrent en 1562 pour protester contre les recrutements en faveur du parti réformé français, le gouvernement menaça de priver le dizain de Conches de sa part des pensions et de l'interdire de paraître à la Diète: cet avertissement rencontra le succès escompté, puisque les communes rebelles se soumirent rapidement²⁶.

Le gouvernement infligea, cependant, une suspension définitive des pensions françaises aux territoires sujets de Gesteln et Lötschen, après l'épisode de la «guerre des masques»²⁷ en 1550: cette punition, bien qu'injuste, permit à la Diète de donner un exemple de sa fermeté sans risquer de rallumer la révolte dans le pays. Gesteln et Lötschen implorèrent, en vain, la clémence du gouvernement pour obtenir le retour des pensions auxquelles ils avaient droit, étant compris dans l'alliance avec le roi. En décembre 1551, certains dizains, plus particulièrement ceux de Sion et Sierre, tentèrent d'adoucir ce verdict, sans que nous sachions comment cette affaire prit fin et si les pensions furent à nouveau distribuées dans les territoires sujets²⁸.

Les dizains étaient, sans conteste, les principaux bénéficiaires des pensions de paix et d'alliance. Mais avant de leur distribuer les sommes qui leur étaient dues, la Diète s'acquittait des dépenses faites au nom de l'Etat. Nous avons divisé ces dépenses en deux catégories: les dépenses ordinaires et les dépenses extraordinaires.

Commençons par les dépenses ordinaires. La Diète valaisanne utilisait systématiquement une partie de l'argent des pensions de paix et d'alliance pour payer les serveurs de l'Etat et, en premier lieu, les députés désignés pour aller chercher l'argent français: l'indemnité journalière qu'ils percevaient s'élevait, suivant les années, à 1 voire 1,31 couronnes par jour. D'autres fonctionnaires de l'Etat étaient également rémunérés sur les pensions françaises, tels que les serveurs de l'évêque et du grand bailli qui, dès 1536, obtinrent la somme de 2 couronnes en dédommagement de différentes courses effectuées pour le pays, ou encore le bourreau de Sion à qui l'on donnait un peu d'argent pour s'acheter un habit aux couleurs du pays²⁹. A partir de 1537, la Diète prit l'habitude de verser la somme d'environ 2 couronnes au grand bailli pour le sceau³⁰ qu'il apposait sur l'ordre de mission des députés chargés de ramener l'argent français ou sur le reçu des pensions.

Parfois d'autres personnages importants apparaissaient dans le décompte du gouvernement comme, par exemple, le secrétaire d'Etat, ou le trésorier français, auquel les Valaisans versaient systématiquement 6 couronnes pour réceptionner les pensions françaises

et, parfois, quelques couronnes supplémentaires pour le dédommager du transport de l'argent entre Lyon et Soleure. En revanche, l'évêque de Sion ne recevait aucune rémunération fixe et régulière prélevée sur les pensions de paix et d'alliance françaises. Si la Diète lui versa quelque argent au cours du XVI^e siècle, ce fut uniquement dans le cadre de dépenses extraordinaires.

Parmi les dépenses extraordinaires ou exceptionnelles, que l'Etat fit ponctuellement grâce à l'argent français, nous avons dégagé quatre grandes rubriques: le paiement des dettes du *Landbuch*, l'investissement dans des travaux d'aménagement du territoire, les dépenses ayant trait à l'achat d'armes ou à l'organisation militaire, enfin les dépenses diverses.

Comme l'illustre le graphique n° 1, au commencement des versements des pensions de paix et d'alliance, soit en 1522, 1523, 1526 et 1527, le gouvernement valaisan utilisa une grande partie de cet argent pour payer les dettes consignées dans le *Landbuch*; il s'agissait alors de rembourser tous les aubergistes qui avaient engagé des frais pour le pays³¹. Après 1527, les dettes du *Landbuch* ne furent plus jamais mentionnées dans les recès de la Diète.

Les dépenses relatives à l'aménagement du territoire s'effectuèrent principalement entre 1526 et 1527, lorsque le gouvernement entreprit la construction d'une route. Jodok Kalbermatter, désigné pour ramener les pensions françaises en 1526, reçut alors 100 couronnes pour la réalisation de ce projet. L'année suivante, le pays obtint deux pensions simultanément et alloua une partie conséquente de son budget à la réalisation de cette route, soit 552 couronnes³². Dix ans plus tard, en 1536, un important éboulement se produisit aux alentours d'Evionnaz, en amont de Saint-Maurice, empêchant la circulation des marchandises et du sel de Saint-Maurice à Martigny, portant grand préjudice au pays. Pour y remédier, la Diète engagea maître Ulrich Ruffiner, tailleur de pierre à Rarogne, pour déblayer la route et le Rhône et faire quelques aménagements dans le lit du fleuve. Là encore, les travaux d'aménagement furent payés grâce aux pensions françaises: le salaire du tailleur de pierre fut fixé à 200 couronnes et la Diète s'acquitta de cette somme en deux versements, en fonction de l'arrivée de l'argent, et accorda même 50 couronnes supplémentaires l'année suivante³³.

Le gouvernement valaisan employa aussi les pensions de paix et d'alliance pour acheter des armes et construire un arsenal. Mais, sur l'ensemble du siècle, ces acquisitions apparaissent tout à fait anecdotiques. En revanche, dès 1545, les autorités décidèrent de mettre sur pied un tir national³⁴, «*pour exercer les citoyens au maniement des armes à feu*»³⁵. Pour financer cette mesure, elles demandèrent à chaque dizain de reverser annuellement 6 couronnes sur l'argent des pensions de paix et d'alliance: 3 couronnes pour les tireurs du dizains et 3 autres pour permettre aux étrangers et au gens du pays de s'exercer au tir³⁶. Cet argent était remis au capitaine du dizain. Dix ans plus tard, la somme allouée au tir fut réduite de moitié et passa à 3 couronnes pas dizain, soit 21 couronnes au total³⁷.

Concrètement, l'organisation du tir en Valais fut une entreprise difficile à mettre en place, en raison du désintérêt des dizains et de leur mauvaise volonté, mais également de l'irrégularité des versements des pensions. A titre d'exemple, en 1592, la Diète décida de reporter l'organisation du tir *sine die*, en raison de la grande cherté qui régnait dans le pays et du manque d'argent³⁸: le pays manquait de fonds pour inciter les dizains à maintenir cette activité. Ce ne fut qu'en 1602, avec l'arrivée simultanée de trois années de pensions françaises en Valais, que le gouvernement put à nouveau allouer de l'argent au tir.

Enfin la Diète utilisait l'argent français pour faire face à des dépenses diverses et imprévues, telles que la restauration du château épiscopal de la Majorie, ravagé par un incendie en 1537³⁹, ou l'acquittement d'une dette due au canton de Lucerne, entre 1542 et 1551⁴⁰.

Les pensions de paix et d'alliance françaises revenaient, en premier lieu, aux dizains, donc au pays plus qu'à l'Etat du Valais. Certes, l'Etat ponctionnait une partie de cet argent pour payer ses dettes et ses fonctionnaires, faire face à quelques imprévus, mais ces dépenses étaient ponctuelles, imposées par la nécessité du moment. L'unique projet que la Diète chercha à mettre en place sur le long terme au moyen des pensions françaises fut l'exercice du tir dans les dizains. Mais cette entreprise s'avéra particulièrement chaotique; il est vrai que l'irrégularité des versements ne facilitait guère la planification de desseins d'envergure, pour autant, bien entendu, que la notion de planification fût de quelque importance dans les mentalités de l'époque⁴¹.

LA PENSION D'ÉCOLIER

En sus des pensions de paix et d'alliance, la France versait aux Confédérés une pension appelée «pension d'écolier». Cette gratification permettait à de jeunes Suisses, issus de l'élite et destinés par leurs familles au service étranger, d'aller faire leurs études à Paris et de se familiariser avec les usages de la nation française: la France se constituait ainsi une clientèle et favorisait l'implantation de la langue et de la culture française au sein des cantons et de leurs alliés. Au contraire des pensions de paix et d'alliance, la pension d'écolier n'était pas mentionnée dans les capitulations militaires suisses. Il est donc difficile de savoir quand, précisément, elle fut instituée mais il semblerait que son usage remontât au XV^e siècle, vers 1496. Elle s'élevait à environ 400 livres par an⁴².

C'est au XVI^e siècle, en 1530 exactement, que les recès de la Diète valaisanne firent état, pour la première fois, du versement de la pension d'écolier. Sans doute que cette gratification avait vu le jour quelques années plus tôt, peut-être sous l'épiscopat de Josse de Silenen, alors particulièrement favorable à la France⁴³. Cette pension permettait d'envoyer deux jeunes Valaisans à Paris durant deux ans et aux frais du roi, «*um Kunst und Weisheit zu erlernen*» ou dans une autre ville française⁴⁴; elle était attribuée tous les deux ans, le plus souvent au cours de la Diète de décembre.

La pension d'écolier fut versée au pays avec une grande régularité: en cinquante-huit ans, soit de 1530 à 1588, elle ne vint à manquer que deux fois, en 1536 et en 1562. Le versement de cet argent ne dépendait donc pas de celui des pensions de paix et d'alliance, payées de manière plutôt irrégulière au cours du siècle. Mais la pension d'écolier finit par subir, elle aussi, les conséquences des guerres de Religion et de la faillite du trésor royal; après 1588 et jusqu'en 1602, les versements s'interrompirent totalement, comme ce fut le cas pour les pensions de paix et d'alliance.

Si étonnant que cela puisse paraître, nous ne connaissons pas le montant exact de la pension d'écolier que la France versait aux dizains; cette somme n'est jamais précisée dans les recès de la Diète. Nous savons seulement qu'elle permettait, jusqu'en 1568, l'entretien de deux jeunes Valaisans durant deux ans à Paris. Mais dès 1570 et jusqu'en 1588, la même somme d'argent n'autorisait plus que l'envoi, pour deux ans toujours, d'un seul étudiant à Paris⁴⁵. Cette situation s'expliquait principalement par l'éclatement des guerres de Religion, par le désordre monétaire grandissant – une inflation importante et la dévaluation récurrente de la monnaie de compte dont nous avons parlé –, par la grande cherté de la vie qui s'ensuivit. Mais en 1602, la pension d'écolier fut augmentée, autorisant à nouveau l'envoi de deux boursiers à Paris⁴⁶.

Pour obtenir cette bourse, chaque dizain devait, à tour de rôle, présenter deux jeunes gens dignes de la recevoir et d'en faire bon usage⁴⁷. Si, au début du moins, le roulement entre les dizains fut quelque peu chaotique, dès 1546 en revanche, un certain ordre s'installa: Sion était désigné, suivi de Sierre deux ans plus tard, puis de Loèche, Rarogne, Viège, Brigue et enfin Conches.

Le désordre qui régna entre 1530 et 1544 s'explique en partie par le fait que certains dizains rencontrèrent des difficultés pour trouver des jeunes hommes susceptibles de faire bon usage de cette bourse. Ainsi, en 1530, Conches ne présenta qu'un seul étudiant; la Diète promit alors de lui réserver une place pour les années à venir, offre dont ce dizain ne profita guère, puisqu'il attendit son tour, en 1544, pour présenter deux nouveaux jeunes conchards. Quant au dizain de Sierre, il sauta deux fois son tour: une première fois en 1534, parce qu'il ne présenta personne, une seconde fois en 1562. Enfin, Loèche fut privé une fois de cette pension, en 1538, lorsque, pour une raison que les recès de la Diète n'expliquent pas, Rarogne prit sa place dans le *tourmus* entre les dizains. Hormis ces quelques exceptions, nous pouvons dire que les dizains se distribuèrent la pension d'écolier sans véritables heurts.

Une fois les dizains désignés pour recevoir cet argent, comment s'effectuait le choix des deux jeunes gens? Selon les recès de la Diète, les étudiants choisis pour aller à Paris devaient impérativement être fils de *patriotes*⁴⁸, autrement dit faire partie de l'élite du dizain. En outre, ils devaient être issus des différentes paroisses d'un même dizain. C'était en tout cas l'usage dans le dizain de Conches, comme le prouve la réaction du représentant de la paroisse d'Ernen qui, en 1586, se plaignit ouvertement de ce que la pension d'écolier était attribuée, pour la deuxième fois consécutive, à un étudiant

originaires de la paroisse de Munster⁴⁹. En 1602, lorsque ce fut à nouveau au tour de Conches de bénéficier de la pension, cette revendication fut prise en compte, puisque les deux étudiants choisis étaient originaires l'un de la paroisse d'Ernen et l'autre de celle de Munster.

Il faut préciser que tous les boursiers valaisans désignés ne partaient pas étudier à Paris comme prévu. En effet, dès 1564, la Diète fit savoir qu'il était strictement interdit de vendre, de donner ou de faire commerce de la pension d'écolier; cette interdiction fut réitérée régulièrement jusqu'en 1584, preuve que le phénomène persistait⁵⁰. Pour tenter d'y remédier, le gouvernement proclama que, si la pension n'était pas utilisée pour une raison ou une autre, elle devait être rendue pour être attribuée à un autre Valaisan⁵¹.

Ainsi, rien ne prouve que les étudiants valaisans mentionnés dans les recès de la Diète se rendirent effectivement à Paris et les sources, bien entendu, ne donnent pas l'identité des jeunes *patriotes* qui donnèrent, échangèrent ou vendirent leur bourse. Il est donc très difficile, voire impossible, de savoir qui décida de partir et qui préféra rester, excepté pour l'un d'entre eux: Martin Guntern⁵², choisi par le dizain de Conches en 1558 pour aller étudier à Paris. Ce *patriote*, en effet, affirme dans les notices biographiques rédigées de sa main⁵³ avoir étudié à Bâle de 1556 à 1557, avoir été confirmé notaire public en 1557 et s'être marié le 7 avril 1560, sans jamais faire mention d'éventuelles études en France entre 1558 et 1560. Au vu de la minutie et de la précision de cette source, il semble peu probable que l'auteur ait omis son séjour parisien. Ce *patriote* malgré l'obtention de la pension d'écolier, ne se rendit vraisemblablement jamais dans la capitale française pour y parfaire sa formation.

Même si tous ne sont pas partis, les boursiers valaisans désignés par les dizains étaient bel et bien issus du patriciat: parmi les quarante-six étudiants valaisans plébiscités pour aller étudier à Paris, se trouvent six fils d'anciens grands baillis, un cousin du grand bailli en exercice, cinq fils de gouverneurs, quatre fils de majors, deux fils de châtelains, un fils de capitaine et un fils d'enseigne, un fils de secrétaire, un fils de vidomne⁵⁴, un notaire, deux ecclésiastiques, dont un sacristain et un chanoine, et vingt et un jeunes gens pour lesquels il n'est rien précisé.

Ces étudiants étaient, pour certains, très jeunes lorsqu'ils obtinrent cette bourse d'étude: Philippe Torrenté avait tout juste dix ans⁵⁵, Jacques de Riedmatten aux alentours de quatorze ans⁵⁶. D'autres étaient plus âgés, tels Martin Guntern, désigné à vingt ans, Pierre Ambuel, âgé alors d'environ vingt-trois ans, et Hildebrand de Riedmatten, futur évêque de Sion, qui comptait également quelque vingt-trois ou vingt-huit printemps lorsqu'il fut choisi par son dizain⁵⁷.

En outre, les fils des grands baillis en exercice ne furent jamais choisis pour aller à Paris: seuls ceux dont le père n'occupait plus cette charge obtinrent cette bourse d'étude, afin d'éviter, sans doute, un népotisme trop ostentatoire. Malgré tout, il existait bel et bien un certain favoritisme à l'égard de quelques familles influentes. Le dizain de

Rarogne, par exemple, obtint au cours du XVI^e siècle huit places d'étudiants boursiers : il en accorda trois à des membres de la famille Zentriegen et deux à la famille Roten, faisant montre d'une certaine partialité dans ses choix. Même phénomène dans le dizain de Viège qui, sur les sept places qui lui furent allouées, en attribua trois à des membres de la famille In Albon. Enfin, Conches distribua par trois fois la pension d'écolier à la famille Riedmatten, sur les neuf places dont le dizain disposa tout au long du siècle. Sans parler de véritable monopole, il semblerait que la pension d'écolier ait été, dans certains dizains, souvent décernée aux mêmes familles, les plus influentes et les plus en vue.

Que dire, enfin, de l'existence d'un lien éventuel entre les récipiendaires de la pension d'écolier et le service étranger ? L'on pourrait penser, en effet, que ces *patriotes*, ayant joui dans leur jeunesse des libéralités royales, en aient conçu un certain attrait pour le service de France. Mais, dans la mesure où nous n'avons pas la preuve que tous ces jeunes hommes se rendirent effectivement à Paris, il est difficile de répondre à cette question. Parmi les quarante-six boursiers valaisans, seul un petit nombre, cinq capitaines exactement, servirent plus tard en France, auxquels il faut encore ajouter trois autres officiers qui participèrent à l'expédition de Lyon, en 1562. Cette expédition avait pour but de porter secours au parti réformé français, alors en révolte contre le roi. Le gouvernement condamna fortement cette initiative et les capitaines, de retour au pays, furent soumis à l'amende. Il ne s'agissait donc pas de service de France, mais bien d'une levée illégale qui portait préjudice au roi, ce malgré les libéralités dont il avait fait preuve à l'égard des *patriotes* impliqués dans cette opération.

En conséquence, il semblerait que la pension d'écolier n'eut guère d'incidence sur le développement du service de France en Valais : fort peu de bénéficiaires de cette bourse s'engagèrent au service de cette puissance et le retour sur investissement escompté par cette libéralité royale fut très faible. A vrai dire, le roi, en déléguant la distribution de cette pension, laissa le champ libre aux dizains et aux *patriotes* qui l'attribuèrent à leur guise et selon leurs propres critères. Cela explique certainement pourquoi les capitaines du régiment Arregger, à l'exception d'un seul, Christian de Riedmatten, n'apparaissent pas dans la liste des boursiers valaisans et pourquoi les *patriotes* désignés pour aller à Paris firent une carrière politique au pays plutôt qu'une carrière militaire en France.

LES PENSIONS PAR RÔLE, PARTICULIÈRES ET À VOLONTÉ

Hormis les pensions de paix et d'alliance et la pension d'écolier, la France distribuait encore d'autres gratifications, dans le but de s'attacher les bonnes grâces des Confédérés. Ces pensions n'étaient pas officielles ; leur montant et leur mode de distribution n'était pas clairement établis dans quelque alliance ou quelque règlement, c'est pourquoi leur usage en même temps que leur dénomination varia considérablement au fil du temps. Nous pouvons, cependant, diviser ces pensions en deux catégories distinctes : les pensions par rôle, les pensions particulières et à volonté.

A l'origine, les pensions par rôle étaient destinées à récompenser ou à encourager certains personnages. Les cantons devaient alors présenter un rôle (une liste de distribution) qui justifiait de la répartition de cet argent. En effet, une source confirme qu'en Valais, *«l'ancienne pratique estoit que tous ceux qui voulaient recevoir la pansion par Rôle donnassent leur quittances particulières dans un petit parchemin ce qui causait des grans inconvenians»*⁵⁸. Ces inconvenients furent tels qu'avec le temps les cantons négligèrent cette formalité et disposèrent de cette pension à leur guise : certains la partagèrent entre les magistrats, d'autres l'octroyèrent à de simples citoyens, d'autres encore l'additionnèrent aux pensions de paix et d'alliance⁵⁹.

Le but premier des pensions par rôle ayant été détourné, la France mit sur pied de nouvelles gratifications pour s'attacher des personnages influents et distinguer les plus zélés. Dès 1537, François I^{er} instaura les «pensions particulières par état», dont le paiement s'effectuait toujours d'après un état de distribution. Selon un rapport de 1617, les pensions particulières représentaient un fonds à la disposition de l'ambassadeur de France pour encourager les principaux serviteurs du roi. Mais une fois encore, ces libéralités échappèrent au contrôle de la France et, en 1549, Henri II créa de nouvelles pensions dites «pensions à volonté». Cette dénomination venait de ce que l'on pouvait augmenter ou diminuer ces gratifications «à volonté» pour le bien du service du roi. Très vite, cependant, les pensions à volonté, parce qu'elles étaient destinées à gagner les *patriotes* les plus influents susceptibles d'asseoir l'autorité du roi plutôt qu'à récompenser ceux déjà acquis à la cause française, provoquèrent rancœur et jalousie⁶⁰; leur distribution fut alors confiée aux seules autorités locales.

Les pensions par rôle, particulières et à volonté, étaient à la fois un moyen pour le roi de France de se constituer une clientèle privée, attachée à la défense de ses intérêts, au sein des cantons et de leurs alliés, et une manière de récompenser ses plus zélés serviteurs. En théorie, ces libéralités n'étaient ni obligatoires, ni automatiques : elles pouvaient être distribuées à certains cantons et pas à d'autres, varier d'une année à l'autre et ne devaient pas être systématiquement accordées aux mêmes personnes. En pratique, cependant, cet argent fut rapidement considéré par les Suisses comme un droit et devint, dans certains cantons, la propriété de l'Etat qui s'en arrogea la distribution⁶¹.

Pour le Valais, l'on ne trouve aucune indication concernant les pensions par rôle, particulières et à volonté, dans les recès de la Diète, ce qui, somme toute, semble assez logique : ces pensions, n'apparaissant dans aucun traité d'alliance, n'étant pas obligatoires, puisqu'elles dépendaient du bon vouloir du roi, et s'adressant à certains particuliers, ne concernaient pas directement l'Etat et n'avaient donc aucune raison de figurer dans les recès.

Pour avoir une vue d'ensemble des pensions par rôle, particulières et à volonté, autrement dit pour en connaître le commencement, les montants, ainsi que la fréquence des versements, il faut se rapporter aux sources françaises, plus particulièrement aux documents comptables qui se trouvent aux archives du Quai d'Orsay. Si cette source s'avère

absolument incontournable, elle est également très brouillonne, parsemée d'abréviations et de listes de chiffres incompréhensibles qui la rendent difficilement exploitable et pas toujours fiable.

D'après les sources françaises, la première pension par rôle fut versée en Valais en 1518: elle s'élevait à 1400 livres⁶². Près de vingt ans plus tard, en 1537, elle passa à 2420 livres, soit une augmentation d'environ 1000 livres. Ce montant demeura inchangé jusqu'en 1662⁶³. La fréquence des versements de la pension par rôle demeure difficile à évaluer en raison de l'état de la source elle-même, et parce que, au début du moins, cet argent était additionné à d'autres pensions privées, dites pensions secrètes. Quoiqu'il en soit, il semblerait que cette pension ait été versée de manière extrêmement aléatoire durant tout le XVI^e siècle, situation plus imputable, à notre avis, à l'état des sources comptables françaises qu'à la réalité.

La pension particulière par état fut versée au Valais pour la première fois en 1537; elle s'élevait alors à 3040 livres. A partir de 1550, le montant de cette gratification atteignit 4260 livres, puis oscilla entre 3000 livres et 4420 livres jusqu'à la fin du siècle⁶⁴.

Cette gratification fut payée de 1537 à 1542 sans discontinuer puis, après une brève interruption, les versements reprirent en 1545 et 1546. A partir de 1549, elle fut versée presque sans interruption jusqu'en 1578. Le Valais obtint à nouveau cette pension en 1582, puis ne reçut plus rien durant près de vingt ans, soit jusqu'en 1601. Si les versements de la pension particulière par état semblent avoir été effectués plus régulièrement que ceux de la pension par rôle, il est difficile, cependant, de déterminer si cette situation est due au fait que le roi la versait plus volontiers au pays que la pension par rôle, ou si la source consultée est plus précise. Quoiqu'il en soit, ces informations doivent être prises avec beaucoup de précaution.

Pour ce qui regarde le mode de répartition des pensions par rôle, particulières et à volonté, accordées au Valais, il faut se référer aux listes de distribution qui existent dans les archives valaisannes et qui livrent l'identité des bénéficiaires de ces gratifications. A titre d'exemple, nous proposons de passer brièvement en revue la liste de distribution des pensions par rôle, particulières et à volonté, pour l'année 1573⁶⁵, afin de mettre en lumière les mécanismes de distribution de cet argent. Cette liste est divisée en deux parties: la première détaille la distribution des 2397 livres de la pension par rôle et la seconde les 4130 livres de la pension particulière, appelée ici pension par état.

Cette année-là, la pension par rôle fut partagée entre cent quarante-quatre *patriotes*, parmi lesquels onze capitaines du service étranger. Quant à la pension particulière, ou par état selon la dénomination de notre document, elle fut distribuée, cette même année, entre cent quarante *patriotes*⁶⁶, dont dix-huit servirent à l'étranger.

Les sommes distribuées étaient en général modestes, hormis pour certains *patriotes* qui, en cumulant les pensions, par rôle et particulières, touchèrent d'importants montants variant entre 300 et 70 livres. Sur les cent quarante-quatre *patriotes* qui reçurent la

pension par rôle, seuls onze servirent à l'étranger et sur les cent quarante récipiendaires de la pension particulière, dix-huit seulement participèrent à cette activité. C'est peu. Si le service de France est privilégié, quelques officiers s'engagèrent au service d'autres puissances, telles que la Savoie ou le Saint-Empire romain germanique. Vraisemblablement, la France ne leur tint pas rigueur de ce choix, puisque certains de ces capitaines figurent parmi les bénéficiaires les plus importants des pensions, par rôle, particulières et à volonté, de l'année 1573.

Cette faible présence d'officiers du service étranger prouve que la carrière militaire n'était certainement pas le principal critère de choix des bénéficiaires de ces pensions. De toute évidence, la carrière politique et l'influence des *patriotes* étaient privilégiées, car la France cherchait avant tout à s'attacher des hommes puissants, susceptibles de défendre ses intérêts. Cela ne signifie pas que les capitaines du service étranger ne représentaient aucun intérêt pour cette puissance mais l'on peut penser que ces hommes lui étant déjà acquis, il apparaissait plus utile d'utiliser ces pensions pour *convaincre* des personnages plus difficiles à atteindre.

L'étude des pensions, par rôle, particulières et à volonté, prouve, s'il en était encore besoin, que le service étranger générait de la richesse dans le pays et favorisait des hommes qui n'étaient pas forcément liés au service étranger; ces gratifications n'avaient pas pour but premier de consolider le service étranger dans le pays, mais bien plus d'acquérir et de fidéliser une nouvelle clientèle favorable à la France au sein des dizains.

Au XVI^e siècle ces pensions particulières étaient essentiellement accordées aux *patriotes*. En effet, nous n'avons trouvé mention qu'une fois seulement d'un versement de 120 livres accordé «aux révérends seigneurs du chapitre»⁶⁷; cela prouve que le pouvoir politique était plus que jamais entre les mains des Patriotes et que c'est bien eux que la France cherchait à gagner par ses pensions.

Malheureusement, il demeure toujours difficile d'évaluer avec précision ce que représentaient ces pensions pour les *patriotes*. Si, pour beaucoup d'entre eux, les sommes perçues étaient faibles, pour d'autres, en revanche, elles s'avéraient non négligeables, telles les 300 livres obtenues par Jean de Riedmatten en 1573. Toujours est-il que les pensions par rôle, particulières et à volonté, représentaient un apport d'argent liquide très intéressant pour les *patriotes*, donc une source de richesse leur permettant peut-être de vivre, de se déplacer ou peut-être aussi d'acheter quelques sacs de sel.

3 | LA PENSION DE SAVOIE

Au cours du XVI^e siècle, la Savoie se rapprocha du Valais et chercha, elle aussi, à mettre en place un système de gratifications, afin de s'attacher plus sûrement ses alliés. La pension savoyarde fut instituée une première fois par le traité du 1^{er} mai 1528 qui

scellait l'amitié entre le duc Charles III et les dizains valaisans pour une durée de cent un ans. Il s'agissait d'un pacte purement politique qui se bornait à assurer le bon voisinage entre les alliés et ne prévoyait la livraison d'aucun secours militaire au duc. Malgré tout, pour mieux fidéliser les dizains, Charles III s'engagea, par cette alliance, à leur verser une pension annuelle de 200 florins du Rhin⁶⁸.

Le 4 mars 1569, un nouveau traité fut conclu entre le Valais et le duc Emmanuel-Philibert de Savoie, assorti cette fois d'une capitulation militaire qui engageait les deux parties. Pour sceller cette nouvelle amitié, le duc promit au pays une pension de 700 florins du Rhin, qui serait versée le 1^{er} mai de chaque année en la ville de Thonon⁶⁹.

La pension annuelle de Savoie versée au Valais fut donc établie pour la première fois en 1528, puis confirmée et augmentée de 500 florins du Rhin en 1569. Cette gratification était une preuve tangible de l'amitié du duc et un rappel des engagements et des promesses qui liaient les dizains à leur voisin savoyard. Les recès de la Diète valaisanne sont la source principale pour évaluer la fréquence des versements de la pension savoyarde, en connaître le montant exact et en suivre la répartition entre les différents acteurs politiques.

LA FRÉQUENCE DES VERSEMENTS

La pension de 200 florins du Rhin promise par le duc Charles III fut versée aux dizains durant trois ans seulement, en 1530, en 1531 et en 1534⁷⁰. En août 1531, la Diète s' alarma des retards constants dans les paiements de l'argent savoyard et réclama le règlement de deux pensions. L'envoyé du duc remit alors au grand bailli une première pension, puis il contesta les exigences des Valaisans, affirmant que son maître ne s'était engagé à leur verser qu'une seule gratification par an, payable au début ou à la fin de l'année⁷¹. La controverse s'arrêta là, du moins les recès de la Diète n'en firent plus mention.

Le dernier paiement de la pension savoyarde fut effectué en 1534; après cette date, nous ne trouvons plus trace d'aucun versement. Il faut dire que les relations entre les deux alliés se détériorèrent grandement dans les années qui suivirent puisque, en février 1536, le Valais envahit les terres du duc situées sur la rive gauche du Léman jusqu'à la Dranse de Thonon. Malgré les protestations de son allié, le pays refusa de rétrocéder ces territoires. Le traité de 1569 restaura l'amitié entre les deux alliés en même temps qu'il instaura le service de Savoie dans le pays⁷². Pour sceller ce nouveau départ, le duc promit une pension plus importante de 700 florins du Rhin par an.

L'argent promis en 1569 fut versé plus longtemps et plus régulièrement que la pension précédente. En effet, le paiement des 700 florins du Rhin s'échelonna sur près de 30 ans: les 20 premières années, de 1570 à 1590, la pension savoyarde ne vint à manquer que 3 fois, en 1571, en 1576 et en 1588. En 1590, alors que la guerre faisait rage entre la Savoie et la France, les dizains acceptèrent de renouveler les traités de 1528 et 1569

et, pour sceller cette amitié, le duc s'acquitta de 2 pensions arriérées d'un coup⁷³. Mais à partir de 1591, les versements s'interrompirent durant près de 10 ans, jusqu'en 1601, date à laquelle le duc s'acquitta de deux pensions simultanément.

Si le duc de Savoie était parvenu à remplir ses engagements financiers avec une certaine régularité durant 20 ans, soit de 1570 à 1590, date du renouvellement du traité avec les Valaisans, la fin du siècle s'avéra particulièrement difficile pour les finances savoyardes, mises à mal par l'affaire du marquisat de Saluces et la guerre qui s'ensuivit avec la France⁷⁴. D'après les recès de la Diète, la pension savoyarde ne fut plus payée durant 10 ans. Entre 1593 et 1595, le Valais envoya plusieurs ambassades auprès du duc pour réclamer les pensions arriérées, mais sans succès aucun⁷⁵.

Or, au même moment, le gouvernement valaisan refusait systématiquement de lever des troupes pour le compte de la Savoie, préférant le service de France: si les pensions arriérées ne peuvent expliquer à elles seules ce choix politique, il n'en demeure pas moins que l'insolvabilité du duc ne facilitait guère ses affaires dans les dizains. En 1598, alors que le duc Charles-Emmanuel cherchait à obtenir de la Diète un droit de passage pour un contingent espagnol, cette dernière rappela à son souvenir les libéralités attendues et lui dépêcha, une nouvelle fois, une ambassade pour obtenir gain de cause⁷⁶; la situation s'envenimait et les Valaisans perdaient patience.

Finalement, un arrangement fut trouvé au mois de mai 1600, aux termes duquel le prince savoyard promettait d'assigner sa dette sur la ferme de sel d'Antoine Fels⁷⁷. L'assignation se montait à 20000 livres et devait être payée en 4 ans. Charles-Emmanuel, à court de liquidités pour honorer sa dette, se tournait vers le lucratif trafic de sel pour sortir de l'impasse. Mais Antoine Fels, refusa de payer: le contexte, en effet, ne se prêtait guère aux affaires et sans doute que le marchand craignait de n'être jamais remboursé. Il prétexta donc la guerre et l'invasion d'une partie de la Savoie par les armées françaises pour insinuer que le duc ne pouvait décider d'une telle assignation sur sa ferme de sel et tenter de se dédouaner⁷⁸. Malgré les pressions exercées par les Valaisans auprès d'Henri IV pour qu'il confirmât Antoine Fels dans sa charge de fermier du sel dans le Chablais, le Faucigny et le Genevois et le contraignît à payer, ce dernier refusa toujours de s'exécuter et c'est finalement des mains même du duc, une fois la paix rétablie, que le pays reçut 2 pensions⁷⁹. Ce versement fut le dernier pour la pension savoyarde au XVI^e siècle.

Les versements de la pension savoyarde étaient totalement indépendants de l'installation et de l'organisation du service de Savoie en Valais. En effet, le gouvernement rejeta systématiquement toute demande de levée de troupes pour le compte de Charles-Emmanuel jusqu'en 1597, année où il accepta pour la première fois le recrutement de Savoie, sans que nous sachions si cette décision fut concrètement suivie d'effets⁸⁰. Apparemment, le duc ne chercha même pas à récompenser ce revirement politique du gouvernement valaisan par le versement de quelque argent, puisque les paiements ne reprirent qu'en 1601, et de manière très ponctuelle.

LES MONTANTS

Comme le stipulaient les traités de 1528 et 1569, la pension de Savoie était versée au Valais en florins du Rhin. Le florin était une monnaie d'or, frappée à Florence dès 1252 et rapidement imitée dans toute l'Europe⁸¹. Quant au florin du Rhin, il était, au début du XVI^e siècle, une monnaie forte qui avait joué le rôle, en Suisse du moins, de monnaie internationale unique, facilitant ainsi les échanges. Cependant, dès 1536, cette monnaie fut évincée du marché monétaire par la couronne ou l'écu d'or de France⁸².

Le florin du Rhin était, dans le cas qui nous occupe, une monnaie de compte; dans les faits, le pays recevait pour paiement pléthore de monnaies diverses, or ou argent, telles des couronnes, des *taler*, des *dickpfennig* ou de la petite monnaie de Savoie. L'enjeu était alors de convertir ces espèces en monnaie forte, autrement dit en couronnes d'or ou en bonne monnaie allemande, sans trop perdre au change⁸³.

Dès 1570, l'habitude fut prise de convertir systématiquement la pension de Savoie en couronnes. Malheureusement, la Diète ne précise que très rarement le type de couronnes dont il s'agissait; en 1583, elle souligna qu'il s'agissait des *couronnes pistolet*, puis, en 1585 et en 1586, elle qualifia ces couronnes «*d'anciennes couronnes et d'anciennes couronnes du pays*⁸⁴». Nous supposons que ces couronnes étaient une monnaie forte, autrement dit des couronnes d'or.

Durant cinq ans, soit de 1570 à 1575, le rapport entre florins du Rhin et couronnes demeura plutôt stable: pour 700 florins du Rhin, le Valais obtenait 438 ou 437 couronnes et demie. Mais à partir de 1577, la monnaie savoyarde fut fortement dévaluée, entraînant d'importantes pertes pour le Valais: une fois convertie en couronnes, la pension ducale oscillait désormais entre 436 couronnes et 343 couronnes, soit un déficit pouvant aller jusqu'à près de 100 couronnes suivant les années. En 1586, les Valaisans se plaignirent ouvertement de cette situation; ils accusèrent le trésorier du duc de leur avoir compté l'argent de la pension à un taux beaucoup trop élevé, tandis que les couronnes, les *taler* et les *dicks* ne cessaient de perdre de la valeur. Ils exigèrent donc que cet argent leur fût désormais compté au cours habituel, en vigueur partout⁸⁵. Nous ne savons si ces réclamations eurent un effet quelconque mais l'année suivante, en 1587, le Valais reçut, d'après nos estimations, l'équivalent de 437 couronnes et demie en pension de Savoie, soit 58 couronnes et demie de plus qu'en 1586.

Par deux fois seulement, la pension ducale fut exprimée dans une autre monnaie que le florin du Rhin: en 1590, les deux pensions furent payées en ducats, une monnaie d'or, et en 1601 en *couronnes soleil* et en couronnes d'argent. Ce fut la seule et unique fois, d'ailleurs, qu'une monnaie d'argent apparut dans le décompte de la pension de Savoie.

Grâce aux équivalences fournies par la Diète, nous sommes parvenus à convertir les pensions de paix et d'alliance françaises et la pension de Savoie en gros, donc à les comparer: en 1574, les pensions générales françaises s'élevaient à 1091 *couronnes soleil*, soit 60005 gros. La même année, la pension de Savoie atteignait 437 couronnes

et demie ou 21875 gros. La pension ducale représentait donc environ le tiers ou, plus précisément, 36 % des pensions de paix et d'alliance françaises.

La pension savoyarde dépendait de la conjoncture monétaire et économique de la Savoie, conjoncture qui ne cessa de se dégrader à la fin du XVI^e siècle. Cette situation, conjuguée à l'éviction progressive du florin du Rhin des marchés monétaires, donc à sa dévaluation, provoqua d'importantes variations dans les montants de la pension ducale, amoindriant chaque année un peu plus les sommes perçues. Quant au gouvernement valaisan, tout en cherchant à convertir cette pension en monnaies fortes, si possible en or, il ne put que constater la dévaluation de cet argent et en subir les effets.

Mais, une fois encore, l'étude des montants de la pension de Savoie dit peu de choses sur la valeur réelle de cet argent et sur la manière dont il fut employé. En comparaison des pensions de paix et d'alliance françaises, la pension de Savoie représentait peu d'argent, puisqu'elle équivalait environ au tiers des gratifications générales françaises. Cela ne signifie pas, pour autant, que l'argent savoyard était quantité négligeable; c'était, malgré tout, un apport régulier de liquide dans un pays où le numéraire était rare.

LA DISTRIBUTION

Pour illustrer graphiquement la répartition de la pension de Savoie en Valais, nous avons repris le graphique élaboré pour les pensions françaises. Nous avons placé en abscisse les années au cours desquelles l'argent savoyard fut versé et en ordonnée les montants, en pourcentage, de la pension ducale. Si les montants de cette pension sont, le plus souvent, donnés en florins du Rhin et convertis en couronnes, la distribution de cet argent est, quant à elle, énoncée en différentes monnaies, telles que les couronnes, *couronnes pistolet* ou florins de Savoie: représenter le montant de l'argent savoyard en pourcentage permet alors d'éviter l'impossible comparaison entre ces différentes espèces⁸⁶.

Comme avec les pensions de paix et d'alliance françaises, lorsque la pension de Savoie arrivait en Valais, la Diète payait en premier lieu les fonctionnaires de l'Etat, s'acquittait de ses dettes et réglait quelques affaires en cours avant de distribuer le reste de l'argent aux dizains. Cependant, comme l'argent de Savoie était moindre que celui de France, environ trois fois moins, il était parfois entièrement utilisé pour les besoins de l'Etat, avant d'être redistribué aux dizains.

La représentation graphique de la répartition de la pension de Savoie illustre cette réalité puisque, jusqu'en 1575, l'argent du duc fut principalement employé au rachat des droits féodaux dans le Bas-Valais⁸⁷. En effet, plusieurs particuliers se trouvaient être propriétaires de terres sur territoire des gouvernements bas-valaisans et y percevaient des cens et des rentes. Le pays, dans un souci de consolidation territoriale, s'attacha au rachat des redevances qui grevaient ces biens. Il était d'autant plus aisé d'acquitter ces reconnaissances avec des monnaies savoyardes que la plupart des particuliers concernés

étaient eux-mêmes savoyards et utilisaient les mêmes espèces. L'on évitait alors de coûteuses transactions. Ainsi, ironie du sort, le Valais unifiait ses territoires du Bas-Valais, territoires arrachés au duc de Savoie, grâce aux largesses de ce même prince!

A titre d'exemple, en 1572, année pour laquelle le pays reçut deux pensions simultanées, la presque totalité de cet argent fut versé aux seigneurs de Coudrée et d'Arbignon, ainsi qu'à mesdames de Nernier et Marguerite de Wattenwyl, veuve du seigneur de Crans, à la femme du sieur de l'hôpital de Vevey et à sa soeur, pour le rachat de cens et de rentes dans le Val d'Illiez et à Bagnes⁸⁸. Il en alla de même en 1573 et 1574, où pratiquement tout l'argent de la pension fut dévolu à ce poste budgétaire.

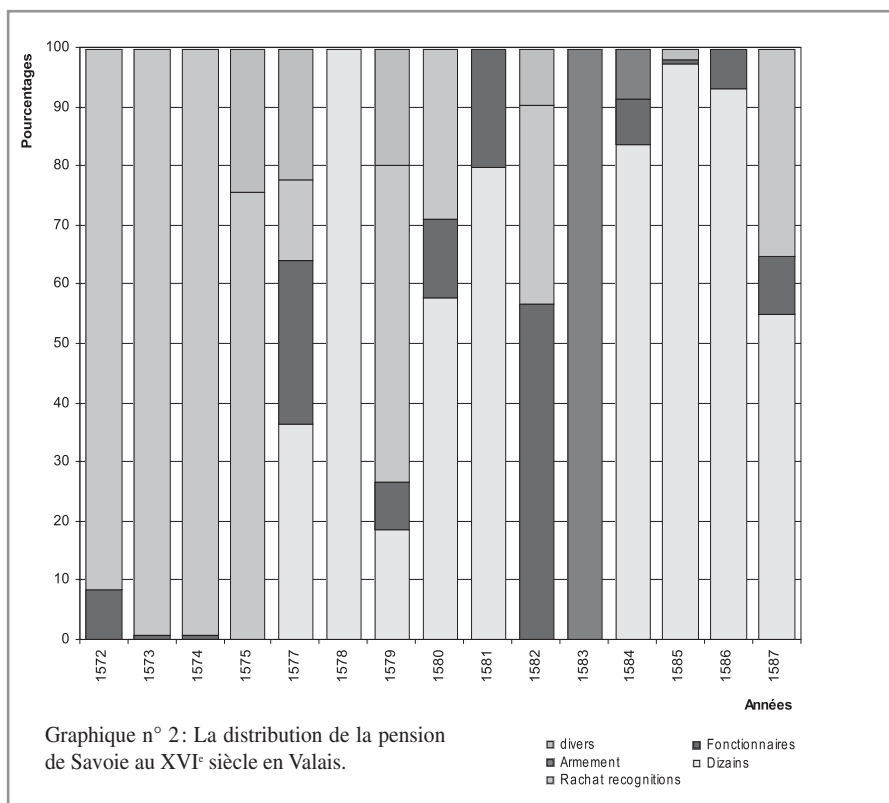
L'argent de la Savoie servait également défrayer les serviteurs de l'Etat envoyés en mission à l'étranger. Les députés valaisans recevaient une indemnité journalière de 1,25 couronnes par jour d'absence, soit un salaire presque identique à celui des *patriotes* défrayés par les pensions générales françaises.

Parmi les autres fonctionnaires payés avec cet argent se trouvaient, occasionnellement, les familiers du grand bailli et de l'évêque, qui ne recevaient jamais plus de 1 couronne. Quant au grand bailli, la Diète lui alloua parfois quelque argent, entre 1 ou 2 couronnes, mais de manière très ponctuelle; les recès précisèrent une fois seulement que cette indemnité lui était versée pour l'apposition de son sceau sur la quittance de la pension savoyarde⁸⁹.

Enfin, la pension savoyarde permit au Valais de faire face à des dépenses diverses et exceptionnelles, telles que les frais liés au renouvellement de l'alliance avec Berne en 1575⁹⁰, le versement de 70 couronnes au maître d'école de Sion en 1577⁹¹, la construction, pour 58 couronnes, d'une grotte pour entreposer les archives du pays en 1579⁹², l'achat de hampes de lances et de poudre à fusil en 1583 et 1584⁹³.

Une fois toutes ces dépenses effectuées, le reste de l'argent était partagé entre les sept dizains. Ce ne fut qu'à partir de 1577, une fois la grande partie des reconnaissances du Bas-Valais rachetées, que les dizains perçurent quelque argent de la pension de Savoie; en 1578, la pension ducal leur fut entièrement dévolue. Une fois encore, il est difficile de savoir comment les dizains utilisèrent cet argent et s'ils s'en montraient satisfaits. De toute évidence, ils se partageaient de petites sommes: le versement le plus important eut lieu en 1585 et s'élevait à 54 couronnes par dizain⁹⁴. A titre de comparaison – dans la mesure où une comparaison est possible puisque les monnaies évoquées ne sont pas similaires – la même année, les dizains recevaient chacun 121 couronnes, sans doute des *couronnes pistolet*, des pensions de paix et d'alliance françaises⁹⁵. Les sommes des pensions françaises étaient à l'évidence plus importantes.

Au contraire des pensions de paix et d'alliance françaises, les dizains ne furent pas les principaux bénéficiaires de la pension de Savoie. Certaines années, en effet, l'Etat privilégia le recouvrement des reconnaissances, l'acquisition de matériel militaire ou le paiement de ses fonctionnaires, au détriment des dizains qui ne recevaient rien. L'étude



de la pension savoyarde prouve également qu'avec un montant bien plus faible que les pensions françaises, l'Etat valaisan réalisa de nombreuses et importantes tâches, dont l'unification de ses baillages bas-valaisans.

4 | CONCLUSION

Au terme de cet aperçu, nous pouvons diviser les pensions étrangères versées au Valais durant le XVI^e siècle en deux catégories. D'une part, les pensions officielles, clairement inscrites dans les traités politiques et les capitulations militaires, qui s'adressaient au pays dans son ensemble, telles les pensions de paix et d'alliance françaises ou la pension du duc de Savoie. D'autre part, les pensions privées, dont l'origine et les clauses sont moins facile à retracer, qui s'adressaient à des particuliers. Au XVI^e siècle, seule la France versait ce genre de libéralités aux dizains, avec la pension d'écolier ou les pensions par rôle, particulières et à volonté.

Toutes les pensions étrangères découlaient de l'instauration du service étranger en Valais. Or, si paradoxal que cela puisse paraître, elles ne favorisèrent aucunement le développement et l'organisation du service étranger dans le pays: le service étranger valaisan ne profita pas de la richesse qu'il avait engendrée.

Les principaux bénéficiaires des pensions étrangères étaient les dizains valaisans, autrement dit le pays lui-même, puisque les pensions de paix et d'alliance – de loin les plus importantes distribuées dans le pays – leur revenaient presque totalement. Malheureusement, nous ne savons pas comment les dizains employèrent ces sommes. Quant à la pension du duc de Savoie, elle fut employée au rachat des droits féodaux des terres du Bas-Valais, autrement dit à l'unification territoriale du Valais, avant d'être redistribuée aux dizains.

L'Etat valaisan était sans conteste l'autre grand destinataire des pensions étrangères, plus précisément la caste dirigeante du pays au XVI^e siècle, les *patriotes*. C'est effectivement à eux et à leurs enfants qu'étaient destinées les pensions privées versées par la France pour s'attacher le plus grand nombre de ces influents personnages: pensions d'écolier ou pensions par rôle, particulières et à volonté. Mais ces pensions suscitèrent peu de vocations pour le service de France; à l'évidence, avoir servi à l'étranger n'était pas un critère essentiel pour recevoir l'argent des pensions. Cette situation était d'autant plus étonnante que, vers la fin du XVI^e siècle, grand nombre de capitaines valaisans s'engagèrent au service de France, particulièrement dans le régiment soleurois Arregger. Comment expliquer un tel paradoxe?

Vraisemblablement, l'argent de France et de Savoie était plus destiné à la séduction politique qu'à l'organisation et à la consolidation du service étranger dans le pays. Par le truchement des pensions, les grandes puissances cherchaient à s'attacher les personnages influents du pays. Or, au XVI^e siècle, les capitaines du service étranger ne faisaient pas partie de ce cercle d'influence: à cette époque, pour gravir les échelons de la carrière politique en Valais, il n'était nullement nécessaire d'avoir fait un séjour dans les armées françaises ou savoyardes.

Enfin, arrêtons-nous sur l'étrange détachement du Valais à l'égard des pensions étrangères qui transparaît à la lecture des sources. Les pensions n'étaient pas vitales pour le pays, et le Valais n'entreprenait rien qui pût le rendre dépendant des pensions françaises: cet argent était distribué lorsqu'il y en avait, mais son absence ne mettait en aucun cas en difficulté, voire en danger ou en faillite, l'Etat et le pays.

Le Valais faisait donc preuve d'une certaine nonchalance à l'égard des pensions étrangères, ce qui n'était pas le cas dans tous les cantons, particulièrement des cantons catholiques, spécialisés, pour certains, dans une «*quasi monoculture du service étranger*»⁹⁶. Les dizains refusèrent catégoriquement d'adhérer à l'alliance espagnole de 1588, au contraire des cantons catholiques qui acceptèrent avec empressement cette offre pour pallier le manque d'argent français⁹⁷. Les pensions étrangères n'avaient pas

assez de poids, en Valais, pour influencer un quelconque choix politique, au contraire du sel, denrée absolument vitale, dont la pénurie se faisait rapidement sentir, plongeant alors le pays dans l'urgence et le poussant dans des alliances parfois hasardeuses. Au XVI^e siècle, le Valais se battait pour le sel, pas pour les pensions.

Mais il ne faudrait pas en déduire que l'argent étranger était alors quantité négligeable et minimiser l'impact des pensions étrangères en Valais. Cet argent fut sans conteste une source de richesse, car il représentait une arrivée d'argent liquide immédiatement utilisable, relativement régulière et non négligeable «*dans un pays où la circulation de la monnaie était faible*»⁹⁸. Nous pouvons donc affirmer que l'argent des pensions permit au Valais de s'enrichir, même si cet enrichissement demeure, trop souvent, difficilement mesurable.

NOTES

Liste des abréviations: ABS: Archives de la Bourgeoisie de Sion; A. E.: Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Paris; AEV: Archives de l'Etat du Valais, Sion; AV: *Annales valaisannes*; BWG: *Blätter aus der Walliser Geschichte*; E. A.: *Amtliche Sammlung der ältern Eidgenössischen Abschiede*; WLA: *Walliser Landrats-Abschiede*.

LIVET Georges, *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France, des traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française*, t. 1: «Les XIII Cantons», Paris, 1983, 458 p., p. XLIX.

¹ Sur cette période quelque peu troublée de l'histoire valaisanne, nous renvoyons aux ouvrages suivants: BUECHI Albert, *Kardinal Matthäus Schiner als Staatsmann und Kirchenfürst: ein Beitrag zur allgemeinen und schweizerischen Geschichte von der Wende des XV-XVI Jahrhunderts*, 2 Bde, Zürich, 1923, Freiburg, 1937; FIBICHER Arthur, *Walliser Geschichte*. Bd. 2: *Hoch-und Spätmittelalter*, Sion, 1987, 251 p.

² L'origine du mot dizain, *Zenden* en allemand, est incertaine: ce mot viendrait peut-être du latin *desenus*, terme qui désignait les dix anciennes terres composant le patrimoine de l'Eglise de Sion. Or, dès le XV^e siècle, la division administrative du pays fut définitivement arrêtée à sept dizains. *Armorial valaisan*, *Walliser Wappenbuch*, Zurich, 1946, 304 p., p. 271; LIEBESKIND Wolfgang-Amédée, «L'Etat valaisan. Esquisse d'une histoire politique des origines au milieu du XIX^e siècle», in AV, 2^e série, 1971, pp. 1-80, p., p. 30.

³ GHICA Grégoire, *La Fin de l'état corporatif en Valais et l'établissement de la souveraineté des dizains au XVII^e siècle*, Sion, 1947, 283 p., p. 37; DUBOIS Alain, *Die Salzversorgung des Wallis, 1500-1610: Wirtschaft und Politik*, Winthertur, 1965, 748 p., p. 3 note 4.

⁴ TRUFFER Bernard, «Das Walliser Archivwesen im 16. Jahrhundert», in *Vallesia* XXVII (1973), Sion, pp. 213-244, p. 215.

⁵ La charge de grand bailli fit son apparition en 1275. GRAVEN Jean, *Essai sur l'évolution du droit pénal valaisan jusqu'à l'invasion de 1798*, Lausanne, 1927, 537 p., pp. 59-60, 110, 124-126.

⁶ Sur les mécanismes de prise de décision au sein de la Diète, nous renvoyons à l'ouvrage de LIEBESKIND Wolfgang-Amédée, *Das Referendum der Landschaft Wallis*, Leipzig, 1928, 95 p., p. 50 et suivantes.

⁷ Le terme d'*Abschied* viendrait peut-être de l'usage qui voulait que le secrétaire d'Etat « lise le projet de recès devant les députés avant leur départ, en allemand *vor ihrem Abschied*. Ainsi les députés pouvaient se remémorer ce qui avait été délibéré durant les séances, ce qui facilitait leur compte rendu verbal (...).» TRUFFER Bernhard, «Les Recès de la Diète valaisanne, source primordiale de l'histoire de notre pays, du XVI^e au XVIII^e siècle», in AV, 2^e série, 1982, p. 145-155, p. 149.

⁸ GRAVEN, *Essai sur l'évolution du droit pénal valaisan*, p. 60-61.

⁹ TRUFFER Bernhard, GATTLEN Anton, *Die Walliser Landrats-Abschiede seit dem Jahre 1500*, Bd. 3 (1529-1547), Brig, 1973, 413 p., p. 298/c.

¹⁰ Sur ce sujet, voir entre autres: GRAND Alfred, «Der Anteil des Wallis an den Burgunderkriegen», in BWG, 4 (1913), pp. 315-472, p. 381 et suivantes; GINGINS-LA-SARRAZ Frédéric de, «Développement de l'indépendance du Haut-Valais et conquête du Bas-Valais. Etude rétrospective», in *Archiv für Schweizerische Geschichte*, 2 (1844), pp. 1-26 et 201-248.

GRENAT Pierre-Antoine, *Histoire moderne du Valais de 1536-1815*, Genève, 1904, 645 p., pp. 76-80.

LIVET, *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France*, 1, p. LXIV.

¹¹ AEV, ABS 54/22: *Foedus cum rege Ludovico XII*. Ce traité est aussi résumé dans l'ouvrage de IMESCH Dionys, *Die Walliser Landrats-Abschiede (WLA) seit dem Jahre 1500*, Bd. 1 (1500-1519), Freiburg, 1916, p. 772, pp. 5-6, n° 3: Mailand. 1500, 9. Mai.

¹² *Ämtliche Sammlung der ältern Eidgenössischen Abschiede* (E.A.), 3/2, Beilage nr. 18, p. 1338-1342: *Bundestraktat zwischen Frankreich und dem Lande Wallis mit der Ratifikation der Zenden Gombs, Visp und Brig*. Brig. 1510, 13. Februar/2. April.

¹³ PARIS, A.E., *Mémoire et Document*, «Suisse», vol. 3, p. 46-72: Traité de la Paix perpétuelle entre la Couronne de France et la Suisse en général, en l'an 1516.

LIVET, *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France*, 1, p. LXIV-LXV.

¹⁴ La capitulation militaire de 1521 est publiée dans: E. A., 4/1. a., p. 1491-1500, en allemand; DUMONT Jean, *Corps universel diplomatique du droit des gens*, t. IV partie I, p. 333-335, en latin. Sur ce sujet voir également BURIN DES ROZIERES Marcel, *Les Capitulations militaires entre la Suisse et la France*, Paris, 1902, 296 p., pp. 66-67.

François I^{er} fut libéré le 17 mars 1526 en échange de 2 millions d'écus d'or, dont 1 200 000 payables d'un coup, pour la libération de ses deux fils qui avaient pris sa place en prison. Pour s'acquitter de cette somme extrêmement importante, il fallut solliciter la participation de tous les sujets du royaume, ainsi que celle des villes et des Etats provinciaux. BÉLY Lucien, *La France moderne, 1498-1789*, Paris, 2004, 686 p., p. 102; SPOONER Frank C., *L'économie mondiale et les frappes monétaires en France 1493-1680*, Paris, 1956, 544 p., p. 123.

AMMANN Hans-Robert, TRUFFER Bernhard, *Die Walliser Landrats-Abschiede seit dem Jahre 1500*, Bd. 8 (1596-1604), Brig, 1992, 481 p., pp. 232-233/d.

TRUFFER Bernhard, GATTLEN Anton, *Die Walliser Landrats-Abschiede seit dem Jahre 1500*, Bd. 5 (1565-1575), Brig, 1980, 394 p., p. 303/c.

Voir, par exemple, les déclarations de la Diète valaisanne en 1582. TRUFFER Bernhard, AMMANN Hans-Robert, *Die Walliser Landrats-Abschiede seit dem Jahre 1500*, Bd. 6 (1576-1585), Brig, 1983, 375 p., p. 228/c.

¹⁵ Le sel de France consommé en Valais était du sel de Peccais, du nom des salines dont il provenait, près d'Aigues-Mortes, dans le sud du royaume. DUBOIS, *Die Salzversorgung des Wallis*, pp. 40-43 et 53.

¹⁶ KÖRNER Martin, *Solidarités financières suisses au XVI^e siècle: contribution à l'histoire monétaire, bancaire et financière des cantons suisses et des Etats voisins*, Lausanne 1980, 516 p., p. 413.

¹⁷ KÖRNER, *Solidarités financières suisses*, p. 51.

¹⁸ TRUFFER, GATTLEN, WLA, 3, pp. 73-74/cc et dd et p. 83/o.

¹⁹ *Encyclopaedia Universalis*, vol. 7, p. 203.

²⁰ SPOONER, *L'économie mondiale et les frappes monétaires en France*, pp. 153-154.

²¹ SPOONER, *L'économie mondiale et les frappes monétaires en France*, pp. 155-157.

²² TRUFFER, GATTLEN, *WLA*, 5, p. 59/l.

²³ Dans ce domaine, tous les cantons ne furent effectivement pas logés à la même enseigne. Ainsi, Berne et Fribourg, favorables à l'entente avec François I^{er} à Marignan, connurent sans conteste un régime de faveur pour les pensions de paix et d'alliance. Quant au canton de Bâle, s'il subit une diminution de ses pensions en 1530, en raison sans doute de la Réforme et de sa politique restrictive à l'égard du service étranger, cela fut passager; très vite, les montants doublèrent, tant les rois de France avaient besoin de contracter des emprunts auprès de ce riche canton. KÖRNER, *Solidarités financières suisses*, pp. 411-412.

²⁴ Cette étude sur la distribution ne porte pas sur l'ensemble du XVI^e siècle, ce pour plusieurs raisons: soit le détail de la répartition de l'argent français n'existait pas, ce qui se produisit en 1534, 1535, 1540 1541 et 1551, soit les pensions ne furent jamais versées, ce qui fut le cas entre 1587 et 1601, soit les pensions furent versées dans diverses monnaies qu'il nous a semblé hasardeux d'additionner pour obtenir un montant unique, ce qui advint en 1561 et 1562, en 1565, en 1580, 1582 et 1586.

²⁵ Il s'agissait des dizains de Loèche, Brigue et Conches et des communes de Mörel et de Saas, en 1549.

²⁶ GHKA, *La Fin de l'Etat corporatif en Valais*, p. 87; ROTEN, «Die Landeshauptmänner», pp. 224-225.

²⁷ Cette révolte partit de Loèche au début de l'année 1550 et enflamma rapidement tout le pays. Les rebelles, munis de masques effrayants et de grosses cloches, semèrent la terreur sur leur passage, d'où l'origine du nom donné à ce soulèvement: «guerre des masques» ou «Trinkelstierkrieg». Sur cette affaire voir IMESCH Dionys, «Zum Namen „Trinkelstierkrieg«», in *BWG*, 3 (1903), pp. 186-187; WACKERNAGEL Hans Georg, «Der Trinkelstierkrieg vom Jahre 1550», in *Altes Volkstum der Schweiz. Gesammelte Schriften zur historischen Volkskunde, Schriften der Schweizerischen Gesellschaft für Volkskunde*, 38 (1956), Basel, pp. 222-242; CHAPPAZ-WIRTHNER Suzanne, «Les masques du Lötschental. Présentation et discussions des sources relatives aux masques du Lötschental», in *AV*, 2^e série, 1974, pp. 3-95 et 52-58.

²⁸ TRUFFER, GATTLEN, *WLA*, 4, p. 172/o et 179/m.

²⁹ TRUFFER, GATTLEN, *WLA*, 3, p. 104/v et 320/d.

³⁰ TRUFFER, GATTLEN, *WLA*, 3, p. 159/gg et TRUFFER, GATTLEN, *WLA*, 4, p. 344/a.

³¹ IMESCH, *WLA*, 2, p. 124, n° 28/a.

³² IMESCH Dionys, *Die Walliser Landrats-Abschiede seit dem Jahre 1500*, Bd. 2 (1520-1529), Brig, 1949, 403 p., p. 216, n° 44/c et 246, n° 49/a.

³³ TRUFFER, GATTLEN, *WLA*, 3, p. 127/d-i, p. 137/k, 159/hh et 164/b.

³⁴ La notion de nation n'existant pas au XVI^e siècle, il ne faudrait pas, ici, interpréter le terme de national à contresens. Le tir national ou «das gemein schiessen» comme le qualifie la Diète valaisanne, désigne un tir organisé dans l'ensemble du pays.

³⁵ GRENAT, *Histoire moderne du Valais*, p. 59. Sur ce sujet, voir également WALPEN Robert, «Das Wehrwesen in der Landschaft Wallis des 17. Jahrhunderts», in *Kaspar Jodok von Stockalper und das Wallis: Beiträge zur Geschichte des 17. Jahrhunderts*, Brig, 1991, pp. 71-117 et 103-106.

³⁶ TRUFFER, GATTLEN, *WLA*, 3, p. 327/i et 347/g.

³⁷ TRUFFER, GATTLEN, *WLA*, 4, p. 269/n, 271/s et 275/k.

³⁸ AMMANN Hans-Robert, TRUFFER Bernhard, *Die Walliser Landrats-Abschiede seit dem Jahre 1500*, Bd. 7 (1586-1595), Brig, 1988, 516 p., p. 290/i.

³⁹ *Helvetia Sacra*, I/5: *Das Bistum Sitten/Le Diocèse de Sion. L'Archidiocèse de Tarentaise*, Bâle, 2001, 664 p., p. 242.

⁴⁰ Cette dette, qui s'élevait à 2000 florins du Rhin, avait été contractée par le duc de Savoie auprès du gouverneur Aurelian Zurgilgen, membre du Conseil de Lucerne, pour les deux gouvernements d'Evian et de Monthey. Or le Valais, devenu maître de ces territoires, avait hérité de cette créance dont les intérêts annuels, particulièrement élevés, étaient de 100 florins du Rhin. TRUFFER, GATTLEN, WLA, 3, pp. 134-135/a et TRUFFER, GATTLEN, WLA, 4, p. 4/h et 16/k.

⁴¹ Citons l'exemple de la ville de Fribourg qui, lorsque que les pensions françaises venaient à manquer, s'efforçait de combler le manque à gagner en augmentant les recettes ordinaires mais dont l'intérêt pour ces recettes diminuait grandement, une fois l'argent de France versé. KÖRNER, *Solidarités financières suisses*, p. 114.

⁴² GERN Philippe, *Aspects des relations franco-suisses au temps de Louis XVI. Diplomatie, économie, finances*, Neuchâtel, 1970, 274 p., p. 165.

⁴³ FAYARD DUCHÊNE Janine, «Du val d'Anniviers à Sion. La famille de Torrenté des origines à nos jours», in *Vallesia*, LXI (2006), pp. 1-299, p. 37.

⁴⁴ TRUFFER, GATTLEN, WLA, 3, p. 177/j.

⁴⁵ TRUFFER, GATTLEN, WLA, 5, p. 182/o.

⁴⁶ AMMANN, TRUFFER, WLA, 8, p. 276/c.

⁴⁷ TRUFFER, GATTLEN, WLA, 3, p. 71/m.

⁴⁸ «*Es ist alter Landesbrauch, dass man alle zwei Jahre, der Reihe nach von jedem Zenden zwei junge Studenten, Söhne von Ehrenleuten, wählt (...)*», TRUFFER, GATTLEN, WLA, 3, p. 177/j.

⁴⁹ AMMANN, TRUFFER, WLA, 7, p. 26/l.

⁵⁰ TRUFFER, GATTLEN, WLA, 4, pp. 430/c et Truffer, Ammann, WLA, 6, p. 293/g.

⁵¹ TRUFFER, GATTLEN, WLA, 5, pp. 241/f et 248.

⁵² Martin Guntern naquit le 11 novembre 1538. Notaire, puis gouverneur d'Evian en 1566, ce *patriote* fut nommé secrétaire d'Etat en 1570 et conserva cette charge jusqu'à sa mort, vers le 20 mars 1588. Il s'occupa aussi des archives valaisannes aux côtés de Philippe Torrenté, dès 1574. Ce zélé serviteur de l'Etat était un humaniste proche des milieux réformés. Voir à son sujet les notices biographiques écrites de sa main et complétées par son second fils, Jacques Guntern citées ci-dessous, ainsi que le mémoire de Serge PRAPLAN, *La correspondance de Martin Guntern (1581-1585)*, Lausanne, 1978, 118 p. (dactyl.). L'auteur de ce mémoire affirme que Martin Guntern se rendit à Paris pour étudier, ce dont nous doutons.

⁵³ Il s'agit d'un document original de vingt pages, en latin, non daté, commencé par Martin Guntern et complété par son second fils, Jacques Guntern. Ce document est en cours de publication. Nous remercions monsieur Bernard Truffer pour ces renseignements.

⁵⁴ Le vidomne exerçait, en alternance avec le major, la haute et basse justice dans le dizain. Il exerçait aux mois de mai et d'octobre, ainsi que la nuit. GRAVEN, *Essai sur l'évolution du droit pénal valaisan*, pp. 101-106 et 112-115.

⁵⁵ Philippe Torrenté naquit en 1522. Ce *patriote* effectua une grande carrière politique et occupa diverses charges, telles celles de châtelain de Sion, de vice-bailli, de gouverneur d'Evian et d'archiviste de l'Etat aux côtés de Martin Guntern. Il mourut de la peste le 30 décembre 1581. FAYARD DUCHÊNE, «Du val d'Anniviers à Sion. La famille de Torrenté des origines à nos jours», pp. 32, 37-46, 214 IV. 1. et 215 V. 2, TRUFFER, «Das Walliser Archivwesen im 16. Jahrhundert», pp. 225-228.

⁵⁶ Jacques de Riedmatten naquit vers 1530. Second fils de Pierre de Riedmatten, dit Gon, (lui-même fils naturel de l'évêque Adrien I^{er} de Riedmatten), il fut capitaine en Piémont en 1553, intendant de la maison de son frère, l'évêque Hildebrand de Riedmatten, et capitaine en France, où il décéda avant le 15 juin 1572. AEV, fonds Père Henri de Riedmatten, n° 9: *Généalogie établie par Hans Anton von Roten*, p. 14-15, RIEDMATTEN Henri de, «Herkunft und Schicksal einer St. Niklausen Familie: die Riedmatten», in *BWG*, 13 (1964), pp. 529-561, p. 535 et Stammtafel II.

⁵⁷ Fils de Pierre de Riedmatten, Hildebrand naquit vers 1530/1535 à Munster. Après avoir étudié à Bâle, Cologne et Paris, il devint chanoine de Sion en 1550. Elu évêque de Sion par le Chapitre et la Diète le 22 juin 1565, il fut confirmé par Rome le 20 février 1568 et consacré à Aoste, le 20 juillet 1569. Ce prélat, irréprochable dans ses mœurs, ne parvint pas à enrayer la progression de la Réforme dans le pays. Il décéda le 24 novembre 1604 (ancien style). AEV, fonds père Henri de Riedmatten, n° 9: *Généalogie établie par Hans Anton von Roten*, p. 15, *Helvetia Sacra*, I/5, pp. 244-246.

⁵⁸ AEV, fonds Courten, B7, 1/17: *Document anonyme et non daté traitant du nouveau mode de distribution des pensions françaises par rôle, par état et à volonté en Valais*. Voir aussi FAYARD DUCHÊNE, «Du val d'Anniviers à Sion. La famille de Torrenté des origines à nos jours», p. 109.

⁵⁹ GERN, *Aspects des relations franco-suisse au temps de Louis XVI*, p. 164 ; FAYARD DUCHÊNE, «Du val d'Anniviers à Sion. La famille de Torrenté des origines à nos jours», p. 109.

⁶⁰ PARIS A. E., *Mémoires et documents*, Suisse, vol. 3: *Instruction donné à Monsieur l'ambassadeur Myron sur le fait des Payements venants en Suisse, 14 May 1617*, pp. 167-168.

⁶¹ PARIS A. E., *Mémoires et documents*, «Suisse», vol. 40: Pensions et dépenses du service politique en Suisse, 1784, p. 24.

⁶² PARIS A. E., *Mémoires et documents*, «Suisse», vol. 50: Les Relations financières entre la Suisse et la France, 1477-1750, p. 18 r°.

⁶³ PARIS A. E., *Mémoires et documents*, «Suisse», vol. 40: Pensions et dépenses du service politique en Suisse, 1784, p. 110 et suivantes.

⁶⁴ *Ibid.*, pp. 58-84.

⁶⁵ AEV, ABS 219/47, fol. 13-17: *Décompte de la pension par rôle pour l'année 1573*.

⁶⁶ AEV, ABS 219/47, fol. 35-39: *Décompte de la pension par état pour l'année 1573*.

⁶⁷ AEV, ABS 219/47, fol. 181-186: *Décompte de la pension à volonté, par rôle et par état. S. d.* Cette liste mentionne le grand bailli Gilg Jossen Banmatter qui exerça cette charge de 1601 à 1603, ce qui nous donne à penser que cette liste fut établie au cours de ces années. ROTEN, «Die Landeshauptmänner», pp. 258-261.

⁶⁸ IMESCH, WLA, 2, pp. 278-280, n° 54.

⁶⁹ TRUFFER, GATTLEN, WLA, 5, pp. 136-140.

⁷⁰ TRUFFER, GATTLEN, WLA, 3, p. 10/e, 36/f, 74/ff.

⁷¹ TRUFFER, GATTLEN, WLA, 3, p. 35/f.5 et 36/g.

⁷² Ce traité prévoyait la restitution à la Savoie des gouvernements d'Evian et du val d'Aulps. En revanche, les dizains conservaient le gouvernement de Monthey et Le Bouveret.

⁷³ AMMANN, TRUFFER, WLA, 7, p. 238/w.

⁷⁴ A l'automne 1588, Charles-Emmanuel de Savoie s'empara du marquisat de Saluces, dernier vestige des conquêtes françaises en Italie. Ce coup de force provoqua la guerre avec la France, qui s'acheva momentanément avec la paix de Vervins, le 2 mai 1598. Mais lassé des attermolements du duc quant à la rétrocession de Saluces, Henri IV occupa, dès le 15 novembre 1600, tout le duché de Savoie. Le 17 janvier 1601, la paix de Lyon mit fin au conflit qui opposait la France à la Savoie. CRAMER Lucien, *La seigneurie de Genève et la maison de Savoie de 1559-1602*, t. 4; DUFOUR Alain, *La guerre de 1589-1593*, Genève, 1958, 264 p., pp. 45-49; ROTT Edouard, *Henri IV, les Suisses et la Haute Italie. La lutte pour les Alpes (1598-1610)*, Paris, 1882, 503 p., pp. 29-33 et 91-94; DUFOUR Alain, «La paix de Lyon et la conjuration de Biron», in *Journal des Savants*, 1965, Paris, pp. 428-455.

⁷⁵ AMMANN, TRUFFER, WLA, 7, p. 372/o, 378, 380/c, 456/k.

⁷⁶ AMMANN, TRUFFER, WLA, 8, pp. 77-79/a et 92/l.

⁷⁷ Originaire de sud de l'Allemagne, Antoine Fels était bourgeois de Constance et siégeait au petit Conseil de Lindau. Depuis 1599, il approvisionnait le Valais en sel de France. AMMANN, TRUFFER, WLA, 8, p. 99/a, DUBOIS, *Die Salzversorgung*, p. 430, notes 121 et 464.

⁷⁸ AMMANN, TRUFFER, *WLA*, 8, p. 165-166/n et DUBOIS, *Die Salzversorgung*, p. 490, note 3.

⁷⁹ AMMANN, TRUFFER, *WLA*, 8, p. 189/c; DUBOIS, *Die Salzversorgung*, pp. 490-491, note 3.

⁸⁰ Ce revirement survint lors de l'assemblée du 26 juillet 1597: la Diète valaisanne se détourna de la France et décida d'accorder son soutien à la Savoie. Le gouvernement justifia sa décision en affirmant que cette guerre était de toute évidence dirigée contre les Etats héréditaires du duc et la proximité de l'ennemi – qui avait déjà envahi le comté de Maurienne – représentait une menace pour le Valais lui-même. Pour appuyer son propos, la Diète cita la sagesse populaire qui affirmait que, lorsque la maison du voisin brûle, la sienne n'est pas en sécurité. AMMANN, TRUFFER, *WLA*, 8, p. 50/c.

⁸¹ *Nouveau Larousse illustré*, t. 4, p. 569.

⁸² KÖRNER, *Solidarités financières suisses*, pp. 43-44.

⁸³ TRUFFER, AMMANN, *WLA*, 6, p. 109/j et 232/k.

⁸⁴ TRUFFER, AMMANN, *WLA*, 6, p. 254/h et 308/h.

⁸⁵ AMMANN, TRUFFER, *WLA*, 7, p. 53/f.

⁸⁶ L'étude de la distribution de la pension savoyarde ne porte que sur les quinze années allant de 1572 à 1587. En effet, les décomptes manquent pour les années 1530, 1534 (lorsque cette libéralité ne se montait encore qu'à 200 florins du Rhin), 1590 et 1601. En outre, nous manquons de données fiables pour les années 1531, 1570 et 1589.

⁸⁷ TRUFFER, GATTLEN, *WLA*, 5, pp. 348-349/k.

⁸⁸ TRUFFER, GATTLEN, *WLA*, 5, p. 242/g et 274/s.

⁸⁹ TRUFFER, AMMANN, *WLA*, 6, p. 170/l, 190/k.

⁹⁰ TRUFFER, GATTLEN, *WLA*, 5, p. 349/k.

⁹¹ TRUFFER, AMMANN, *WLA*, 6, p. 82/l.

⁹² TRUFFER, AMMANN, *WLA*, 6, p. 143/m. Sur ce sujet, voir également TRUFFER, «Das Walliser Archivwesen im 16. Jahrhundert», pp. 226-227.

⁹³ TRUFFER, AMMANN, *WLA*, 6, p., p. 255/h et 286/i.

⁹⁴ TRUFFER, AMMANN, *WLA*, 6, p. 308/h.

⁹⁵ TRUFFER, AMMANN, *WLA*, 6, p. 304/c.

⁹⁶ KÖRNER, *Solidarités financières suisses*, p. 413.

⁹⁷ KÖRNER, *Solidarités financières suisses*, p. 112 et 413-414.

⁹⁸ FAYARD DUCHÊNE, «Du val d'Anniviers à Sion. La famille de Torrenté des origines à nos jours», p. 108. Voir aussi KÖRNER, *Solidarités financières suisses*, p. 110.

AN ARMY INSIDE THE ARMY THE SWISS REGIMENTS OF THE SABAUDIAN ARMY 1741-1750

Giovanni Cerino-Badone

The Italian military historiography has always little considered the presence of Swiss infantry regiments at the service of the Italian pre-unitary states. In many ways the units that had fought for the House of Savoy during the XVIII century had been almost totally forgotten. Some studies were made about uniforms and flags, much more about their leaders, but nothing about their soldiers, their operational history, and organisation¹. In a matter of numbers, the presence of such regiments was extremely significant, and we can easily speak about them as «*an army inside an army*».

1 | THE SABAUDIAN STRATEGY AND THE SWISS CHOICE

In 1742 the kingdom of Sardinia began the War of Austrian Succession (1742-1748) on the side of the Austrian Empire against Spain. At the beginning a fast moving offensive was possible against a Spanish force in Po Plain, compelling the enemy to abandon the north Italy. But at the end of the year, with the invasion of Savoy operated by the army of Don Philippe de Bourbon, the strategic initiative was irreparably lost. The operational theatre, by then, became univocal: France and Spain should have tried to overcome the «Fortress Piedmont», gain the Po Plain and tear the Duchy of Milan up to the crown of the young empress Maria Theresa.

For the king of Sardinia, Charles Emmanuel III it, was time to strengthen the alliance with London and Wien and the 13 September 1743 at Worms a new treaty was signed. The concept of this alliance for Turin was, more or less, this: lands (from Lombardy and Liguria) and moneys for the defence of Italy's western border and to organize an offensive against the naval base of Toulon.

Now was time to raise a strong army able to face the forces of both Spain and France. The Great Britain wanted about 40000 Sabaudian and 30000 Austrian soldiers to operate under the command of Charles Emmanuel III. To raise such a force should be an expensive business in term of manpower and money. The population of kingdom of Sardinia (2343000 souls) should not absorb the new levy of over 10000 men, necessary to put the army to its operational strength, without a direct negative impact

on society and economy. In 1738 there was a soldier for 76 civilians, and even such request of manpower, in particularly for the 10 cantonal organized «regiments of provincial infantry», created many troubles especially to the rural communities². So it was immediately clear that the shortage of personnel should be avoided with the raise of new German or Swiss battalions. Every hired foreign soldier not only added to the strength of the state, but he freed a native subject for productive labour and deprived the enemy of a potential recruit. But even during the peace times the Sabaudian army was an extremely expensive toll of war. In 1738 – 1741, with a force of 30500 men (39 infantry battalions and 32 cavalry squadrons), the army cost about 8 millions Livres and another million was necessary to the grain furniture of 6901,5 tons, and a single regiment of Swiss infantry of two battalions (1200 men) could cost over 270000 Livres for years³. England poured into the cashes of Turin an annual subsidy of 200000 Pounds (five million Livres)⁴.

After the campaign in Savoy in 1742 for the Court of Turin was clear that the time of offensive was over and, without a direct support by the imperial forces diverted in Silesia and against Naples, it was better to plan a new defence of the western alpine border. This idea, even strictly defensive, was a necessary measure against the numbers of the combined armies of France and Spain. Only on the Italian theatre they could line up these forces.

Year	Campaign	French-Spanish Army forces
1742	1 st Savoy	20000
1743	Chateau Dauphin	30000
1744	Villefranche	30000
1744	Western Alps	55000
1745	Maillebois' Army	65000
1745	Lautrec's Observation Corp	13000
1746	Gage/Maillebois' Army	40000
1747	Provence Army	50000
1747	Chevalier de Belle-Isle's Observation Corp	22000

The Sabaudian army's size rose in less than a year from the 30500 (1741) to the 43000 men (1742). In 1747 there were about 55641 soldiers under the flags of the kingdom of Sardinia, about 20400 were foreign mercenary and among these 11200 were Swiss. The «Swiss choice» derived not only by manpower shortage, but also from a precise strategic plan. It was simply impossible to engage an aggressive manoeuvred campaign with two or more bloody engagements, and hope to save the army from a collapse. So in was now necessary to wait for the enemy offensive, and try to repulse every effort

to conquer the «alpine bastion» with or without Austrian auxiliary forces. A chain of fortifications, both field entrenched camps and strong bastioned fortresses, was the tactical grip necessary to nullify the numerical superiority of the enemy. The Swiss regiments, which distinguished themselves in defensive combats in the War of Polish Succession (1733-1738), were exactly the kind of troops needed to defend effectively the Alps⁵.

2 | THE REGIMENTS: CAPITULATION AND ORGANIZATION

Swiss regiments had a greater resemblance to private commercial enterprises, while the contingents which were hired out by Swiss were used to raise money and sometimes also as an indirect instrument of policy. The raise of foreign regiments was adjusted with the system of *capitulation*, the actual contracts between the Crown, the colonels commanded and cantonal authorities. With this agreement, the regiments were kept in service for several years (between four years and twelve years) and not for the duration of a campaign alone. Every unit was to procure the uniforms, but the armament and ammunition were supplied directly by the Sabaudian arsenals⁶. There were many privileges: the choice of recruits was at the discretion of the commander, without rigid religious constraints⁷. From a legal point of view, the Swiss were «almost independent», even for ordinary crimes, except those of «*high treason and false money, affecting the King himself or his Honour, or the public peace and tranquillity of the State*»⁸.

At the outbreak of hostilities three regiments, for a total of 7 battalions, had already signed their capitulation with the sovereign:

- Regiment Diesbach (two battalions). Capitulation of twelve years, signed on 22 November 1738;
- Regiment Rietman (three battalions). Capitulation of eight years, signed the 27 February 1741;
- Regiment Guibert (two battalions). Capitulation of ten years, signed the 18 August 1741, with the raise of two companies to form the 3rd Battalion.

The needs for the new conflict persuaded the king to enlist another six Swiss battalions:

- Regiment Reydt, raised the 12 January 1742, on one battalion. In May was raised a 2nd Battalion, followed by a 3rd Battalion the 22 February 1743;
- Regiment Keller, raised the 27 February, on two battalions;
- Regiment Meyer, raised the 1 June 1744, was composed of a strong battalion of four companies of 175 men each, two of which were raised in the Canton of Glarus, and two in that of Appenzell;
- 4th Bn. Regiment Kalbermatten (formerly Rietman), raised in the course of 1744.

During the war the Swiss battalions rose from seven (1740) to 16 (1747), while the troops had increased by 62,5 %, rising from 4200 to 11 200 men⁹.

Swiss infantry of the Sabaudian Army 1740-1747								
	1740		1743		1744		1747	
Regiment	Bns	Men	Bns	Men	Bns	Men	Bns	Men
<i>Rietman, Kalbermatten</i>	3	1800	3	2100	4	2800	4	2800
<i>Guibert, Utiger</i>	2	1200	3	2100	3	2100	3	2100
<i>Diesbach, Roguin, Roi</i>	2	1200	3	2.100	3	2.100	3	2100
<i>Keller</i>	-	-	2	1400	2	1400	2	1400
<i>Reydt, Salis</i>	-	-	3	2100	3	2100	3	2100
<i>Meyer</i>	-	-	-	-	1	700	1	700
Total	7	4200	11	9800	16	11200	16	11200

The regiments organized their battalions in four great companies of 175 men each, like the Louis XV's Armée Royale. Each company was organized as a small independent unit, with its flag and its own rate of grenadiers, usually reorganized into a separate company during war campaigns¹⁰.

The Swiss infantry regiments became, during the conflict, real separate brigades. The Regiment Kalbermatten in 1744 counted well 4 battalions, for a total force of 2800 men. Similarly other three regiment-brigades were raised, Reydt/Salis, Diesbach/Roguin/Roi, Guibert/Utiger, each organized in three battalions. However, it was quite rare that these units should operate with all their battalions together. The doctrine of employment of the Sabaudian army provided no more than two battalions of the same regiment grouped under the same command, to avoid Colonels with the same powers of command of higher officers, like Brigadier Generals.

3 | THE «GENTIL GALANT» GOES TO WAR: THE SWISS OFFICER BETWEEN BUSINESS AND WARFARE

The Swiss officer was a strange mixture between war and business, between the sense of duty of obedience to the sovereign under whose flags he fought and personal interests. The social origin was not obvious. Eleven of the regimental commanders who served in the War of Austrian Succession, seven belonged to the nobility and of these only four had already been a social position of prestige within the various cantonal councils. Not all were descended from families of soldiers, and only 4 colonels boasted a relative or a relative who already served in any regiment in the pay of foreigners, and yet almost all the time to enter the service of kingdom of Sardinia had become a solid

experience of war. Mostly they were veterans of the War of Polish Succession (1733-1738), but there were also those who, like Johann Rietman, had fought in the War of Spanish Succession (1701-1713). Characters like Alexandre de Guibert Syssac and Augustin Gabriel Roguin had for a military career and a passion to the point that brought them to make important innovations in the army of Savoy, especially working to improve the tactical *Règlement d'Exercice et de Manoeuvres*. Only B  at Gaspard Uttiger seemed to be the «Homo Novus» between the commanders of the regiment. Trained as a magistrate in the canton of Zug, political troubles led him to choose a military career when, already 36-year old, when many of his colleagues in uniform have boasted for many years a military experience of all respect. For the recruitment of junior officers, and later of soldiers, the Colonels relied on a network of patronage formed by relatives, friends or members of the same canton. Jean Reydt had begun his career in the regiment of his father, while Louis-Albert Roguin, when he rose the 13 November 1733 a new regiment for the king of Sardinia, offered the gallons of lieutenant colonel to his cousin Gabriel Augustin Roguin¹¹. From the battalions'rolls relationships, the geographic and religious proximity emerge inside the Swiss officers'staff, whose careers had necessarily a different process from the rest of the army, more linked to internal dynamics to the regiments and the Swiss *community* ¹². In Regiment of Bernese infantry Diesbach, which we will use as an example of regimental history, of 60 officers 57 were from Berne or the nearby countryside¹³. The roles of 1742 revealed that 29 officers belonged to twelve different families, forming a network of internal relationships that today we can only guess¹⁴.

At least the regimental commanders, however, responded to the high command about their actions and the king of Sardinia seemed very pleased with their performance on the battlefield. At least eight officers reached the rank of general before ending their career, while two others were decorated with the Cross of Knight of the Order of SS. Maurice and Lazarus. However the fundamental business of the army was to fight, and although the actions were brief and infrequent, they were also quite violent and the battlefield pretended its toll of life and three Colonels, Gabriel Augustin Roguin, Alexandre Guibert and Johann Reydt, fell in action or for injuries. Even within single regiments losses were serious.

Officers'losses of Regiment Diesbach-Roguin-Roi 1742-1747			
Killed in Action	8	13,3 %	
Deaths during the campaign (Disease, wounds)	6	10 %	36,6 %
Wounded	8	13,3 %	
Prisoners	3	5 %	
Resigned	13	21,6 %	
Total	38	63,3 %	

The Regiment Diesbach-Roguin-Roi lost during the war 38 officers, the 63,3 %. This is a very high percentage. However, only a portion of these losses can be attributed to actions of war. Only the 36,6 % was wounded, killed or taken prisoner, and almost all the wounded personnel was able to resume service. Most of the losses were due to voluntary departure, or to withdraw from the contract due to personal reasons. The percentage, although high, did not reach the critical threshold of 50 %, as it happened often in the Prussian army of Frederick II during the Seven Years' War. The officer corps, the key guidance and control of troops in battle, was badly damaged but not in such a way as to cause a collapse of discipline and battle-effectiveness also in the final stages of the conflict.

4 | THE NCO: THE BACKBONE OF THE BATTALIONS

Under the eye of the colonel commandant and his officers the great part of everyday duty inside the regiment was devolved to non-commissioned officers, corporals, and a number of non-combatant specialists, like the Ministre, the Aumonier, the Chaplain, the Surgeon and the Drum Major. At the level of the company, contributions to the life and running of the unit were made by First Sergeants, Sergeants, Corporals, Lance Corporals, Drummer and Fifers.

Every company had four First Sergeants, who were supposed to be formidable peoples, since «*we consider the sergeant as the soul of the company, so he has to be an honourable and faultless man*¹⁵.» They executed the orders of the captain and lieutenants, oversaw the distribution of rations, inspected quarters and camp lines and maintained the alignment and order of the company in march and in battle. First sergeants also had the task of collecting the company muster list, but even they inspect and kept records of all guards, detachments and working parties. At the beginning of the war sergeants had a *Kurzgewehere* or *Hallebard de sergent*, a particularly short pike, different in they form from the others used in the Sabaudian army and, among the other soldiers of the same regiment, only them were allowed to carry a short curved blade, called *Sabro*¹⁶. The basis of the company was indeed on the shoulders of Corporals and Lance Corporals. These were reable soldiers who had to kick a party of six or seven men into wakefulness every morning in their chamber or tent, and make sure that they and their weapons were in a presentable state to go on parade or guard, take the road, or face the enemy in action. Then they had the duty to maintain discipline in the ranks, inspecting weapons, uniforms and equipments, and they had to command guards and small detachments.

In battle NCOs were the fundamental link between officers and soldiers. They controlled if their men had understood orders in the right way and, more important, they were the real element of control and discipline over privates. They, with their impressive pikes and sticks, had to punish or literally to push into the battle their soldiers.

The high command wanted for these task men who were steady, brave and physically strong. According to the regiment's traditions and due to Canton of recruiting, NCOs had to be of a restricted Swiss area. Soldiers had to recognize his direct superior as a truly genuine element of the land of recruiting for each unit.

We can consider now the situation of NCOs in the Regiment Diesbach-Roguin-Roi at the beginning of the war in 1742 and at the end in 1747. Nominally it was a regiment of Bernese infantry.

NCOs geographical provenience in the Regiment Diesbach-Roguin-Roi				
Country	Total number	Percentage 1743	Total number	Percentage 1747
Bern	146	58,4 %	110	41 %
Swiss (general)	42	16,8 %	70	26,1 %
Holy Roman Empire	24	9,6 %	23	8,6 %
Germany (general)	35	14 %	50	18,6 %
Alsace-Lorraine	2	0,8 %	12	4,5 %
Poland	1	0,4 %	3	1,1 %
Total	250	-	268	-

The number of the NCOs had changed during the war, and they passed from 250 to 268; the raising of a new 3rd Battalion, recruiting teams and the necessity of a more rigid discipline inside the regiment (more or less completely reconstructed after the heavy losses of the 1744/1745 campaigns) were strictly necessary. In 1743 about 146 NCOs (58,4 %) came from Bern and its Canton. Losses, difficulties in recruiting and lack of available replacements meant that in 1747 the number of Bernese NCOs reduced to 110 (41 %).

The command of the regiment tried replacements among the soldiers from Berne or at least, Switzerland. The rate from other Swiss cantons rose from 42 (16,8 %) to 70 men (26,1 %). In numerical terms, despite the heavy losses suffered by the regiment, the element among the graduates of Swiss troops still remained predominant (67,1 %) on other European groups (32,9 %). Staying the German language spoken within the regiment, soldiers from the Holy Roman Empire and Germany were promoted NCOs. In 1743 there were around 59 (23,6 %), rose in 1747 to 73 (27,2 %).

5 | «ON DIT QUE TU PARS POUR LA GUERRE, DANS LE PIÉMONT SERVIR LE ROI»: THE SWISS PRIVATE SOLDIER

The soldiers who enlisted in the Swiss regiments were all volunteers. The war operations severely depleted the regional nature of some Swiss units in Switzerland, which overcome the lack of recruits originating from the cantons accepting soldiers of other nationalities able to speak, according to the nature of the regiment, German or French. Then, towards the end of the War of Austrian Succession, colonels had at their command only a fifth of the troop of Swiss nationality, *«the others are almost all Germans, but there are also French and even the Savoyards, who deny their homeland and Swiss declare money to take four and a half a day¹⁷.»*

Analyzing the rolls of Regiment *Diesbach-Roguin-Roi* we can reconstruct in detail the situation for what concerns the nationality of the troops.

Grenadiers and privates'geographical provenience in the Regiment <i>Diesbach-Roguin-Roi</i>				
Country	Total number	Percentage 1743	Total number	Percentage 1747
Bern	941	56,6 %	513	30,8 %
Swiss (general)	243	14,6 %	205	12,3 %
Holy Roman Empire	187	11,2 %	460	27,6 %
Germany (general)	245	14,7 %	372	22,3 %
Alsace-Lorraine	31	1,8 %	74	4,4 %
Piedmont	1	0,06 %	-	-
France	6	0,3 %	-	-
Poland	3	0,2 %	14	0,8 %
Holland	2	0,1	9	0,5 %
Great Britain	-	-	1	0,06 %
Denmark	1	0,06 %	-	-
Ireland	1	0,06 %	-	-
Unknown	1	0,06 %	15	0,9 %
Total	1662		1663	

The war and the need to increase quickly the regimental strength led to a rapid change of the nature of the soldiers, both from the quality and nationality point of view. If in

1742 56,6 % of soldiers were recruited in the canton of Bern, five years after the percentage reaches only 30.8 %. The percentage of soldiers natives from Switzerland went from 71,2 % in 1743 to 43,1 % in 1743. The Sabaudian army spoke three languages: Italian, French and German. The regiments were formed with companies linguistically homogeneous among themselves, since the orders were sent to men in their language of origin¹⁸. Therefore the recruiters engaged primarily subjects of the Austrian Empire or, more simply, all those who were able to speak and understand the German language. In 1747 50 % of the Regiment Roi was actually formed with men from the Habsburg Empire and Germany. Although the officers preferred soldiers with an age between 30 and 40 years, adult and able to endure the hardships of a campaign of war, 62,6 % of these were less than twenty-two, 28,4 % among twenty to thirty, and only 9,9 % had more than thirty. The young age and extraction urban (30 %) make them turbulent, difficult to manage in the campaign and in combat, easy to demoralize and opportunists ready to exploit the failings of their superiors¹⁹.

The manpower of the Sabaudian army flowed more or less voluntarily from different parts of Europe. The recruits who came from Northern Europe through the Alps from the pass of the Great St. Bernard, and were set aside in Aosta, Ivrea, Turin and, depending on the actual position of the regiment, in Novara or Cuneo.

Recruits of the Regiment <i>Diesbach-Roguin-Roi</i>				
Country	Total number	Percentage 1743	Total number	Percentage 1747
Bern	92	26 %	47	8,3 %
Swiss (general)	59	16,7 %	72	12,8 %
Holy Roman Empire	63	17,8 %	252	44,8 %
Germany (general)	86	24,3 %	130	23 %
Alsace-Lorraine	47	13,3 %	37	6,5 %
France	1	0,3	3	0,5 %
Poland	2	0,5 %	5	0,8 %
Holland	3	0,8 %	2	0,3 %
Great Britain	-	-	2	0,3 %
Ireland	-	-	1	0,1 %
Unknown	-	-	11	1,9 %
Total	353		562	

Reading the rolls of the regiments we can understand that there was indeed the necessity of equalize the administrative and the tactical organization. The company then was often understood as a stationary unit for use in combat. When the battalion was engaging a firefight, it was deployed in 3 ranks, divided into 13 platoons (12 of fusiliers and one of grenadier), one of which was the group behind the flags. This central platoon divided the battalion into two wings, each of six platoons. All companies could hold a total of 175 m. This deployment during the first half of the XVIII century was not yet fully understood by many officers²³.

Lc0000000000000000S
c00000000000000000cS
c00000000000000000c
C
c00000000000000000c
S
c00000000000000000c
c00000000000000000c
c00000000000000000c
S
S
c00000000000000000c
c00000000000000000c
c00000000000000000c
S
S
c00000000000000000c
c00000000000000000c
S
S

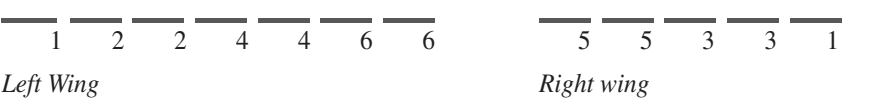
S
S
S
S

L

L tttt

Right Wing (2 companies) of a Swiss battalion deployed for a fire action. C: captain. L: lieutenant. S: sergeant. c: corporal. o: private. t: tambour.

The platoon commanders were deployed on the outer sides and the roll of drums commanded the fire. The two platoons on the right opened fire, then the two on the left. The action of fire continued in such way, from the wings towards the centre. The result was to maintain a continuous fire all along the front of the battalion.



The fire was made from three lines simultaneously, with the first in knee²⁴. When the battalion was to advance could use the column, lining up the platoons in pairs or individually, with the grenadiers at the head. For the advanced line was devised a system of fire intended to undermine the enemy's defences before reaching impact with the bayonet. According to the tactical situation, the battalion stopped and opened fire with two platoons of each outer wing. The unit was advancing again, and at the end of this movement it fired with the four platoons placed toward the centre. Finally the four platoons of the centre of the wings at the end of the third offensive movement. Meanwhile the men could recharge, and prepare for the next advance.



In case of withdrawal the two external platoons of each wing fired, first right, then left, while the rest of the battalion continued his evasive movement. After their fire action, the four platoons reached of the battalion as quickly as possible. It was now the central platoons to cover the next move backward and the movement continued with eight platoons marching and four making the covering fire. Defence against cavalry was entrusted to the firepower: immediately the four platoons in the centre of the battalion fired. Then it was the time of the four at the centre of each wing, and finally those of the extremities. When the situation was too dangerous, it was necessary to use the square²⁵.

The *Règlement* appeared to be one of the most advanced of its period. Its main characteristics can be summarized in the following points:

- Emphasizing the fire power. On this element, the *Règlement* was nothing short of futuristic. While the Imperial and the French maintained their heavy tactical units in 4 ranks, the Sabaudian infantry on the battlefield could use a formation in four or three ranks according to tactical situation. To fire it was always recommended the three ranks with fire platoons. The aim was to saturate a front of 175 meters wide by 75 deep with 2045 rounds per minute²⁶.
- Low effectiveness in attack. The advance in line with covering fire did not give sufficient depth and was too slow to exploit advantageous tactical situations. The evasive manoeuvres broke the front of the battalion and embarrass the unit that was to face a counterattack enemy.
- Good efficiency in defence. From a static position, better if properly entrenched, firepower developed could, if properly used, to stop any storm front.

In any way, the *Règlement* appeared to be some only a sort of written suggestion of the unit commanders who, like the French *Armée Royale*, developed tactical rules for each regiment²⁷.

During the conflict, the army of Charles Emmanuel III should maximize its combat tactics, especially in matters of defence to the point that, in 1748, it had reached a high degree of efficiency. The Order of Battle of S.M. of the 6 October 1743 codified a new defensive strategy based on the increased firepower of the units deployed with an unprecedented formation of two ranks²⁸.

7 | THE FACE OF BATTLE

Despite the subsequent questionable reputation, which occurred mostly at creating because of the sudden surrender of the castle of Bard 7 October, 1704 and for some few episodes of the next War of the Alps (1792-1796), the Swiss units fought much better and with greater determination than other far more prestigious Sabaudian regiments²⁹.

The beginnings of the Swiss infantry were not the best, and in winter 1742 the first campaign in Savoy had raised doubts about the capacity of the mercenary troops. The Regiment Keller sent the 2nd Battalion to serve as a garrison force in Sardinia³⁰, but kept the 1st Battalion on the mainland, which participated in operations in Savoy, and it was severely decimated by desertions. Before the end of the year, the whole battalion had no more than 70 men under its flags³¹. This unit, not yet fully reconstituted, in 1744 was sent to the entrenched camp of Villefranche, and deployed to defend the trenches at the Collet de Villefranche. During the fighting of 21 April, the 1st Keller was surrounded and forced to surrender, along with the 2nd Fucilieri, 1 Aosta, 2nd La Regina and 1st Sicilia. The Swiss battalion had fought for three hours entrenched into the Thaon's Farm, until the exhaustion of ammunition. The Colonel surrendered only after receiving assurances that he and his men would not have been passed for arms³². Regain the lost positions, alongside the 2nd Battalion of Regiment Saluzzo and the single battalion of Regiment Tarantasia, was the task of the 1st Bourgsdorff and of the 3rd Guibert, which regained the control of the Collet and the previously lost Mont Gros³³. The Swiss and Germans regiments gave at the battles of Pierrelongue (19 July 1744) and Madonna dell'Olmo (27 September 1744) a significant test of strength and fighting spirit. It was not surprising that the 19 July 1747 the defence of Gran Serin Redoubt, the keystone of the entrenched camp of Assiette in Susa Valley, was assigned to the 2nd and 3rd Battalion of Regiment Kalbermatten, and to the 3rd Battalion of Regiment Roi. The assault of the column of Lieutenant-General De Villemur was rejected, and rightly Damiano Giuseppe Maria del Carretto, earl of Priocca, in his report of the battle could write that «the three Swiss battalions fought on the Serin with their usual courage³⁴.»

But it was an hard-won military glory. The Regiment *Diesbach-Roguin-Roi* had a nominal force of 2100 men. The losses were very severe, but the regimental staff did its best to keep the battalions at their usual strength, maintaining an average of 2057 soldiers, just 43 below the theoretical force.

Strength of Regiment <i>Diesbach-Roguin-Roi</i> 1742-1747						
1742	1743	1744	1745	1746	1747	Annual average
2250	2110	2013	2003	1883	2085	2057

The losses suffered by the regiment between 1742 and 1747 were impressive. At the end of 1747 3896 men had been removed from the rolls. Also excluded from the list of the 500 dismissed soldiers (24 %), exempted from service since their non-suitability for military life, old age or never recovered wounds and all the 121 men who were expelled for their unseemly behaviour (5,8 %), the losses still remained 3.154, the 153,3 %.

Losses of Regt. <i>Diesbach-Roguin-Roi</i> 1742-1747								
Year	1742	1743	1744	1745	1746	1747	Total	Percentage
Killed	131	93	334	303	288	112	1.261	61,3 %
Wounded	-	-	251	22	-	25	298	14,4 %
Prisoners	-	1	13	159	3	33	209	10,2 %
Deserters	219	96	72	376	397	317	1.477	71,8 %
Missing	-	-	2	28	-	-	30	1,4 %
Other causes	6	6	2	50	40	17	121	5,8 %
Discharged	34	120	47	133	128	38	500	24,3 %
Total	390	316	721	1071	856	542	3896	-
Percentage	17,3 %	14,9 %	35,8 %	53,4 %	45,4 %	26 %	189,4 %	-

At the end of 1745 the losses were 2.164, of whom 861 killed, 271 wounded, 173 prisoners and 763 deserters, the 105,2 %. The year 1745 was particularly difficult, since the combined armies of French and Spain inflicted a series of stunning defeats to Charles Emmanuel III. The Regiment *Roi* during that campaign lost the 53,4 % of its men.

To recover the losses, very intense operations of recruitment were necessary. The campaigns of 1744, 1745 and 1746 were very intense, and eventually 2648 men were lost for various reasons. Nevertheless it was possible to recover in the same period 2962 replacements. Overall, between 1742 and 1747, 4101 volunteers were enlisted.

Recruits of Regt. <i>Diesbach-Roguin-Roi</i> 1742-1747						
1742	1743	1744	1745	1746	1747	Annual average
323	377	403	958	1601	439	683

The new soldiers were raised, trained and sent as soon as possible to the front. Of these 604 were lost, mostly for desertion. In 1746 teams of recruiters selected men so unreliable that on 266 replacements 168 (63 %) deserted before the end of the campaign.

Recruits' losses inside Regt. <i>Diesbach-Roguin-Roi</i> 1742-1747							
Year	1742	1743	1744	1745	1746	1747	Total
Killed	7	12	11	21	24	3	78
Wounded	-	-	7	-	-	-	7
Prisoners	-	-	1	-	-	1	2
Deserters	12	13	8	102	168	57	360
Transferred	-	-	-	-	51	2	53
Other	3	3	9	35	8	13	71
Discharges	-	4	4	8	15	2	33
Total	22	32	40	166	266	78	604
Media	6,8 %	8,4 %	9,9 %	17,3 %	16,6 %	17,7 %	-

Losses and lack of replacements undermine the stability of an army. All armies have a breaking point. It can be achieved when men of fighting units are taken to calculate, more or less rigorously, that the chances of survival have gone over the dividing line between possibility and probability of random death that can happen and its apparent statistics recurrence. This line is usually felt when the losses incurred during a conflict come to equal the number of troops in force to combat units. In the winter of 1745, soldiers recognized that the chances of survival had against him: «*my number is up*», as says the British Tommy.

This caused a collapse of the efficiency of the Sabaudian military machine that in the winter of 1745-1746 came to the point of collapse. Defeated militarily and with the French-Spanish forces about a day's of march from Turin, Charles Emmanuel III proposed peace negotiations and suggested a change of alliances³⁵. But regiments did not collapse.

The officers in every unit had suffered severe strokes but not likely to diminish the internal organization of the battalions. To recover from the crisis the new recruits, mostly deserters from the Austrian or French, were absorbed in the best possible way, while non-commissioned officers were kept as possible «Swiss». The Regiment Roi, like many others, despite the losses had now reached 105,2 %, remained a credible fighting force and, together with Regiment Kalbermatten, it was employed with success in the defence of the Assiette entrenched camp in July 1747. In March 1746, just seven months after the defeat of Bassignana (27 September 1745), the Sabaudian army gave way to an all out offensive on the eastern Piedmontese front, concluding it the after eight months on the west side of the Var into French territory. But that was its last manoeuvred action.

By the end of the summer 1745, with the army of Charles Emmanuel III reached its limits, the Austrian units aggregated to the Sabaudian forces were always more numerous³⁶.

Year	Numerical strength of the imperial forces on the front of Piedmont
1744	5500
1745	10000
1746	45000
1747	25000

From the campaign of 1746 the actions of the army of Charles Emmanuel III were limited to siege operations. The king avoided fighting in the open field and always he scrupulously waited the enemy behind solid trenches on field previously and carefully selected, studied, topographed and adapted to a static defence. The French and Spaniards, unable to engage the enemy in manoeuvred battle of large proportions, had little option but to attack frontally a complex of entrenched camps or try to bypass them with elaborated manoeuvres, with loss of time, men and materials³⁷. This strategy in the biennium 1746-1747 allowed the Sabaudian commands to limit losses on the battlefield, but at the cost of making the army a true «*army in being*». In naval warfare, the «*fleet in being*» is a naval force that extends a strategic influence without leaving its port, the enemy is forced to provide forces to continually monitor it. Unable to destroy it, both the French and Spanish and the Anglo-Austrian army needed to have the king of Sardinia allied or at least neutral, to secure a decisive edge in the Italian countryside. So the Sabaudian army remained an important card to play in the diplomatic negotiations, with both Vienna and London to Madrid and Paris.

8 | THE PEACE

The 11 May 1748 Charles Emmanuel III, informed of the opening of peace negotiations, unilaterally ordered the suspension of hostilities on the Italian front. All the colonels of Regiments of foreign infantry, Swiss, Germans and Italians were well aware that their units would be severely curtailed, if not disbanded. It started an underground war, made up of memorials, defamation, letters and personal talks with the king to obtain a renewal of the capitulations. The German officers were among the first to move, and already in 1749 a *memory* came to the War Bureau to prove the military superiority of German regiments. Very astutely they pointed out that their regiments cost

248435 Livres, instead of the 274351 Livres necessary for a Swiss regiment. It seemed that the Swiss transfer all of their moneys gained in Piedmont elsewhere, while the German troops spent more willingly in Piedmont. Swiss infantry regiments were accused of not being able to engage any offensive action, to be lazy and disobedient and not suitable for war. But at this point the relations with the sovereign worked much more and better than any document or report, and it was no doubt that the Swiss officers enjoyed a privileged relationship with the Court of Turin. The battalions were put on the foot of peace, and only a few of them were eventually disbanded, like the Italian regiments Lombardia and Sicilia, the Regiment Corsica, and the Regiment of German infantry Baden-Dourlac³⁸. The only Swiss regiment that occurred the same fate was the unlucky Regiment Keller.

9 | CONCLUSIONS

The Swiss soldiers were a veritable army into the army, distinguished by lavish wages, ample privileges and the right to pursue justice by its courts. They made their fortunes in the kingdom of Sardinia thanks to a human capital rich of a military experience of immediate use and great value. Inside the Sabaudian army different military units, like the Swiss regiments, different in culture, language and traditions coexisted, according to a phenomenon far more widespread than you might think today, conditioned as we are by ideas of national belonging alien to the XVIII century society. The kings of Sardinia over the heterogeneity of their army had built their strength, a characteristic that during the next century was not understood and, indeed, intensely criticized³⁹.

APPENDIX

LIST OF REGIMENTS AND BIOGRAPHIES

Abbreviations:

G = General. LG = Lieutenant General. MG = Major General. BG = Brigadier General. Col = Colonel. LCol = Lieutenant Colonel. M = Major. C = Captain. LC = Lieutenant Captain. L = Lieutenant. SL = Second Lieutenant. E = Ensign. Ct = Cadet.

Sources for Biographies: ASTO, Sezioni Riunite, Patenti Controllo Finanze II, Vols 1-20; GIRARD François, *Histoire abrégée des Officiers Suisses qui se sont distingués aux services étrangers dans des grades supérieurs*, 3 vol., Fribourg 1781-1782; MAY DE ROMAINMOTIER Emmanuel, *Histoire militaire de la Suisse et celle des Suisses dans les différents services de l'Europe, composée et rédigée sur des ouvrages et pièces authentiques*, Vol. VII, Lausanne 1788.

REGIMENT OF VALAIS INFANTRY RIETMAN-KALBERMATTEN

Colonels

21-12-1731, **Johann Rietman** (Schaffhausen, 14 March 1679 – Schaffhausen, 15 March 1761). Son of the Pastor Heinrich Rietman, he began his career in 1696 as Ct Regt. *Mural* at the service of Holland. In 1702 he fought in 1702 and 1703 campaigns. In 1704 he was recruited as the LC in the company of LCol. Vincent Tschärner in the Sabaudian Regt. *La Reine*. He participated at the siege of Verrua in 1704-1705, in January 1706 he was at the siege of Nice, where he was severely wounded, and in the summer he was at the defence of Turin. The following year he participated at the siege of Toulon in 1708 and, at the head of the grenadier company, at the capture of the Fort of Perosa in Chisone Valley. On 12 March 1713 he was appointed M in the Regt *Hakbrett*. With this unit he made the campaigns in Sicily during the War of the Quadruple Alliance. The 14 March 1725 he became LC and then he received the command of the regiment (21 December 1731). In the war for the Polish Succession he participated to the operations in Piedmont and Lombardy (Sieges of Novara and Tortona, battles of Parma and Guastalla). He received three wounds at the battle of Parma, he was made BG (4 November 1735) in reward for his services, charged of the government of Como, where his regiment was garrisoned. He was appointed MG 20 October 1737. In the campaign of 1742 participated in the siege of Modena and Mirandola. On 5 January 1743 he left the service for the effects of injuries on the battlefield and he retreated to Schaffhausen with a pension of 6000 Livres;

24-5-1744, **Bruno Kalbermatten** (Sion, 22 February 1700 - Turin, 26 April 1762). Member of one of the most powerful family of the Valais, and of the city of Sion in particular, he was the grandson of Nicolas Kalbermatten, Mayor of Sion, Bailiff of St.

Maurice and the owner of a Swiss regiment in the pay of the duke of Savoy in 1616. He was the son of Jacques-Arnold, Knight of St. Michael, Mayor of Sion, Grand-Châtelain and Captain General of Dixain. Bruno had served in the Regt. *Hackbrett* in 1717 as E, and he was garrisoned in Sicily until 1719, becoming in the meantime, SL in 1718, L 1719, LC in 1722 and C in 1724, M the 29 April 1731, LC the 15 October 1733. With this position he participated at the campaigns of 1734 and 1735. For his conduct in action at the battle of Parma he was awarded of the Knight's Cross of the Order of SS. Maurice and Lazarus. After the withdrawal of Riedtmann in January 1743 he was placed in command of the regiment renamed *Kalbermatten*. On 14 May 1754 he was promoted to BG, the 24 February 1757 MG and the 11 January 1761 he reached the rank of LG.

Uniform

Dark blue coat, waistcoat, breeches with white laces, yellow lining, cuffs and collar.

Record

1742: Po campaign (1st, 2nd Bns), Savoy campaign; 3rd Bn in garrison in the Fenestrelle Fortresses, 4th in Cuneo. 1743: Chateau Dauphin (1st, 2nd Bns), 1st Bn heavily engaged at the village of Chateau, 86 men lost. 1744: it performed a superlative defence action at Villefranche (1st, 2nd Bns), defence of Cuneo (1st, 2nd Bns), Madonna dell'Olmo (3rd, 4th Bns, losses 136). 1745: Bassignana (1st, 2nd, 3rd Bns). 1746: sieges of Asti and Tortona, Provence (1st Bn). 1747: Liguria campaign, Breil (1st, 4th Bns), it played a decisive role at the battle of Assiette Gap (2nd, 3rd Bns), Stura di Demonte. It was the best fighting unit of the Sabaudian army during the War of Austrian Succession.

REGIMENT OF BERNESE INFANTRY DIESBACH-ROGUIN-ROY

Colonels

17-5-1737, **Jean Rodolphe de Diesbach** (Bern, 1 March 1688 - Rolle, 27 December 1750). He was the son of Nicolas de Diesbach, already in the service of the Landgrave of Hasse-Cassel, LC in French service, Generalissimo of Bernese Milice during the war of 1712. He began to serve in a Swiss regiment in Dutch pay. On 20 February 1736 he entered at of the Kingdom of Sardinia as C in Regt. *Roguin*. On 15 April 1737 he obtained the property of the regiment and he became BG on 15 January 1744. He retired from service the 10 April that year coming back in Switzerland, after obtaining the Bailiwick of Romainmoitier. He was also the owner of Dinningen;

10-4-1744, **Augustin Gabriel Roguin** (Yverdon, 9 September 1700 - Mont Passet, 19 July 1744). Member of a noble family of Yverdon and cousin of Albert Louis Roguin, in 1720 entered in the service of king Augustus II of Poland, who in 1728 put him in the second regiment of the Guards as C. In 1732 he obtained the command of a company in

this regiment, when his cousin Albert Louis Roguin in January 1734 offered him the rank of LC of the regiment who was about to rise for the king of Sardinia. He left the service of the king of Poland by participating actively in the formation of the new unit. He fought the 19 September 1734 at the battle of Guastalla. In 1742 he was at the sieges of Modena and Mirandola. Then at the battle of the Campo Santo (8 February 1743) he commanded the 1st and the 2nd Bns located on the right wing, contributing to the annihilation of the Spanish Regt. *Guadalaxara*. Impressed by his conduct, the imperial Field Marshal Traun offered him the command of a regiment in Austrian service. Similarly he won the praise of Charles Emmanuel III and the patent of Col of infantry. In April 1744 he obtained the Regt. *Diesbach* and the head of it he was killed in action at the battle of Pierrelongue the 19 July 1744, hit by a bullet in the chest shot by a grenadier of the Regt. *Poitou* while armed with a spear he was fighting for the defence of the redoubt of Mont Passet. It was buried on the battlefield;

22-7-1744, **Pierre Antoine Louis Roi** (Romainmotier, 2 February 1688 - Susa, 24 February 1760). He was the son of Frederic Roi, secretary and later the bailiff of Romainmotier's assessor. On 10 March, 1706 he was engaged in the Netherlands Regt. *Tscharner* as E. He fought in the War of Spanish Succession and he was reformed in 1716 with the rank of LC. He went to French service in 1719 as C in the Regt. *Brendle* from which he took leave to go to the service of the kingdom of Sardinia the 13 November 1733, raising a company in the Regt. *Roguin*, to whom the same day he was appointed M. He served actively in all the campaigns of the War of Austrian Succession, the 28 April 1744 he was appointed LCol and the 22 July of that year Col and owner of the regiment. He became a BG on 7 February 1754, MG on 23 February 1757. He retained the command of the regiment until the day of his death occurred the 24 February 1760 in Susa. He is buried in the temple of Ciabàs in Angrogna San Giovanni (TO).

Uniform

Dark blue coat and waistcoat and breeches, with white laces, red lining, cuffs and collar.

Record

1742: Po campaign (1st, 2nd Bns), Savoy campaign (3rd Bn). 1743: the whole regiment present at Camposanto with 139 losses, Chateau Dauphin (1st, 2nd Bns). 1744: it lost about 360 (18 %) men in Varaita Valley (combats of Rochaz and Pierrelongue), colonel Roguin killed in action. Madonna dell'Olmo. 1745. Bassignana (1st Bn), defence of Tortona (2nd Bn), defence of Alessandria (3rd Bn). 1746: Asti (1st Bn), siege of Valenza. 1747: Liguria campaign (1st, 2nd Bns), with Regt. *Kalbermatten* it was decisive for the victory at the Assiette Gap (3rd Bns), Stura di Demonte. During the conflict it had been suffered heavy losses but it proved to be, with *Kalbermatten*, the best fighting regiment of the whole Sabaudian army.

REGIMENT OF LUCERNOIS INFANTRY GUIBERT-OUTTIGER

Colonels

10-11-1733, **Alexandre Guibert de Syssac** (1677 - Turin, 28 January 1746). He was a refugee French Huguenot original from Agennois, who fled in 1694, naturalized in 1735 in Neuchâtel. In 1697 he entered in the service of William of Orange, king of Great Britain, then he was officer in the regiments of migrants in Sabaudian service *Demeyrol* and *Desportes*. With a Queen Anne's license on 22 February 1703 he rose for a company in the Regt. *Deportes*, M in 1716 of the same regiment, and LCol in 1722. Guibert in 1726 left the service of king Victor Amadeus II for reasons for dissatisfaction, but in 1733 he wanted to return to the Sabaudian army signing the capitulation the 6 November for the levy of a new Swiss regiment, named *Guibert* of two Bns, at the head which he served with distinction in the two military campaigns of 1734 and 1735. On 12 March 1737 he became BG. After the War of Polish Succession he continued to train hard his unit. In particular he paid close attention in bringing to completion the perfect training of the newly raised 3rd Bn in the course of 1742. On 6 October 1743 he participated at the head of a brigade at the battle of Casteldelfino, he faced the French brigade d'Anjou and a detachment of 1.200 Spanish on the Battagliola Ridge. On 20 January 1744 as reward for his conduct in battle he was promoted MG, in this same year he distinguished himself in the defence of entrenched camp of Pierrelongue (19 July 1744), but could not prevent the fall of the redoubt of Mont Passet, in whose defence Regt Guibert suffered heavy casualties. The evening of 19 July he was responsible for organizing the rearguard of the army that departed from Casteldelfino. On 15 January 1745 the king appointed him LG. The 27 September of that year Guibert commanded the left wing of the army at the battle of to combat Bassignana, where he faced two successive attacks of the enemy, and after the centre of his defensive line was broken, he acted as covering rearguard, exposing himself dangerously. Guibert had his horse killed, he received three wounds of gunfire, and he had one of his legs broken by a bullet. Captured by the Spaniards, he was subsequently released on parole and had himself transported to Turin where he died of his wounds the 28 January 1746;

11-2-1746, **Beat Gaspard Uttiger** [Uttiger or Outhiger] (Zug, 1697 - Alessandria, 13 August 1753). He was the son of Conrad Uttiger Martin, Treasurer of Zug, Bailiff and Hünenberg and Walchweil. According to family traditions he started to serve in the judiciary, resulting in 1715 in the office of Grand-Sautier in 1715, and a state councillor of the Canton in 1726. Temporarily away from home for the political problems, in 1733 he entered the service of the king of Sardinia, raising a company for the Regt. *Guibert*. He was appointed M the 15 December in that year, he made the campaigns of 1734 and 1735. The 11 November 1738 he became LCol, the 11 February 1746 Col owner, and the governor of Novara. He was then appointed BG the 16 January 1747.

Uniform

Dark blue coat, red lining, lapels, cuffs, waistcoat, breeches.

Record

1742: Po campaign (1st, 2nd Bns). 1743: it was decisive at Chateau Dauphin (1st, 2nd Bns). 1744: Villefranche (3rd Bns), Pierrelongue (1st, 2nd Bns), 2nd Bn heavily engaged with 132 losses. Defence of Cuneo (3rd Bns), Madonna dell'Olmo (1st, 2nd Bns). 1745: heavily engaged at Bassignana (1st, 2nd Bns), it performed an excellent defensive action, colonel Guibert killed in action. 1746: Asti, siege of Tortona (3rd Bn), Provence (1st Bn). 1747: Liguria campaign. A regiment with a strong reputation, especially thanks to its colonel Guibert, a good tactician.

REGIMENT OF GRISON INFANTRY REYDT-SALIS

Colonels

30-5-1742, **Johan Reydt** (Chur, 1700 – Alessandria, 1746). Coming from a noble family in Chur, Grisons, he was the son of David de Reydt, C in a regiment of Grisons infantry, Regt. *Schmidt*, in the service of the General States of Holland. In 1716 he had entered in the Dutch service as E in the company of his father. In 1727 he was admitted to the Grand Board of the town of Chur. In 1732 he obtained a company in the regiment of which his father had become Col owner in 1730. In 1733 he left the service of Holland to enter that of the king of Sardinia, as LCol of the Regt. *Donnaz*. In this quality he fought in the campaigns of 1734 and 1735, distinguished himself so much that 5 December 1735 he obtained the license of colonel. When the Regt. *Donnaz* was reformed in the spring of 1737, the king kept the Colonel Reydt to his service with a pension of 3,500 Livres. Having raised a Grisons regiment in 1742 that bears his name, he fought in the campaigns of 1743, 1744 and 1745. Twice seriously wounded in the battle of Bassignana, he died of his wounds the 22 February 1746 during the blockade of the Citadel of Alessandria. The Governor of the fortress, Marquis Ignazio Giovanni Battista Caraglio, had refused to grant him permission to leave the stronghold;

27-4-1746, **Thomas Baron de Salis et Seigneur de Haldenstein** (16 April 1712 - October 1784). Son of Johann and Marie-Luce Haldenstein-Flandrin Schawenstein, he entered the service of Holland in 1728 as Ct in the Regt. *Schmidt*, from which he was discharged as LC in October 1733. He raised a company in the Regt. *Donnaz* serving the king of Sardinia during the War of Polish Succession in the campaigns of 1734 and 1735. He was reformed in March 1737, but he returned to service the 19 January 1742 as Major in the Regt *Reydt*, where he became LCol the 19 May 1745 and the 15 March 1746 Col owner. He left the service the 12 April 1752 and he retired at home, where he died in October 1784.

Uniform

Red coat with red lining, black cuffs, collar, red waistcoat and breeches.

Records

1742: Savoy campaign. 1743: Mont Cenis (1st Bn, Chateau Dauphin. 1744: Madonna dell'Olmo (1st, 2nd Bn). 1745: Defence of Alessandria (1st, 2nd Bn), colonel Reydt died of disease. 1746: Provence (1st Bn). 1747: Liguria campaign.

REGIMENT OF GLARIS AND APPENZELL INFANTRY MEYER

Colonel

1-6-1744, **Adrian Meyer** (1704 - Off the coast of Nice, April 1774). He came from a family of Herisau in the canton of Appenzell. On 10 March 1721 he began military service in the french Regt. *Affry* as E in the company of his cousin, the BG Johann Meyer. In January 1723 Adrien became SL, in 1725 L and in 1731 LC. In 1734 he left the service of France to go to the Emperor Charles VI, raising a company for the Regt. *Schmidt*, the Protestant cantons had granted to the emperor for the defence of frontier towns. Having been reformed by his company in 1738, he retired to his homeland. In 1742 Captain Meyer went to Turin in the spring to raise a battalion of Swiss Protestant of 700 men. Adrien Meyer had commanded him and served as LCol for the duration of the war with great distinction, gaining the commission of Col the 15 January 1747. He was appointed BG the 14 May 1754, MG the 15 January 1761, LG the 27 March 1771, and finally second in command in Sardinia for the last three years. Got the call in Piedmont, he died at sea during the crossing from Cagliari to Nice in mid-April of 1774.

Uniforms

Dark blue coat, red lining, cuffs, collar, waistcoat, breeches.

Records

1744: garrison duty. 1745: 151 (27,5 %) men lost at the disaster of Joussaud; 1746, Asti; 1747: Assiette, Valle Stura di Demonte. It was created as garrison force, but since 1746 it was employed in first line.

REGIMENT OF LUCERNOIS INFANTRY KELLER

Colonel

11-3-1742, **Johann Martin Franz Keller** (Luzern, 1703 – Luzern, 9 October 1766). Member of a family of recent nobility (imperial diploma of 28 January 1719), he began his career in 1721 in France, the Regt. *Gardes Suisses* as E. In 1726 he went to Rome to serve as Lt in the Swiss Guard of the Pope. In 1728 he became a member of the Grand Council of the Republic of Lucerne, Secretary of the Board in 1735, when he resigned June 24, 1735 by the papal army. He practiced in that office until December 27, 1741.

He went to Turin and the 15 January 1742 he raised a Regt. of Swiss Catholics with whom participated in the campaigns of the War of Austrian Succession, obtaining the patent BG the 15 January 1747. Reformed the regiment in 1749, Keller retired from service, in 1751 he was elected Chancellor of Lucerne and the 10 January 1753 he received from the king of Sardinia, the order of SS. Maurice and Lazarus.

Uniforms

Dark blue coat and breeches with white laces, red lining, cuffs, collar, red waistcoat with white laces.

Records

1742, Savoy campaign (1st Bn), garrison duty in Sardegna (2nd Bn). 1743: garrison duty. 1744: The 1st Bn was wrongly placed on the battlefield of Villefranche and compelled to surrender after a three hours firefight (1st Bn). 1745, Ceva; 1746-1747, garrison service. An unlucky regiment, nearly destroyed in Savoy and a Villefranche.

NOTES

¹ There are, fortunately, some exceptions. Quite important are: BIANCHI Paola, *Onore e Mestiere. Le riforme militari nel Piemonte del settecento*, Torino, 2002; BIANCHI Paola, «Baron Litron» e gli altri. *Militari stranieri nel Piemonte del Settecento*, Torino, 1998; BRANCACCIO Nicola, *L'Esercito del vecchio Piemonte (1560-1559). Sunti storici dei principali corpi*, Roma, 1922; ILARI Virgilio, CROCIANI Piero, PAOLETTI Ciro, *Bella Italia Militar. Eserciti e Marine nell'Italia prenapoleonica (1748-1792)*, Roma, 2000; LORIGA Sabina, *Soldati. L'istituzione militare nel Piemonte del Settecento*, Venezia, 1992. We can mention also these articles: SCHAFROTH Max F., «Les troupes suisses au service du Royaume de Sardaigne»; PETITMERMET Roland, «Quelques notes sur les uniformes des Suisses au service du Royaume de Sardaigne», *Armi Antiche* 1968, pp. 133-147 et 157-199; RHAM Casimir de, MÜHLEMANN Louis, «Les drapeaux des régiments suisses au service du Royaume de Sardaigne»; RHAM Casimir de, «Un drapeau colonel du Service de Sardaigne, à Neuchâtel», in R. Rapin, G. Uzzo, *Piémont XVIII^e – XIX^e. Armes et technologie militaire, Royaumes de Sardaigne et d'Italie*, Torino, 1994, pp. 73-93 et 95-103.

² The Regiments of Provincial Infantry had a cantonal organization and they were raised with men of an age between 18 and 40 years old. They, during the year, have to assemble twice times. BIANCHI, *Onore e Mestiere*, pp. 88-91.

³ Archivio di Stato di Torino [by now ASTO], Corte, Materie Militari, Levata Truppe Straniere, Mazzo I d'addizione, *Memoria per provare gli vantaggi dei Reggimenti stranieri sui Reggimenti svizzeri al soldo di S.M.*

⁴ But it was necessary to integrate with new revenues. At first there was resort to the sale of new feuds and public offices (26 September 1741), followed by injection of liquidity (27 November 1741). So there were allowed two issues of public debt for 6 millions pounds at the rate of 4 % (4 December, 3 February and 24 November 1742). Finally, new taxes were raised, with a special one of 1.8 million Livres on feudal revenues (9 May 1742), the increase of stamp duty (16 May 1742) and register (4 June 1742). ILARI Virgilio, BOERI Giancarlo, PAOLETTI Ciro, *La Corona di Lombardia*, Ancona, 1997, pp. 86-87.

⁵ CERINO-BADONE Giovanni, «*I portinai delle Alpi. Strategie, tattiche e dottrine di impiego dell'esercito sabauda nella Guerra di Successione Austriaca (1742-1748)*», in *Armi Antiche* 2007, pp. 105-165. For an overall view of the Austrian Succession War in Italy: HOEN Maximilian von, *Österreichischer Erbfolge-Krieg, 1740-1748*, Vol. VIII, Wien, 1905; MORIS H., *Opérations militaires dans les Alpes et les Apennins pendant la guerre de Succession d'Autriche (1742-1748)*, Paris-Turin, 1886; SALUCES Alexandre de, *Histoire militaire du Piémont*, Vol. V, Turin, 1818, pp. 349-542; VAULT François Eugène de, AVERS Paul, *Guerre de la Succession d'Autriche (1742-1748)*, Paris-Nancy, 1892, 2 vol.

⁶ About Sabaudian firearms: STERRANTINO Francesco, *Le armi da fuoco del Vecchio Piemonte 1683-1799*, Torino 2002, 2 vols.

⁷ LORIGA, *Soldati*, cit., p. 36.

⁸ ASTO Corte, «Materie Militari, Levata Truppe Straniere, Mazzo 1 da inventariare», *Rappresentanza umigliata a S.M. il di 15 luglio 1736 sul punto della giurisdizione di Regimenti Svizzeri*.

⁹ ASTO Corte, «Memorie politiche per rapporto all'interno, Storie della Real Casa», Mazzo 21-22; MINUTOLI Daniel, *Relation des Campagnes faites par S.M. et par ses Généraux avec des Corps Séparés dans les années 1742 et 1748*, 5 vols., 2 Atlas; Torino, Biblioteca Reale [by now BRTO], Manoscritto Militare 155; ILARI, BOERI, PAOLETTI, *La Corona di Lombardia*, pp. 86-97.

¹⁰ Every battalion had four company flags. This feature was seen as unnecessary since «*le superflue de deux drapeaux par Bataillon ne serve que pour agrandir le trophée des ennemis an cas de malheur, comm'il est arrivé au Regiment de Keller, qui fur pris prisonier de guerre à l'affaire de Villefranche*». ASTO, *Memoria per provare gli vantaggi dei Reggimenti stranieri*.

¹¹ The contacts were taken directly from the colonel with his possible future junior officers. One of these negotiations is well described in the *Nouvelle Héloïse* by Rousseau, when Saint-Preux wrote to Julie that «*M. Roguin m'a offert une compagnie dans le régiment qu'il lève pour le roi de Sardaigne. J'ai été sensiblement touché de l'estime de ce brave officier; je lui ai dit, en remerciant, que j'avais la vue trop courte pour le service et que ma passion pour l'étude s'accordait mal avec une vie aussi active*». JANSEN Albert, *Jean-Jacques Rousseau. Fragments inédits. Recherches biographiques et littéraires*, Paris-Neuchâtel-Genève-Berlin, pp.1-2.

¹² During the campaign of 1747 in the 3rd Bn. of the Regiment Kalbermatten the officers of the Company Oschwald, [Captain de Oschwald, LtCaptain Pfundt, Lt Peyer, Ensign Bougganer] not only were all from Schaffhausen but they were all Protestant. Asto, Sezioni Riunite, Ufficio Generale del Soldo, Ruolini di Rivista, Reggimento Kalbermatten, 1747, Mazzo 57. Similar conditions are found in almost all the Swiss battalions' rolls.

¹³ For the present work I have chosen to focus on the roles of the Regiment Diesbach-Roguin-Roi. The choice fell on this unit because its documents are among the most complete among the ones existing in the Nation Archive in Turin. This regiment was among the most severely involved in combat, which results a good way to test how military operations have impacted on the strength of single battalions. ASTO, Sezioni Riunite, Ufficio Generale del Soldo, Ruolini di Rivista, Reggimento Diesbach 1742-1743, Mazzi 20, 23; Reggimento Roguin 1744, Mazzo 24; Reggimento Roi 1745-1748, Mazzi 26-30, 32.

¹⁴ ASTO, Ufficio Generale del Soldo, Ruolini di Rivista, Reggimento Diesbach 1742, Mazzo 20. I find bonds of kinship between the following officers: Jean Rodolph de Diesbach, Bern, Captain and Colonel; Bernard de Diesbach de Bern, Captain; Augustin Roguin d'Iverdon, Bern, LtColonel; George Augustin Roguin, d'Yverdon, Cton de Bern, Captain; Jonas Francois Roguin, D'Iverdon, Cton de Bern, Captain; Augustin Gabriel Roguin d'Iverdun, Bern, LtCaptain; Daniel Roguin, d'Yverdon, Cton de Bern, Ensign; Samuel Tschamer, de Bern, Lt Captain; Vincent Louis Tschamer, Bern, Lieutenant; George Steiguer, Bern, Captain; Sigismond Steiguer, de Monaz de Bern, Lieutenant; Albertus Steiguer, Bern, Second Lieutenant; Amedé Bonstetten, Bern, Ensign, Samuel Bonstetten, Bern, Ensign; David

Friderich Tschiffely, Bern, Lieutenant, Charles Tschiffely, Bern, Second Lieutenant: Victor Rodolph de Gingins baron de la Sarra, Bern, Captain; Victor de Gingins, d'Orny de Bern, LtCaptain: Sigmond Weiss, de Molens Cton de Bern, Captain; Frantz Fridrich Weiss, Bern, Ensign: Charles Pillissier de Verey, Bern, Lieutenant; Adam Pillissier de Verey, Bern, Ensign: Jean Francois Müller, Bern, LtCaptain; Albert Müller de Marnand, Bern, Ensign: Louis D'Erlach, Bern, LtCaptain, Rodolph d'Erlach, Bern, LtCaptain: Gabriel de Wattenville, Bern, Captain; Sigmond de Wattenville, Bern, Second Lieutenant.

¹⁵ ASTO, Corte, Biblioteca Antica, H. VI.28, *Etat du Régiment des Garde de S.A.R.*, p. 26.

¹⁶ DONDI Giorgio, *Armi in asta europee del Museo Storico Nazionale di Artiglieria di Torino*, Collegno, 2005, pp. 175-176; LUPO Maurizio, *Le Lame del Re. Sabri & Spade dell'Armata Sabauda dal 1560 al 1831*, Torino, 2007.

¹⁷ ASTO, Corte, Materie Ecclesiastiche, Eretici, Mazzo 1 da inventariare.

¹⁸ Regulations and tactical exercises were also printed in bilingual books (in French and German language) to help Swiss troops to integrate them better inside the Sabaudian army. These volumes, distributed among the officers and NCOs, are now extremely rare. *Recueil de ce qui se pratique dans le Régiment Suisse de Saconay, au service de Sa Majesté Britanique présentement dans les Armées de Son Altesse Royale de Savoie, sous les Ordres de Mylord Galloway, à l'égard de la Justice & Police du Régiment: avec l'exercice Militaire, mis en François & en Allemand, pour l'intelligence des Officiers qui n'entendent que l'une de ces deux Langues*, Ivree, 1694.

¹⁹ LORIGA, *Soldati*, pp. 109-134.

²⁰ ASTO, Corte, Materie Militari, Ufficio Generale del Soldo, Mazzo 2 da inventariare, *Stabilimento per la sussistenza del soldato*.

²¹ LORIGA, *Soldati*, pp. 35-39.

²² BRTO, Saluzzo 488. *Règlement d'Exercice et de Manoeuvres. A'Coni le 20 Mai 1749. Manière de tirer de pied ferme contre l'Infanterie, donnée le 15^e Mai 1709*. This is a copy of the original Regulation. The organization of the work suggests that, combined into a single manuscript, there are actually two separate books, one about the regulations for the movement and another one on the organization of combat. It is doubtful in such way the *Maniere de tirer de pied* was applied in campaign.

²³ During the War of Polish Succession the French officers were uncomfortable with these tactics, and at the Battle of Parma (29 June 1734) the Marshal de Coigny forced the Sabaudian regiments to fight on like their French allies: «A la bataille de Parme, l'infanterie piémontoise étoit sur trois rangs, et c'est ainsi qu'elle étoit exercée; mais quand un bataillon devoit aller au feu, Mr de Coigny le faisoit mettre sur quatre, avec ordre aux deux premières, d'avoir la baïonnette au bout du fusil, et de ne point tirer, mais quand les deux autres voudroient le faire, de mettre genoux en terre, puis de se relever, et de porter le fusil sur le bas gauche. Voilà ce qui s'appelle chercher midi à quatorze heures, que de faire combattre une troupe autrement qu'elle n'est dressée.» WARNERY Charles de, *Anecdotes et pensées historiques et militaires, écrites vers l'année 1774*, Halle, 1781, p. 83.

²⁴ MAUVILLON, in his *Essai sur l'influence de la poudre à canon dans l'art de la guerre moderne*, wrote that «je ne parle point des effets du feu, lorsqu'on fait mettre un genou en terre au premier rang, ni n'en ferai mention nulle part dans cet ouvrage; parce que ce mouvement si commun à la place d'exercice, ne s'exécute jamais à la guerre, dont il est uniquement question ici.» MAUVILLON Jacob, *Essai sur l'influence de la poudre à canon dans l'art de la guerre moderne*, Leipzig, 1788, p. 158.

²⁵ ASTO, *Etat du Regiment des Gardes de S.A.R.*; BRTO, Manoscritto Militare 234, *Recueil de plusieurs plans des defferentes manouvres que la troupe de Sa Maiesté le Roy de Sardaigne doit faire, tel qu'il l'ordonne d'exéuter dans le reglement qu'il donné l'an 1755*.

²⁶ These theoretical performances were obtained in shooting by trained troops not in real battle situations with human material under combat stress. However, they indicate how it was possible to get in

perfect condition, in particularly a superior performance to those of a machine gun of the First World War. HUGHES B. P., *Firepower. Weapons Effectiveness on the battlefield, 1630-1850*, London, 1974, pp. 27-29.

²⁷ About French tactics of the eighteenth century: COLIN Jean Lambert Alphonse, *L'infanterie au XVIII^e siècle: La tactique*, Paris, 1907. After the war, Charles Emmanuel III ordered to draft a new regulation and new tactics for the whole army: BRTO; Manoscritto Militare 233, *Nouvel Exercice Militaire pour les Troupes d'Infanterie de SA Majesté le Roi de Sardaigne adapté dans le Congrès tenu à la présence de S.A.R. le Duc de Savoie avec l'explication de chaque temps en figure, 1751*; SALUZZO, 256, *Etude de l'infanterie ou recherche des règles propres au service de SMS, composée de Troupes Nationales & Etrangères, à Alexandrie MDCCLII*.

²⁸ ASTO, Corte, Materie Militari, Imprese, Mazzo 4 d'addizione; *Relazione giornaliera dell'operatosi dall'Armata accampata nella Valle di Casteldelfino, comandata dal Marchese d'Aix, compilata dal colonnello Monfort che vi fece le funzioni di Magg. Generale*.

²⁹ On 7 October 1704, after three days of blockade, the castle of Bard in Aosta Valley, defended by a battalion of the Regiment of Swiss infantry Reding, commanded by the Colonel himself, Major General Jean François de Reding Biberegg, surrendered to the forces of Vendôme and La Feuillade. The ancient medieval fortress could not withstand the siege of the two French armies, and Reding considered more prudent achieve a conditional surrender. Released on parole he had travelled to Turin to justify his behaviour, but he found the duke of Savoy Victor Amadeus II highly unsympathetic towards him, due the fact that in the same campaign other four fortresses or cities had already fallen. He therefore abandoned the service of Savoy and at the end of the year he entered in the French service, as Brigadier General. He rose the 3 March 1705 the Regiment *Reding* at the service of France. He died in Madrid in 1706, ranked Maréchal de camp. Inside the new kingdom of Italy of the second half of the nineteenth century, his name became a synonym for traitor. Commenting his choice to serve Louis XIV after the events of Bard, Giuseppe Prato wrote that «*unfortunately in the French service he was not caught by a Piedmontese bullet*»; PRATO G., *Il costo della Guerra di Successione Spagnola e le spese pubbliche del Piemonte dal 1700 al 1713*, Torino, 1907, p. 281; ILARI Virgilio, Giancarlo Boeri, Ciro Paoletti, *Tra i Borboni e gli Asburgo*, Ancona, 1996, p. 332. Far more serious was the attitude of the captain Bégoz of the Bernese Regiment Roch-Mondet, who, according to his contemporaries, the 23 April 23, 1794 sold its positions in trenches of Petit St Bernard. Its failings, deliberately or not, were, however, a convenient excuse to cover the grim and disastrous material and moral situation of the Sabaudian army, whose units (1st, 2nd battalion Regiment *La Marina*, 1st, 2nd Battalion Regiment *Saluzzo* 1st, 2nd battalion Regiment *Vercelli*, 3rd Grenadier Battalion) during the battle fled in the face of the enemy. On the fighting spirit of the Swiss units were little regarded incidents like the splendid defensive action of the 2nd Grenadiers Company of the Regiment *Christ*, commanded by Captain and Lieutenant Paul and Ippolito Schreiber, at the battle of San Michele Mondovi, the 19 April 1796. ILARI Virgilio, CROCIANI, Piero, PAOLETTI, Ciro, *La Guerra delle Alpi*, Roma, 2000, pp. 161-163, 295-296.

³⁰ Here the Regiment became famous especially thank to the music performed by the Ensign François-Joseph-Léonti Meyer de Schauensee (Luzern, 10 august 1710-1790). Later he was transferred on the continent, just in time to be captured at Villefranche in April 1744. CHORON Alexandre, FAYOLLE François, *Dictionnaire historique des Musiciens*, Vol. II, Paris, 1811, pp. 277-278.

³¹ «*A battalion of Keller, Swiss, like others similar units it should be of seven hundred men, it had no more than seventy*». GALLEANI D'AGLIANO Gaspare, *Memorie storiche sulla Guerra del Piemonte (1741-1747)*, Torino, 1840, p. 45.

³² MORIS, *Opérations militaires dans les Alpes*, p. 32. The Thacon's Farm («Cascina Thacon»), still existing today, was since then renamed «Fort Thacon». It was said that the conquest of the farm won a Te Deum in Madrid's churches. DURANTE Louis, *Histoire de Nice, depuis sa fondation jusqu'à l'année 1792*, Vol. III, Turin, 1824, pp. 92-95.

³³ Useful sources about the Battle of Villefranche are: BRTO; Miscellanea 46, *Relation de ce qui s'est passé à la défense des Retranchemens du Comté de Nice*; Miscellanea 130, *Relation de l'attaque des retranchements de Villefranche en 1744*.

³⁴ ASTO, CORTE, Museo Storico, *Relation de l'affaire de l'Assiette faite par Mr le Comte de Priouque, 19 Juillet 1747*.

³⁵ The French-Spanish avant-gardes stormed the Castle of Gabiano the 12 November 1745, gaining a position just 40 km from the walls of Turin. SAVIO P., *Asti occupata e liberata (1745-1746)*, Asti, 1927, p. 81.

³⁶ Minutoli, *Relation des Campagnes*, Atlas, Vol. I, Vol. II.

³⁷ Already at the battle of Bassignana Charles Emmanuel III tried to retire once the offensive intentions of the enemy became clear. Only Piedmont Brigade, attacked in the central sector of the front, did not have time to avoid the contact. At Piacenza, although it was able to reach the field in time for the great battle of 16 June, the Sabaudian army marched with a step so slow to suggest a king's intention to avoid the battle and watch the fight from an acceptable distance. BROWNING Reed, *The War of Austrian Succession*, London, 1995, pp. 273-276; ILARI, BOERI, PAOLETTI, *La Corona di Lombardia*, pp. 179-181, 200-201.

³⁸ The dismissal of the regiment caused frictions between Prince Karl Wilhelm Eugen, prince of Baden-Dourlac and Hochberg, and Charles Emmanuel III. Despite the discord, the prince, former Brigadier General, was promoted to Major General the 28 March 1748, Lieutenant General the 14 February 1749, then General of Infantry the 6 March 1771. ASTO, CORTE, Materie Militari, *Levata Truppe Straniere, Mazzo I d'addizione, Promemoria del Principe di Baden contenente alcune rimostranze dal medesimo fatte all'occasione della riforma del suo Reggimento. Colle determinazioni date da S.M. in proposito*.

³⁹ In particularly PINELLI Ferdinando Augusto, *Storia militare del Piemonte in continuazione di quella del Saluzzo, cioè dalla Pace d'Aquisgrana sino ai dì nostri*, Vol. I, Torino, 1854. A more balanced analysis is in Bianchi, «*Baron Litron*», pp. 5-9.



Turin aujourd'hui, vue générale. (Office du tourisme, Turin)

DIE AUFLÖSUNG DER SCHWEIZER REGIMENTER IN NEAPEL 1789

Robert-Peter Eyer

Der Aufsatz geht primär der Frage nach, warum die prestigeträchtigen eidgenössischen Truppen im Jahre 1789 ihren Platz räumen mussten und warum an ihrer Stelle zwei neue Fremdenregimenter errichtet worden sind. Des Weiteren soll die Schuldfrage aus heutiger und aus zeitgenössischer Sicht beantwortet werden, die einerseits auf die «selbstherrliche Willkür» des neapolitanischen Königshauses zurückzuführen und andererseits in der Verkettung verschiedener Umstände zu betrachten ist, die im Aufsatz aufgearbeitet und präsentiert werden¹.

Gemäss einer von Fritz Redlich erstellten dreiteiligen Periodisierung gehören die neapolitanischen Kriegsdienste des 18. Jahrhunderts der dritten Phase des europäischen Söldnerwesens an, dem Niedergang zwischen 1675 bis 1800². Differenzierter und den eidgenössischen Verhältnissen angepasster sind die Darstellungen von Hans Conrad Peyer, gemäss deren Vierteilung die vorliegende Forschungsarbeit auf die Schnittstelle zwischen der dritten und vierten Phase – zwischen dem lang andauernden, disziplinierten und uniformierten Solddienst in stehenden Heeren von der zweiten Hälfte des 17. bis zur Mitte des 18. Jahrhunderts sowie der Rückbildung der «Fremden Dienste» im Ausgang des 18. Jahrhunderts – zu liegen kommt³.

Während die Gliederung Peyers erwartungsgemäss für die eidgenössisch-neapolitanischen Solddienste zutrifft, muss die im europäischen Kontext analysierte Periodisierung Redlichs zeitlich korrigiert werden, denn die von ihm als Zeit des Niedergangs definierten Jahre tangieren auch den glorreichen Auftakt des neuen süditalienischen Solddienstes und die Errichtung der neapolitanischen Schweizer Regimenter. Erst nach dem Österreichischen Erbfolgekrieg (1740-1748), dem darauf folgenden langjährigen friedlichen Garnisonsdienst, der Qualitätseinbusse aufgrund mangelnder kriegerischer Herausforderungen, wegen Rekrutierungsschwierigkeiten und finanziellen Restriktionen sowie durch die Konkurrenz anderer Wirtschaftsgebiete etc. endet der Solddienst am Fusse des Vesuvs in der Dekadenz. Somit kann festgehalten werden, dass sich Redlichs Periodisierung zumindest für den Niedergang des neapolitanischen Solddienstes am Ende des 18. Säkulums bewährt hat.

Das Bemühen, die Fragestellungen möglichst umfassend zu beantworten und dabei selbst Einzelaspekte in die Analyse mit einzubeziehen, hat die gesamte Untersuchung, die vorwiegend auf der Quellenanalyse der unedierten Akten der eidgenössischen und

neapolitanischen Archive basiert, stark erschwert. Nach einer intensiven Bearbeitung der Dokumentsbestände des Archivio di Stato, der Sezione militare sowie der Società Napoletana di Storia Patria in Neapel, des Bundesarchivs in Bern, diverser Familien- und Privatarchive und der schweizerischen Land- und Staatsarchive von Glarus, Graubünden, Luzern, Nid- und Obwalden, Schwyz, Uri, Zug und Zürich, kann folgendes konstatiert werden: Die neapolitanischen Archive verfügen – im Gegensatz zur fragmentarischen eidgenössischen «*Dokumentenlandschaft*» – über ein umfassenderes oder zumindest in quantitativer wie auch qualitativer Hinsicht interessanteres Aktenmaterial.

Die Ursache liegt einerseits im privatrechtlichen Charakter der Solddienstverträge, die in Neapel aufgrund von «*Partikularkapitulationen*»⁴ abgeschlossen worden sind und andererseits im Desinteresse der eidgenössischen Orte, die sich teilweise gegenüber den von ihnen *avouierten* und bewilligten Truppenkörpern distanziert haben, um weder finanziell noch politisch zu stark von den Fremden Diensten per se involviert zu werden.⁵

1 | POLITIKGESCHICHTLICHER RAHMEN UND ÜBERBLICK

Die Fremden Dienste in Neapel müssen in zwei verschiedene Perioden gegliedert werden: Die erste und in dieser vorliegenden Arbeit schwergewichtig analysierte Phase erstreckt sich von den ersten Kapitulationsverträgen im Jahre 1734 bis zur Entlassung sämtlicher Schweizer Regimenter im Jahre 1789. Der zweite Zeitabschnitt umfasst das 19. Jahrhundert – nach der Neapolitanischen Revolution von 1799, dem französischen Intermezzo und dem Wiener Kongress – und erstreckt sich von der Wiederanstellung eidgenössischer Regimenter 1825 bis zu ihrer – nach einer Fahnenmeuterei provozierten – endgültigen Entlassung im Jahre 1859⁶.

Im Jahre 1734/1735 fällt das Königreich Neapel in die Hände der spanischen Bourbonen, die gemäss dem Traktat von Wien im Mezzogiorno eine Sekundogenitur errichten müssen. Aufgrund der labilen politischen Konstellation Europas sowie der strategischen Lage des Königreichs Neapel gelten die ersten Jahre der bourbonischen Regentschaft primär der Machtkonsolidierung und Verteidigung des neu erworbenen Besitzes. Folglich muss eine schlagkräftige Armee aufgestellt werden, da ein Grossteil der auf der Apenninenhalbinsel eingesetzten spanischen Truppenkontingente wieder abgezogen werden.

Beim Erwerb neuer Truppenbestände besinnt sich der neue neapolitanische König auf die erbrachten Leistungen der spanischen Schweizer Regimenter, hat er doch ihren Wert bereits bei der Eroberung Neapels und Siziliens estimieren können⁷. Zudem gehört es unter den gekrönten Häuptern Europas zum guten Ton, eine eigene eidgenössische Leibgarde zu bestellen. Bei der Anschaffung eidgenössischer Truppenkontingente hat Karl

jedoch noch andere – spezifisch neapolitanische – Gründe: Die bourbonische Dynastie ist am Vesuv nicht verwurzelt, und somit haben sich noch kaum Loyalitäten entwickelt. Mit anderen Worten: Die Zuverlässigkeit einheimischer Einheiten ist zweifelhaft, vom sprichwörtlich geringen Disziplinierungsgrad dieser Verbände ganz abgesehen, so dass sich die *politisch harmlosen* und als treu kämpfend geltenden Eidgenossen förmlich empfehlen.

In der Folge überträgt König Karl zwei schweizerischen Offizieren, die bereits in eidgenössischen Regimentern in Spanischen Diensten gedient haben, die Aufgabe, neue Schweizer Regimenter für die neapolitanische Krone zu formieren. Mit dieser ebenso anspruchsvollen wie lukrativen Aufgabe werden Josef Anton Tschudi (1703-1770) aus Katholisch Glarus und Karl Franz Jauch (1679-1743) aus Uri beauftragt. Ende 1734 wird ein Bataillon des tschudischen Regiments zum Gardebataillon befördert. Des Weiteren steht dem neapolitanischen Auftraggeber das von Oberst Karl Ignaz von Nideröst (1672-1735) gegründete und seit 1735 nach dem neuen Inhaber, Wolfgang Ignaz Wirz de Rudenz (1689-1774) aus Obwalden, benannte spanische Schweizer Regiment – bestehend aus drei Bataillonen – zur Verfügung. Es tritt 1748 definitiv in den königlich neapolitanischen Dienst über⁸. Zusätzlich kann der neapolitanische Hof bis zum Österreichischen Erbfolgekrieg (1740-1748) auf zwei Bataillone des iberischen Schweizer Regiments von Karl Alfons Bessler von Wittingen (1671-1742) zurückgreifen.

Im Verbund der neapolitanischen Armee zu Beginn der bourbonischen Regentschaft wird ersichtlich, dass die Schweizer Regimenter nicht das einzige Ausländerkorps bilden, setzen sich die Armeen der damaligen Fürstenhäuser und insbesondere des Königshauses von Neapel bis zur Französischen Revolution zu einem grossen Teil aus ausländischen Truppenbeständen zusammen⁹.

Nach den für die eidgenössischen Kontingente negativ verlaufenden Kampfhandlungen während der kriegerischen Auseinandersetzungen um das Erbe Kaiser Karls VI. durchleben die Schweizer Regimenter – bis auf einige Tumulte in Neapel und Palermo aufgrund einer inflationären Wirtschaftsentwicklung, der Vertreibung der Jesuiten 1767 sowie einem kleinen militärischen Intermezzo der Besetzung der päpstlichen Enklave in Benevent 1768 – eine ruhig Phase des Garnisonsdienstes, bis sie per königlichem Dekret vom 29. Dezember 1789, aufgrund einer von Anton von Salis-Marschlins (1732-1812) umgesetzten militärischen Umstrukturierung, aufgehoben werden¹⁰.

2 | DAS VERTRAGSWERK

Die Schweizer Regimenter durchlaufen in Neapel drei Kapitulationsperioden: 1734-1754, 1754-1774 und 1776-1789. Die von den beiden Regimentskommandanten Josef Anton Tschudi und Karl Franz Jauch im Jahre 1734 unterzeichneten Kapitulationen

basieren auf der Vorlage des von Karl Ignaz von Nideröst entworfenen spanischen Solddienstvertrags aus dem Jahre 1724, der wiederum von den damals üblichen französischen Kontrakten beeinflusst worden ist. Im Gegensatz zu Tschudi, der in Katholisch Glarus relativ schnell Unterstützung findet, gelingt es Jauch erst nach mehreren Anläufen, seine Urner Regierung – vor allem wegen eines mangelnden Bündnisses mit der neapolitanischen Krone – vom süditalienischen Solddienst zu überzeugen. Nach langem Zögern wird ihm schliesslich die notwendige «Avouierung» für sein zu erstellendes Truppenkontingent erteilt. Etwas anders gelagert sind die Schwierigkeiten von Josef Ignaz Wirz, welcher mit der Obstruktion der Schwyzer Regierung zu kämpfen hat, da er als Obwaldner zum Regimentskommandanten des ehemaligen schwyzerischen Regiments Nideröst bestimmt worden ist.

Die Parallelitäten zwischen dem spanischen Vertragsoriginal von Nideröst und der neapolitanischen Version aus dem Jahre 1734 sind frappant. Die wichtigsten Privilegien werden unverändert übernommen: Wirtschaftliche Sonderrechte in Form von Franchisenzahlungen¹¹ oder Abgabefreiheit für Lebensmittel, zollfreier Import von Waren, die freie Ausübung der inneren Gerichtsbarkeit nach heimatlichen Gesetzen sowie die approbierte Ausführung des Marketenderwesens. Ferner entsprechen auch die Truppeneinteilung, die Zahlungsmodalitäten, die Billigung der Rechte und Pflichten gegenüber den Verbandsangehörigen sowie zahlreiche andere allgemeine Bestimmungen der Vorlagen aus dem spanischen Dienst. Der gewichtigste Vorteil gegenüber dem iberischen Solddienst liegt primär im Faktum, dass der neapolitanische König zur Errichtung der Truppenkörper einen Vorschuss bewilligt, die erstmalige Armierung subventioniert und damit die Soldunternehmer finanziell spürbar entlastet. Ferner zeichnen sich die bourbonischen Kriegsdienste – im Vergleich zu anderen Auftraggeberstaaten des 18. Jahrhunderts – durch ihre höher dotierte Besoldung aus.

Eine Besonderheit und somit das typische Erkennungsmerkmal des neapolitanischen Dienstes ist die Erblichkeitsklausel der Truppenkörper. Es wird bestimmt, dass die die Kompanie führende Familie – gemäss der in der Eidgenossenschaft vorherrschenden Maxime der Solddienstaristokratie – stets das Vorrecht zur Vergabe der Kompanie besitzt und dass ihr dieses Privileg zu keinem Zeitpunkt streitig gemacht werden kann. Mit der Erblichkeitsklausel sichert sich die Ämteraristokratie der katholischen Inner-schweizer- und Landsgemeindeorte einerseits die lukrativsten Armeefunktionen und verschliesst andererseits den niederen Ständen jeglichen Zugang zu höheren Militärchargen.

Eine weitere Eigentümlichkeit der Schweizer Regimenter in Neapel ist ihre Exterritorialität, so dass ihnen in juristischen Angelegenheiten eine weitgehende Autonomie und somit eine gewisse Unabhängigkeit gegenüber ihrem Auftraggeber eingeräumt wird. Jeder Truppenkörper bildet eine Art Kriegsgemeinde mit eigener nationaler Disziplinar- und Gerichtsbarkeit, eigenen Regeln und Vorschriften sowie der Beibehaltung eidgenössischer Sitten und Gebräuche, so dass sich im neapolitanischen Heer ein geschlossener kultureller Fremdkörper mit heimischen Zügen bildet.

Die wohl bedeutendste Charakteristik, die vom iberischen Dienst übernommen wird, ist die Vertragsbasis auf der Grundlage einer «Partikularkapitulation». Diese wird direkt zwischen dem Dienstherrn und den jeweiligen Regimentskommandanten unterzeichnet. Die Schaffung dieser Vertragsart geht auf den Umstand zurück, dass Spanien schlechte Erfahrungen mit den langwierigen, oft aussichtslosen und kostspieligen Bündnisverhandlungen mit den eidgenössischen Orten gemacht hat. Mit einem personellen Vertrag haben sie und in Analogie auch Neapel bezweckt, rascher an Truppen zu gelangen und diese uneingeschränkt einsetzen zu können. Den eidgenössischen Ständen bleibt folglich die traditionelle und rechtliche Grundlage zu einem wirkungsvollen Eingreifen in die Solddienstangelegenheiten verwehrt, so dass die Truppen vor der Willkür ihres Dienstherrn nicht effizient geschützt werden konnten.

Aufgrund der fehlenden zwischenstaatlichen Bindung und der Beschneidung der traditionellen Rechte werden diese Kontrakte während nahezu der gesamten neapolitanischen Dienstzeit auf der eidgenössischen Tagsatzung immer wieder bekämpft, aufs Schärfste verurteilt und ihre Legitimation bestritten. Dennoch können die Tagsatzungsherren den Partikularkapitulationen keine Schranken setzen, da sämtliche Anstrengungen vorwiegend an der starren Haltung und am Veto der betroffenen Stände von Katholisch Glarus und Uri scheitern, die sich vehement für ihre Eigeninteressen einsetzen und jegliche Art von Kompromissvorschlägen verwerfen.

Als Konklusion bezüglich der drei Kapitulationsphasen kann festgehalten werden, dass sie einige Konstanten aufweisen. Dennoch führen die als Folgen des Österreichischen Erbfolgekrieges neu eingeführten Privilegs- und Einkommensrestriktionen – z. B. die eingeschränkte Ausübung der inneren Gerichtsbarkeit oder die Abolition der Franchisenzahlung – zu folgenschweren Abwertungen des neapolitanischen Solddienstes:

1 • Die Solddienste werfen mit jeder Kapitulationsverlängerung für die Soldunternehmer weniger Gewinne ab. Durch die in der Folge beschränkten finanziellen Möglichkeiten der Regimentsinhaber – unter anderem auch aufgrund der erhöhten Werbeausgaben im Rekrutierungsgeschäft – entsteht eine immer stärkere pekuniäre Abhängigkeit vom Auftraggeber.

2 • Trotz unterschriebener Verträge, detaillierter Reglemente und überprüfter Verordnungen werden die neapolitanischen Solddienste durch eine permanente Übertretung der Kapitulationsbestimmungen gekennzeichnet. Als Verursacher dieser Regelverstösse wechseln sich der neapolitanische König als Auftraggeber und die Regimentsinhaber als Arbeitnehmer in regelmässigen Abständen ab, indem beide Seiten immer wieder die Kontraktsartikel nach ihren Ansichten zu interpretieren versuchen. Sämtliche Konflikte können jedoch auf einen kleinsten gemeinsamen Nenner des jeweiligen Streites reduziert werden: die Partikularkapitulationen!

3 • Die Regimentsinhaber sind während ihrer gesamten Dienstdauer – aufgrund der Partikularkapitulationen – der Macht und der Willkür ihres absolutistischen Auftraggebers

machtlos ausgesetzt, der rücksichtslos die Verträge nach seinen Interessen liest und durchzusetzen versteht.

4 • Die Kontingente besitzen in ihren Kapitulationen Garantien, welche sie in juristischer Hinsicht zu «kleinen Eidgenossenschaften» in fremder Umgebung privilegieren. Ein europäischer Monarch kann diese Durchbrechung seiner Kompetenzen auf Dauer nie und nimmer hinnehmen. Dementsprechend durchzieht der Streit um die Jurisdiktion und damit die uneingeschränkte Verfügungsgewalt die Existenz der Truppenkörper auf Dauer. Zum Mikrokosmos des späten Ancien Regime werden die schweizerischen Solddienste am Vesuv vor allem durch den Kampf um die administrative und judikative Hoheit, die mit ihrer Anwerbung verbunden ist. In diese Reibungen werden naturgemäss auch die eidgenössischen Stände selbst verwickelt, gerade weil ihre Eliten zumindest in der Innerschweiz mit den Familien der Offiziere am Vesuv weitgehend deckungsgleich sind.

Drei besonders signifikante Beispiele zeigen die «Ohnmachtstellung» der Schweizer Regimentsinhaber gegenüber ihrem Dienstherrn.

DER ÖSTERREICHISCHE ERBFOLGKRIEG (1740-1748)

Im Österreichischen Erbfolgekrieg zeigt sich immer wieder, dass der neapolitanische König einseitig nach seinen Interessen gehandelt und die Vorteile der Partikularkapitulation voll ausgenützt hat. So werden beispielsweise durch ihn die Franchisenzahlungen eingestellt, spezielle Lebensmittelzölle in den Präsidien erhoben oder die Entrichtung zugesprochener finanzieller Ausgleichszahlungen und Platzgelder verzögert oder stillgelegt. Ausserdem wird den eidgenössischen Truppen innerhalb des Königreichs Neapel und längs der Grenzen die Werbeaktivität untersagt.

DAS «NEAPOLITANISCHE REDUKTIONSGESCHÄFT» 1749

Auch das «Neapolitanische Reduktionsgeschäft» unmittelbar nach dem Österreichischen Erbfolgekrieg und der Vertragsunterzeichnung des Friedens von Aachen 1748 zeigt die willkürliche Haltung des königlichen Hofes, der als Sparmassnahme den Armeebestand reduziert und am 5. April 1749 den Schweizer Regimentern den Befehl erteilt, sich von den vertraglich fixierten drei Bataillonen auf deren zwei zu reduzieren.

DER FELDZUG GEGEN BENEVENT 1768

Ein weiterer krasser Verstoss gegen jegliche Grundlage der eidgenössischen Bündnispolitik findet im Jahre 1768 statt, als einzelne Truppenkörper der Schweizer Regimenter gegen die päpstliche Enklave nach Benevent entsandt werden. Dieser Feldzug führt folglich in der Tagsatzung zu heftigen Reaktionen, da der Pontifex Maximus ein

traditionell enger Verbündeter der Eidgenossenschaft ist. Das eigenmächtige Vorgehen des neapolitanischen Hofes und vor allem die Transgression werden hart kritisiert.

Der schwerwiegendste Kapitulationsverstoss von Seiten der Schweizer Regimentsinhaber kann auf ein Vergehen reduziert werden: Die chronische Missachtung der Nationalitäten-, Konfessions- und Zweidrittelsbestimmung.¹² Aufgrund der ungezügelten Desertion sind sie oft in arge Personalengpässe geraten. Selbst drakonische Repressalien wie «Spiessruten- oder Gassenlaufen», Gefängnis- oder Galeerenstrafen oder Zwangsarbeiten in Steinbrüchen haben nicht die notwendige Abschreckung erzeugt. Diese starken personellen Fluktuationen sind aber nicht der einzige Grund der Übertretungen. Immer wieder sind die eidgenössischen Werber der Verlockung erlegen, preiswerte Ausländer zu rekrutieren, die in der Folge bei Inspektionen als Eidgenossen deklariert worden sind. Im Übrigen hat die eidgenössische Sprachvielfalt einige Betrügereien vertuscht.

Die Ursachen der Fahnenflucht sind auf verschiedene materielle, sozioökonomische sowie personelle Gründe zurückzuführen. Es erstaunt daher, dass die Problematik durch die Kapitulationsartikel kaum aufgegriffen oder durch Reglemente thematisiert wird. Der neapolitanische Hof führt die enormen Fluktuationen einseitig auf die Vertragsbrüche der eidgenössischen Truppeninhaber zurück, die zwecks Kosteneinsparungen willkürlich Gesindel und Fahnenflüchtige in ihre Einheiten aufnehmen würden. Dieser Vorwurf ist sicherlich gerechtfertigt. Allerdings müssen weitere Aspekte mit berücksichtigt werden: Erstens der demografische Aspekt des kleinen Rekrutierungsgebietes, zweitens das mangelhafte Bündnis zwischen der Eidgenossenschaft und dem Königreich Neapel-Sizilien und drittens der gewaltige Rekrutierungsdruck während des gesamten 18. Jahrhunderts – vorwiegend für französische, spanische und holländische Dienste.

Die eidgenössischen Stände intervenieren bei Kapitulationsverstössen zumeist vereint gegen den neapolitanischen Auftraggeber. Diese Einigkeit schwindet ab dem Moment, wenn es darum geht, die Einzelinteressen zu verteidigen oder gegen aussen hin abzuschotten. So reduziert sich beispielsweise die Opposition gegen das tschudische Kapitulationsprojekt des Jahres 1743 lediglich auf kantonale, persönliche und machtpolitische Interessen. Das «Neapolitanische Reduktionsgeschäft» 1749 enthüllt den tiefen Graben zwischen den einzelnen katholischen Ständen, so dass der Protest in kleinlichen Zänkereien versinkt. Alle vertreten eifersüchtig ihre persönlichen Absichten, versuchen diese gegen aussen hin abzuschirmen und torpedieren konsequent solidarische gesamteidgenössische Bestrebungen. Als Beispiel sei der Alleingang von Katholisch Glarus erwähnt, das durchgesetzt hat, dass im Linienregiment Tschudi jenes Bataillon entlassen wird, in dem keine Glarnerkompanie eingeteilt ist. Im Sog des gleichen Ereignisses entsteht eine weitere binneneidgenössische Friktion zwischen dem Stand Uri und den eidgenössischen Orten Schwyz und Nidwalden, die sich ihrerseits für die Anliegen Zugs engagieren.

Nach Ablauf der offiziellen Wiederherstellungsfrist am 31. Juli 1747 wirft Karl Florian Jauch den vier Halbkompanien Brandenburg, Luthiger, Wickart und Traxler vor, sie

hätten seine Erlasse missachtet. Ausgangspunkt der Reibereien mit den Kantonen ist jedoch der neunte Kapitulationsartikel, der besagt, dass der jeweilige Heimatkanton mittelbar über den Regimentsinhaber den Hauptmann bestimmt. Karl Florian Jauch hat diese Direktive übergangen und die von ihm eigenmächtig an sich gerissenen «ungehorsamen» Truppeneinheiten an Dritte verkauft. Da zwischen den streitenden Parteien kein Konsens gefunden wird, drohen die alliierten Stände mit der Exilierung Jauchs, die am 7. Februar 1753 durchgesetzt wird. Dieser Entscheid führt zu weiteren Differenzen mit den Drei Bünden, die sich – da auch sie Kompanien im Regiment Jauch eingereiht haben – gegen das Urteil und das verweigerte Durchmarschrecht für Rekruten zur Wehr setzen. Die Expatriierung Jauchs zeigt jedoch nicht die erwünschte Wirkung, so dass in der Folge sämtliche Restriktionen zurückgezogen werden. Das in diesem Streitfall exemplarisch dargestellte kantonale Wechselspiel verdeutlicht, dass ein Regiment in «Fremden Diensten» nicht nur einen militärischen Truppenkörper repräsentiert, sondern als kantonale Domäne verstanden und deshalb der Anspruch gestellt wird, einheimische eigene Kompanieinhaber stellen zu dürfen.

Die Regimentsidentifikation gründet vor allem in wirtschaftlichen Interessen. Die Urner Behörden stellen sich nicht nur aus Nächstenliebe geschlossen und kritiklos hinter ihren Landsmann Jauch. Sie sind für wirtschaftliche Interessen sogar bereit, den eidgenössischen Solidaritätsgedanken dem staatlichen Isolationismus zu opfern. Dieser Aspekt verdeutlicht wiederum, welche Wichtigkeit die neapolitanischen Solddienste Mitte des 18. Jahrhunderts in Uri einnehmen und dass die bedingungslose Positionierung hinter Jauch darauf zurückzuführen ist, dass sämtliche einflussreichen Bevölkerungskreise direkt oder indirekt von den Fremden Diensten profitiert haben¹³. Die Reibungsflächen und Konfliktlinien die sich im Dreieck von Monarch, Truppen und eidgenössischen Obrigkeiten entwickeln, spiegeln somit die charakteristischen Bestrebungen, Reformziele und vor allem Reformgrenzen des Alten Staates in seinem letzten, spannungsträchtigen Stadium vor der Revolution wider.

3 | DIE AUFLÖSUNG DER SCHWEIZER REGIMENTER 1789

Eine erste militärische Grossreform löst der von Maria Karolina (1752-1814) aus dem toskanischen Dienst ihres Bruders Leopold, Grossherzog der Toskana (1765-1790) an den neapolitanischen Hof abgeworbene Ire John Francis Edward Acton (1736-1811) aus. Im Jahre 1779 wird er zum Staats- und Marineminister erklärt, bevor er ein Jahr später als Kriegsminister einen Plan zur militärischen Umgestaltung konzipiert. Mit seinen Impulsen und Visionen, seinen Reformen, Umstrukturierungen und Professionalisierungsbestrebungen durch ausländische Ausbilder, der verstärkten Fokussierung auf den Militärdienst sowie der Gründung einer Militärakademie erfährt die neapolitanische Armee eine tiefgreifende Umstrukturierung¹⁴.

Für die Umstrukturierung der Infanterie zieht Acton den Schweizer Anton von Salis-Marschlins (1732-1813) herbei, der als Maréchal de camp und Inhaber eines eigenen Regiments in französischen Diensten steht. Sein Engagement führt nicht auf eine zielgerichtete Strategie des Hofes oder auf eine bewusste Karriereplanung des Bündners zurück, sondern entspringt aufgrund einer Ferienreise dem Zufall. Um sich auf seine Reform vorzubereiten, sucht von Salis-Marschlins in Frankreich und in Preussen nach prädestinierten Fachkräften.

Mitte November des Jahres 1787 trifft er als Generalleutnant mit seinem Mitarbeiterstab in Neapel ein, einerseits um die neapolitanische Militärorganisation zu reformieren und andererseits für den Hof eine wesentliche Verminderung der militärischen Ausgaben zu erwirken. Erwähnenswert ist hierbei, dass er selbst und verschiedene seiner Mitarbeiter – beispielsweise der Basler Emanuel Burckhardt sowie auch der Zürcher Johann Ulrich von Orelli – nicht der katholischen Konfession angehören, was im krassen Gegensatz zur ansonsten streng verfolgten neapolitanischen Konfessionspolitik sowie den Kapitulationsbedingungen steht. Es kann somit – nach dem Sprichwort «Der Zweck heiligt die Mittel» – die These aufgestellt werden, dass die Konfession bei höheren militärischen Funktionen im Gegensatz zum Soldatenhandwerk von sekundärer Bedeutung ist. Im gleichen Kontext kann auch behauptet werden, dass bei zunehmendem wirtschaftlichen Druck das Expertentum über die federführende Doktrin und religiöse Ideologie gestellt wird.

Die Heeresreform – die zum Missfallen zahlreicher privilegierter Offiziere nicht Halt vor unpopulären Massnahmen macht und privilegierte Truppenkörper auflöst – strebt nach einer Mischung zwischen Miliz- und Berufstruppen. In Capua wird eine Art Trainingszentrum eingerichtet, wo drei Regimenter nach dem neuen Ausbildungskonzept als «Mustertruppen» instruiert und ausgebildet werden. In Aversa kümmert sich von Orelli um die Instruktion der Husaren- und Kavallerietruppen und schliesslich befinden sich in Neapel die Genie- sowie Artillerieeinheiten.

Der ungestüme Tatendrang von Anton von Salis-Marschlins wird des Öfteren durch die Intervention Actons oder die Opposition einflussreicher neapolitanischer Solddienstoffiziere privilegierter Truppen gehemmt. Am 4. Februar 1788 gipfeln diese Differenzen in einem Eklat, als die neapolitanische Königin anlässlich eines Balls öffentlich die vom Bündner Generalleutnant geleistete Arbeit diffamiert. Obwohl der Zwischenfall gemildert werden kann, demissioniert der Reformplaner aufgrund weiterer ihm in den Weg gestellter Hindernisse per 31. Oktober 1790.

WELCHEN EINFLUSS HAT ANTON VON SALIS-MARSHLINS BEI DER AUFHEBUNG DER EIDGENÖSSISCHEN TRUPPENKÖRPER TATSÄCHLICH AUSGEÜBT?

Bezüglich der Rolle des Bündner Generalleutnants stellen sich drei konkrete Fragen: Wann erreicht er Neapel, wann übernimmt er den Auftrag zur Heeresreform und ist er wirklich der Urheber des Entlassungsgedankens oder nur das Medium, welches ein Projekt umzusetzen hatte? Es ist nicht zutreffend, dass von Salis-Marschlins bereits 1785, im Dunstkreis von Zusagen allfälliger Kapitulationsverlängerungen, die neapolitanische Bühne betreten hat. Er erreicht Neapel erst im Januar 1787, eher zufällig und vor allem ohne Auftrag seitens des neapolitanischen Königs. Zum Zeitpunkt der Kapitulationsverhandlungen mit dem Regiment Wirz weilt er noch weit entfernt in Frankreich, denn sein effektives Wirken in Neapel beginnt erst Mitte November des Jahres 1787.

Der Beschluss, die Kapitulationen mit den Eigentümern der Schweizerregimenter auslaufen zu lassen, ist somit bereits vor seiner Ankunft im Mittelmeerstaat getroffen worden. Ebenso verhält es sich mit dem Grundsatzentscheid, die neapolitanische Armee umzustrukturieren und sie auf einen modernen Stand zu stellen. Rosa Schaufelberger kommt zum Schluss, dass nicht der Bündner Generalleutnant der «*Vater*» der Entlassung der Schweizer Regimenter ist, da der Aufhebungsentschluss auf die «*selbstherrliche Willkür*» des Monarchen und seiner Gattin zurückzuführen sei. Dieser Wertung kann grundsätzlich zugestimmt werden. Schaufelberger akzentuiert jedoch, dass es seinem Reorganisationsplan zuzuschreiben sei, dass alle privilegierten Truppenkörper aufgelöst und durch vier neue Fremdenregimenter ersetzt worden sind¹⁵.

Diese These ist nur teilweise richtig. Von Salis-Marschlins, der in Frankreich hautnah die «*choiseulsche Militärreform*» miterlebt, setzt auch in diesem Punkt lediglich den Auftrag um, die neapolitanische Armee – basierend auf dem Entscheid, die Kapitulationen mit den Schweizer Regimentern nicht zu verlängern – zu modernisieren. Folglich sind ihm bezüglich der dekadenten eidgenössischen Truppenkörper die Hände gebunden. Ihre Struktur und ihre Organisation entsprechen nicht mehr den zeitgenössischen Erfordernissen, die aufgrund der sich zuspitzenden Lage in Europa mit der Französischen Revolution dringend angepasst werden müssen. In diesem Kontext können auch die enormen Kosten für die eidgenössischen Streitkräfte nicht mehr legitimiert werden, die auf dem Substrat ihres Erbstatuts sich finanziell kaum noch halten können. Auch ist die Versorgung der Einheiten mit dienstfreiwilligen Rekruten zu keinem Zeitpunkt gesichert. Deshalb entspricht die Schaffung von Fremdenregimentern akut notwendig, die – ohne Nationalitäten-, Religions- und Drittelsklausel – direkt vom König finanziert und ihm unterstellt sind, auch wenn diese Reformen unvermeidbar und zwingend zur Auflösung der Schweizer Regimenter führen.

In der Ausarbeitung der neuen Strukturen der neapolitanischen Armee und vor allem in der Umsetzung dieses Projektes ist von Salis-Marschlins hingegen federführend und

kann sein Knowhow und seine Stärken als gewiefter Organisator voll einbringen. Warum das Reformwerk des Bündner Generalleutnants in Neapel dennoch scheitert, führt der italienische Historiker Attilio Simioni auf die indolente politische Führung in Neapel zurück: «*La riforma del Salis fallì non soltanto per mancanza di mezzi: fallì per insufficienza e per mala volontà di uomini, per la decadenza dello spirito militare, per la corruzione morale, da cui erano affetti tutti gl'istituti governativi*»¹⁶.»

Der Einfluss, den Anton von Salis-Marschlins auf die Aufhebung der Schweizer Regimenter gehabt hat, wird von den in Neapel involvierten eidgenössischen Ständen überinterpretiert. Die Überreaktion der beteiligten Orte ist einerseits mit der Verbundenheit zu einer alten Tradition und andererseits mit der Sorge um den Erhalt oder den Gewinn des politischen Einflusses und der Anziehungskraft des adeligen Lebensstils zu erklären. Somit kann zusammenfassend festgehalten werden, dass von Salis-Marschlins nicht der Eliminator der Schweizer Regimenter ist, sondern vielmehr ein Umsetzer eines königlichen Grundsatzentscheides, auf den er als Reformator gewirkt hat. Sein Verdienst ist die geplante Neuorganisation – beruhend auf modernstem Wissen für die Aufstellung schlagkräftiger Verbände –, die entscheidende Veränderungen an Struktur, Doktrin, Instruktion etc. mit sich gebracht hätte.

4 | WEITERE GRÜNDE ZUR AUFLÖSUNG DER SCHWEIZER REGIMENTER 1789

VERMINDERTE QUALITÄT DER SCHWEIZER REGIMENTER

Wie die Analyse der Quellenbestände aufgezeigt hat, steht der königliche Auftraggeber nicht mehr uneingeschränkt hinter seinen Schweizer Regimentern. Mit der Ankunft des Iren John Acton nimmt die Kritik verstärkt zu, da die privilegierten und hoch bezahlten eidgenössischen Truppen stets geneigt sind, die Kapitulationen nach ihrem eigenen Ermessen zu interpretieren. So wird beispielsweise die von den Verträgen bestimmte Nationalitätenklausel zu keinem Zeitpunkt eingehalten. Des Weiteren entpuppt sich der langjährige und friedliche Garnisonsdienst als kontraproduktiv, da königliche Ordonnanzen vermehrt missachtet und die Ausbildung gelockert werden sowie das militärische Pflichtbewusstsein schwindet.

VERTRAGSWIDRIGE EINGRIFFE DES KÖNIGS

Durch die Partikularkapitulationen sind die Regimentsinhaber der Macht und der Willkür ihres Auftraggebers ausgesetzt – u. a. das «Neapolitanische Reduktionsgeschäft» oder der Feldzug gegen Benevent –, der die Verträge ebenfalls nach eigenen Interessen zu interpretieren versteht und Zahlungskürzungen – beispielsweise die Auflösung der Franchisenkontribution, usw. – rücksichtslos anordnen und durchsetzen kann.

FRANZÖSISCHE MILITÄRREFORM

Die vom französischen Minister Etienne-François de Choiseul (1719-1785) – Mentor des Bündner Generalleutnants Anton von Salis-Marschlins – im Jahre 1764 eingeführte Staatsaufsicht über die Söldnertruppen beeinflusst in der Folge auch die neapolitanische Heeresstruktur und führt 1795 zur Abschaffung des selbständigen Militärunternehmertums in Spanien¹⁷.

Die absolutistisch-merkantilistische Staatsverwaltung beginnt die Geschäfte der Militärunternehmer gründlicher zu kontrollieren, die unbegrenzte Führung der Truppeneigentümer einzuschränken und die Gewinnmöglichkeiten zu verringern, indem mit Werbevorschüssen und regelmässigen Soldzahlungen die Kompanieinhaber in dienstherrliche Abhängigkeit gebracht werden, die mit der Umsetzung der «*choiseulischen Reformen*» zu «*Militärbeamten*» mutieren. Die Ereignisse in Neapel entsprechen somit einem Spiegelbild der europäischen Umwälzung im Heereswesen, die auf Kosten der Soldatenstruppen verstärkt auf Nationalheere, basierend auf Miliz- und Reserveverbänden, setzt.

VERMINDERTE BARGELDBESCHAFFUNG

Die zunehmende finanzielle Dependenz der Solddienstunternehmer manifestiert sich auch in der fehlenden Bargeldbeschaffung. Im Laufe der Zeit – unter anderem nach dem Österreichischen Erbfolgekrieg – können zahlreiche Truppeneigentümer ohne königliche Subsidien ihre Truppen nicht mehr eigenständig aufrechterhalten. Zusätzlich verlagern die Finanzinstitute ihre Investitionen von den risikoreichen Militärunternehmungen in langfristige Kapitalanlagen der königlichen Staatskassen. Durch die eingeschränkte Zahlungskraft der Soldunternehmer werden vermehrt königliche Gelder in Anspruch genommen, was dazu führt, dass der Einfluss des Dienstherrn auf die innere Organisation der Söldnerverbände anwächst, die Militärunternehmer immer mehr in königliche Abhängigkeit geraten und die Erbgimenter obsolet werden.

VERTEUERUNG DES WERBEGESCHÄFTS

Die Militärunternehmer bekunden ab der Mitte des 18. Jahrhunderts – als in der Eidgenossenschaft die ersten namhaften Alternativen zum Solddienst entstehen – vermehrt Rekrutierungsschwierigkeiten, da das Söldnerhandwerk an Attraktivität verloren hat. Die Werbung wird aufgrund der Abnahme der Dienstwilligen, der permanenten Fluktuation innerhalb der Truppenkörper – was eine intensivere Aushebungstätigkeit bedingt –, der steigenden Handgelder und der immer wieder einsetzenden Teuerungen zunehmend kostspieliger. Die beschränkten finanziellen Möglichkeiten der Militärunternehmer wirken sich vorwiegend auf die Qualität der zu rekrutierenden Personen aus, was zu verstärkten Desertionen und dies wiederum zu einer forcierten Nachrekrutierung führt.

Hermann Suter, der sich intensiv mit dem Untergang des Innerschweizerischen Militärunternehmertums beschäftigt hat, kommt zum Schluss, dass sowohl die Verstaatlichungsbestrebungen der Auftraggeber, die durch zunehmende Kontrollen dienstherrlicher Beamter ständig abnehmenden Gewinne als auch der permanente Rückgang des Rekrutenangebotes – und damit verbunden die andauernde Teuerung im Werbegeschäft – zur Schwächung der militärunternehmerischen Kapitalkraft und in der Folge zum Zerfall des selbständigen Militärunternehmertums geführt haben¹⁸. Dieses Forschungsergebnis hat sich im Falle Neapels vollumfänglich bestätigt!

5 | DAS ENDE

Der eidgenössisch-neapolitanische Solddienst endet mit dem königlichen Dekret vom 29. Dezember 1789, das die Auflösung der Schweizer Regimenter regelt. Im Memorial der Hauptleute liest man: *«Der König beider Sizilien hätte seit mehr als einem halben Jahrhundert Schweizerregimenter in seinen Diensten unterhalten, und die Militär-capitulation, welche festsetze, dass Personen, die Compagnien gebildet, solche für sich und ihre Erben eigenthümlich besitzen können, ohne verpflichtet zu sein, selbst zu dienen, sei von Zeit zu Zeit mit allen üblichen Förmlichkeiten für zwanzig Jahre verlängert worden, ja noch 1785 wäre an die vier am neapolitanischen Kriegsdienst theilnehmenden Stände eine ministerielle Zuschrift gelangt, woraus neben grösster Zufriedenheit mit diesen Regimentern, auch ersichtlich gewesen, dass der Hof nach beendigter Capitulationszeit die Beibehaltung dieser Truppen wünsche und sich mit den Ständen in Unterhandlung einzulassen gedenke. Unverhert und ehe noch die Capitulationsjahre abgelaufen, habe es jedoch dem Hof gefallen, der ganzen Armee eine andere Form zu geben, was einen so schlimmen Einfluss auf die Schweizerregimenter ausgeübt, dass sie selbst auf die noch übrigen Capitulationsjahre verzichten mussten. Durch die am 1. Januar 1790 eingetretene neue Diensteinrichtung hätten die Schweizerregimenter vollends alle Aussicht für die Zukunft verloren, und die verheissene Entschädigung sei an das Bedingnis geknüpft, dass die Kantone der Werbung keine Hindernisse in den Weg legen, eine Bedingung, die von den geschädigten Compagnieeigenthümern unmöglich erfüllt werden könne¹⁹.»*

Zahlreiche Schweizer treten in der Folge in die von Anton von Salis-Marschlins neu errichteten Fremdenregimenter ein (zwei Fremdenregimenter sowie zwei Mazedonische Regimenter), mit denen sie am Feldzug gegen die Franzosen in Rom unter General Championnet teilnehmen und versuchen, während der französischen Invasion 1799 das Königreich Neapel zu verteidigen. Die Überreste werden im Jahre 1799 auf drei sizilianische Regimenter verteilt und ein Jahr später dem Regiment Real Allemagna einverleibt. Die durch die Ausserkraftsetzung der eidgenössischen Truppenkörper

entstandenen Soldausstände lösen unter den innerschweizerisch involvierten Truppenorten eine allgemeine Entrüstung aus. Sämtliche Postulate, Beschwerden, Denkschriften und Bitten bleiben unbeantwortet und werden erst in den Jahren 1824 und 1825, anlässlich der Verhandlungen zur Wiederaufnahme der neapolitanischen Solddienste, wieder aufgegriffen²⁰.

6 | FAZIT

Die Analyse der neapolitanischen und eidgenössischen Quellen hat sich in mehrfacher Hinsicht als fruchtbar erwiesen:

- Zum Einen ist der Zeitabschnitt überblickbar und entspricht der wichtigsten vorrevolutionären Periode.
- Zum Zweiten enthält der «Sonderfall Neapel» sämtliche relevanten Aspekte der Fremden Dienste in stehenden Heeren des 18. Jahrhunderts.
- Zum Dritten ist bezüglich des Vertragswerks der spanische Einfluss unbestreitbar. Der neapolitanische Solddienst nimmt erst nach dem Österreichischen Erbfolgekrieg und dem spanischen Machtwechsel unter Karl III. eine autonome und eigenständige Entwicklung an.
- Zum Vierten wird der französische Einfluss hinsichtlich der Verstaatlichungsbestrebung und der Einführung zahlreicher Miliz- und Reserveverbände – die ebenfalls Einfluss auf die Entlassung der Schweizer Regimenter haben – deutlich ersichtlich.
- Zum Fünften muss die Auflösung der Schweizer Regimenter auf die «*selbstherrliche Willkür*» des Monarchen und seiner Gattin zurückgeführt werden und in der Verkettung verschiedener Umstände betrachtet werden.
- Somit kann zum Sechsten mit der Auflösung der Schweizer Regimenter in Neapel ein Gegengewicht zur bisher dominierenden französischen Problematik – Tuileriensturm, Entlassungen usw. – geschaffen werden.

Ein neapolitanisches Löwendenkmal wird aufgrund der dargestellten Arbeit kaum nötig werden, aber den vielen eidgenössischen Söldnern in Neapel ist damit die verdiente Beachtung geschenkt worden.

ANWENDUNG

¹ EYER Robert-Peter, *Die Schweizer Regimenter in Neapel im 18. Jahrhundert (1734-1789)* (Freiburger Studien zur Frühen Neuzeit 12), Bern 2008.

² REDLICH Fritz, *The German Military Enterpriser and his Work Force. A Study in European Economic and Social History*, 2 Bde., Wiesbaden 1964-65.

³ PEYER Hans Conrad, «Schweizer in fremden Diensten – Ein Überblick. Festvortrag anlässlich der 12. Jahresversammlung der Schweizerischen Gesellschaft für militärhistorische Studienreisen vom 11. April 1992 in Solothurn/St. Niklaus, Schloss Waldegg», in: *Schweizer Soldat und MFD* 67, Heft 6 (1992), S. 4 ff.

⁴ Im Gegensatz zu den allgemeinen Kapitulationen (Bündnisverträge) werden *Partikularkapitulationen* nicht zwischen zwei Staaten bzw. einem eidgenössischen Ort und einer fremden Macht, sondern direkt von einem Regimentsinhaber und einem ausländischen Arbeitgeber abgeschlossen.

⁵ Nebst der kantonalen militärischen Verteidigung wollen sich die Kantone weder mit der aufwändigen Organisation der Fremden Dienste auseinandersetzen, noch das Risiko einer möglichen Vernichtung des gesamten Truppenbestands auf sich nehmen. Demzufolge werden die Soldtruppen auf Rechnung und Gefahr hin in die Hand eines Dritten, der für die Risiken und den Unterhalt der Truppe aufzukommen hat, abgegeben. SCHAFFROTH Max F., «Fremddienst von innen betrachtet, Eine Auslese von Oberstlt M. F. Schaffroth», Sonderabdruck aus der *Schweizerischen Monatsschrift für Offiziere aller Waffen* 51 (1939), S. 18; ders.: «Der Fremddienst, Kurzfassung eines Vortrages vor der Schweizerischen Vereinigung für Militärgeschichte und Militärwissenschaften», Sonderabdruck aus der *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte* 23, Heft 1 (1973), S. 81-82.

⁶ CROCIANI Piero; FIORENTINO Massimo; BOERI Giancarlo, «Nouvelles découvertes au sujet des Suisses au service des Deux-Siciles», *Figurina Helvetica* 38 (1979), S. 20-25; ERISMANN Oskar, «Die Schweizer in neapolitanischen Diensten», *Blätter für bernische Geschichte, Kunst und Altertums-kunde* 14, Heft 1, (1918), S. 51-57; PETITMERMET Roland, «Von der Organisation, den Uniformen und den Fahnen der Schweizer in Neapel», *Figurina Helvetica* 35 (1976), S. 21-34; SCHAFFROTH Max F., «Die Geschichte der Schweizerregimenter im Dienst des Königreichs Beider Sizilien», *Figurina Helvetica* 35 (1976), S. 12-21; WATTENWYL Moritz von, *Die Schweiz in fremden Kriegsdiensten, Ein Rückblick auf die Militärkapitulation*, Separatdruck aus dem *Berner Tagblatt*, Bern 1930, S. 69-72.

⁷ BATTAGLINI Tito, *L'organizzazione militare del Regno delle Due Sicilie da Carlo III all'impresa garibaldina*, Modena 1940, S. 9; GALANTI Giuseppe Maria, *Della descrizione geografica e politica delle Sicilie*, 2 Bde., Napoli 1786-1794, S. 198.

⁸ GENTILE Egildo, «Le truppe svizzere nel regno delle due Sicilie dal 1734 al 1789, Da fonti documentali degli archivi napoletani», *Archivio storico della Svizzera italiana* 18 (1943), S. 58-85; MAY DE ROMAINMÔTIER Emmanuel, *Histoire militaire de la Suisse et celle des Suisses, Dans les différents services de l'Europe, Composée et redigée sur des ouvrages et pièces authentiques*, 8 Bde., Lausanne 1788, hier Bd. 7, S. 183-258 u. S. 316-450; SCHIPA Michelangelo, *Il Regno di Napoli al tempo di Carlo di Borbone*, Napoli 1904, S. S. 126-155.

⁹ Società Napoletana di Storia Patria, LOGEROT Raffaele, *Memorie storiche del Regno delle Due Sicilie (1734-1815)*, o. O. u. o. J., cap. 2.; SCHIPA (wie Anm. 8), S. 178; VARRIALE Elio, *Balli, tamburi e lacrime, Napoli, Svizzeri e Borbone*, Forno 2001, S. 126-128.

¹⁰ *Historisch-Biographisches Lexikon der Schweiz*, 7. Bde. und Supplemente, Neuenburg 1921-1934, Bd. 2, S. 237-238; <http://www.dhs.ch>, Suchbegriff Neapel (Stand 12.09.06).

¹¹ Die Franchisen bildeten eine finanzielle Vergütung, eine Art Lebensmittelschädigung, für den Kauf von Esswaren – Brot, Wein, Fleisch usw. –, die zum Teil aufgrund bedingter Zölle zu einem höheren Preis verkauft worden waren.

¹² Kapitulationen und Kapitulationsprojekte der Regimenter Tschudi, Jauch u. Wirz (Nideröst) sowie des Garde (bataillons) regiments: Archivio di Stato – Sezione militare, Segreteria di guerra 1 u. 769, Kapitulation Linienregiment Tschudi 1734, Art. 12: Jedes Bataillon besteht zu zwei Dritteln aus Eidgenossen, inklusive Untertanen-, Verbündeten- oder Alliierten-Orte der katholischen Stände und zu einem Drittel aus Deutschen katholischer Konfession, Kapitulation Linienregiment Tschudi 1734.

¹³ KÄLIN Urs: *Die Urner Magistratsfamilien. Herrschaft, ökonomische Lage und Lebensstil einer ländlichen Oberschicht, 1700-1850*, Dissertation, Zürich 1991.

¹⁴ AJELLO Raffaele, «Carlo di Borbone, re delle due Sicilie», in: Ascione, Imma: *Carlo di Borbone, Lettere ai Sovrani di Spagna*, 3 Bde. (1720-1734/1735-1739/1740-1744), Napoli 2001-2002, S. 56; ARGIOLOS Tommaso, *Storia dell'esercito borbonico*, Napoli 1970, S. 18; BATTAGLINI Tito, *L'organizzazione militare del Regno delle Due Sicilie da Carlo III all'impresa garibaldina*, Modena 1940, S. 11-12; SCHUMANN Reinhold, *Geschichte Italiens*, Stuttgart 1983, S. 171.

¹⁵ SCHAUFELBERGER Rosa, *Aus dem Archiv der Familie von Schulthess Rechberg, 1709-1931*, Brugg 1931, S. 263.

¹⁶ SIMIONI Attilio, «L'esercito napoletano nella minorità di Ferdinando alla Repubblica del 1799», *Archivio storico per le province napoletane. Nuova serie* 6 (1920), S. 107.

¹⁷ SUTER Hermann, *Innerschweizerisches Militär-Unternehmertum im 18. Jahrhundert*, Dissertation, Zürich 1971, S. 15.

¹⁸ Ebd., S. 51 u. S. 105-110.

¹⁹ Staatsarchiv Zug, Theke Nr. 134 – 9. Sizilien, Neapel 1776-1798, Stellungnahme der entlassenen Proprietär-Hauptleute, Kath. Glarus, 06.03.1793.

²⁰ KÄLIN Urs, *Die Urner Magistraten-Familien, Herrschaft, ökonomische Lage und Lebensstil einer ländlichen Oberschicht, 1700-1850*, Dissertation, Zürich 1991, S. 130, Anmerkungen 1 u. 2.



Gardes suisses au service de Naples en 1734. De gauche à droite, colonel, lieutenant-colonel, major et porte-drapeau. A l'arrière-plan, le palais de Caserta.

KAMPF DER REVOLUTION UND DER ARBEITSLOSIGKEIT ODER EINHALTUNG DER NEUTRALITÄT? ZUR BILDUNG NEUER REGIMENTER IM DIENSTE VON SARDINIEN UND SPANIEN UM 1790/95

Hubert Foerster

Es geht hier nicht darum, eine vollständige Geschichte zur Errichtung der neuen Regimenter in den 1790er Jahren zu schreiben. Dazu müssten auch die Quellen zu den Königreichen von Sardinien-Piemont in Turin und von Spanien in Simancas zugezogen werden. In diesem Beitrag sollen, gestützt auf die Archivalien in den Schweizer Staatsarchiven von einigen am fremden Dienst interessierten Ständen, nur einige Aspekte aufgezeigt werden. Daraus folgern offene Fragen, die auf einer breiteren Quellenbasis abgeklärt werden müssten. Nur so würde man der Problematik dieses Dienstes kurz vor, während und nach dem ersten Koalitionskrieg gerecht werden können.

1 | ZUR INTERNATIONALEN LAGE

Die Französische Revolution hatte seit 1789 durch die neuen Ideen und die Gewaltanstrengungen die Kräfteverhältnisse in Europa verschoben. Die an Frankreich grenzenden Königreiche Spanien¹ und Sardinien-Piemont² suchten ihre militärische Kraft durch das Anwerben neuer Regimenter – auch aus der Eidgenossenschaft – zu stärken, um dem Druck oder gar Ansturm der französischen Revolutionstruppen und inneren Unruhen entgegenwirken zu können. Während Sardinien in Österreich einen militärischen Bündnispartner finden konnte, lehnte Grossbritannien im Herbst 1792 eine direkte Unterstützung ab³. Die Haltung Grossbritanniens ermöglichte es Frankreich, Druck auszuüben und schliesslich eine Invasion von Savoyen und Nizza durchzuführen. Belastet durch die hängige Gibraltar-Frage, die Kolonien und die Flottenkonkurrenz mit Grossbritannien im Mittelmeer und auf den Weltmeeren blieb Spanien ebenfalls auf sich allein gestellt, während auf britischer Seite Portugal der Vorrang gegeben wurde. So sah Grossbritannien dem Beitritt Spaniens zur 1. Koalition mit gemischten Gefühlen entgegen⁴.

Als Folge der Kriegserklärung Frankreichs an Österreich vom 20. April 1792 wurde die 1. Koalition mit England, Österreich, Holland, Preussen, dem Deutschen Reich, Sardinien-Piemont, Toskana, Neapel, Portugal und Spanien gebildet⁵. Im Hinblick auf einen möglichen Krieg mussten Sardinien und Spanien einerseits diplomatisch offensiv werden und andererseits militärisch aufrüsten.

Während der König von Sardinien den eidgenössischen Ständen seine Haltung Frankreich gegenüber nicht näher erläuterte, machte der spanische König Karl IV. seine Position am 23. März 1793 in Aranjuez klar, was den katholischen Ständen durch den Botschafter Caamano mitgeteilt wurde⁶. Der König unterstrich, dass er sich zur Bewahrung der Ruhe in Europa zum allgemeinen Besten der Menschheit einsetzen werde. Er befehligte sich der Mässigung gegenüber Frankreich trotz der dort herrschenden Unordnung, Anarchie und Gottlosigkeit. Er suchte nach einer Partei in Frankreich, die sich gegen die Expansionen und generell gegen Krieg in Europa aussprach. Dies beinhaltete auch die Freilassung des französischen Königs Ludwig XVI. und seiner Familie. Karl IV. forderte in zwei Noten Frankreich zu einer zurückhaltenden Neutralität und zum Rückzug seiner Truppen auf. Er wies den französischen Einwand, alles geschehe nur zum Schutz gegen einen britischen Einfall in der Gegend von Bayonne, als Ausrede und Vorwand zurück. Spanien bedauerte, dass seine Gegenmassnahmen nur Kosten verursachten, um eine gleiche Macht an seinen Grenzen als Schutz vor Überfällen eines undisziplinierten Volkes anzubieten. Und was sollten die französischen Antworten auf die spanischen Noten, die im Namen der französischen Republik verfasst waren? Einer Republik, die von Spanien ja nicht anerkannt wurde.

Karl IV. bedauerte, dass kein französischer Truppenrückzug erfolgte und keine Neutralitätserklärung abgegeben wurde. Die Beibehaltung der Gefangenschaft von Ludwig XVI. und seiner Familie war ihm ein Beweis für die *«gänzliche Falschheit»* des französischen Ministeriums. Spanien machte noch mehr Druck und drohte mit der Ausweisung des französischen Botschafters aus Madrid, sofern Frankreich auf seine Forderungen nicht reagiere.

Die Lage spitzte sich immer mehr zu. Die Guillotinierung von Ludwig XVI. (am 21. Januar 1793) war aus der Sicht Karls IV. ein unerhörter Königsmord am eigenen Monarchen. Zudem kaperte Frankreich vor Katalonien ein spanisches Schiff, beschlagnahmte spanische Schiffe in französischen Häfen wie z.B. in Marseille und gab französische Kaperpatente aus. So hatte der Kaperkapitän La Lanne etwa ein spanisches Pulverschiff unter Don Juan de Dios Copete eingebracht. Die offizielle französische Kriegserklärung vom 7. März war nur die logische Folge der Ereignisse und der seit dem 26. Februar de facto bestehenden Kriegshandlungen. Spanien antwortete ebenfalls mit der Kriegserklärung, um den Kampf zu Wasser und Land gegen Frankreich aufnehmen zu können.

Den eidgenössischen Ständen musste vor diesem Hintergrund klar sein, worauf sie sich bei einer allfälligen Billigung des spanischen Dienstes – und des Dienstes für Sardinien – einliessen. Dadurch würde die Eidgenossenschaft in den Sog des Krieges gezogen werden.

2 | SPANIEN ODER SARDINIEN ODER WER?

Die praktisch zeitgleichen Bemühungen von Sardinien und Spanien, neue Regimenter aufzustellen, löste in den 1790er Jahren bei den eidgenössischen Ständen unterschiedliche Reaktionen aus. Einerseits suchte man in der Eidgenossenschaft neue Arbeitsmöglichkeiten für die in Frankreich entlassenen Offiziere und Soldaten, aber auch für die eigenen überschüssigen Arbeitskräfte. Dadurch sollte die Lage innenpolitisch bereinigt werden, belasteten doch die *Teil- oder Ganz-Arbeitslosen* das Gemeinwesen. Der fehlende Arbeitgeber Frankreich hinterliess in der ganzen Schweiz eine Lücke auf dem Arbeitsmarkt. Wer sollte oder konnte sie schliessen, Spanien oder Sardinien oder ein Drittland als Nischennutzniesser?

Grundsätzlich stellte sich allerdings die Frage, ob die eidgenössischen Stände überhaupt noch fremde Dienste in einem Land zulassen sollten, das sich bald im Kriegszustand mit Frankreich befinden würde. Dagegen sprachen nicht nur Gründe der Neutralität, sondern auch wirtschaftliche Interessen. Man wollte Frankreich nicht verärgern, um die ausstehenden Pensionen und die Salzlieferungen nicht zu gefährden⁷. Konnte aber zum Beispiel das Wallis Sardinien Wunsch nach Soldaten abschlagen, nachdem es nicht nur Salz, sondern auch das Nahrungsmittel Reis geliefert hatte? Gerade für das Wallis stellte sich hier eine Überlebensfrage, war doch in verschiedenen Zehnden die Lebensmittelversorgung nicht mehr gewährleistet respektive drohte gemäss Aussagen aus Landratsabschieden sogar eine drohende Hungersnot⁸.

Zudem bereitete die Stärke der Regimenter Sorge. Spanien sah einen Bestand von rund 1900 Mann vor, Sardinien aber nur 1200. Die kleinere Zahl hätte die Rekrutierung eines vollzähligen Regiments innerhalb einiger Monate natürlich erleichtert, doch wo sollte man in drohenden Kriegszeiten so schnell so viele Soldaten, zudem für längere Zeit, finden?

Im Falle Spaniens fanden Politiker in Solothurn oder im Wallis einen Ausweg aus der Zwickmühle: Zeitgewinn! Verhandlungen sollten das Interesse am fremden Dienst in Spanien beweisen. Und mit dem damit gewonnen Aufschub sah man der internationalen Entwicklung und einer möglichen Lösung ruhiger und ohne Druck entgegen. Nidwalden hingegen verpflichtete sich sofort dazu, ein ganzes Regiment für spanische Dienste aufzustellen.

Ähnlich verhielt es sich mit dem Dienst in Sardinien-Piemont. Einige Stände lehnten zwar die Bildung eines Standesregiments ab, liessen jedoch die Dienstinahme ihrer Bürger und Untertanen zu. Damit sollte französische Kritik oder sogar eine Reaktion verhindert werden. Das Problem der Arbeitslosen musste überall berücksichtigt werden. Stände, die von Frankreich weniger anhängig waren und die nach 1792 die Revolution immer noch stark ablehnten, erlaubten zwar die private Werbung für Sardinien, enthielten sich aber einer offiziellen Stellungnahme⁹. Dabei gab es natürlich interne Konflikte

wie etwa in Freiburg¹⁰. Trotz Interesse bei Ratsmitgliedern für die Übernahme von drei Kompanien für Sardinien trödelte der Rat mit seinem Entscheid so lange, bis das Plansoll anderweitig gedeckt worden war. Andere Stände traten gar nicht erst auf das Angebot ein oder verwiesen wie Bern, Graubünden und das Wallis auf ihre bestehenden alten Regimenter.

Sardinien und Spanien waren aber nicht die einzigen Mächte, die in den 1790er Jahren an Truppen aus der Eidgenossenschaft interessiert waren. So setzte sich der Solothurner Ludwig von Roll, vormals Gardehauptmann in französischem Dienst, für die Errichtung eines Regiments in englischem Dienst ein¹¹. Er liess sich von den bestehenden Werbeverboten in der Eidgenossenschaft nicht beirren und konnte 1794 seine Absicht realisieren. Auf das Regiment von Roll, auch Royal Etrangers genannt, kann hier mangels näherer Abklärungen nicht eingegangen werden.

Dazu kamen die laufenden Verpflichtungen für den Dienst in Holland. Da infolge der Kriegsgefahr die dortigen fünf Regimenter ihre Kompanien von 100 auf 150 Mann aufgestockt hatten, war die Werbekonkurrenz inner- und ausserhalb der kapitulierten Stände gross¹². Daneben muss noch das Neuenburger Regiment de Meuron erwähnt werden¹³. Es stand bis 1795 im Dienst der holländischen respektive später der britischen Ostindienkompanie.

Vom Rückzug Frankreichs aus dem Werbegeschäft profitierten Sardinien und Spanien als die grossen Nutzniesser: Sie konnten zusammen sechs neue Regimenter aufstellen. Dies war allerdings nur die Hälfte der früheren französischen Nachfrage. Überhaupt nicht zu neuen Rekrutenlieferungen überzeugen liessen sich Zürich, Bern, Solothurn, Neuenburg, die Stadt St. Gallen, Freiburg, Basel und Appenzell Innerrhoden. Die ersten fünf belassen es bei der Erfüllung der alten Kapitulationen, die letzten drei blieben bündnisfrei. Freiburg und Basel nahmen wohl auf die Interessen Frankreichs grosse Rücksicht. Innerrhoden verfolgte wie so häufig seinen eigenen, unabhängigen Weg. Das Fürstbistum Basel, Genf und Mülhausen waren, von Frankreich besetzt bzw. an- oder eingegliedert, nicht mehr gefragt und zum fremden Dienst handlungsfähig. Doch welchen Weg schlugen Sardinien und Spanien ein, um zu neuen Truppen zu kommen?

3 | EIN NEUER BOTSCHAFTER ODER PERSÖNLICHE BEZIEHUNGEN?

Sardinien und Spanien gingen auf der Suche nach eidgenössischen Truppen getrennte Wege. Sardinien setzte auf persönliche Beziehungen, Spanien hingegen auf einen neuen Botschafter. Welche Monarchie hatte mit ihrer Methode mehr Erfolg? Die Politik von Sardinien und Spanien gegenüber der Eidgenossenschaft und die konkrete Tätigkeit ihrer Botschafter im ausgehenden 18. Jahrhundert muss zwar noch untersucht werden, doch lassen sich bereits jetzt gewisse Aspekte aufzeigen.

Sardinien hatte zwischen 1741 und 1789 keinen Botschafter in der Eidgenossenschaft¹⁴. Erst die Französische Revolution änderte dies. So schickte Sardinien 1789 wieder einen Gesandten mit Sitz in Bern. Es handelte sich zunächst um Jean Baptiste d'Espine, Baron und residierender Minister, ab 1792 um Bossi als ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister sowie François de Varax als Minister. Sie, wie auch ihre Nachfolger von 1793 bis 1797, Vignet des Etoles aus Coni¹⁵ und Baron Luigi Amedeo, traten gemäss Ratsprotokollen bei den Ständen nur diskret auf. Vignet war vom 29. Oktober 1793 bis zum 11. Februar 1797 akkreditiert. Er nahm aus gesundheitlichen Gründen seinen Rücktritt. Wenn überhaupt, musste der Aussenminister von Sardinien, Giuseppe Francesca Girolamo, Graf von Hauteville, intervenieren, der wahrscheinlich österreichischer Abstammung war und eine franzosenfeindliche Politik verfolgte. So gesehen nutzte Sardinien den kurzen und direkten Weg seiner Botschaft nicht, um seine diplomatischen Interessen bei den Ständen zu wahren. Es scheint, dass es in diesen Jahren keine Neuorientierung der sardinischen Botschafterpolitik gab. Es blieb beim offiziellen, den Bedürfnissen angepassten Briefwechsel und bei der Interessenwahrung durch die mit dem Königreich verbundenen eidgenössischen Persönlichkeiten, namentlich aus den Offiziersfamilien.

Im Königreich Sardinien taten neben der Schweizergarde unter dem Walliser G. von Kalbermatten (1782–1792) bzw. unter dem Zuger F. Uttiger (1792–1803) folgende Einheiten Dienst: Erstens das Walliser Regiment unter Louis-Eugène de Courten (1782–1795), zweitens das Berner Regiment unter Georges-Benoît de Rochmondet (1787–1798), drittens das Bündler Regiment unter Niklaus Christ von Sanz (1788–1799) und viertens die Centurie¹⁶ (1788–1790) bzw. das nachmalige Regiment Schmid (1790–1796) aus den reformierten Halbkantonen Ausserrhoden und Glarus¹⁷. Die Aktivität einzelner Offiziere aus dem sardinischen Dienst oder aus dem vormaligen Dienst für Frankreich fällt besonders bei der Neugründung der Regimenter von Bachmann, Peyer im Hof und Zimmermann auf. Offiziell und direkt traten Sardinien und sein Botschafter bei den Ständen nicht auf.

Auch Spanien wurde in der Eidgenossenschaft erneut diplomatisch aktiv. Während 18 Jahren, von 1773 bis 1791, war der spanische Botschafterposten nicht besetzt gewesen¹⁸. In dieser Zeit hatte der spanische Botschafter in Turin allfällige eidgenössische Angelegenheiten vermittelt. Mit dem Beginn der Neuordnung Europas durch das revolutionäre Frankreich rückte die Schweiz wieder vermehrt in das Interessengebiet Spaniens. Bereits früher hatte die Eidgenossenschaft der spanischen Krone vier Regimenter zu Verfügung gestellt¹⁹. Dabei handelte es sich um das 1734 gegründete St. Galler Regiment Rüttimann (vormals Dunant), das Regiment Alt-Reding unter Theodor von Reding, das Regiment Jung-Reding unter Franz Theodor Betschart (beide von Schwyz und 1743 erstmals ausgehoben) und das Solothurner Regiment Schwaller, das 1749 aus der Fusion der Regimenter Sury und Arregger entstanden war.²⁰ Es galt, diese Truppen beizubehalten und nach Möglichkeit auszubauen²¹.

Am 1. Oktober 1791 ernannte Spanien Don José Caamano (1761–1819) aus San Lorenzo zum neuen Botschafter und ausserordentlichen Bevollmächtigten mit Sitz in Luzern²². War Solothurn der Sitz der französischen Ambassadoren, so galt Luzern als Vorort der katholischen Stände. Besonders auf diese wollte nun Spanien setzen, weshalb das reformierte Zürich – damals eidgenössischer Vorort – als Sitz nicht in Frage kam. So nahm z.B. der Rat in Freiburg am 13. Februar 1792 den Brief vom spanischen Staatsminister Florido Blanca, dem nachmaligen Junta-Präsidenten, mit der Mitteilung zur Kenntnis, dass Caamano als ausserordentlicher Botschafter und bevollmächtigter Minister in der Eidgenossenschaft tätig sein werde²³. Darüber informierte Freiburg auch den Vorort Zürich. Caamano traf am 2. April in Freiburg ein und überbrachte sein Beglaubigungsscheiben, analog geschah dies auch in Stans, Solothurn und im Wallis. Damit war der Weg für eine weitere spanische Demarche offen. Karl IV. tat am 27. April allen eidgenössischen Ständen den Wunsch auf eine gute Zusammenarbeit kund. Dies war vor dem Hintergrund der erwarteten französisch-spanischen Spannungen verständlich. Nun musste der ausserordentliche Botschafter in den katholischen Kantonen handeln, wollte er eine bzw. mehrere Kapitulationen mit dem Vorschlag vom 6. Juni beliebt machen oder alte Kapitulationen erneuern.

4 | AVOUierter DIENST ODER PARTIKULARKAPITULATION?

Im Zuge des Absolutismus und der Zentralisierung der Verwaltung war den Herrscherhäusern im 18. Jahrhundert daran gelegen, durch private und damit schneller abgeschlossene Verträge Truppen aus der Eidgenossenschaft zu werben. Der Vertragspartner, die Eigentümer der Regimenter, hatten zwar einen grösseren wirtschaftlichen Spielraum, der zu Gewinn führen konnte bzw. sollte, war aber den Wünschen und Befehlen des Dienstherren stark ausgesetzt. Wenn auch in den Partikularkapitulationen die eigene Gerichtsbarkeit, die deutsche Kommandosprache, die «*eidgenössischen Ordonnanzen*» (Signale, Märsche) bei den Trommlern und die freie Religionsausübung beibehalten bzw. gestattet waren, so fehlte doch der sichernde Rückhalt der Stände. Diesen war daran gelegen, als gleichwertige Partner des Dienstherren anerkannt zu werden. Einerseits, um als Rekrutierungsverantwortliche den geworbenen Bürgern und Untertanen einen gewissen Schutz bieten zu können, andererseits, um als Kompensation wirtschaftliche Vorteile für den Stand oder die Eidgenossenschaft herauszuholen und um die Möglichkeit kriegerischer Einsätze gegen das Heimatland und seine Alliierten zu verhindern²⁴. Der Eidgenossenschaft war sehr daran gelegen, ein sicherer Bündnispartner zu sein, der geschlossene Verträge ganz nach dem alten juristischen Grundsatz «*pacta sunt servanda*» einhielt.

Nicht von ungefähr gelten deshalb die von der eidgenössischen Tagsatzung von 1737 erlassenen einschlägigen Weisungen als Schlüsseltexte: «*Die Particularcapitulationen laufen der Ehre und dem Ansehen der Eidgenossenschaft zuwider und sind den*

eidgenössischen Standescapitulationen nachtheilig und daher zu verbieten; welcher Particular eine solche errichtet, soll von seiner Obrigkeit zur Strafe gezogen werden. Einzelne Orte können wohl mit einem Fürsten eine Capitulation schliessen, jedoch müssen in derselben die eidgenössischen und die mit verbündeten Fürsten bestehenden Bündnisse und Tractate vorbehalten sein, und es darf nichts in dieselben gesetzt werden, was den übrigen Orten Schaden bringen könnte²⁵.»

Mangelnder Wille, fehlende Einheit und vorherrschende Privatinteressen verunmöglichten es der Eidgenossenschaft, nur den «avouierten Dienst» – also ausschliesslich Standestruppen für den Fremddienst – durchzusetzen. Davon zeugen bereits im 17. Jahrhundert und bis zum Ende des Ancien Régimes namentlich die Dienste in Schweden, Brandenburg, Sachsen, Russland, Dänemark und Bayern²⁶. Partikularkapitulationen konnten wie zum Beispiel in Savoyen im 18. Jahrhundert in «avouierte Dienste» überführt werden. Diese *privaten* Verträge führten dann auch zur Bezeichnung der *Söldner* bzw. *mercenaires*, einem Ausdruck, der fälschlicherweise auch für die Angehörigen der Standesregimenter verwendet wurde und wird.

Sardinien setzte sofort auf die Karte der Partikularkapitulation. Es war der schnellste Weg, um zu neuen Truppen zu kommen, zudem blieb den Ständen dabei eine offizielle Stellungnahme für Sardinien bzw. gegen Frankreich erspart. Diese rücksichtsvolle Massnahme hatte Erfolg. So konnten wie 1791 das Regiment Schmid (reform. Glarus und Ausserrhoden)²⁷, 1793 auch die neuen Regimenter Bachmann (kathol. Glarus und Fürstabtei St. Gallen)²⁸, Peyer im Hof (Schaffhausen, Zug, Schwyz, Uri und Obwalden)²⁹ und Zimmermann (Luzern)³⁰ mit einer Partikularkapitulation errichtet werden. Das geplante Regiment Castelberg – die Kapitulation mit Oberstleutnant Johann Anton von Castelberg lag 1793 bereits vor – konnte aber infolge anderweitiger Verwendung des designierten Regimentskommandanten in Sardinien nicht errichtet werden³¹. Für die neuen Regimenter war eine kurze Vertragsdauer von 12 Jahren bzw. für das Regiment Bachmann von 15 Jahren vorgesehen. Selbst die «alte» Truppe von Schmid erhielt nur eine Laufzeit von 20 Jahren³². Diese Fristen erleichterte das Vorgehen Sardiniens, schränkte aber auch die Berechenbarkeit des Dienstes für Offiziere und Mannschaften ein.

Sardinien tolerierte auch die Anwerbung reformierter Soldaten, was eine willkommene Ausweitung der Rekrutierungsbasis bedeutete. Das Königreich suchte ja nur eine kurzfristige Verstärkung seiner Streitmacht, um der französischen Gefahr besser entgegenzutreten zu können. Es mag erstaunen, dass Sardinien keine Einsatzbeschränkungen für diese neuen Regimenter vorsah, ohne dass sich Widerspruch regte. Das Fehlen der Schutzbestimmungen ist allerdings bereits in den Kapitulationen der alten Regimenter festzustellen. Dies weist auf eine stillschweigende und selbstverständliche Annahme hin, welche eine spezielle Aufzählung der Einsatzausnahmen nicht erforderte.

Spanien hingegen war an Standestruppen mit einer offiziellen Kapitulation und der Standesgarantie für eine dauerhafte Rekrutierungszusicherung gelegen. Die Kapitulationsdauer betrug wie für das Regiment Jann 50 Jahre. Dies zeigt eine aussergewöhnliche

Bevorzugung, wohl als Dank Spaniens für den schnellen Abschluss in einer Krisen- und Notlage. Das Regiment De Courten musste sich dagegen wie die alten Regimenter mit einer Laufzeit von zwanzig Jahren begnügen, was darauf hinweist, dass in der «Friedenszeit» wieder zur alten Norm zurückgekehrt werden sollte. Spanien wollte nicht nur gegen Frankreich besser gerüstet sein, sondern sah darüber hinaus auch den Einsatz in allen seinen Ländern, also auch in Amerika und in Afrika, vor. Dies forderte Caamano bereits in seinem Projekt von 1792 anlässlich seiner Werbebemühungen in allen katholischen Orten. So musste sich Nidwalden beim 1793 gegründeten Regiment Jann verpflichten, mit Erreichen des vollzähligen Bestandes das Regiment 1796 als «avouierten» Dienst, also als Standesregiment, anzuerkennen. Nicht zuletzt dieses «Auslandeinsatzes» wegen verzögerte sich die Bildung des Walliser Regiments de Courten. Durch die Opposition der Zehnden kam hier erst 1795 eine Partikularkapitulation zu Stande. Auch hier bestand Spanien auf der späteren Umwandlung in ein Standesregiment.

Einen Streitpunkt bildete auch der mögliche Einsatz dieser Regimenter gegenüber der Eidgenossenschaft. Die Partikularkapitulation des Regiments Jann 1793 hatte bestimmt, dass *«es zu keinen Zeiten wider die schweizerischen Cantons noch dessen Confoederirten noch Allirten feindlich employert werden solle»*. Das spanische Projekt, das 1793 den Walliser Zehnden vorgelegt wurde, sah hingegen nur die Einsatzbeschränkung des Regiments für die eidgenössischen Stände vor. Dies stiess natürlich auf heftige Opposition. Wollte und konnte Spanien auf diese militärische Einschränkung verzichten? Das Wallis forderte, zusätzlich die eidgenössischen Verbündeten, den Papst, den Kaiser mit Österreich und den Erblanden sowie den französische König unter Schutz zu stellen³³.

Anstoss erregte bei den eidgenössischen Ständen besonders auch der mögliche Einsatz in Übersee. Daneben schränkte die Rekrutierung von ausschliesslich katholischen Soldaten die Möglichkeiten zur Bildung eidgenössischer Regimenter stark ein. Die offensichtlich mangelnde politische Flexibilität und das fehlende Einfühlungsvermögen von Spanien dürften zu dem teilweisen Misserfolg seiner Werbebemühungen beigetragen haben.

Unabhängig von der Art der Kapitulation sind die offensichtlichen Verflechtungen im Offizierskader festzustellen: Sie spielten sich im engen Familienrahmen, zum Beispiel Vater – Sohn (Zimmermann) oder Onkel – Neffen (Bucher im Rgt. Peyer im Hof), in der weiteren, aber direkten Verwandtschaft (so elf de Courten, acht de Preux, vier von Kalbermatten), über die Frauenlinien (Bachmann – Müller – Freuler im Regiment Bachmann) oder innerhalb des Standes (Patrizier im Regiment Zimmermann) ab. Nicht zu übersehen sind die Militärkameradschaften aus dem französischen oder sardinischen Dienst oder gar Freundschaften (Gödlin von Tiefenau und Schnyder von Wartensee teilten sich im Regiment Zimmermann eine Stelle). Selten ist ein Fall von tiefer Abneigung zwischen Dienstkameraden festzustellen, der zur Ablehnung eines höchsten Kaderpostens, Oberstleutnant, geführt hat (Dürler und Zimmermann). Es ist nicht

ausgeschlossen, dass weitere Untersuchungen auch wirtschaftliche Verbindungen aufdecken könnten.

5 | DAS PROBLEM DER NEUTRALITÄT GEGENÜBER FRANKREICH

Die Frage nach der Neutralität der Eidgenossenschaft wurde im Zusammenhang mit den Werbungen für Sardinien und Spanien wegen der gespannten Lage zu Frankreichs und dem aktiven Grenzschutz in den Hintergrund gerückt³⁴. Die Organisation des Grenzschutzes bei Basel und dessen Ablösung angesichts der Besetzung eines Teils des Fürstbistums Basel durch die französischen Truppen unter General Custine sowie die eidgenössische Militärhilfe für das von Frankreich bedrohte Genf beherrschten das Tagesgeschehen. Parallel dazu stellte das Wallis seinen Grenzschutz auf, der, nur mit kleinen Posten versehen, in erster Linie symbolisch war. Trotzdem musste sich der Landrat verschiedentlich damit auseinandersetzen, nicht zuletzt des Bestandes und der Kosten wegen³⁵.

Die vom Berner Schultheissen Niklaus von Steiger³⁶ im Vorfeld des ersten Koalitionskriegs gegenüber dem preussischen Vertreter gemachte Äusserung zur Neutralität blieb grundlegend für die eidgenössische Politik: *«Il était impossible que la Suisse prît aucune part au concert des puissances relatif à la France et cela vu ses traités avec cette couronne, les troupes qu'elle a à son service, le danger auquel elle s'exposerait de voir son pays le théâtre d'une guerre, la nature de ses gouvernements; la qualité et la formation de ses troupes qui ne sont que des milices, à la vérité très disposées à défendre vigoureusement ses foyers, mais qui n'avaient pas la même bonne volonté pour une guerre étrangère; vu encore la diversité d'opinion entre les cantons qui opérerait infailliblement une scission dans le louable Corps helvétique, la chose du monde la plus à redouter en tout temps, mais surtout dans le moment présent»*³⁷. Diese Äusserung ist umso bemerkenswerter, da von Steiger ein heftiger Gegner des revolutionären Frankreichs war. Er stärkte damit die Haltung von Zürich und Basel und seines innerkantonalen Gegenspielers Karl Albrecht von Frischung als Exponenten einer strikten Neutralität. Von Steigers Haltung, Neutralität bei aller möglichen Gegnerschaft zu Frankreich, fand in den traditionell nach Frankreich ausgerichteten Kantonen Freiburg und Solothurn Gefallen und Unterstützung.

Die Tagsatzungen von Frauenfeld im September 1792 und 1793 nahmen schliesslich offiziell Stellung zur Neutralität³⁸. Dabei deklarierten die Stände die bewaffnete Neutralität unter Einschluss des Fürstentums Neuenburg und Valangin, des Fürstbistums Basel und Genf. Sie nahmen im Juli 1793 auch Stellung zu den Vorwürfen des französischen Aussenministers Pierre Marie Henri Lebrun-Tondu (1754–1793)³⁹. Dieser hatte den Ständen wegen den Werbeerlaubnissen und der Benutzung der Alpenpässe durch Rekruten Neutralitätsverletzung vorgeworfen. Die Benutzung der angesprochenen

Alpenpässe fiel aber unter die Kompetenz des Wallis und wurde an der Tagsatzung nicht angesprochen⁴⁰.

Zur Rekrutierung für Sardinien und Spanien fiel die eidgenössische Stellungnahme recht trocken und sehr deutlich aus: *«Jene Rekrutierung sei als eine unvermeidliche Folge der plötzlichen Abdankung aller in Frankreich gestandenen Schweizertruppen anzusehen und man habe Mitbürger, Mitlandleute und freie Angehörige, die ihr Leben dem Kriegsberufe gänzlich gewidmet, nicht hindern können, eine unentbehrliche und sonst unerhältliche Versorgung anderswo zu suchen und zwar umso weniger, da man auch gegen so viele ungeachtet der Auflösung ihrer Regimenter in Frankreich zurückgebliebene Schweizersoldaten Nachsicht haben werde. Ausserdem fehle es nicht an häufigen Beispielen, dass eidgenössische Stände in Kriegszeiten Privatwerbungen zugelassen und wirklich Capitulationen ohne Einwendungen auswärtiger Mächte geschlossen habe⁴¹.»* Diese Haltung der Tagsatzung erleichterte den eidgenössischen Ständen ihre Stellungnahme bei den Werbebemühungen von Sardinien und Spanien. Freiburg zum Beispiel lehnte unter Berücksichtigung der Neutralität den spanischen Dienst offiziell ab, gestattete ihn jedoch auf privater Basis.

Der Traditionsbruch Frankreichs mit der Entlassung der eidgenössischen Truppen, den Toten vom 10. August 1792 anlässlich des Sturms auf die Tuileries sowie den im September in den Pariser Gefängnissen Ermordeten verbunden mit den Anfangserfolgen der Alliierten der 1. Koalition liess die Front der neutralen Stände, gerade auch unter der Berücksichtigung der arbeitslosen zurückgekehrten Soldaten und Offiziere, bröckeln. Die Bildung der neuen spanischen Regimenter Jann 1792 und de Courten 1795 sowie der Regimenter Schmid 1790/92, Bachmann, Peyer im Hof und Zimmermann 1793 im Dienste Sardinien verhierten so innenpolitisch soziale Probleme oder gar Unruhen in den von den Kapitulationen betroffenen Ständen. Die Erhaltung der inneren Ruhe und Ordnung hatte allerdings ihren Preis und der Seitenhieb in Richtung Frankreich mit dessen Übernahme von Schweizer Soldaten – bei einem Sollbestand der elf Linienregimenter mit 11406 Mann sollen ohne Verbot durch die Stände etwa 4000 Mann nicht mehr in die Schweiz zurückgekehrt sein – war eindeutig.

Faktisch bedeuteten die für Sardinien und Spanien bewilligten neuen eidgenössischen Truppen nur eine *moralische* Unterstützung. Militärisch konnten sie angesichts der gegen diese beiden Monarchien eingesetzten französischen Truppenmassen wenig ausrichten. Spanien hatte 1793 rund 85000 Mann und Sardinien, ohne die drei neuen Schweizerregimenter, 25000 aufgestellt⁴². Gerade Sardinien war deshalb auf die Militärhilfe seiner Alliierten Österreich und Russland angewiesen. Im Gegensatz dazu hatte Frankreich neben dem bestehenden Heer (1789 noch 150000 Mann) 1792 zusätzlich 32600 Freiwillige in Freiwilligenbataillonen und 50000 weitere Linientruppen sowie am 24. Februar 1793 nochmals 300000 Mann mobilisiert. 1794 soll es gar über 800000 Mann verfügt haben, die zur Verteidigung der Heimat und zur Weiterführung des Krieges in ganz Europa eingesetzt werden konnten⁴³. Was bedeuteten da folglich

vier Schweizer Regimenter für Sardinien und zwei für Spanien, zusammen knapp 9000 Mann?

Dass Frankreich aus politischen Überlegungen gegen die Werbungen protestierte, war im herrschenden Meinungs- und Pressekrieg nur logisch. Den Nutzen, den Frankreich in diesen Jahren trotzdem aus der eidgenössischen Neutralität gezogen hatte, bestätigte 1800 der französische Aussenminister Auguste de Talleyrand: *«Il est juste de ne pas oublier que, quand nous étions encore sur la route de cette gloire militaire dont nous avons atteint le comble lors des premiers succès de la première coalition, il nous fut utile de voir toutes les parties faibles de nos frontières couvertes par le rempart de la neutralité helvétique»*⁴⁴.» Albrecht Stapfer, der Schweizer Botschafter in Paris, erinnerte Talleyrand am 2. April 1802 daran, dass die Schweiz mit ihrer Neutralität Frankreich gerettet habe⁴⁵. Talleyrand hat nicht widersprochen...

Bei der Frage der Neutralität sind auch die Handelsbeziehung zu berücksichtigen⁴⁶. Frankreich erliess 1792, noch vor Kriegausbruch, neben der Salzsperre auch ein Getreideexportverbot gegen die Schweiz. Dies betraf nicht nur die eigene Ausfuhr aus dem Burgund, sondern auch die internationale Ware, die in Marseille per Schiff angeliefert wurde und auf den Weitertransport wartete. Die Kompensationslieferungen von Korn aus Süddeutschland⁴⁷ und von Reis aus dem Piemont waren gefährdet, da gewissenlose Schweizer Händler diese Lebensmittel nach Frankreich weiterleiteten. Daneben, und entgegen der kantonalen Verbote, wurden Schlachtvieh, Pferde, Schuhe, Leder, Stoff, alles was den französischen Kriegsvorbereitungen und der Armeeversorgung dienen konnte, in grossen Mengen ordentlich auf den Märkten verkauft und nach Frankreich geschmuggelt. Dies steigerte Unmut und Zorn bei den Nachbarmächten und brachte sie gegen die Eidgenossenschaft auf. Wie die Kantone bezüglich Handel und Werbungen auch entschieden, ein Nachbar der Schweiz war immer unzufrieden. So blieb es bis zum ersten Friedensschluss 1795 in Basel.

Die Neutralität war als politisches Argument nur ein variables Schlagwort, das gegen die Werbung zum fremden Dienst und zum Vorteil bzw. zur Bevorzugung Frankreichs eingesetzt werden konnte. Dies galt sowohl für das revolutionäre «Directoire» als Kriegspartei als auch für die Kantone mit Hinblick auf die erhoffte Rückkehr des französischen Königs.

6 | RACHE UND BROT: STELLENVERMITTLUNG NUR FÜR OFFIZIERE?

Die Aufhebung des fremden Dienstes 1789 in Neapel und 1792 in Frankreich betraf die ganze Eidgenossenschaft⁴⁸. Wenn auch die Regimenter nicht ausschliesslich aus Eidgenossen bestanden, so konnte die Rückkehr von fünf Regimentern aus Neapel und von zwölf aus Frankreich in der Heimat doch zu Problemen führen. Wie sollten Offiziere

und Soldaten, die sich ja nur im Kriegshandwerk auskannten und dafür ausgebildet worden waren, ihr Auskommen finden? Handel, Gewerbe und Landwirtschaft waren zu Genüge mit Fachkräften versehen. Eine Arbeitslosenversicherung bestand nicht und die Zahlung von Pensionen war von der politischen Willkür der vormaligen Dienstherren abhängig. Es gilt auch bei der Wiederbeschäftigung zwischen Offizieren und Mannschaften zu unterscheiden. Wie weit boten also die neuen Regimenter in Sardinien-Piemont und in Spanien Arbeit und Verdienst?

Die Wiederbeschäftigung der Offiziere hing wesentlich mit ihrer regionalen Herkunft zusammen. Ausschlag gaben die Kapitulationen bzw. die an der Rekrutierung des Regiments beteiligten Stände. So wurden im Dienst für Sardinien beim Regiment Bachmann Angehörige aus der Fürstabtei St. Gallen und aus katholisch Glarus, im Regiment Peyer im Hof Vertreter aus den Ständen Schaffhausen, Zug, Schwyz, Uri und Obwalden sowie im Regiment Zimmermann solche aus dem Stand Luzern bevorzugt. Gleiches gilt für den spanischen Dienst beim Regiment Jann für Nidwaldner und beim Regiment de Courten für Walliser. Je nach politischen Verhältnissen finden sich mehr Angehörige des Patriziats oder regimentsfähiger Familien und dementsprechend weniger Vertreter der Landschaft (Luzern) bzw. der Untertanengebiete (Tessin, Thurgau, Unterwallis). Immerhin standen Letzteren gerade im Regiment Peyer im Hof, Zimmermann oder de Courten doch Kaderposten offen, auch wenn es sich nur um Subalternoffizierstellen handelte.

Bei der Betrachtung des vormaligen Dienstes dieser Offiziere fallen je nach Regiment ebenfalls Unterschiede auf, unabhängig davon, ob der Dienstherr nun Sardinien oder Spanien hiess⁴⁹. Beim Dienst für Sardinien hatte die überwiegende Mehrheit der Offiziere im Regiment Bachmann in französischem Dienst gestanden. Im Regiment Peyer im Hof überwogen die Offiziere, die innerhalb des sardinischen Dienstes das Regiment gewechselt hatten, doch auch hier war das Kontingent aus dem französischen Dienst fast gleich gross. Im Regiment Zimmermann sind die Verhältnisse mangels Untersuchungen nicht so klar, die grosse Mehrheit der bekannten Offiziere kam aber aus dem französischen Dienst. Bei den unbekannten Militärlaufbahnen scheint es sich um Neulinge im fremden Dienst mit möglicherweise Milizerfahrung gehandelt zu haben. Beim Regiment Schmid sind die Verhältnisse noch näher abzuklären. Mehrheitlich scheint es sich um «Eigengewächs» direkt aus dem sardinischen Dienst gehandelt zu haben.

Nach der Auflösung der sardinischen Schweizer-Regimenter traten deren Offiziere mehrheitlich wieder in den französischen Dienst ein. Eine beachtliche Minderheit nahm englischen Sold in den Schweizer Emigrantenregimentern. Nur vereinzelt stellte man sich vor 1803 in den Dienst der kantonalen Milizen. Nach den bisher bekannten Offizierslaufbahnen ergibt sich folgende Tabelle zum Dienst vor und nach dem Engagement in Sardinien.

Regiment Bachman	Regiment Peyer im Hof	Regiment Zimmermann
<i>Vorher aus</i>	<i>Vorher aus</i>	<i>Vorher aus</i>
Frankreich 95%	Frankreich 38%	Frankreich 93%
Sardinien 5%	Sardinien 46%	Sardinien 7%
	Neapel 8%	
	Holland 5%	
	England 3%	
<i>Nachher in</i>	<i>Nachher in</i>	<i>Nachher in</i>
Frankreich 65%	Frankreich 91%	Frankreich 81%
England 32%	Kantonsmiliz 9%	England 15%
Russland 3%		Sardinien 4%

Beim Dienst für Spanien sind die Verhältnisse beim Regiment Jann noch näher abzuklären. Trotzdem lässt sich eine starke Tendenz zu Rückkehrern aus französischem Dienst feststellen. Beim Regiment de Courten stammten die Offiziere sogar zu 100 % aus dem französischen Dienst. Die Frage nach dem späteren Dienst stellt sich hier nicht, blieben die beiden Regimenter doch in spanischem Dienst und wurden nicht aufgelöst.

Aussagen zur Herkunft der Mannschaften, die aus französischem Dienst zurückkehrten – schätzungsweise 7000 bis 10000 Mann⁵⁰ – und zu ihrer Aufnahme in die neuen Regimenter sind auf Grund der hier verfügbaren Quellen schwierig. Es darf bezweifelt werden, dass nach der vertretenen Meinung die *alten* Rekruten *automatisch* vorher in Frankreich gedient und sich später für Sardinien bzw. Spanien entschieden hätten⁵¹. In Schaffhausen liest man nur von wenigen Angehörigen der vormaligen Regimenter Diesbach und Vigier, die für das neue Regiment Peyer im Hof geworben werden sollten. Das Verzeichnis der St. Galler Rekruten im Regiment Bachmann enthält auch nur vereinzelte Hinweise auf entlassene Soldaten aus Frankreich.

Die mangelnde Begeisterung der Rückkehrer für eine neue Dienstverpflichtung zeigt sich aber auch bei alten Regimentern. So zählte man im St. Galler Regiment Rüttimann in Spanien zwischen 1793 und 1795 bei einem Bestand von 1133 Mann nur 47 frühere Angehörige des französischen Dienstes⁵². Davon waren 23 aus den fürststädtischen Gebieten, sieben aus der Schweiz und 17 aus Deutschland. Dagegen hatten 213 bereits im kaiserlichen Dienst gestanden und 167 in anderen Staaten.

Aus den Berufsangaben darf geschlossen werden, dass die neuen Regimenter, unabhängig ob sie für Sardinien oder Spanien geworben wurden, ihre Soldaten aus den zivilen Bereichen – namentlich der Landwirtschaft, zum Teil aus dem Gewerbe – rekrutierten. Erst eine Abklärung in den Rekrutenrodeln in Turin und Salamanca wird diesbezüglich Klarheit schaffen⁵³.

Bei der Zusammensetzung der Rekruten (rekrutierender Kanton, Schweiz, Ausland) für den Dienst in Sardinien gibt es vorläufig recht widersprüchliche Angaben. Man erwartet eigentlich einen bedeutenden Zulauf von Soldaten im Einzugsgebiet des Regiments bzw. der Kompanie. Für die fürststädtischen Rekruten im Regiment Bachmann bestätigt sich die Meinung, für die Kompanie Andermatt im Regiment Peyer im Hof aber gar nicht. Lag es an der Persönlichkeit der Kommandanten, der Effizienz der Werber oder der Beliebtheit bzw. Unbeliebtheit des Dienstes in Sardinien? Im Ausserrhoder Rekrutenrodel fehlen die Schweizer und Ausländer. Die «100%» betreffen nur Appenzeller, verfälschen also das Bild.

Rgt Bachmann /SG	St. Gallen 36%	Schweiz 31%	Ausland 33%
Rgt Schmid/AR	Appenzell «100%»	?	?
Kp Andermatt ZG	Zug 13 %	Schweiz 26%	Ausland 61%

Aber auch im spanischen Dienst bildeten die Schweizer eine Minderheit. Im alten Regiment Rüttimann betrug 1795 der Anteil der Ausländer 2/3 des Bestandes⁵⁴. Im Wallis fanden sich, ohne Angabe eines früheren Dienstes, nur 155 Walliser und Schweizer zum neuen Regiment de Courten. Dies, nachdem von 972 Angehörigen des ehemaligen französischen Regiments immerhin 22 Offiziere und 166 Mann in das revolutionäre 21. Bataillon der Jäger zu Fuss übergetreten waren⁵⁵. 1801 bildeten die Schweizer in den spanischen Regimentern im Durchschnitt nur noch etwa 20% der Mannschaften⁵⁶.

Es gibt auch bei der Alterspyramide erhebliche Unterschiede. Während im Rodel für das Regiment Bachmann die Altersangaben und im Regiment Schmid die Schweizer und die Ausländer fehlen, erstaunt vorläufig die vertretene Jugend im Regiment Schmid mit über 50%. War dies ein Ausdruck der *Jugendarbeitslosigkeit* infolge des starken demographischen Wachstums in der Ostschweiz und namentlich in Ausserrhoden? Wieweit kann bei den 21- bis 30jährigen auf Rückkehrer aus dem französischen Dienst geschlossen werden? Vermerkt sind nur Einzelfälle aus Frankreich, aber auch aus Holland. Bei der Kompanie Andermatt erscheint die Jugend «vernünftig», die mittleren Altersgruppen der Schweizer und Ausländer jedoch überraschend stark vertreten. Ein früherer Dienst ist nicht angegeben.

Alter	Rgt Schmid <i>Ausserrhoder</i>	Kp Andermatt <i>Schweizer</i>	<i>Ausländer</i>
12–20	52 %	33 %	16 %
21–30	37 %	43 %	57 %
31–40	8 %	19 %	31 %
41–46	3 %	3 %	5 %

Handelt es sich um Rache oder Brot? Unabhängig von persönlichen Gefühlen sind beide Motivationen durchaus verständlich und möglich. Als Grund für die neue Dienstnahme dürfte bei den Offizieren jedoch der Wunsch nach Wiederbeschäftigung ausschlaggebend gewesen sein. Brot ging vor Rache. Dies zeigt auch der Übertritt der grossen Mehrheit der Offiziere vom sardinischen Dienst in die französische Armee. Sie suchten den Lebensunterhalt zu verdienen – für oder gegen das revolutionäre Frankreich spielte, wenn überhaupt, eine untergeordnete Rolle. Und wer in den Schweizer Emigrantenregimentern im englischen Dienst weiterkämpfte – wobei die Persönlichkeit des ehemaligen Regimentskommandanten viel bewirkte –, tat es zur Befreiung des Vaterlandes von der helvetischen Zentralregierung und gegen die französischen Besatzungstruppen⁵⁷. Dies ehrte Kader und Mannschaften, wenn auch der direkte Erfolg ausblieb und erst 1815 durch die im Wiener Kongress bestimmte Selbständigkeit und Neutralität der Schweiz in gewissem Sinn honoriert werden sollte.

7 | AUSBLICK

Was haben die neuen Regimenter Sardinien und Spanien gebracht? Die Misserfolge der spanischen Truppen in den Pyrenäen und in Katalonien zwangen Karl IV. an den Verhandlungstisch. Am 22. Juli 1795 wurde zwischen Frankreich und Spanien einerseits und zwischen Preussen und Holland andererseits der Frieden von Basel geschlossen⁵⁸. Dieser sollte Spanien mit dem Vertrag von San Ildefonso am 18. August 1796 zu einem Bündnis mit Frankreich gegen England führen. Die Schweizer Regimenter wurden beibehalten. Mit Billigung Frankreichs erfolgten 1804 eine Reorganisation sowie eine Rekrutierung aus der ganzen Schweiz. Das Walliser Regiment de Courten blieb eigenständig im spanischen Dienst. Alle Schweizer Truppen waren in den spanischen Unabhängigkeitskrieg verwickelt und erlitten erhebliche Verluste. Die Auflösung der letzten Schweizer Regimenter wurde 1823 vorgenommen; die Regelung der ausstehenden Gelder dauerte noch Jahre an, was nicht heisst, dass sie überhaupt bezahlt wurden.

Sardinien setzte seine Schweizer Truppen unter dem Oberbefehl von Franz Niklaus von Bachmann mit Erfolg und konzentriert beispielsweise 1794–1796 im Grenzschutz und im Aostatal ein⁵⁹. Dort an der Nordfront, einem Kriegsnebenschauplatz, konnte der französische Vormarsch gestoppt werden. An der Westfront hingegen siegten die französischen Truppen, namentlich unter Bonaparte 1796/97, etwa bei Montenotte, Dego, Millesimo, Mondovi, Arcole und Rivoli⁶⁰. Sardinien musste sich deshalb 1796 den französischen Waffen beugen und verlor Nizza und Savoyen. Die drei neuen Schweizer Regimenter wurden von Juli 1796 bis Januar 1797 aus Kostengründen auf ein Regiment in Bataillonsstärke reduziert. Die Absicht des Königs, diese nach dem Beispiel von Neapel aufzulösen und nur als *Fremdregimenter* zu führen, wurde dank der Opposition der

Obersten und dem Verständnis des Königs nicht ausgeführt. Im Juli 1797 erfolgte ein letzter Einsatz der drei neuen Schweizer «Rest-Regimenter» mit der erfolgreichen Bekämpfung der «patriotischen» Aufständischen in Mondovi. 1798 erfolgte schliesslich die vollständige französische Besetzung von Piemont und die Vertreibung des Königs nach Sardinien. In der Folge wurde Piemont an Frankreich angegliedert. Die noch vorhandenen Schweizer Truppen wurden im Einverständnis mit der helvetischen Regierung im Dezember 1798, gegliedert in zwei helvetische Legionen zu je zwei Bataillonen (je 400 Mann), in den französischen Dienst unter General Joubert genommen⁶¹. Nach den Verlusten im weiteren Kriegsverlauf erfolgte die Eingliederung der restlichen Schweizer in die helvetischen Halbbrigaden.

Und was hat der Dienst für Sardinien und Spanien der Eidgenossenschaft bzw. den Ständen gebracht? In erster Linie wurde den Offizieren Arbeit und Sold, wenigstens für einige Jahre, im Einsatz gegen das revolutionäre Frankreich geboten. Die meisten traten nach der Niederlage in den französischen Dienst und kämpften in den Reihen der früheren Gegner um die französische Vorherrschaft in Europa. Der erhoffte Rückgang der Beschäftigungslosigkeit der Soldaten nach den Entlassungen 1792 war nach bisherigen Kenntnissen nur punktuell. Die grosse Mehrheit der Soldaten im Dienst von Sardinien und von Spanien rekrutierte sich offenbar nicht aus den Heimkehrern aus Frankreich, sondern als *neue* Rekruten aus dem bestehenden Bevölkerungsüberschuss in den Kantonen. Berns Beispiel mit der Übernahme der Rückkehrer aus dem vormaligen Regiment Ernst bzw. neu unter dem Kommando von Wattenwyl 1792/93 zur Bildung einer stehenden Truppe wurde nicht gefolgt. Die Frage, wie sich die beschäftigungslosen Soldaten in der Heimat wieder eingegliedert haben, bleibt zu beantworten.

Nach der Eroberung bzw. der Besetzung der Eidgenossenschaft 1798 führten patriotisch und ideologisch fixierte Offiziere und Soldaten den Kampf gegen Frankreich während des 2. Koalitionskriegs in englischem Dienst weiter, namentlich in den Emigrantenregimentern Rovéréa, Bachmann, Salis und de Courten⁶². Nach dem Frieden von Lunéville 1801 kehrten sie in die Heimat zurück, sofern sie nicht – wie etwa das Regiment von Wattenwyl – weiterhin im englischen Dienst verblieben⁶³. Teile von ihnen kämpften dann 1802 im sogenannten *Stecklikrieg* für den Regimewechsel gegen die Helvetik und 1804 im *Bockenkrieg* für die Erhaltung der Unabhängigkeit und Einheit der Eidgenossenschaft.⁶⁴ In der Folge findet man besonders Offiziere beim Aufbau der kantonalen Truppen der Mediation⁶⁵ und anlässlich der Grenzbesetzungen im Neutralitätsschutz⁶⁶. Andere traten in den französischen Dienst oder verpflichteten sich in anderen Staaten wie zum Beispiel in Spanien.

Mit der Behandlung des Dienstes für Sardinien-Piemont und der nur für wenige Jahre geworbenen, privat kapitulierten Kriegs- oder Krisenregimentern Bachmann, Peyer im Hof und Zimmermann sowie des Sonderfalls des Regiments Schmid wurde Neuland betreten. Dies zumindest im Überblick der neuen Studien und Ergebnisse, wenn auch vorerst nur aus Schweizer Quellen. Als neue Aspekte sind die Neutralitätspolitik und die Arbeitsbeschaffung wenigstens für die entlassenen Offiziere aus dem königlich-französischen Dienst und ihr Übertritt nach der Beendigung des Dienstes für Sardinien in den republikanisch-französischen Dienst nach 1798 zu sehen. Die alten und neuen Regimenter im spanischen Dienst blieben erhalten und teilten das Schicksal dieses Landes im Kampf gegen Frankreich.

Viele Fragen an die Forschung – sowohl über die alten wie die neuen Regimenter – bleiben noch offen oder harren ihrer Ergänzung durch italienische, spanische und französische Quellen: Erstens, die eigentlichen Regimentsgeschichten unter verschiedenen Aspekten (Rekrutierung, Ausbildung, Taktik, Einsatz, Disziplin, Lebenshaltung, Pensionen, Rückzahlung der geleisteten Vorschüsse usw.)⁶⁷. Zweitens, die Herkunft und die Übernahme der Soldaten nach 1789 aus Neapel, nach 1792 aus Frankreich und nach 1796/98 aus Sardinien als *Arbeitsbeschaffung*. Drittens schliesslich sind etwa Fahnen⁶⁸, Uniformen⁶⁹ und die Bewaffnung⁷⁰ für Sardinien bekannt, es fehlen jedoch entsprechende Angaben für Spanien. In letzteren Diensten verlieren die Regiments- und die Kompaniekommandanten auch ihre privaten Eigentumsrechte an den Truppen.

Zum Thema fremder Dienste in Sardinien und Spanien bleiben somit noch viele Fragen zu beantworten.

ANMERKUNGEN

¹ ESDAILE Charles J., *The Spanish army in the Peninsular War*, Manchester 1988, zu den Zuständen vor 1792 S. 1–35, zwischen 1792 und 1818 S. 36–74. Die Schweizer Truppen finden praktisch keine Beachtung, S. 9, 13 u. 201.

² ILARI Virgilio; CROCIANI Piero; PAOLETTI Ciro, *La guerra delle Alpi (1792–1796)*, Rom 2000; iidem, *Storia militare dell'Italia giacobina (1796–1802)*, Bd. 1, Rom 2001. Der Anteil der Schweizer Truppen wird gebührend vermerkt.

³ BLACK Jeremy, *British Foreign Policy in an Age of Revolutions 1783–1793*, Cambridge 1994, S. 406.

⁴ BLACK (wie Anm. 3), S. 368, 435, 448, 499–500 u. 506. Es ist allerdings zu bemerken, dass England von seinen Finanzmitteln und doch bescheidenen Truppenbeständen her gesehen nicht überall der «rettende Engel» sein konnte.

⁵ Einen guten Überblick geben MEYER Jean; CORVISIER André, *La Révolution française*, Bd. 1, Paris 1991, S. 573 ff. Dazu BLANNING T. C. W., *The French Revolutionary Wars 1787–1802*, London 1996; ROSS Steven T., *Quest for Victory: French Military Strategy, 1792–1799*, New York 1973; und allgemein BELL David A., *The First Total War. Napoleon Europe and the Birth of Modern Warfare*, London 2007.

⁶ Staatsarchiv Freiburg (= StAFR), Schachtel Spanien 3 (1701–1795), unter dem Datum 23. März 1793. Diese Korrespondenz ist nicht in allen Kantonen erhalten geblieben.

⁷ So z. B. GRÜTTER Otto, *Das Salzwesen des Kantons Solothurn seit dem 17. Jahrhundert*, Solothurn 1931, passim; KÄELIN Urs, «Salz und Pensionen. Zum Einfluss Frankreichs auf die politische Struktur der innerschweizerischen Landsgemeindedemokratien im 18. Jahrhundert», *Der Geschichtsfreund* 149 (1996), S. 105–124, oder STEINAUER Jean, *Patriciens, fromagers, mercenaires. L'émigration fribourgeoise sous l'Ancien Régime*, Lausanne 2000, bes. 192 ff.

⁸ Staatsarchiv Wallis (StAVS), Landratsbeschlüsse ABS 205.7.

⁹ So Glarus (katholisch und reformiert), Appenzell Ausserrhoden, der Fürstabt von St. Gallen, Schaffhausen, Uri, Schwyz, Obwalden, Zug und Luzern.

¹⁰ FOERSTER Hubert, «Freiburg und die Versuchung aus Spanien und aus Sardinien 1792–1793. Die Projekte zur Bildung eines Regiments: Broterwerb oder Einhaltung der Neutralität?», *Freiburger Geschichtsblätter* 86 (2009), S. 241–307.

¹¹ BÜRKLİ Adolf, *Das Schweizerregiment von Roll in englischen Diensten 1795–1816* (= 88. Neujaarsblatt der Feuerwerker Gesellschaft), Zürich 1893. Das Regiment bestand aus zwei Bataillonen mit je fünf Kompanien und zählte 1698 Mann. Es wurde anfänglich in der Schweiz, dann nach französischen Protesten in Deutschland und im Elsass rekrutiert.

¹² Dies waren Zürich, Bern, Graubünden, Schaffhausen, Appenzell Ausserrhoden und reformiert Glarus. Zum holländischen Dienst: MEIER Jürg A., *Vivat Hollandia. Zur Geschichte der Schweizer in holländischen Diensten 1740–1795*, Lingenfeld 2008, und BAKKER Albach, MURRAY Robert, «Die Schweizer Regimenter in holländischen Diensten 1693–1797», *Jahrbuch der Schweizerischen Gesellschaft für Familienforschung* 1989, S. 57–104.

¹³ MEURON Guy de, *Le Régiment de Meuron 1781–1816*, Lausanne 1982.

¹⁴ GRANDJEAN Henri, «Savoyen / Sardinien Minister», in: *Historisch-biographisches Lexikon der Schweiz* (= HBLS), Bd. 6, Neuenburg 1931, hier S. 98.

¹⁵ RIO Roberta, *Vignet des Etoles, Primo intendente sabaudo in Valle d'Aosta 1773–1784*, Aosta 2001. Staatsarchiv Wallis (= StAVS), ABS 205.7, S. 119. Der Boschafter wurde zum Beispiel im Dezember 1793 vom Walliser Landrat akkreditiert. Er versicherte dabei den Zehnden seine völlige Unterstützung und bestärkte ihre allfällige Haltung gegen Frankreich.

¹⁶ Die «Centurie» war ein administrativ selbständiger Truppenkörper aus zwei Kompanien.

¹⁷ Ein Verzeichnis der Kommandanten gibt SCHAFROTH Max F., «Les troupes suisses au service du Royaume de Sardaigne», *Armi Antiche* 15 (1968), S. 133–147.

¹⁸ BENZIGER Carl, «Spanien / Spanische Vertreter in der Schweiz», in: *HBL* (wie Anm. 13), hier S. 461.

¹⁹ MAY DE ROMAINMÔTIER Beat Emanuel, *Histoire militaire de la Suisse et celle des Suisses dans les différents services de l'Europe*, Bd. 7, Lausanne 1788, S. 162–268.

²⁰ HÜRLIMANN Louis, *Das Schweizerregiment der Fürstabtei St. Gallen in Spanien 1742–1798*. Uznach 1976. Zu den neuen Regimentern S. 149–150. Erstaunlicherweise und entgegen dem Titel berücksichtigt, ohne Angabe von Gründen, SUTER Hermann, *Innerschweizer Militär-Unternehmertum im 18. Jahrhundert*, (Neujahrsblatt der Antiquarischen Gesellschaft in Zürich 135), Zürich 1971, die Dienste in Spanien (Nidwalden) und Sardinien (Uri, Schwyz, Obwalden, Zug und Luzern) nicht, obwohl diese Kantone eigentlich nach der landläufigen Meinung doch zur Innerschweiz gehören würden. Damit entgehen ihm wesentliche Punkte zum fremden Dienst in dieser Region. Schade!

²¹ Die Stellung der Schweizer Soldregimenter wird im zu erstellenden Vergleich mit den spanischen Milizen deutlich. Dazu HELLWEGE Johann, *Die spanischen Provinzialmilizen im 18. Jahrhundert* (Militärgeschichtliche Studien des militärgeschichtlichen Forschungsamts 9), Boppard 1969.

²² Ich danke Herrn Daniel Soto Gürpide, Botschaftsrat an der spanischen Botschaft in Bern, für seine freundliche Hilfestellung. Es wäre lohnenswert, die Biografie von PARDO Antonio Meijide, *Juan José Caamano y Pardo (1761–1819), conde de Maceda: ilustrado y economista ferrolano*, La Coruna 2001, um die Aktivitäten von Caamano – er amtierte ja von 1792 bis 1815 – bezüglich der Schweiz zu erweitern. Ihm gelang es 1804 mit französischer Billigung eine gesamteidgenössische Kapitulation mit Spanien abschliessen zu lassen.

²³ StAFR, Ratsmanuale 1792 (RM 343), S. 82, 168, 172, 183 u. 199. Die Schachtel Spanien 3 (1702–1795) beinhaltet die Briefschaften und Akten.

²⁴ Es ist auf das Beispiel des französischen Dienstes hinzuweisen, der seit dem in Freiburg geschlossen «Ewigen Frieden» von 1516 wesentliche wirtschaftliche Vorteile gebracht hat. BURKART Silvia, *Les relations franco-suisse après l'alliance de 1777. Aspects économiques et financiers*, Liz., Neuenburg 1984.

²⁵ Auf diesen Text macht EYER Robert-Peter, «Schweizerische Kriegsdienste in Neapel im 18. Jahrhundert», in: Fuhrer, Hans Rudolf; Eyer, Robert-Peter (Hg.), *Schweizer in «Fremden Diensten». Verherrlicht und verurteilt*, Zürich 2006, S. 213, aufmerksam.

²⁶ MAY DE ROMAINMÔTIER (wie Anm. 19), S. 441–533.

²⁷ FOERSTER Hubert, *Das Regiment Schmid im Dienste von Sardinien–Piemont. Ein Beitrag zur Bildung des Glarner und Ausserrhodener Regiments 1790/92*. Manuskript, Freiburg 2008.

²⁸ FOERSTER Hubert, *Das Regiment Bachmann im Dienste von Sardinien 1793–1798. Eine Quellenpublikation*, (Reihe der Eidgenössischen Militärbibliothek «Bibliothek am Guisanplatz» 37), Bern 2009.

²⁹ FOERSTER Hubert, *Das Regiment Peyer im Hof 1793–1798 im Dienste des Königs von Sardinien*, (Mitteilungen des historischen Vereins des Kantons Schaffhausen 82), Schaffhausen 2010 (im Druck).

³⁰ FOERSTER Hubert, *Das Luzerner Regiment Zimmermann 1793 im Dienste des Königs von Sardinien. Untertanen und Patrizier bei der Förderung der «Familienwirtschaft»*, Manuskript, Freiburg 2008.

³¹ Auch der 1795 wieder aufgenommene Versuch zur Bildung des Regiments Castelberg zerschlug sich aus denselben Gründen: POESCHEL Erwin, *Die Familie von Castelberg*, Aarau 1959, S. 459.

³² Die Praxis von kurz befristeten Verträgen für die Dauer der Krisenlage ist im holländischen Dienst ebenfalls bekannt. Sogenannte Subventionstruppen in Regimentsstärke oder gar nur Freikompanien, alle im nicht-avouierten Dienst, waren dort besonders zwischen 1693 und 1717 beliebt: BAKKER Albach, (wie Anm. 12) passim.

³³ Diese Kapitulation fehlt sowohl im Staatsarchiv Wallis als erstaunlicherweise auch in Spanien, weshalb dieser Punkt offen bleiben muss.

³⁴ Bei SCHWEIZER Paul, *Geschichte der Schweizerischen Neutralität*, Frauenfeld 1895, – sonst sehr gut dokumentiert – und bei IM HOF, Ulrich, «Ancien Régime», in: *Handbuch der Schweizer Geschichte*, Bd. 2, S. 769–772, fehlt diese Episode. BONJOUR Edgar, *Geschichte der schweizerischen Neutralität, drei Jahrhunderte eidgenössischer Aussenpolitik*, Basel 1946, erwähnt im Kapitel «Angriffe des revolutionären Frankreich auf die schweizerische Neutralität», S. 81–96, die Werbungen auch für England, doch nur in einem Satz auf S. 91, ohne weiteren Kommentar.

³⁵ StAVS, ABS 05.7, 1792–1794, passim.

³⁶ STEIGER Kurt von, *Schultheiss Niklaus Friedrich von Steiger (1729–1799). Ein Leben für das alte Bern*, Bern 1976, bes. S. 118–147.

³⁷ BÜCHI Hermann, *Vorgeschichte der helvetischen Revolution*, Bd. 1, Solothurn 1925, S. 33.

³⁸ MEYER VON KNONAU, Gerold, *Die eidgenössische Abschiede 1778–1798*, Bd. 8, Zürich 1856, S. 92, 139, 158, 169, 173–175, 188–190 u. 194.

³⁹ Lebrun, vormals Ordensgeistlicher «Abbé Tondou», fand sein Auskommen in der Mitarbeit am Observatorium, als Soldat, Drucker, Journalist und Revolutionär in Lüttich. 1792 wurde er durch Protektion Aussenminister. Er wurde am 10. August 1792. in Verbindung mit der Jagd auf die Girondisten am 27. Dezember 1793 in Paris guillotiniert. Man charakterisierte ihn in Tulard, Jean; Fayard, Jean-François; Fierro, Alfred (Hg.), *Histoire et dictionnaire de la Révolution française 1789–1799*, Paris 1987, S. 938–39 als: «il n'avait ni activité, ni esprit, ni caractère.»

⁴⁰ Das Wallis sicherte deshalb seine Grenzen und Grenzübergänge mit Truppendetachementen, wie die Landratsabschiede mehrfach beweisen.

⁴¹ MEYER (wie Anm. 38), S. 195.

⁴² MEYER; CORVISIER (wie Anm. 5), Bd. 1, passim und bes. S. 602. Neben diesen stehenden Truppen waren in Sardinien noch 13000 Provinzmilizen mobilisiert. Dazu kamen die Fremdenregimenter Brempt aus Deutschen und die vier alten Schweizer Regimenter Rochmondet, de Courten, Christ und Schmid (noch ohne die drei neuen Bachmann, Peyer im Hof und Zimmermann) mit zusammen 4135 Mann. ILARI; CROCIANI; PAOLETTI (wie Anm. 2), S. 28. Neben der numerischen Überzahl waren die Franzosen auch bezüglich Motivation und Taktik im Vorteil. LYNN John A., *The Bayonets of the Republic. Motivation and Tactics in the Army of Revolutionary France 1791–1794*, Illinois 1984.

⁴³ KALT Monica, «Europa im ersten Koalitionskrieg und der Frieden von Basel», in: Simon, Christian (Hg.), *Basler Frieden 1795: Revolution und Krieg in Europa*, Basel 1995, S. 17–53, hier S. 41.

⁴⁴ STRICKLER Johannes, *Aktensammlung aus der Zeit der helvetischen Republik*, Bd. 5, Bern 1895, S. 829 ff.

⁴⁵ STRICKLER (wie Anm. 44), Bd. 6, Bern 1897, S. 788.

⁴⁶ GERN Philippe, «Les relations économiques franco-suisse pendant la Révolution française (1793–1794)», in: *Cinq siècles de relations franco-suisse. Hommage à Louis-Edouard Rouet*, Neuenburg 1984, S. 153–166, in Fortführung seiner Artikel «Les échanges commerciaux entre la Suisse et la France au XVIII^e siècle», *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte* 1971, S. 64–95, und «Approche statistique du commerce franco-suisse de l'an V à 1821», in: Schweizerisches Bundesarchiv (Hg.), *Studien und Quellen* 7 (1981), S. 77–118.

⁴⁷ Dazu GÖTTMANN Frank, *Getreidemarkt am Bodensee. Raum – Wirtschaft – Politik – Gesellschaft (1650–1810)*, St. Kathrinen 1991.

⁴⁸ Vgl. die Tabelle in Anhang 1 zu Frankreich.

⁴⁹ Vgl. Anhang 2.

⁵⁰ Sarmant, Thierry (Hg.), *Inventaire des Archives de la guerre sous-série X G: Suisses au service de la France XVII^e–XIX^e siècles*, Paris 2001, S. XII–XIV. Bei dem Sollbestand aller eidgenössischen Regimenter von 14083 Mann schätzt CZOUZ-TORNARE Alain-Jacques, *Vaudois et Confédérés au service de France 1789–1798*, Yens sur Morges 1998, S. 244, nur auf rund 4000 Übertritte. Als Fallstudien: SAGUI Bernard François, «Que sont devenus les militaires du Régiment Suisse de Diesbach après leur licenciement en 1792?», in: Société historique de Rueil-Malmaison (Hg.), *Les nouvelles relations*

franco-suisse aux XIX^e et XX^e siècles. La Paix perpétuelle se poursuit. Actes du colloque 2001, Rueil–Malmaison 2002, S. 25, 27, 29 u. 253. Die Annahme einer «automatischen» Übernahme der französischen Rückkehrer ist wohl verfehlt. Vgl. Anhang 2.

⁵¹ ERISMANN Otto, «Schweizer in savoyisch-sardinischem Dienst vom Ende des 16. Jahrhunderts an», *Blätter für bernische Geschichte, Kunst und Altertumskunde* 12 (1916), S. 89–114, hier S. 103. Es ist aber möglich, dass der holländische Dienst als der «ungefährlichere» und eventuell besser bezahlte bevorzugt wurde. Idem, «Schweizer in holländischen Diensten», *ibidem*, S. 41–73.

⁵² HÜRLIMANN (wie Anm. 20), S. 126.

⁵³ Der Hinweis auf die 52 Revue-Kontrollregister der vier Regimenter (1790–1796 für das Regiment Schmid, 1793–1798 für die anderen drei Regimenter) im Staatsarchiv Turin (C 22, 7 & 8; C 23,8) ist G. Cerino-Badone, Mailand, herzlich verdankt.

⁵⁴ HÜRLIMANN, (wie Anm. 20), S. 126–127.

⁵⁵ STAVS, de Courten SE 9.1.

⁵⁶ SCHALBETTER Jacques, «Le régiment valaisan au service de l'Espagne 1796–1808», *Annales valaisannes* 2^e série, 15 (1969), S. 283–369, hier S. 308: Schwaller 16%, Rüttimann 24%, Reding 25%, Betschart 25%, Jann 17%, de Courten 12%. Rüttimann hatte 1795 noch 1/3 Schweizer.

⁵⁷ HÜRLIMANN, (wie Anm. 20).

⁵⁸ KALT (wie Anm. 43).

⁵⁹ Wohlverstanden, es handelt sich um Regimenter aus Angehörigen der eidgenössischen Stände und nicht um national-schweizerische Truppen. Dazu ILARI; CROCIANI; PAOLETTI (wie Anm. 2), *passim*.

⁶⁰ Aus der reichen Literatur sei nur THIRY E., *Bonaparte en Italie 1796–97*, Paris 1973, erwähnt.

⁶¹ BERNOULLI Fernando, *Die helvetischen Halbbrigaden im Dienste Frankreichs 1798–1805*, Frauenfeld 1934, S. 102–109. Es ist geplant, einen Artikel diesen beiden Legionen zu widmen. Interessant und vielversprechend sind die konsultierten Unterlagen im Service historique de la défense in Vincennes.

⁶² Dazu, mit Lücken und emigrantenfeindlich nicht objektiv, BURCKHARDT Felix, *Die schweizerische Emigration 1798–1801*, Basel 1908; die Detailstudie FOERSTER Hubert, «Der Freiburger Nicolas de Gady und seine Kompanie im Schweizer Emigrantenregiment Bachmann im 2. Koalitionskrieg (1799–1801)», *Freiburger Geschichtsblätter* 69 (1992), S. 105–208, und weiterführend Idem, «Die militärische Emigration 1798–1801: Offene Fragen zur Motivation, Zusammensetzung, Bedeutung und zum Souveränitätsverständnis der Auswanderungsbewegung», in: Simon, Christian; Schluchter, André (Hg.), *Souveränitätsfragen – Militärgeschichte – La souveraineté en question – Histoire militaire*, als *Dossier Helvétique* 1, Basel 1995, S. 83–124; und Idem, «Les émigrés suisses et leurs troupes pendant la deuxième guerre de coalition», in: Martin, Jean-Clément (Hg.), *La Contre-Révolution en Europe. XVIII^e – XIX^e siècles. Réalités politiques et sociales, résonances culturelles et idéologiques*, Actes du colloque 1999, Rennes 2001, S. 103–120.

⁶³ BÜRKLİ Adolf, *Das Schweizer Regiment von Wattenwyl in englischem Dienste 1801–1816*, Zürich 1894 (= 89. Neujahrsblatt der Gesellschaft der Feuerwerker in Zürich). Dazu auch COURTEN Antoine de, *Canada 1812–1814. Fighting under the British Banner. The Swiss Regiment de Watteville*, Victoria 2009.

⁶⁴ FOERSTER Hubert, «Ein militärischer Ordnungseinsatz zum Wohle des Vaterlandes», in: Jung, Joseph (Hg.), *Der Bockenrieg 1804. Aspekte eines Volksaufstandes*, Zürich 2004, S. 73–98. Foerster stützt sich neben weiteren Abklärungen in den anderen Kantonen auf die publizierten Detailstudien zu Luzern, Solothurn, Schwyz, St. Gallen, Zürich, Graubünden, Schaffhausen, Glarus, Freiburg und zum Aargau, 1979–2004.

⁶⁵ Foerster, Hubert, «Die eidgenössische Militärorganisation 1804–1813. Das Bundesheer und der Beitrag der Kantone», in: Association suisse d'histoire et de sciences militaires (= ASHSM) (Hg.),

Guerre et paix en Europe. Les enjeux militaires de l'Acte de Médiation 1801 – 1803 – 1814, Actes du colloque 2003, Bern 2004, S. 79–136.

⁶⁶ FOERSTER Hubert, «Die bewaffnete Neutralität der Schweiz während der Mediation 1803–1813/1814/15», in: ASHSM (Hg.), *1648 – 1798 – 1848 – 1998: 350 Jahre bewaffnete Neutralität der Schweiz*. Actes du colloque 1998, Bern 1999, S. 53–77.

⁶⁷ Parallelen gibt CERINO-BADONE Giovanni, «Les compagnies de chasseurs des régiments d'infanterie d'ordonnance nationale du royaume de Sardaigne: recrutement – équipement – tactique», Kolloquium zum Einsatz der leichten Truppen im Gebirge 2004 in Fenestrelle (im Druck), und Idem, «I portinai delle Alpi». Strategie, tattiche et doctrine di impiego dell'esercito sabaudo nella Guerra di Successione Austriaca (1742–1748), *Armi Antiche*, Turin 2007, S. 105–165.

⁶⁸ DE RHAM Casimir; MÜHLEMANN Louis, «Les drapeaux des régiments suisses au service du Royaume de Sardaigne», *Armi Antiche*, Turin 1971. S. 13–33. RICCHIARDI Erico, *Bandiere e standardi dell'Esercito Sardo 1713–1802*. Turin 2006, S. 201, 214–216 u. 228–230. Ich danke G. Cerino-Badone, Mailand, herzlich für die Hinweise namentlich auf die bis anhin hier unbekannten Fahnen der Regimenter Schmid und Zimmermann.

⁶⁹ PETITMERMET Roland, «Quelques notes sur les uniformes des Suisses au service du Royaume de Sardaigne», in: *Armi Antiche* 15 (1968), S. 157–199. Abbildungen zu den neuen Regimentern fehlen und sind durch ein Schema ersetzt.

⁷⁰ STERRANTINO Francesco, *Le Armi da Fuoco del vecchio Piemonte, l'Armamento portatile 1683 – 1799*, 2 Bde., Turin 2002, und LUPO Maurizio, *Le Lame del Re, Sabri & Spade dell'Armata Sabauda dal 1560 al 1831*, Turin 2007. Für diese Angaben danke ich Jürg A. Meier, Zürich, bestens.

⁷¹ Arnold ist zwar Urner, gilt aber als Tessiner.

⁷² Es ist zu beachten, dass Hotz 1785–92 im französischen Dienst gestanden ist.

⁷³ Ausgangspunkt ist die Tabelle im Anhang 1a des 2. Bandes von CZOUZ-TORNARE Alain-Jacques, *Les troupes suisses capitulées et les relations franco-helvétiques à la fin du XVIII^e siècle*, Typoskript, Freiburg 1996. Zur französischen Schweizergarde CASTELLA DE DELLEY Rodolphe, *Le Régiment des Gardes-Suisses au service de France*, Freiburg 1964, S. 147. Zum holländischen Dienst MEIER u. BAKKER Albach (beide. Anm. 12) sowie das «Naamregister der Herren militaire Officieren», s'Graa-venhage 1794, S. 178 ff.

⁷⁴ Es ist festzuhalten, dass im Dienst für Sardinien aus dem Bestand der vier Füsilierkompanien eine Grenadierkompanie ausgezogen wurde.

⁷⁵ Als Regiment Roguin (Bern) 1733 gegründet.

⁷⁶ Als Regiment Alt- und Jung-Reding 1742/43 (Schwyz) gegründet.

⁷⁷ 1749 als Zusammenzug der Regimenter Sury und Aregger (Solothurn) von 1734 gegründet.

⁷⁸ Als Regiment Reydt (Graubünden) 1742 gegründet.

⁷⁹ Als Regiment Hackbrett (Bern) 1709 gegründet, 1768 als Walliser Regiment.

⁸⁰ Als Regiment Dunant (Fürstabt St. Gallen) 1758 gegründet.

⁸¹ Pro memoria sind zu erwähnen 1792 das Hundert-Schweizer-Detachement in der Armee der Prinzen, die Schweizer-Garde-Kompanie des Hauptquartiers in der Armee des Prinzen von Condé und die Schweizer Kompanie in der Vendée.

⁸² Als Schweizergarde 1597 gegründet.

⁸³ Ein altes Regiment (drei Bataillone, 12 Kompanien) zählten nach dem Friedensetat 1413 Mann. Die Laufzeit der Kapitulation betrug 20 Jahre. Der Oberst erhielt 6500 Pfund, der Soldat 14.

⁸⁴ Dieser Friedensbestand wurde nicht erhöht.

⁸⁵ Ein altes Regiment (2 Bataillone, 10 Kompanien) zählte 1909 Mann. Die Laufzeit der Kapitulation betrug 20 Jahre. Der Oberst erhielt 2360 Reals, der Soldat 47 Reals oder 3 Pfund 3 Batzen.

⁸⁶ Zu Beginn des 19. Jahrhunderts bildeten die Schweizer nur einen Viertel des Bestands! MAAG Albert, *Geschichte der Schweizertruppen im Kriege Napoleons I. in Spanien und Portugal (1807–1814)*, Bd. 1, Biel 1892, S. 25–30.

DIE OFFIZIERE IM REGIMENT SCHMID 1792–1796 IM DIENST VON SARDINIEN

Provisorischer Überblick über Herkunft und Militärlaufbahn vor und nach dem Dienst für Sardinien

Die Namen der *Kompanieeigentümer* sind *kursiv* gehalten.

S = Sardinien NL = Holland

Bern	vor	nach	Glarus	vor	nach
HESS, Bern	S	?	FREITAG Johann Beat, Elm,	?	?
			LEUZINGER Isaak, Mollis	??	?
Ausserrhoden			SCHILTER Kaspar, Niederurnen	?	?
BAUMANN Johann Jakob, Herisau	?	GB	SCHINDLER Johann, Mollis	?	?
HONNERLAG Sebastian, Trogen	?	?	SCHINDLER Konrad, Glarus	?	?
KERN Johann Konrad, Herisau	?	+	<i>SCHMID Jakob</i> , Mollis	?	+
LANGENEGGER Jakob, Gais	?	?	SCHMID Samuel, Bilten	?	?
<i>LOPPACHER Joh. Jakob</i> , Herisau	S	?	STAUFFACHER Dietrich, Matt	?	?
<i>MERZ Johann Ludwig</i> , Herisau	?	M	TSCHUDY Isaias, Schwanden	?	?
NANNY Johann Konrad, Herisau	?	?	<i>TSCHUDY Joh.Pet. «Ezechias»</i> , Glarus	?	?
NIEDERER Lorenz, Lutzenberg	?	NL	TSCHUDY Peter von	?	+
NIEDERER Lorenz, Walzenhausen	?	?	ZWEIFEL Ludwig = Heinrich?	?	?
<i>OBERTEUFER Jeremias</i> , Herisau	?	?	<i>ZWICKY Johann Melchior</i> , Mollis	S	?
<i>STURZENEGGER Leonhard</i> , Gais	?	?	<i>ZWICKY Johann Peter</i> , Mollis	NL	?
TANNER Lorenz, Herisau	?	?	ZWICKY Johann, Mollis	?	?
TRIBELHORN Johann Martin,	?	?	ZWICKY Kaspar, Mollis	?	?
WALSER Jakob, Rehtobel	?	?			
ZOLPER Daniel, Herisau	?	?	Wallis		
ZUBERBÜHLER Joh.Jak., Waldstatt	?	?	BON Jakob Maria, St–Maurice/VS	S	?
ZÜRCHER Daniel, Teufen	?	?			
			Deutsche		
			BLUM Georg, Zottlitz/Sachsen	?	?
			FRIEDRICH Philipp, Oberkirch/Elsass	?	?
			JAOUL Josef, Mainz	?	?
			KNECHT Moritz Ignaz, Schlettstadt	?	?
			KNECHT Moritz Ignaz, Schlettstadt	?	?
			PFISTER Martin Mathias, Lindau	?	?
			WILL Wenzel, Prag/Böhmen	?	?
			Italiener		
			BUTINI F.	S ?	?
			RAMINI S., Kaplan	S ?	?
			Woher?		
			RENAUD Johann Anton vor	S	?

DIE OFFIZIERE IM REGIMENT BACHMANN 1793–1798

IM DIENST VON SARDINIEN

Provisorischer Überblick über Herkunft und Militärlaufbahn vor und nach dem Dienst für Sardinien

Die Namen der Kompanieeigentümer sind kursiv gehalten.

S = Sardinien F = Frankreich E = Spanien GB = England NP = Neapel R = Russland

	vor	nach		vor	nach
Aargau			St. Gallen		
MAYENFISCH Joh.Ulrich Anton Rud.	F	F	BARTHES Michael Anton Franz	F	F
			<i>BARTHES Josef Wilhelm</i>	F	F
Basel			BARTHES Peter Josef Wilhelm	F	F
MERIAN Johann	F	F	BAYER Franz Ferdinand	F	F
			<i>BRAENDLE Josef Anton</i>	F	+
Bern / Waadt			BRAENDLE Franz Josef Anton	F	?
GABY (Gabel) Johann Peter	F	F	BUERKE Josef Adam	?	?
			EGGER Johann Jakob Anton	F	?
Glarus			GAECHTER Joh. Jakob Jos. Anton	F	GB
<i>BACHMANN Niklaus Franz von</i>	F	GB	GALLI Josef	?	?
BACHMANN Fridolin Josef Franz	F	R	GERMAN Franz Josef	?	F
BERNOLD Franz Josef	?	F	GOOD Ben.Joh.Jak.Vinzenz Felix	?	F
FELDMANN Josef Kaspar	?	F?E?	GROB Johann Jakob	F	?
FREULER Franz Josef Balthasar	F	?	GUMMER Ferdinand Ludwig	?	?
<i>FREULER Fridolin Josef Anton</i>	F	+	KELLER Jakob Justinus	?	F
FREULER Fridolin Josef Anton	F	F/GB	LANDER Chrisostom Leopold Anton	F	F
FREULER Fran.Jos.M. Berth.	?	GB	LANDOLT Balthasar Josef	F	F
FREULER Fran.Jos.Barth.He.	F	F	MÜLLER Friedberg Johann Baptist	?	?
FREULER Sebastian Jost Fid.	F	GB	<i>MÜLLER Friedberg Jos.An.Joh.Nep.</i>	F	F
FREULER Karl Joh.Ludwig Jos.F	F	?	MÜLLER Friedberg Ben.Nep.Joh.L.T.	F	GB
FREULER Kaspar Johann	?	?	<i>SARTORY Franz Josef Andreas</i>	F	F
FREULER Jos. Jodok Frid.Ja.	F	F/GB	WEIBELE Cölestin Benedikt	?	?
FREULER Xav.Jos.Kon.Tob.	F	?			
<i>HAUSER Frid.Jos.Joh.Ant.Nepomuk</i>	F	F/GB	Thurgau		
MÜLLER Joh.Bap.Balth.M.Jos.N.	F	?	HAUSAMANN Johan Michael	?	?
MÜLLER Niklaus Franz	?	?	THURN Joh.Diet.Fidel Anton	F	F
MÜLLER Florian Josef Ludwig	F	F			
MÜLLER Kaspar Jos.Joh.Nepomuk	F	GB	Deutsche		
<i>MÜLLER Friedberg Frid.Ignaz Leodeg.</i>	F	+	DELTAL Peter Josef	S	F
			HARTING Peter	?	F/GB
Luzern			IMTHURM Johann Anton Fidel	?	?
EGLI Leonz	F	F/GB			
			Elsässer		
Obwalden			HOLWEGER Diebold Anton,Altkirch	?	F
FLÜE Ferdinand August Alexander von	F	?	ZIPPOR Johann, Elsass/Pfirt		
Woher?			Franzosen	S	?
RAYBER Johann Thomas vor	?	?	RANCHES Louis Jos.M- de Villaret	?	?
			Italiener		
			CARLINO Giovanni	F	F
			MERLO Philipp	?	?

DIE OFFIZIERE 1793–98 IM REGIMENT PEYER IM HOF IM DIENST VON SARDINIEN

Provisorischer Überblick über Herkunft und Militärlaufbahn vor und nach dem Dienst für Sardinien

Die Namen der *Kompanieeigentümer* sind *kursiv* gehalten.

S = Sardinien F = Frankreich E = Spanien NL = Holland GB = England NP = Neapel

	vor	nach		vor	nach
Basel			Solothurn		
Burkhardt Andreas	F	F	Amiet Joseph	?	?
Frey Johann Ludwig	F	F			
Winckenblech Rudolph	F	F	Tessiner		
			Chicherio Giuseppe	?	?
Bern			Cusa Marco	?	F
Aberegg Johann Jakob	F	F	Taddei NN	?	F
Bern/Waadt	S	?	Uri		
Gignoux Théodore, Nyon	S	?	Arnold Johann Josef ^f	NP	F
			<i>Jauch Josef</i>	F	F
Genfer			Schmid Jost Anton	F	+
Brouzet François	?	?			
			Zug		
Obwalden			<i>Andermatt Franz Joseph</i>	S	F
Bucher Benedicht	F	F	Andermatt Josef	S	F
Bucher Leonz	S	F	Andermatt Karl M. Kaietan	?	F
<i>Bucher Josef Xaver</i>	S	S	<i>Andermatt Josef Leonz</i>	S	F
Von Flüe Karl	F	F	Andermatt Lorenz Joseph	?	F
			Binsegger Johann Kaspar	?	?
St. Gallen			Blattmann Franz Josef	?	F
<i>Mesmer Johann</i>	S	F	Hess Josef Anton	NP	F
			Hotz Martin ²	F/GB	F
Schaffhausen			Landtwing Franz Fidel	F	GB
Ammann J. Konrad	?	F	Uttiger Karl Beat	S	F
Häfeli Johann	?	–			
Im Thurn J. Friedrich	F	F	Zürich		
Im Thurn J. Heinrich	NL	F	Hirzel Johann Jakob	F	F
Koechlin Eduard	?	?			
<i>Peyer im Hof Johann Konrad</i>	F	–	Deutsche		
Peyer im Hof Johann Martin	F	F	Braun Jos. Johann Tuttlingen	?	?
Schwarz Ulrich	?	F	Lang Enardo, Baden–Durlach	S	?
Spleiss Georg Ludwig	?	–	Quandel Peter, Wetterau	S	F
v. Ziegler Johann Heinrich	NL	F			
v. Ziegler Johann Ludwig	–	F	Franzosen		
v. Ziegler Georg Jakob	F	Miliz	Fischer Jakob, Strassburg	S	F
			Klein Anton, Elsass	?	?
Schwyz					
<i>Abyberg Joseph Plazid</i>	S	F	Italiener		
Abyberg Nazar Ignaz Konrad	S	F	Avondo Bernardino, Turin?	S	?
Aufdermauer D. Ludwig	NP	Miliz	Balbis Filip. Pietro, Livorno	?	?
Gyr Augustin	–	+	Filippi Luigi, von ?	?	?
v. Hettlingen Jos.Joh.Viktor	S	–	De Quinto Giovanni, Neapel	?	?
v. Hettlingen J.J.Werner .B.	S	Miliz	Spagnolini Federico, Florenz	–	?

DIE OFFIZIERE IM REGIMENT ZIMMERMANN 1793–1798 IM DIENST VON SARDINIEN

Provisorischer Überblick über Herkunft und Militärlaufbahn vor und nach dem Dienst für Sardinien

Die Namen der *Kompanieeigentümer* sind *kursiv* gehalten.

S = Sardinien F = Frankreich GB = England

Luzern	vor	nach		vor	nach
BALTHASAR Anton Xaver	?	?	SCHUMACHER Josef Anton	F	?
BRUNNER Franz Xaver Josef	?	F	SEGESSER Brunegg Kaspar	F	F
BRUNNER Philipp	?	?	Franx Xav.		F
DÄNIKER Franz Josef	?	S	STÖCKLI Ludwig	F	F
ENDRIS Johann Georg	?	?	TSCHOPP Jakob		
FALCINI Falcieri? della Silva Louis, LU	?	F	ZIMMERMANN <i>Christian Emanuel</i>	F	F
<i>FELBER Beat Franz Anton</i>	F	F	ZIMMERMANN Eman. Ludwig	?	?
FLECKENSTEIN Franz	?	F	Alexander		
FLECKENSTEIN Wilhelm	?	F			
Christo. Josef					
GILLY Rudolph	?	F	Schwyz		
GÖLDLIN Tiefenau Joh. Bap.	?	F	<i>REDING Biberegg Lu. Anton Do.</i>	F	F
Lud. R. Felix					
HARTMANN Franz	?	F	Tessin		
MEIERHOFER Bernhard	?	GB	BACILIERI Giuseppe	?	F
<i>MEYER Josef Anton Felix</i>	F	?	CORRAGGIONI Giusep. Gasp.	?	F
MEYER Thimoteus	?	F	MASSOT Andrea	?	?
MEYER Schauensee Franz Josef	?	F			
MEYER Schauensee Jakob	F	F	Thurgau		
MEYER Schauensee Ludwig Anton	?	?	BOMMER Ludwig	?	?
MEYER Schauensee Xaver	F	?	FALLER Anton	?	?
MOHR Jost Xaver	?	GB			
MOHR Xaver Franz Thomas	F	?	Bayern		
MOOS Dominik	S	GB	WENK Josef Maria	?	F
<i>PEYER Ignaz Benedikt Thomas</i>	F	F	WENK Elias Josef	?	F
PEYER Hans Anton	?	?			
PEYER Jakob Josef	F	–	Franzosen		
PEYER Jodok Anton Johann Nepomuk	F	?	AMADOR de Mollans J. Cha. F.C.	?	?
PEYER Thomas	?	F	MONERY de Marchesan		
PEYER Imhof J.B.?	?	?	MOSET de Chavagnes Henri	?	?
<i>PFYFFER Wyher Heinrich Ludwig Rud.</i>	F	F/GB		?	?
<i>PFYFFER Altishofen Karl Jos.</i>	F	?	Italiener		
<i>Anton Joh.</i>			ANGELO Antonio, Turin	?	?
RECH Christian	?	?	BINACHETTI Georgio	?	?
REY Johann Kaspar	?	E			
RÜTTIMANN Josef	?	?			
<i>RÜTTIMANN Ludwig</i>	?	?			
SCHNYDER Wartensee Karl Martin	?	?			

DIE OFFIZIERE IM REGIMENT DE COURTEN 1795/1801

IM DIENST VON SPANIEN

Provisorischer Überblick über Herkunft und Militärlaufbahn vor und nach dem Dienst für Spanien

E = Spanien F = Frankreich GB = Grossbritannien M = Miliz N = Neapel P = Päpstlicher Dienst

Freiburg	vor	nach	Wallis	vor	nach
SAVARY Moritz	–	?	de MONTHEYS Jos. Al. Melchior	–	E/F/N
Wallis			de NUCE Pet. Fra. Xav. Benjamin	F	F
ARNOLD Kaspar Joseph	F	–	ODET Peter Franz Xaver	–	F
BAY Augustin	–	–	PIGNAT Ludwig Adrian	–	+
BAY Peter Josef Georg Maria	F	–	PITTAUBERT Eduard	–	?
De BONS Alexis Franz Josef	–	E	de PREUX Anton	–	–
De BONS Franz Josef Ambros	–	M/F	de PREUX Augustin	F	F/E/M
BONVIN Franz Anton	–	–	de PREUX Karl	–	–
BRAYER Josef	–	?	de PREUX Karl	F	F
COCATRIX Franz Josef	F	+	de PREUX Franz Josef	–	–
de COURTEN Josef M. Eugen Alphons	F	–	de PREUX Franz Josef Andreas	–	F/N
de COURTEN Johann Anton Adrian	F	–	de PREUX Johann Heinrich	–	E
de COURTEN Josef Hyazinth Elias	F	–	de PREUX Peter Anton	F	–
de COURTEN M. Josef Anton Elias	–	E	de QUATERY Ludwig Hyazinth	–	F/M
de COURTEN M. Josef Elias Eugen	–	E	von RIEDMATTEN Adrian	–	E/M/F
de COURTEN Christo. Eugen Christian	F	–	von RIEDMATTEN Ant.Emanuel	–	F/E/F
de COURTEN Ludwig Alfons Ferdinand	F	–	von RIEDMATTEN Franz Xaver	–	+
de COURTEN Franz Josef Markus	F	–	ROBATEL Jakob	–	F
de COURTEN Peter Stefan Moritz	F	–	ROTEN Anton	–	E/N
de COURTEN Joh. Jos. Lu. Ant. Pankraz	F	–/P	ROTEN Ludwig	–	?
de COURTEN Peter Jos. Fra. Ignaz Mor.	F	–	SATTLER Johann Peter	–	–
DUC Johann Baptist	–	E/F	SEPPEY Moritz	–	–
DU FAY Wilhelm Emanuel	–	+	SIGEL Jakob	–	+
DUFOUR Ludwig	–	F/P	de TORRENTE Joh. Josef Greg.	F	–
ESCHER Josef	–	–	VENETZ Joh. Christian Simon	F	E/F
GARD Eugen Arnold	–	–/F	WALKER Adrian	–	?
GARD Johann Josef Arnold	F	E/M	WEGENER Christi. Alo. Ludwig	F	GB
GARD Moritz	–	–	WERRA Joh.Jos.Moritz Alexis	F	M
GUERRATY Peter Friedrich	–	+	WERRA Fra. Hildebra. Stanislas	F	F
IMHOF Anton	–	–	WILLA Josef Eugen Alexis	F	?
INALBON Josef	–	–	WILLA Josef Leopold	–	?
JOST Johann Josef Arnold	–	F	ZENKLUSEN Moritz	–	+
KADLER Franz	F	–	Tessin		
von KALBERMATTEN Wihelm	–	E/F	BOTTA Peter, Bellinzona	–	–
von KALBERMATTEN Josef Alois	F	E/F	Franzosen		
von KALBERMATTEN Josef Theodos	–	E/F	MOREAU Xavier	–	–
von KALBERMATTEN Theophil	–	E	MOYSEN Johann Baptist	–	–
LAGGER Josef	–	F	Spanier		
de LAVALLAZ Franz Josef Wilhelm	F	–	FERREIRA Josef	–	–
de LOVINA Josef Theodul	F	+			

DAS ENDE DES FRANZÖSISCHEN DIENSTES³ ALS POTENTIAL FÜR DEN NEUEN DIENST IN SARDINIEN UND SPANIEN 1792/95

Provisorischer Überblick

Es ist darauf hinzuweisen, dass es Sardinien–Piemont und in Spanien bereits und weiterhin Regimenter im Dienste der dortigen Monarchen. Bezüglich der Stärke der Regimenter ist festzuhalten, dass diese im Dienste von Sardinien meist 1'208 Mann zählten, hingegen 1'909 für Spanien. Nicht berücksichtigt ist hier das Regiment Roll (2 Bataillone, 10 Kompanien, 1'698 Mann) im englischen Dienst. Es ist darauf hinzuweisen, dass ebenfalls die Schweizer Regimenter in Neapel 1789 entlassen wurden. Sie fanden mehrheitlich in den neuen neapolitanischen Fremdenregimentern Aufnahme, womit sie für die hier angeführten Neugründungen keine direkte Bedeutung hatten. Die Erhöhung des Bestandes der Kompanien im holländischen Dienst von 100 auf 150 verdeutlicht die Konkurrenzsituation im Werbegeschäft. Die Angaben erfolgen nur zur Vervollständigung der Übersicht.

Stand	Regiment in Frankreich vor 1792	Regiment neu in Sardinien ⁴ 1793–1798 Altes Regiment –1798	Regiment neu in Spanien 1793/95–1804 Altes Regiment – 1804
ZH	Steiner 16 Kp Garde 2 Kp	– 12 Kp	–
LU	Sonnenberg 7 Kp Vigier 3 Kp Garde 2 Kp	<i>Zimmermann</i> 8 Kp	–
UR	Sonnenberg 2 Kp Castella 1 Kp	<i>Peyer im Hof</i> 1 Kp	–
SZ	Garde 1 Kp	<i>Peyer im Hof</i> 2 Kp	alte Regimenter ⁶ Reding & Betschart je 10 Kp
NW	Salis–Samaden 3 Kp Châteauvieux 1	–	<i>Jann</i> 10 Kp
OW	Salis–Samaden 2 Kp	<i>Peyer im Hof</i> 1 Kp	–
ZG	Sonnenberg 1 Kp Châteauvieux 1 Kp	<i>Peyer im Hof</i> 2 Kp	–
GL kathol.	Castella 4 Kp Vigier 1 Kp	<i>Bachmann</i> 4 Kp	–
GL reform.	Sonnenberg 1 Kp Castella 2 Kp	<i>Schmid</i> 4 Kp	–
BS	Salis–Samaden 4 Kp Châteauvieux 2 Kp	–	–
FR	Sonnenberg 3 Kp Castella 2 Kp Vigier 4 Kp Châteauvieux 1 Kp Diesbach 5 Kp Garde 6 Kp	–	–

Stand	Regiment in Frankreich vor 1792	<i>Regiment neu in Sardinien</i> ⁴ 1793–1798 Altes Regiment –1798	<i>Regiment neu in Spanien</i> 1793/95–1804 Altes Regiment – 1804
SO	Salis–Samaden 2 Kp Sonnenberg 2 Kp Castella 3 Kp Garde 4 Kp	–	altes Regiment Schwaller ⁷ 10 Kp
SH	Vigier 1 Kp Diesbach 1 Kp	<i>Peyer im Hof</i> 2 Kp	–
IR	Diesbach 3 Kp	–	–
AR	Châteauvieux 1 Kp	<i>Schmid</i> 4 Kp	–
GR	Salis–Samaden 1 Kp Diesbach 2 Kp Salis–Marschlins 16 Garde 1 Kp	altes Regiment Christ ⁸ 12 Kp	–
VS	Courten 16 Kp	altes Regiment Courten ⁹ 12 Kp	<i>Courten</i> 10 Kp
Fürstabtei SG	Salis–Samaden 1 Kp Castella 1 Kp Vigier 1 Kp Châteauvieux 2 Kp	<i>Bachmann</i> 4 Kp	altes Regiment Rüttimann ¹⁰ 10 Kp
Stadt SG	Vigier 2 Kp	–	–
NE	Salis–Samaden 1 Kp Sonnenberg 1 Kp Castella 3 Kp Vigier 1 Kp Diesbach 1 Kp	–	–
Bischof BS	Reinach 16 Kp	–	–
Mülhausen	Sonnenberg 1 Kp Vigier 1 Kp	–	–
Genf	Châteauvieux 3 Kp Diesbach 2 Kp	–	–
Ambulant	Salis–Samaden 2 Kp Castella 1 Kp Vigier 2 Kp Châteauvieux 2 Kp Diesbach 2 Kp	–	–
	100–Schweizer	100–Schweizer	–
Total	1 Garderegiment 11 Linienregimenter (= 193 Kp) & 100–Schweizer & Emigrateneinheiten ¹¹	4 neue Regimenter 3 alte Regimenter (= 68 Kp) & 100–Schweizer ¹²	2 neue Regimenter 4 alte Regimenter (= 60 Kp)

VERGLEICH DER KAPITULATIONEN FÜR SARDINIEN UND FÜR SPANIEN 1790/1793/1795

Provisorischer Überblick Sardinien

Thema	Sardinien ¹³			
	Bachmann	Peyer im Hof	Zimmermann	Schmid
Kapitulation	Partikular 1793	Partikular 1793	Partikular 1793	Partikular 1790 1791 voll als Rgt
Vertragsdauer	15 Jahre	12 Jahre	12 Jahre	15 Jahre
Einsatz	Defensiv, Schutz des Königs & seiner Staaten	Defensiv, Schutz des Königs & seiner Staaten	Defensiv, Schutz des Königs & seiner Staaten	Defensiv, Schutz des Königs & seiner Staaten
Einsatzvorbehalte	Nicht offensiv gegen Schweiz & Verbündete	Nicht offensiv gegen Schweiz & Verbündete	Nicht offensiv gegen Schweiz & Verbündete	Nicht offensiv gegen Schweiz & Verbündete
Bestand Rgt/Bat/Kp	1208 Mann 1 Rgt = 2 Bat 8 & 2 Gren Kp	1208 Mann 1 Rgt = 2 Bat 8 & 2 Gren Kp	1208 Mann 1 Rgt = 2 Bat 8 & 2 Gren Kp	1208 Mann 1 Rgt = 2 Bat 8 & 2 Gren Kp
Religion	Katholiken, Reformierte OK	Katholiken, Reformierte OK	Katholiken, Reformierte OK	Katholiken, Reformierte OK
Herkunft	Schweizer, Deutsche Keine Franzosen & Königsuntertanen	Schweizer, Deutsche Keine Franzosen & Königsuntertanen	Schweizer, Deutsche Keine Franzosen & Königsuntertanen	Schweizer, Deutsche Keine Franzosen & Königsuntertanen
Eigentümer-Kp/Regt	Ja	Ja	Ja	Ja
Beförderung Hptm & Oberst	Angehörige des kapitulierenden Kantons	Angehörige des kapitulierenden Kantons	Angehörige des kapitulierenden Kantons	Angehörige des kapitulierenden Kantons
Sold	Oberst 6000 £ Jahr Sdt 14 £ Monat	Oberst 6000 £ Jahr Sdt 14 £ Monat	Oberst 6000 £ Jahr Sdt 14 £ Monat	Oberst 6000 £ Jahr Sdt 14 £ Monat
Pension	Ab 20 Jahre Sdt 50 £	Ab 20 Jahre Sdt 50 £	Ab 20 Jahre Sdt 50 £	Ab 20 Jahre Sdt 50 £
Auflösung	1797 Reduktion 1798 Auflösung	1797 Reduktion 1798 Auflösung	1797 Reduktion 1798 Auflösung	1797 Reduktion 1798 Auflösung
Fahne, Porträt, Ikonographie	2 F, 1 P, ja	2 F, – ja	–, –, ja	–, – ja
Quellen CH	Ratsprotokoll Kapitulation Korrespondenz Memoiren, Befehlss- buch SG Rekrutenrodel	Ratsprotokoll Kapitulation Korrespondenz – ZG Kp Rodel	Ratsprotokoll Kapitulation ? – –	Ratsprotokoll Kapitulation ? – AR Rekrutenrodel

Herkunft der Rekruten (Kapitulation Rgt Bachmann)

«35ter Artikel

Die Hauptleüthe werden keinen königlichen Unterthan anwerben dürfen und ihre Compagnien aus Schwyzer, Teütschen, Bündner oder anderen Fremden bestellen mit dem Vorbehalt der Franzosen.»

Provisorischer Überblick Spanien

<i>Thema</i>	Spanien¹⁵	
	neues Regiment <i>Jann</i>	neues Regiment <i>Courten</i>
Kapitulation	Partikular 1793 1796 Standeskapitulation	Partikular 1795 Standeskapitulation ?
Vertragsdauer	50 Jahre	20 Jahre
Einsatz	In und ausserhalb von Europa (= Afrika, Amerika)	In und ausserhalb von Europa (= Afrika, Amerika)
Einsatzvorbehalte	Schweiz & Alliierte	Schweiz & Alliierte
Bestand Rgt/Bat/Kp	1907 Mann 1 Rgt = 2 Bat 8 & 2 Gren Kp	1907 Mann 1 Rgt = 2 Bat 8 & 2 Gren Kp
Religion	Nur Katholiken	Nur Katholiken
Herkunft ¹⁶	Schweizer, Deutsche Keine Franzosen, Italiener & Spanier	Schweizer, Deutsche Keine Franzosen, italiener & Spanier
Eigentümer-Kp/Regt	Nein	Nein
Beförderung Hptm & Oberst	Nur Kantonsangehörige	Nur Kantonsangehörige
Sold	Oberst 2360 Reals Sdt 47 Reals	Oberst 2000 Reals Sdt 65 Reals
Pension	Ab 20 Jahre Sdt 40 Reales	?
Auflösung	Reorganisation 1804 (Rgt aus NW, OW, LU, ZG, AG) Aufgelöst 1823	Reorganisation 1805 (Rgt bleibt selbständig VS) vernichtet 1808 bei Baylen
Ikonographie	?	Werbeplakat
Quellen CH	Ratsprotokoll Kapitulation ?	Ratsprotokoll Kapitulationsprojekt Rekrutenrodel, Memoiren

Herkunft der Rekruten (Kapitulation Rgt Jann)

«Achter Artikel

Alle aus den 13 Cantons, Graubünden, Republique Wallis, deren Staaten, verbündete Stätt, Ort und ihre Unterthanen sollen für Schweitzer angesehen und gehalten werden. Als Deütsche werden angesehen alle aus dem Römischen Reich, Österreich samt dessen Erbländern in Deütschland, Preussen, Pohlen, Schweden und Dänen Mark und Norwegen.

Neunter Artikel

Es sollen diesem Regiment verboten seyn, in Spanien zu rekrutieren, kein Franzos, Italiener, noch von andern Nationen als Schweitzer und Deütschen anzuwerben, noch zu erdulden.»

¹ Arnold ist zwar Urner, gilt aber als Tessiner.

² Es ist zu beachten, dass Hotz 1785–92 im französischen Dienst gestanden ist.

³ Ausgangspunkt ist die Tabelle im Anhang 1a des 2. Bandes von CZOUZ-TORNARE Alain-Jacques, *Les troupes suisses capitulées et les relations franco-helvétiques à la fin du XVIIIe siècle*, Typoskript, Freiburg 1996. Zur französischen Schweizergarde CASTELLA DE DELLEY Rodolphe, *Le Régiment des Gardes-Suisses au service de France*, Freiburg 1964, S. 147. Zum holländischen Dienst MEIER u. BAKKER Albach (beide. Anm. 12) sowie das «*Naamregister der Herren militaire Officieren*», s'Graavenhage 1794, S. 178 ff.

⁴ Es ist festzuhalten, dass im Dienst für Sardinien aus dem Bestand der vier Füsilierkompanien eine Grenadierkompanie ausgezogen wurde.

⁵ Als Regiment Roguin (Bern) 1733 gegründet.

⁶ Als Regiment Alt- und Jung-Reding 1742/43 (Schwyz) gegründet.

⁷ 1749 als Zusammenzug der Regimenten Sury und Aregger (Solothurn) von 1734 gegründet.

⁸ Als Regiment Reydt (Graubünden) 1742 gegründet.

⁹ Als Regiment Hackbrett (Bern) 1709 gegründet, 1768 als Walliser Regiment.

¹⁰ Als Regiment Dunant (Fürstabt St. Gallen) 1758 gegründet.

¹¹ Pro memoria sind zu erwähnen 1792 das Hundert-Schweizer-Detachement in der Armee der Prinzen, die Schweizer-Garde-Kompanie des Hauptquartiers in der Armee des Prinzen von Condé und die Schweizer Kompanie in der Vendée.

¹² Als Schweizergarde 1597 gegründet.

¹³ Ein altes Regiment (drei Bataillone, 12 Kompanien) zählten nach dem Friedensetat 1413 Mann. Die Laufzeit der Kapitulation betrug 20 Jahre. Der Oberst erhielt 6500 Pfund, der Soldat 14.

¹⁴ Dieser Friedensbestand wurde nicht erhöht.

¹⁵ Ein altes Regiment (2 Bataillone, 10 Kompanien) zählte Mann. Die Laufzeit der Kapitulation betrug 20 Jahre. Der Oberst erhielt 2360 Reals, der Soldat 47 Reals oder 3 Pfund 3 Batzen.

¹⁶ Zu Beginn des 19. Jahrhunderts bildeten die Schweizer nur einen Viertel des Bestands! MAAG Albert, *Geschichte der Schweizertruppen im Kriege Napoleons I. in Spanien und Portugal (1807–1814)*, Bd. 1, Biel 1892, S. 25–30.

ANHANG

TRUPPENSTELLUNGEN FÜR DEN FREMDEN DIENST¹ IN FRANKREICH, HOLLAND, SARDINIEN, SPANIEN, NEAPEL VOR 1797

Provisorischer Überblick erstellt
durch Hubert Foerster

Es ist darauf hinzuweisen, dass es in Sardinien-Piemont und in Spanien bereits und weiterhin Regimenter im Dienste der dortigen Monarchen gab. Bezüglich der Stärke der Regimenter ist festzuhalten, dass diese im Dienste von Sardinien meist 1208 Mann zählten, hingegen 1909 für Spanien. Nicht berücksichtigt ist hier das Regiment Roll (2 Bataillone, 10 Kompanien, 1698 Mann) im englischen Dienst. Es ist darauf hinzuweisen, dass ebenfalls die Schweizer Regimenter in Neapel 1789 und im niederländischen Dienst 1796/97 entlassen wurden. Dies hatte allerdings für die hier angeführten Neugründungen keine direkte Bedeutung. Die Angaben erfolgen nur zur Vervollständigung der Übersicht.

Stand	Regiment in Frankreich vor 1792	Regiment in Holland vor 1796/97	Regiment in Sardinien ² vor 1792	Regiment in Spanien vor 1793	Regiment in Neapel vor 1789
ZH	Steiner 16 Kp	Lochmann 12 Kp Garde 1 Kp	–	–	
BE	Ernst 16 Kp Garde 2 Kp	Goumoëns 12 Kp May 12 Kp Garde 5 Kp ³	Stettler 12 Kp	–	
LU	Sonnenberg 7 Kp Vigier 3 Kp Garde 2 Kp	–	–	–	
UR	Sonnenberg 2 Kp Castella 1 Kp	–	–	–	Jauch 8 Kp
SZ	Garde 1 Kp	–	–	Reding & Betschart je 10 Kp	
NW	Salis-Samaden 3 Kp Châteauvieux 1	–	–	–	
OW	Salis-Samaden 2 Kp	–	–	–	Wirz 8 Kp
ZG	Sonnenberg 1 Kp Châteauvieux 1 Kp	–	–	–	
GL kathol.	Castella 4 Kp Vigier 1 Kp	–	–	–	Tschudi 8 Kp

Stand	Regiment in Frankreich vor 1792	Regiment in Holland vor 1796/97	Regiment in Sardinien ² vor 1792	Regiment in Spanien vor 1793	Regiment in Neapel vor 1789
GL reform.	Sonnenberg 1 Kp Castella 2 Kp	Stokar 3 Kp Garde 1 Kp	Centurie / Rgt Schmid 4 Kp	–	
BS	Salis-Samaden 4 Kp Châteauvieux 2 Kp	–	–	–	
FR	Sonnenberg 3 Kp Castella 2 Kp Vigier 4 Kp Châteauvieux 1 Kp Diesbach 5 Kp Garde 6 Kp	–	–	–	
SO	Salis-Samaden 2 Kp Sonnenberg 2 Kp Castella 3 Kp Garde 4 Kp	–	–	Schwaller 10 Kp	
SH	Vigier 1 Kp Diesbach 1 Kp	Stokar 4 Kp	–	–	
IR	Diesbach 3 Kp	–	–	–	
AR	Châteauvieux 1 Kp	Stokar 4 Kp	Centurie / Rgt Schmid 4 Kp	–	
GR	Salis-Samaden 1 Kp Diesbach 2 Kp Salis-Marschlins 16 Garde 1 Kp	Schmidt 12 Kp Garde 1 Kp	Christ 12 Kp	–	
VS	Courten 16 Kp	–	Courten 12 Kp	–	
Fürstabtei SG	Salis-Samaden 1 Kp Castella 1 Kp Vigier 1 Kp Châteauvieux 2 Kp	–	–	Rüttimann 10 Kp	
Stadt SG	Vigier 2 Kp	Stokar 1 Kp	–	–	
NE	Salis-Samaden 1 Kp Sonnenberg 1 Kp Castella 3 Kp Vigier 1 Kp Diesbach 1 Kp	(de Meuron 10 Kp)	–	–	
Bischof BS	Reinach 16 Kp	–	–	–	
Mülhausen	Sonnenberg 1 Kp Vigier 1 Kp	–	–	–	
Genf	Châteauvieux 3 Kp Diesbach 2 Kp	–	–	–	
Ambulant	Salis-Samaden 2 Kp Castella 1 Kp Vigier 2 Kp Châteauvieux 2 Kp Diesbach 2 Kp	–	–	–	
	100-Schweizer	–	100-Schweizer	–	
Total	1 Garderegiment 11 Linienregimenter (= 193 Kp) & 100-Schweizer & Eimigrantentruppen ⁴	1 Garderegiment 5 Linienregimenter (= 68 Kp)	4 Regimenter (= 44 Kp) & 100-Schweizer	4 Regimenter (= 60 Kp)	1 Garde- regiment 3 Regimenter (= 38 Kp)

Pro memoria

– 1 Regiment in Sachsen von 1763–1814 (BE, FR, Fürstabt SG).

TABELLE DER TRUPPENLIEFERUNGEN DER SCHWEIZ UM 1800

Provisorische Übersicht

durch	Frankreich 1798–1815	England 1799–1816	Spanien 1798–1804	durch
CH	2 helvet. Legionen 1798–1800	Rgt de Meuron 1795–1816	Rgt Rüttimann 1758–1804	SG
CH	6 helvet. Halbbrigaden 1798–1800	Rgt von Roll 1794–1816	Rgt Reding 1742–1804	SZ
CH	3 helvet. Halbbrigaden 1800–1805	Emigrantentruppen ⁷ 1799–1801	Rgt Betschart 1742–1804	SZ
CH ⁵	4 CH-Regiment 1805–1815	Rgt Wattenwyl 1801–1816	Rgt Jann 1793–1804	NW
VS	Bataillon Wallis ⁶ 1806–1811		Rgt de Courten 1795–1808	VS
NE	Bataillon Neuenburg 1807–1815		1. CH-Regiment 1804–1823	SO, FR, AG
CH	Bataillon Stoffel		2. CH-Regiment 1804–1823	LU, SG, TG
(CH)	(2. Fremdenregiment 1815)		3. & 4. CH-Regiment 1804–1823	SZ, UR, TI, GR, GL, AP
			5. CH-Regiment 1804–1823	UW, LU, ZG, AG

CH-Rgt 5 Spanien je 2 Kp??

TABELLE DER TRUPPENLIEFERUNGEN DER SCHWEIZ NACH 1814/15

Provisorische Übersicht

	Frankreich ⁸ 1815/16–1830	Holland ⁹ 1814–1829	Neapel ¹⁰ 1825/29–1859/61	Spanien ¹¹ 1804–1835	Sardinien 1814–1816/31
ZH	4 G / 6 L	8 / 8 = Rgt 30	–	–	–
BE	4 G / 5 L	20 / 20 = 28. Rgt	12 Kp / 4. Rgt	–	–
LU	3 G / 5 L	4 / 2 = Rgt 32	7 Kp / 1. Rgt	2 Kp 2. CH-Rgt 2 Kp 5. CH-Rgt	–
UR	1 G / – L	2 / 1 = Rgt 32	1 Kp / 1. Rgt	2 Kp 3. CH-Rgt 2 Kp 4. CH-Rgt	–
SZ	1 G / 3 L	8 / 2 = Rgt 32	3 Kp / 3. Rgt	2 Kp 3. CH-Rgt 2 Kp 4. CH-Rgt	–
NW	1 G / 1 L	2 / 1 = Rgt 32	2 Kp / 1. Rgt	2 Kp 5. CH-Rgt	–
OW	1 G / 2 L	2 / 1 = Rgt 32	1 Kp / 1. Rgt	2 Kp 5. CH-Rgt	–
ZG	(G) / 1 L	2 / 1 = Rgt 32	–	2 Kp 5. CH-Rgt	–

	Frankreich⁸ 1815/16–1830	Holland⁹ 1814–1829	Neapel¹⁰ 1825/29–1859/61	Spanien¹¹ 1804–1835	Sardinien
GL	1 G / 1 L	4 / 2 = Rgt 31	–	1 Kp 3. CH-Rgt 1 Kp 4. CH-Rgt	–
FR	4 G / 5 L	– / –	6 Kp / 2. Rgt	4 Kp 1. CH-Rgt	–
SO	2 G / 6 L	2 / 2 = Rgt 32	6 Kp / 2. Rgt	4 Kp 1. CH-Rgt	–
BS	2 G / 2 L	– / –	–	–	–
SH	1 G / 2 L	2 / 2 = Rgt 30	–	–	–
AR	– / –	3 / 3 = Rgt 31	–	–	–
IR	– / –	2 / 1 = Rgt 32	1 Kp / 1. Rgt	1 Kp 3. CH-Rgt 1 Kp 4. CH-Rgt	–
SG	4 G / 6 L	3 / 3 = Rgt 30	–	4 Kp 2. CH-Rgt	–
GR	3 G / 6 L	13 / 7 = Rgt 31	3 Kp / 3. Rgt	2 Kp 3. CH-Rgt 2 Kp 4. CH-Rgt	12 Kp Rgt Christ 1814–1816
AG	3 G / 3 L	4 / 4 = Rgt 30	–	2 Kp 1. CH-Rgt 2 Kp 5. CH-Rgt	–
TG	1 G / 2 L	3 / 3 = Rgt 30	–	4 Kp 2. CH-Rgt	–
TI	1 / 3 L =	6 / 1 = Rgt 32	–	2 Kp 3. CH-Rgt 2 Kp 4. CH-Rgt	–
VD	4 G / 6 L	– / –	–	–	–
VS	4 G / 6 L	– / –	6 Kp / 3. Rgt	10 Kp Rgt Courten ¹²	–
NE	–	– / –	–	–	–
GE	2 G / 1 L	– / –	–	–	–
Total	2 Garde- (48 Kp) & 4 Linien Rgt (72 Kp) & Gardes à pied du roi ¹³ (franz. Fremden legion ¹⁴ seit 1831)	4 Rgt (Nr. 29-32 = 82/64 Kp)	4 Rgt (48 Kp) (13. Jäger Bat 1850–59, 3 Fremd Bat 1860–61, Fremd Batterie 15 1860–61)	Dazu ¹⁵ bei den national- spanischen Truppen (1808-14) das Rgt der Suizos de Aragon und das Bat der Volontaires étrangers de l'Andalusie, – bei König Joseph Bonaparte das 3. Fremdenregiment (Royal étranger) 1808/09-13. – 6 Rgt (60 Kp) (Fremdenlegion ¹⁶ 1835–1839)	1 Rgt (= 12 Kp) & Schweizergarde 1814–1831

Pro memoria

– Die Kompanien wurden nach den 1816 kantonal besetzten Hauptmannstellen aufgelistet. Bei der Mannschaft gab es mit ½, 1/3 oder 2/3 zusammengesetzte Einheiten aus verschiedenen Kantonen (UR, SZ, OW, NW, ZG, GL), welche nach interkantonomer Absprache zur Besetzung der Hauptmannstelle im Wechsel zum Zuge kamen.

- Frankreich überliess 1807/08 sein 1. Schweizer Regiment Neapel.
- *Neuenburg* liefert Preussen seit 1814 ein Jägerbataillon mit 429 Mann. Dazu Vodoz E., *Le Bataillon Neuchâtelois des Tirailleurs de la Garde de 1814 à 1848*, Neuenburg 1902.
- Die *England* verzichtete 1816 auf die Regimenter de Meuron, von Roll und Wattenwyl und löste sie auf.
- 1855–1856/59 gab es im Hinblick auf den Krimkrieg zwei *englisch-französische Legionen*.
- Die 1506 gegründete und 1796/98 abgedankte *päpstliche Schweizergarde* in Rom wurde 1800 wieder errichtet und 1809 erneut aufgehoben. Seit 1814 besteht die Garde wiederum und tut bis morgen ihren Dienst. 1832–1870 nahmen viele Schweizer in den zwei Fremd Regimenten Dienst.

NOTES

¹ Ausgangspunkt ist die Tabelle im Anhang 1a des 2. Bandes von CZOUZ-TORNARE Alain-Jacques, *Les troupes suisses capitulées et les relations franco-helvétiques à la fin du XVIII^e siècle*, Typskript, Freiburg 1996. Zur französischen Schweizergarde, CASTELLA DE DELLEY Rodolphe de, *Le Régiment des Gardes-Suisses au service de France*, Freiburg 1964, S. 147. Zum holländischen Dienst, MEIER, *Vivat Hollandia*; BAKKER Albach, *Schweizer Regimenter*; (beide. Anm. 11) und das «*Naam-register der Herren militaire Officieren*», s'Graavenhage 1794, S. 178 ff.

² Es ist festzuhalten, dass im Dienst für Sardinien aus dem Bestand der vier Füsilierkompanien eine Grenadierkompanie ausgezogen wurde.

³ Von diesen fünf Kompanien sind drei mit Bern kapituliert. Die anderen zwei waren, obwohl mehrheitlich in Bern rekrutiert, nicht-avouierte Kompanien.

⁴ Pro memoria sind zu erwähnen 1792 das Hundert-Schweizer-Detachement in der Armee der Prinzen, die Schweizer-Garde-Kompanie des Hauptquartiers in der Armee des Prinzen von Condé und die Schweizer Kompanie in der Vendée.

⁵ Die 108 Kompanien waren umfangmässig aufgeteilt auf je 15 von Bern und Zürich, je 10 aus der Waadt und von Graubünden, je 9 aus St. Gallen und dem Aargau, je 6 aus Luzern und Freiburg, 5 aus dem Thurgau, 4 aus dem Tessin, je 3 aus Glarus, Solothurn und Appenzell, je 2 aus Schwyz, Unterwalden, Basel, Schaffhausen und 1 aus Zug. Uri stellte nach den erlittenen Schäden während der Helvetik keine Kompanie. Es gab aber keine eigentlichen Kantonskompanien, die Mannschaften wurden innerhalb der Einheit durchgemischt.

⁶ GALLY-DE RIEDMATTEN Louiselle, «Le soldat valaisan au service de l'Empereur Napoléon: un service étranger différent (1806–1811)», *Vallesia* 59 (2004), S. 1–197.

⁷ Es handelt sich um Freiwillige in den Regimentern Rovéréa, Bachmann und Paravicini, in den Bataillonen Salis und de Courten und in der Legion Managhetta.

⁸ Im königlich 7. Garderegiment (= 1. Schweizergarderegiment) fehlten 1816 bezüglich Hauptleuten die Kantone Uri, Schwyz, Obwalden, Zug und Glarus, im 8. (= 2. Schweizergarderegiment) die der Kanton Nidwalden, Zug, Schaffhausen, der Thurgau und Tessin. Das 1. Linienregiment setzte sich zusammen aus Kompanien der Kantone Zürich, St. Gallen, Schaffhausen, Thurgau und Basel, das 2. aus Solothurn, Uri, Schwyz, Obwalden, Glarus und Wallis, das 3. aus Bern, Luzern, Freiburg, Genf, Nidwalden und Zug, das 4. Graubünden, Aargau, Tessin und der Waadt. CASTELLA Rodolphe de, *Garde royale 1815–1830 – Six régiments suisses au service de France*, o.O., 1980.

⁹ Die erste Zahl gibt die Anzahl der Kompanien anlässlich der Regimentbildung 1814–1816, die zweite die bei der Auflösung. Das Regiment 32 (LU, UR, SZ, OW, NW, SO, AP, TI) zählte infolge Reorganisationen (1815, 1816) sogar 40 Kompanien, die Schwankungen sind hier nicht berücksichtigt. AMERSFOORT Hermanus, *Koning en Kanton. De Nederlands staat en het einde van de Zwitserse krijgsdienst hier te lande 1814–1829*, s’Gravenhage 1988, S. 322–324.

¹⁰ MAAG Albert, *Geschichte der Schweizertruppen in neapolitanischen Diensten 1825–1861*, Zürich 1909.

¹¹ Die Zusammensetzung des 5. Regiments ist noch näher abzuklären. Stellte jeder Kanton wirklich je zwei Kompanien oder Luzern und der Argau je 3, Zug 2, Obwalden und Nidwalden je 1?

¹² SCHALBETTER Jacques, «Le régiment valaisan au service de l’Espagne 1796–1808», *Annales valaisannes* 2^e série 15 (1969), S. 283–369.

¹³ CASTELLA Rodolphe de, *Les Colonels généraux des Suisses et Grisons 1571–1830 – Les 100 Suisses de la Garde du Roi devenus Gardes à pied ordinaires du corps du Roi 1814–1830*, o. O., 1971.

¹⁴ MARADAN Evelyne, *Les Suisses et la Légion étrangère 1831 à 1861*, Marsens 1987.

¹⁵ Als Sammlung versprengter Schweizer Offiziere und Soldaten.

¹⁶ Von Frankreich ausgeliehen. MARADAN, *Légion étrangère*, (wie Anm. 14), S. 80–85.

ADRESSES DES AUTEURS

Giovanni C. Badone

Via Ettore Ponti 68
I-20143 Milano

Olivier Bangerter

4a, chemin du Joran
CH-1260 Nyon

Nathalie Büsser

Karl Schmid-Strasse 4
CH-8006 Zürich

Michel Chabloz

20, chemin de Pierraz-Portay
CH-1095 Lutry

François Cojonnex

7, avenue de l'Avant-Poste
CH-1005 Lausanne

Robert-Peter Eyer

Caserne Dailly
CH-1890 Saint-Maurice

Hubert Foerster

5, route Mgr-Besson
CH-1700 Fribourg

Louiselle Gally-de Riedmatten

38, avenue Aristide-Briant
F-50100 Cherbourg Octeville

Holger Th. Gräf

Wilhelm-Röpke-Strasse 6 C
D-35039 Marburg

Valentin Gröbner

Kasernenplatz 3
CH-Luzern 7

Benjamin Hitz

Kasernenplatz 3
CH-6000 Luzern

Marc Höchner

Rathausgasse 12
CH-3011 Bern

Rudolf Jaun

Asternweg 5
CH-8057 Zürich

Dominique Juillard

Lutertlstrasse 86
CH-3065 Bolligen

Hervé de Weck

7, rue Saint-Michel
CH-2900 Porrentruy

La conception graphique et la mise en page
ont été réalisées par
DEMOTEC SA — Microédition,
CH-2900 Porrentruy.

L'ouvrage, tiré à 400 exemplaires,
est l'œuvre de
l'Imprimerie PRESSOR SA,
CH-2800 Delémont.

Achevé d'imprimer en décembre 2010.